Les quotidiens et les affaires publiques

LIBR-00177

par
Frederick J. Fletcher
Avec la collaboration de
David V. J. Bell
André Blais
Jean Crête
William O. Gilsdorf

Volume 7
Publications de recherche

Commission royale sur les quotidiens

Tom Kent
Président

Laurent Picard
Commissaire

Borden Spears
Commissaire

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1981

En vente au Canada par l'entremise de nos
agents libraires agréés
et autres librairies
ou par la poste au:
Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa, Canada, K1A 0S9

N° de catalogue Z 1-1980/1-41-7F
ISBN 0-660-90824-7

Canada: $5.95
à l'étranger: $7.15

Prix sujet à changement sans avis préalable

Les quotidiens et les affaires publiques

par
Frederick J. Fletcher

Etudes sur l'industrie des quotidiens

Volume 7

Les quotidiens et les affaires publiques

Table des matières

Publications de recherche VII

Introduction IX

1 Théories et perspectives 1

- **1** La concentration de la propriété, le déclin de la concurrence et l'essor de la télévision 5
- **2** Evaluation de la couverture des affaires publiques par les quotidiens 7
- **3** Le système d'information sur les affaires publiques 10
- **4** Contexte historique: l'évolution de la presse 12
- **5** Conclusion 15

2 Influence des quotidiens sur les affaires publiques 19

- **1** Etablissement de l'ordre du jour 20
- **2** Influence des média sur l'élaboration des orientations politiques 22
- **3** Facteurs de l'influence des quotidiens 28
- **4** Les quotidiens et la cohérence nationale 31
- **5** Conclusion 37

3 Influences sur la couverture des affaires publiques par la presse 43

- **1** Propriété des chaînes 44
- **2** Concurrence 49
- **3** Pressions extérieures 52
- **4** Conventions et pratiques journalistiques 55
- **5** Conclusion 57

4 Les tribunes de la presse et la couverture des affaires publiques 59

- **1** Le rôle des tribunes de la presse 60
- **2** La composition des tribunes de la presse 62
- **3** Les tribunes à l'oeuvre 71
- **4** Evaluation de la qualité de la couverture des affaires publiques 76
- **5** Résumé et conclusion 82
- **6** Solutions possibles 84

5 Le cas spécial des élections 95

1 Influence des quotidiens sur les élections 95

2 Pratiques des quotidiens lors de la couverture des campagnes électorales 98

3 Appuis éditoriaux 100

4 Tendances de la couverture des nouvelles lors des élections fédérales 105

5 Elections provinciales 113

6 Le cas spécial des élections municipales 113

7 Résumé et conclusion 116

6 La presse à l'ère de la télévision 123

1 Contraste entre la télévision et les quotidiens 124

2 Effets de la prédominance de la télévision sur les reportages des quotidiens 129

3 Les quotidiens et la télévision: un modus vivendi? 131

4 Conclusion 133

7 Conclusions et propositions 135

Annexe 143

Méthodes de recherche et sources des données 144

Publications de recherche de la Commission royale sur les quotidiens

Volume 1 *Les quotidiens et leurs lecteurs,* par le Communications Research Center, avec une introduction de Leonard Kubas.

Volume 2 *Du côté des journalistes,* par Robert Fulford, Lysiane Gagnon, Florian Sauvageau, George Bain, Walter Stewart, Gérald LeBlanc, Dominique Clift, Tom Sloan, Pierre Ivan Laroche et Jean Cloutier.

Volume 3 *Les quotidiens et la loi,* par Walter Tarnopolsky, Colin Wright, Gérald-A. Beaudoin et Edith Cody-Rice.

Volume 4 *Le journal comme entreprise,* par Eugene Hallman, P.F. Oliphant et R.C. White et le Communications Research Center (Leonard Kubas).

Volume 5 *Les relations de travail dans l'industrie des quotidiens,* par Gérard Hébert, C.R.P. Fraser et Sharon Angel, Allan Patterson, John Kervin, Donald Swartz et Eugene Swimmer, Pierre-Paul Proulx, et James Thwaites.

Volume 6 *Les agences de presse,* par Carman Cumming, Mario Cardinal et Peter Johansen.

Volume 7 *Les quotidiens et les affaires publiques,* par Frederick J. Fletcher, avec la collaboration de David V.J. Bell, André Blais, Jean Crête et William O. Gilsdorf.

Volume 8 *Les quotidiens et l'ordinateur: une industrie en transition,* par Peter Desbarats, fondé en partie sur les études de Morrison W. Hewitt, Michael Tyler, Jean-Paul Lafrance, Ian Brown, Robert Collison, Tom Paskal, l'Institut de recherches politiques et Charles Dalfen.

Note: La numérotation des volumes suit l'ordre dans lequel les sujets ont été traités dans le rapport de la Commission.

Introduction

L'étude entreprise par Frederick J. Fletcher et ses associés a été conçue pour aider la Commission royale sur les quotidiens à répondre à plusieurs questions à propos de la place des quotidiens dans le processus démocratique. Selon les termes mêmes de son mandat, la Commission était tenue d'examiner en particulier:

> jusqu'à quel degré la situation qui prévaut actuellement dans l'industrie des journaux a affecté ou pourrait affecter l'accomplissement de *ses responsabilités envers le public*;
>
> quelles sont les *conséquences* de l'élimination d'un quotidien *pour les individus et la vie communautaire* dans les villes où un journal a disparu au cours des dernières années;
>
> quelles sont les conséquences de la présente situation dans l'industrie des journaux pour la *vitalité et la cohésion de l'ensemble du pays, sur le plan politique*, économique, social et intellectuel. [L'italique est de nous.]

Frederick J. Fletcher, directeur de l'étude et auteur de la majorité des textes compris dans le présent volume, est professeur au département des sciences politiques de l'université York. Ancien journaliste (au *Sun* et à la *Province* de Vancouver), il détient un doctorat de l'université Duke et a rédigé de nombreux articles sur les média de masse et la politique. Se sont associés à lui, lors de cette étude:

David V. J. Bell, professeur de sciences politiques et doyen des études supérieures à l'université York, dont le plus récent ouvrage (en collaboration), *The Roots of Disunity*, porte sur la culture politique canadienne, les différences régionales et les problèmes de la cohérence nationale.

André Blais et Jean Crête, des départements de sciences politiques des universités de Montréal et Laval respectivement, auteurs d'ouvrages sur les comportements électoraux et les affaires publiques et municipales, qui sont d'habituels collaborateurs. Laurent Pellerin et Jean Garneau, étudiants diplômés de l'Université de Montréal et de l'université Laval respectivement, qui ont travaillé à titre d'agents de recherche.

William O. Gilsdorf, professeur en communications à l'université Concordia, qui est l'auteur d'une étude à paraître sur la couverture des média et la stratégie des partis politiques lors des élections fédérales de 1979 et de 1980.

Daphne F. Gottlieb, expert-conseil, diplômée de l'université York, qui termine à l'heure actuelle une maîtrise en sciences politiques à l'université Duke.

Les points de vue exprimés dans la présente étude sont ceux du groupe de recherche et ne coïncident pas nécessairement avec les opinions de la Commission. Les parties de l'étude qui ne figurent pas dans le présent volume (voir l'annexe) sont disponibles aux archives publiques.

Tim Creery, directeur de la recherche pour la Commission royale et superviseur des publications de recherche, a dirigé la publication du présent volume. Jean-Claude Labrecque, coordonnateur des recherches éditoriales, a supervisé la préparation de la version française des publications et Dick MacDonald a assuré la coordination de la rédaction des publications de recherche.

1
Théories et perspectives

Plus de dix ans se sont écoulés depuis que le Comité spécial du Sénat sur les communications de masse, présidé par le sénateur Keith Davey, a publié son rapport, *Le miroir équivoque* (vol. 1), et fait remarquer que dans le monde des média, «la tendance à la concentration existe, et [...] va s'accélérant». (Comité spécial du Sénat, p. 6. Voir, en fin de chapitre, la description complète des références.) A l'aube des années quatre-vingt, cette tendance à la concentration massive des média se poursuit. Parmi les quotidiens de langue anglaise, deux grandes chaînes dominent le marché, détenant quelque 54 quotidiens et plus de la moitié du tirage total. De tous les quotidiens du pays, le quart seulement — pour la plupart de petits journaux — ont des propriétaires indépendants. Le quotidien indépendant le plus important, le *Star* de Toronto, dont le tirage en semaine atteint presque les 500 000, possède la majorité des hebdomadaires locaux de la région périphérique de Toronto. Les magnats de la presse comme Southam détiennent des holdings considérables et en pleine expansion dans le domaine des revues, de la radio, de la télévision et de la câblodiffusion, tandis que d'autres firmes engagées dans ces secteurs prennent un essor semblable en rachetant des entreprises de moindre envergure. Phénomène troublant pour qui se préoccupe de la mainmise des sociétés sur la presse: parmi les propriétaires de média, la tendance est à la possession d'autres intérêts commerciaux qui dépassent largement, par leur importance financière, leurs holdings dans le domaine de la presse. Thomson, par exemple, a aussi des intérêts dans nombre d'entreprises commerciales, dont La Baie et Simpsons. Power Corporation, un des trois groupes propriétaires de tous les journaux de langue française au Québec, sauf un, est engagé dans plusieurs opérations financières étrangères à ses intérêts dans le domaine des quotidiens et de la radiotélédiffusion. Cette société possède *La Presse* et trois autres quotidiens. (*Le Devoir*, seul quotidien indépendant de langue française du Québec, est détenu par une société sans but lucratif.)

Des observateurs se sont dits préoccupés non seulement de l'influence possible des intérêts financiers étrangers à la presse sur la couverture et le commentaire des nouvelles et des affaires publiques, mais aussi des effets que peuvent avoir sur les journaux les sociétés dont l'intérêt porte principalement sur les profits à court terme.

Dans la mesure où nous avons pu en juger, rien n'indique que la haute administration des sociétés ait exercé une influence directe sur la couverture ou le commentaire dans les entreprises détenues par les maisons mères. Dans les cas où les intérêts étrangers à la presse sont bien connus, cependant, certains journalistes peuvent hésiter à fouiller des sujets qui feraient l'objet d'examens si la société mère n'y était pas mêlée. Bien que l'on n'ait aucune preuve formelle de ces effets, les allégations à cet égard sont assez répandues et il semble clair que la propriété de la presse au sein de conglomérats puisse nuire au crédit dont jouit la presse aux yeux du public. Formulant des observations générales sur l'évolution des formes de la propriété et de la gestion des quotidiens, Anthony Smith a fait remarquer que «au fur et à mesure que les corps administratifs professionnels, qui suivent constamment et de près les cours de la Bourse, occupent les pupitres laissés vacants par les descendants des grandes familles de propriétaires, l'idée d'une presse toute puissante [. . .] faiblit». (Smith, 1980, p. 46) D'aucuns s'inquiètent de ce que la quête de l'excellence en journalisme sera déclassée par la recherche des profits et du fait que, puisque les budgets de rédaction seront comprimés, les éditeurs se montreront prudents. Lorsque tout est concentré sur les profits, il peut être trop onéreux de courir le risque d'indisposer des annonceurs influents en tâchant d'atteindre à l'excellence journalistique.

Sur le plan régional aussi, la tendance à la concentration de la propriété est un sujet d'inquiétude. Par exemple, au Nouveau-Brunswick, le groupe K.C. Irving possède les cinq quotidiens de langue anglaise, en plus d'une station de radio, d'une station de télévision, d'un magazine régional et d'une maison d'édition. Pareille concentration de la propriété comporte sûrement la possibilité d'abus. Dans les quatre provinces de l'Ouest, ce sont des chaînes dont le siège social est situé en Ontario qui possèdent la totalité des grands quotidiens; cela pourrait bien devenir aussi une source de préoccupation.

Parallèlement, la concurrence entre les quotidiens s'est rapidement amoindrie. Il n'y a plus que six villes au pays où des quotidiens publiés dans la même langue se livrent concurrence: Toronto, Edmonton, Calgary et Saint-Jean de Terre-Neuve, au Canada anglais; Montréal et Québec, au Canada français. Dans trois de ces villes, le deuxième quotidien en importance suit de près le premier pour ce qui est du tirage; ainsi le *Herald* de Calgary, le *Journal* d'Edmonton et l'*Evening Telegram* de Saint-Jean dominent leurs marchés respectifs. (Plus récemment, le *Sun* de Winnipeg est devenu un quotidien, à la remorque de la *Free Press*.) Southam possède les deux quotidiens de Vancouver. Ce n'est qu'à Toronto, à Montréal et à Québec que les quotidiens se livrent une concurrence appréciable. Si elle est toujours aussi vive dans ces trois villes, c'est que les quotidiens ont pu y desservir des clientèles distinctes. Jusqu'en 1980, deux grandes chaînes — Southam et FP — se sont fait âprement concurrence partout au pays. Elles possédaient des quotidiens en concurrence à Vancouver, Calgary, Winnipeg, Ottawa et Montréal et exploitaient des services de nouvelles rivaux à Ottawa. Peu après l'achat de FP par le groupe Thomson, en janvier 1980, on entreprit toute une série de démarches qui mirent fin à la concurrence. Le *Star* de Montréal avait déjà cessé de paraître en septembre 1979, laissant le marché anglophone aux mains de Southam. En juillet 1980, Thomson vendait l'*Albertan* de Calgary, journal déficitaire, à la Toronto Sun Publishing Corporation, qui le rebaptisa le *Sun* de Calgary. Le 27 août, Thomson fermait le

Journal d'Ottawa, le *Citizen*, propriété de Southam, devenant ainsi le seul quotidien sur le marché. Le même jour, Southam fermait les portes de la *Tribune* de Winnipeg, faisant de la *Free Press*, dont Thomson est le propriétaire, le seul quotidien de la ville. Au même moment, Thomson vendait les 50 pour cent d'actions qu'il détenait dans la Pacific Press à Southam, laissant à ce dernier l'exploitation des deux quotidiens de Vancouver. Bien qu'il ait pu y avoir de sérieuses raisons pour procéder à ces fermetures, les transactions qui eurent lieu ont clairement marqué la fin d'une concurrence importante entre les quotidiens dans presque tout le Canada anglais. Cet état de choses a alarmé les politiciens et le public à tel point que l'on a mis sur pied la Commission royale sur les quotidiens et entrepris une étude parallèle, aux termes de la Loi sur les coalitions.

Même si la tendance à la concentration de la propriété est plus forte que jamais, les répercussions de cette forme de propriété demeurent ambiguës. On ne peut dire avec plus de certitude qu'en 1970 quels seront les effets de la propriété des chaînes sur l'orientation de la rédaction et la couverture des nouvelles. Nous pouvons accepter les conclusions du rapport Davey et convenir que, en principe, l'appartenance à des chaînes «n'est pas une bonne chose» et que, «dans un pays fabuleux de forêts de bâtons de sucre et de châteaux de pains d'épices», il existerait autant d'entreprises de presse et de stations de radiotélédiffusion qu'il y a d'opinions personnelles dans une société. Mais le dilemme décelé par le Comité persiste: comment trouver un compromis raisonnable entre la tendance naturelle au monopole dans l'industrie du quotidien et le besoin qu'a la société d'organes d'information «variés et divergents»? Ce dilemme se complique encore lorsqu'on se rend compte que la concentration de la propriété n'est pas le seul facteur en cause quand on parle de menace à la diversité. Approuvant cette observation de Desmond Morton, le Comité a convenu que «peu importe que le *Nugget* de North Bay appartienne à Roy Thomson, à Max Bell ou à un marchand de tissus de la localité. Tous les journaux se trouvent, sans exception, dans des mains semblables. Ils appartiennent tous au milieu canadien des affaires et répondent tous aux voeux de ce milieu. Et si les hommes d'affaires canadiens maintiennent une communauté de vues automatique et irréductible avec les bien-pensants du pays, ils ne se distinguent guère de tous les oligarques de l'histoire». (Comité spécial du Sénat, p. 8) Si le degré de conformité, pour ce qui est de la couverture et du reportage des affaires publiques, était aussi élevé que le laisse entendre Desmond Morton, la concentration de la propriété comme telle pourrait alors avoir fort peu d'importance.

Des études indiquent qu'il n'y a pas de relation directe et facilement décelable entre l'appartenance à des chaînes et l'orientation rédactionnelle ou d'autres aspects du contenu d'un journal. Par exemple, Wagenberg et ses coauteurs rapportent que «d'après les recherches sur les éditoriaux parus lors des élections, on ne peut prouver que les chaînes imposent une orientation aux idées exprimées dans les journaux». (Wagenberg, Soderlund, Briggs et Romanow, 1980, p. 3. Voir aussi Wagenberg et Soderlund, 1975, 1976.) Une étude des éditoriaux parus lors des élections fédérales de 1979, commandée dans le cadre du présent rapport, confirme cette opinion générale. (Romanow *et al.*, 1981) Il y a eu des exceptions, cependant, comme à l'occasion du référendum québécois, alors qu'un propriétaire a fait savoir à ses éditeurs que la seule position éditoriale acceptable était de se retrancher dans la neutralité ou encore d'appuyer le «non». (Blais et Crête, 1981 a) Une recherche

réalisée aux Etats-Unis par la Rand Corporation sur les effets de la concentration de la propriété sur le contenu des nouvelles a rendu ce verdict laconique: «Sans preuve». (Baer, Geller, Grundfest et Possner, 1974) Ces conclusions reflètent en partie les motifs qui sous-tendent la concentration de la propriété.

Faisant rapport sur la situation qui prévaut aux Etats-Unis, Jon G. Udell indique qu'il y a «passablement de preuves à l'appui de la déclaration de propriétaires de chaînes selon laquelle leur préoccupation première [. . .] porte sur une gestion efficace de leurs entreprises de presse et non sur le droit de regard du groupe ou de la chaîne sur le contenu des éditoriaux [. . .]. Il n'est pas rare qu'un journal particulier au sein d'un groupe de quotidiens ait une philosophie fort différente en matière d'éditorial [. . .]». (Cité par Hart dans Smith, 1980, p. 277.) Pareille «diversité» tient toutefois à une gamme d'idées restreinte. Dans un article sur la tribune de la presse parlementaire, Roy MacGregor (dans Stewart, 1980, p. 200) a remarqué que «le point de vue de la gauche est tout à fait inexistant à Ottawa». Bien qu'il attribue cette lacune au fait que la haute administration des entreprises de presse soit peu disposée à fournir les fonds nécessaires pour obtenir la qualité et la diversité des sources d'information voulues, il n'en demeure pas moins qu'il existe quelque uniformité dans le journalisme politique canadien qui, dans une certaine mesure, est indépendant de la forme de la propriété des média. Cette situation peut être imputable à la formation commune des journalistes canadiens. Il n'est donc pas évident que la modification de la forme de propriété amènera des changements dans la couverture des nouvelles et les éditoriaux. En effet, le Comité Davey a été catégorique sur ce point lorsqu'il a déclaré qu'il «n'existe tout simplement pas de corrélation entre l'appartenance à une chaîne et la qualité de ce qui est publié». (Comité spécial du Sénat, 1970, p. 6) En temps de crise, cependant, les propriétaires peuvent intervenir, comme ce fut le cas au Québec, et cette éventualité peut aider à fixer les limites de ce qui est acceptable en matière de couverture et de commentaire.

Bien que la plupart des recherches soient incomplètes, certaines études américaines récentes ont trouvé des différences qui valent la peine d'être retenues:

- les journaux détenus par des chaînes sont plus portés à appuyer des candidats, et cet appui tend à y être homogène;
- une étude des journaux de la côte ouest, avant et après leur acquisition par une chaîne, a montré que les éditoriaux locaux sont devenus moins «rigoureux»;
- plusieurs études ont fait état d'une diminution de la couverture locale après l'appropriation des journaux par les chaînes et ont laissé entendre que les quotidiens monopolistes dont les propriétaires sont des chaînes ont tendance à assurer une couverture locale moindre que les quotidiens indépendants;
- une récente étude portant sur la taille du tirage indique que les quotidiens appartenant à des chaînes présentent des reportages moins nombreux et plus courts que les quotidiens indépendants dans toutes les catégories de ce qu'il est convenu d'appeler les nouvelles sérieuses. (Ces études figurent sous forme de résumés dans Gottlieb et Fletcher, 1981.)

Quoique les rares études canadiennes traitant de ce sujet n'aient pas appuyé ces quatre propositions, on a jugé qu'elles méritaient plus ample considération (voir le chapitre 2). En fin de compte, on n'a guère trouvé de rapport en ce sens.

De façon générale, les études tant américaines que canadiennes ont montré que la propriété a moins d'influence sur le contenu des journaux que des facteurs comme la taille du marché, le tirage, les caractéristiques de la clientèle et, surtout au Canada, les particularités régionales et la langue de diffusion. Les journalistes qui ont vécu les changements de propriété ont toutefois tendance à voir de plus grandes différences que les études quantitatives de contenu peuvent en déceler. Il demeure néanmoins possible que la concentration de la propriété et le manque de concurrence aient des répercussions importantes qui sont masquées par l'ampleur des catégories de contenu.

1. La concentration de la propriété, le déclin de la concurrence et l'essor de la télévision

Lorsqu'on traite d'un sujet aussi complexe et aussi vaste que le rôle des quotidiens dans les affaires publiques, il est essentiel de commencer par essayer d'en clarifier les théories-clés. Dans la présente étude, notre dessein premier est d'examiner l'incidence de la concentration de la propriété, du déclin de la concurrence et de l'importance croissante des nouvelles télévisées sur la «vitalité» du débat public et la «cohésion de l'ensemble du pays», pour reprendre les termes mêmes du mandat de la Commission. Pour atteindre efficacement cet objectif, il convient d'examiner les principales théories qui sous-tendent notre analyse. Voyons d'abord les facteurs qui peuvent avoir occasionné des changements dans la couverture des affaires publiques, et que nous avons appelé les *éléments indépendants*. Ce sont:

(i) La concentration de la propriété

En général, cette expression désigne la tendance selon laquelle un nombre restreint de groupes propriétaires de journaux prennent possession d'une proportion croissante des quotidiens d'un pays. Cela suppose à la fois une *consolidation à l'échelle nationale*, que l'on mesure par la proportion des quotidiens (ou du tirage total des quotidiens) qui se trouvent aux mains de chaînes ou d'une entreprise de presse unique et une *concentration locale*, évaluée selon le degré d'influence qu'une société propriétaire unique exerce en général sur les quotidiens ou les entreprises de presse d'une ville, région ou province donnée. Ces deux formes de concentration peuvent avoir leur importance lors de la couverture des affaires publiques, mais l'influence de la *concentration journalistique*, que l'on définit par une centralisation croissante du choix des nouvelles et du commentaire, peut être encore plus considérable. L'expansion des services de nouvelles des chaînes, aux dépens des correspondants individuels, est justement un exemple de cette concentration journalistique.

(ii) La concurrence

La concurrence entre les quotidiens est aussi une notion complexe. Il faut en premier lieu faire la distinction entre la *concurrence commerciale* et la *concurrence entre les journalistes*. La concurrence pour les quotidiens s'exerce dans deux marchés, celui des lecteurs, d'une part, et celui de la publicité, de l'autre. La mesure dans laquelle un quotidien réussit à rencontrer ses obligations sociales dépend de sa capacité de soutenir l'intérêt des lecteurs pour l'information dont ils ont besoin. Sa survivance repose toutefois sur l'attrait qu'il présente pour les annonceurs, lequel n'est que

partiellement déterminé par le fait que le quotidien réussisse à s'attirer des lecteurs. Le tirage, en retour, ne semble dépendre que secondairement de la couverture des affaires publiques.

Pour ce qui est de la couverture des affaires publiques, les deux formes de concurrence sont également importantes. Le degré de succès commercial influe sur la disponibilité des fonds affectés aux budgets de la rédaction. La concurrence entre les journalistes, en revanche, aura vraisemblablement des incidences non seulement sur les décisions relatives aux dépenses, mais aussi sur les décisions portant sur le contenu du journal de même que sur le moral des journalistes. Nous nous attardons ici à la concurrence entre les journalistes qui comporte en soi nombre de facteurs. Nous devons, en particulier, faire la distinction entre la concurrence pour la *cueillette* et la *dissémination* des nouvelles. Il devient de plus en plus rare de voir des quotidiens se livrer directement concurrence pour fournir des nouvelles à des groupes particuliers de lecteurs. Même dans les villes qui comptent un grand nombre de journaux, chacun d'eux tend à desservir une clientèle choisie différente. Cependant, il existe toujours une certaine concurrence pour la fourniture de nouvelles autres que locales dans les régions où les quotidiens métropolitains empiètent sur les zones de tirage des quotidiens de moindre envergure, dont les meilleurs utilisent les dépêches pour offrir un résumé des principaux événements extérieurs. Les lecteurs peuvent ainsi obtenir une perspective générale des nouvelles extérieures d'un quotidien métropolitain et une perspective plus régionale de leur journal local. Quant à la cueillette des nouvelles, la concurrence sur le plan local se fait aussi plus rare, mais il existe toujours une certaine concurrence aux paliers provincial et national.

Gordon Fisher, président de Southam Inc., a fait remarquer que la concurrence commerciale voue les quotidiens à une mort certaine, alors que la concurrence entre les journalistes améliore la qualité des journaux. Dans notre analyse de la situation, nous nous sommes attachés à la seconde partie de cette affirmation. La validité de cette assertion dépend en grande partie de la mesure dans laquelle les entreprises en concurrence offrent une certaine diversité de perspectives.

(iii) L'importance accrue de la télévision

Pour ce qui est de la couverture des affaires publiques, l'essor de la télévision comporte deux aspects-clés. Il s'agit, en premier lieu, de la *concurrence pour se gagner l'attention (et l'approbation) de l'auditoire* et, en second lieu, de la *concurrence pour la cueillette des nouvelles*. Plus encore que les nouvelles radiophoniques, les nouvelles télévisées ont fait de sérieuses brèches dans la prédominance traditionnelle des quotidiens pour ce qui est de la présentation des nouvelles. Les enquêtes sur les auditoires ont montré que la télévision a fait des gains constants aux dépens des journaux, des années cinquante au milieu des années soixante-dix, alors que le partage de l'auditoire entre les quotidiens et la télévision semblait se stabiliser. La presse écrite a été plus lente à abandonner sa prépondérance dans la cueillette des nouvelles — et elle n'y a pas encore renoncé —, mais la télévision a commencé, ces dernières années, à faire des progrès appréciables. Certes, les journalistes ont adapté leurs façons de procéder aux besoins de la télévision. En outre, les politiciens ont eu de plus en plus recours à la radio et à la télévision pour éviter d'avoir affaire aux journalistes de la presse écrite, obligeant souvent ainsi les

quotidiens à présenter des nouvelles tirées du contenu des bulletins d'information télévisés.

2. Evaluation de la couverture des affaires publiques par les quotidiens

Comme le montrent nos études, les tentatives d'élaboration de critères objectifs pour ce qui est de la qualité du journalisme n'ont connu au mieux qu'un succès partiel. (Gottlieb et Fletcher, 1981) Il existe néanmoins un certain nombre de critères généraux dont les observateurs et les membres de la profession semblent convenir. Ce sont, comme l'a révélé une récente étude américaine sur les rédacteurs en chef, l'exactitude et l'impartialité des reportages et la profondeur des enquêtes. (Bogart dans Smith, 1980, pp. 251-255) Même ces critères relativement simples sont difficiles à évaluer; il nous a donc semblé utile d'en considérer d'autres, dans une perspective plus vaste, en fonction des obligations de la presse à l'égard de la société.

Compte tenu du rôle important que jouent les quotidiens, la télévision et la radio dans la fonction de médiation entre le grand public et les institutions politiques, on est en droit de considérer que ces organes d'information ont des obligations considérables envers le public. Autrement dit, nous acceptons la validité de ce que Fred S. Siebert et ses coauteurs (1956) ont appelé la «notion de responsabilité sociale» qui sous-tend les rapports entre l'Etat et la presse. Conformément à cette théorie, on «accepte le principe de la liberté de la presse, mais d'une presse qui joue un rôle de service public, par l'éducation qu'elle dispense et les critiques sociales qu'elle formule, partant du principe que la garantie de la liberté de la presse est synonyme du respect des droits des citoyens d'un pays et ne constitue pas principalement une protection des droits de propriété des entreprises de presse». (Nimmo, 1978, p. 216) En reconnaissance de son rôle capital dans le processus démocratique, la presse bénéficie depuis toujours d'une facilité particulière d'accès à l'information gouvernementale et de subventions indirectes telles, par exemple, les tarifs spéciaux de livraison postale, les voyages en compagnie de politiciens ou les bureaux mis à sa disposition dans les édifices du gouvernement. Mais on s'attend en outre qu'elle remplisse un certain nombre d'obligations civiles, obligations que lui reconnaissent la plupart des journalistes.

Le premier devoir de la presse est de tenter de présenter des reportages sur les affaires publiques avec fidélité et exactitude. La Commission d'enquête britannique sur la presse a clairement et vigoureusement fait valoir ce critère dans le rapport qu'elle a publié vers la fin des années quarante. Selon les termes mêmes des commissaires, «si un quotidien entend débattre des affaires publiques et en faire le compte rendu, le reportage qu'elle en fait devrait au moins être véridique. Elle peut bien exprimer les opinions qui lui plaisent [. . .], mais elle devrait défendre ses opinions sans dénaturer les faits ou en donner une version tronquée». (Berelson et Janowitz, 1966, pp. 541-542) Geoffrey Stevens (1978, p. 234) a exposé des vues semblables lorsqu'il a traité de «l'influence et de la responsabilité des média». Mais Stevens saisit visiblement les difficultés que comporte la recherche d'une complète objectivité. La partialité inhérente à la cueillette et au reportage des nouvelles rend toute objectivité absolue impossible. C'est pourquoi Stevens opte pour ce qu'il appelle «l'honnêteté et l'équité». Cela veut donc dire qu'un éditorialiste devra être

«parfaitement familier avec les causes, les positions ou les arguments adverses» avant d'épouser une cause en particulier.

Le second critère veut que les journaux dans leur ensemble soient assez variés pour refléter la diversité des perspectives sociales, dont les points de vue différents des divers groupes de la population. C'est cette question de diversité qui est la plus menacée par la concentration de la propriété. Tant que l'on considérera les quotidiens comme des entreprises peu soucieuses d'acquérir cette «autre chose» qu'elles sont supposées comprendre, les journaux seront portés à adopter sur la plupart des questions une position neutre afin d'en maximiser l'attrait pour la plus grande partie possible de leur clientèle. Depuis l'apparition de la presse de masse, on a remarqué une tendance inhérente à l'homogénéisation du contenu des journaux, tout comme on constate chez les partis politiques une tendance inexorable à afficher un point de vue de juste milieu de façon à obtenir le maximum d'appui de la part de leurs électeurs éventuels. Ainsi, l'aspect économique de la rentabilité tend à supplanter le principe politique de la diversité.

En outre, comme le souligne fortement Wallace Clement, l'élite qui domine les moyens de communications de masse au Canada rejoint dans une large mesure l'élite économique. Les membres des deux groupes semblent provenir de milieux bourgeois semblables, avoir fréquenté des écoles privées, intervenir dans les mêmes cercles sociaux et être conjointement engagés dans la direction des grandes sociétés. Clement considère que l'élite de la presse n'est somme toute qu'un «sous-groupe de l'élite économique», redevable à cette dernière des recettes publicitaires, encline presque instinctivement à appuyer sa perspective idéologique. Il conclut donc, empruntant une phrase au rapport du Comité Davey, que «[. . .] la mainmise de la classe supérieure sur les intérêts des sociétés capitalistes caractérise, en effet, les communications de masse au Canada. [Si le Comité Davey s'était penché sur cette forme de domination, il] aurait été tenu de montrer que, de fait, 'les sources d'information variées et divergentes' sont en réalité des facettes différentes de cette même classe supérieure et de son élite». (Clement, 1975, p. 342)

Le troisième critère d'évaluation de la presse a trait au rôle des quotidiens comme «quatrième palier de gouvernement», pour reprendre les termes de Douglas Cater. Ce dernier a soutenu que l'on devrait estimer que les quotidiens apportent un contrepoids considérable au système global des freins et compensations qui caractérise la constitution américaine. Pour lui, au chapitre des affaires publiques, les quotidiens doivent jouer le rôle de critiques et d'enquêteurs. Ils doivent garder quelque distance vis-à-vis des institutions sur lesquelles ils font rapport, de même qu'ils doivent servir à animer le débat public et à ordonner les conflits relatifs aux principaux sujets d'actualité. Les commentateurs canadiens ont trouvé divers aspects à ce rôle. Wagenberg et ses coauteurs (1980) laissent entendre que la presse devrait «poser des questions difficiles» aux politiciens. Stevens (1978) reprend ce lieu commun selon lequel la presse peut et doit «prévenir les abus de pouvoir». A tout le moins, on s'attend que la presse présente une analyse bien documentée des principales questions politiques. Il n'est en rien évident, cependant, que la presse canadienne remplit l'une ou l'autre de ces fonctions de façon très efficace.

Certains observateurs soutiennent que le rôle de critique de la presse est moins important au Canada qu'aux Etats-Unis parce que, contrairement à ceux-ci, nous avons au pays une opposition officielle. Mais cet argument est insoutenable si l'on

tient compte de la forte tendance (exposée plus bas) des membres de l'opposition à se laisser souffler leur orientation politique par les média. Ce n'est pas là qu'il faut chercher l'explication de la faiblesse du rôle de la presse canadienne comme critique politique. D'abord, la presse dispose d'une structure légale passablement restreinte pour agir — comme le montre la Loi sur les secrets officiels — et doit de façon générale travailler dans un milieu politique notablement secret. Mais aussi, les journalistes canadiens reçoivent, dans l'ensemble, une piètre formation et ne sont guère familiers avec les détails essentiels des divers secteurs politiques ou le fonctionnement général des processus législatif et bureaucratique. (Stevens, 1978) De l'avis sévère de Robert Fulford, «tout politicien ou fonctionnaire qui s'adresse à un journaliste s'attend ordinairement — pas toujours, mais la plupart du temps — à rencontrer chez lui une profonde ignorance de quelque sujet qui figure à l'ordre du jour. Après un certain temps, il en vient à la fois à craindre cette ignorance et à en être dépendant». (Cité par MacGregor dans Stewart, 1980, p. 203.) Mais cette ignorance est, en retour, fonction du manque de personnel et d'une absence générale d'appui de la part de la rédaction lors de reportages d'enquête longs et difficiles. (Stevens, 1978) Jusqu'à tout récemment, peu de journalistes eurent l'occasion de se spécialiser. Toutes ces tendances reflètent peut-être le fait que l'intérêt porte plus sur la réussite commerciale de l'entreprise de presse que sur ses obligations sociales. On pourrait s'attendre que, l'appartenance à des chaînes ayant permis d'augmenter l'efficacité des entreprises de presse, l'amélioration de la qualité du journalisme politique s'en trouve facilitée. Au lieu de cela, certains observateurs remarquent une tendance parmi les média à mettre l'accent sur des fadaises et à éviter les questions importantes, cherchant en quelque sorte le plus bas dénominateur commun dans la couverture de l'actualité politique. (MacGregor dans Stewart, 1980, p. 199)

Quatrième critère d'évaluation de la couverture des affaires publiques par la presse écrite: sa contribution à l'intégration et à l'identité nationales. Pour la radio et la télévision, la Loi de la radiodiffusion de 1968 stipule clairement que ces organes d'information ont pour mandat de favoriser la réalisation de ces objectifs. Le Comité Davey souscrit à l'opinion que «les moyens de diffusion — et particulièrement les postes de radiodiffusion — ont le devoir et la responsabilité de souligner ce qui nous distingue de la culture américaine». (Comité spécial du Sénat, 1970, p. 14) On a grandement reproché aux radiodiffuseurs de n'avoir pas réussi à remplir ce mandat (voir, par exemple, Hindley *et al.*, 1977, pp. 79-100 et 166-176), et les quotidiens canadiens n'ont guère fait mieux. Pour la couverture des nouvelles étrangères, les journaux du pays comptent beaucoup sur les agences de presse étrangères et manquent donc de présenter une perspective distincte sur les événements internationaux (voir, par exemple, Scanlon, 1974). En outre, le fait que les dépêches américaines soient si facilement disponibles et peu coûteuses a manifestement retardé la mise sur pied de tels services.

Au Canada, le problème est même pire, à plusieurs égards. Dans la mesure où les quotidiens servent à établir l'ordre du jour des discussions et débats publics (hypothèse abordée au chapitre 2), nombre d'observateurs ont déploré l'absence d'un ordre du jour véritablement «national». Les principaux obstacles semblent être d'ordre linguistique et culturel. Fred Elkin (dans Singer, 1975, p. 235) souligne que «les média francophones et anglophones [. . .] sont le reflet de cultures distinctes. Des nouvelles différentes font les manchettes dans la presse de langue française et de

langue anglaise et parfois les mêmes événements y sont traités de façon tout à fait contraire». De l'avis d'Elkin, les membres de chacun des deux groupes linguistiques habitent des mondes de communications différents, perpétuant ainsi le mythe des deux solitudes. Mais la langue n'est pas le seul obstacle à l'établissement d'un ordre du jour «national» pour ce qui est des nouvelles. Les quotidiens de langue anglaise de diverses régions du pays envisagent souvent sous une autre perspective les principales questions politiques. Le chapitre 2 traite de cette question en détail.

En tentant d'appliquer ces critères en termes de vitalité démocratique et de cohérence nationale (que nous appelons les éléments subordonnés), nous avons examiné plusieurs aspects précis de la couverture des affaires publiques. Interrogés sur ce qu'ils considèrent véritablement en évaluant la qualité d'un journal, les rédacteurs en chef de quotidiens américains ont semblé convenir des éléments suivants [les remarques entre parenthèses sont de nous]:

- un personnel nombreux affecté à la transmission des dépêches (indice de rigueur et d'individualité journalistiques);
- d'importantes réserves de nouvelles (indice d'un engagement à l'égard du contenu des nouvelles aussi bien que du succès financier du journal);
- une forte proportion d'interprétation et de commentaires dans les nouvelles brèves (indice d'une adaptation réussie à l'ère de la télévision);
- un certain nombre de lettres au rédacteur en chef (indice de la capacité d'obtenir l'engagement des lecteurs);
- la diversité des éditorialistes politiques (indice de la volonté d'offrir une tribune générale pour les débats publics au lieu de favoriser la concurrence).

(Bogart dans Smith, 1980, pp. 251-255)

Chacun de ces éléments touche directement ou indirectement les principales fonctions dont nous avons parlé plus haut.

Afin d'examiner la question générale de la couverture et du commentaire des affaires publiques et l'incidence de nos facteurs indépendants, dans le cadre de la présente étude, nous avons consulté des analyses de contenu déjà parues et des analyses des situations locales contenues dans les études des municipalités que nous avons fait faire. Nous avons en outre puisé dans des sources documentaires, les études que nous publions et une vaste gamme d'entrevues. Plus particulièrement, nous avons étudié des questions comme le journalisme d'enquête et la diversité des commentaires politiques aux trois paliers de gouvernement. Par ailleurs, nous avons examiné l'impartialité de la couverture des campagnes électorales, les ressources affectées à la couverture des affaires publiques, la mesure dans laquelle les quotidiens offrent une perspective sur les affaires publiques indépendante des autres centres de pouvoir et jusqu'à quel point la diffusion de l'information déborde les cadres régionaux et linguistiques. En abordant ces questions et d'autres sujets connexes, nous avons tenté de tenir compte des obligations particulières de la presse dans le système d'information sur les affaires publiques et de la spécialisation de ces fonctions à l'intérieur de ce système.

3. Le système d'information sur les affaires publiques

Le système canadien d'information sur les affaires publiques consiste en plusieurs catégories d'entreprises de presse, tant à l'échelle nationale que sur le plan local. Les

éléments de chacune de ces catégories ont des rôles passablement différents à jouer; on ne serait donc pas justifié de les évaluer selon les mêmes critères. Aux fins de notre analyse, nous avons décelé quatre catégories dans le système canadien et nous esquissons ici les principaux éléments et les fonctions premières de chacune d'elles:

(i) Les média nationaux

Bien que les média nationaux atteignent de vastes auditoires, leur caractéristique distinctive tient véritablement au rôle qu'ils remplissent en produisant la plus grande part de la couverture des nouvelles et des commentaires sur les affaires publiques nationales. Quoique la composition exacte des média nationaux soit sujet à controverse, on estime généralement qu'ils comprennent trois quotidiens qui contribuent à l'établissement de l'ordre du jour des affaires publiques nationales — le *Globe and Mail*, le *Star* de Toronto et *Le Devoir* (peut-être aussi *La Presse*) — en plus de la Presse canadienne, Southam News ainsi que les réseaux radiophoniques et de télévision de la Société Radio-Canada (pour les média de langues française et anglaise). D'autres agences de presse, comme United Press Canada et Standard Broadcasting, des magazines nationaux et quelques autres grands quotidiens y tiennent un rôle moins important.

Bien que le tirage national du *Globe and Mail* s'accroisse, sa principale influence tient à sa clientèle d'élite et au fait que d'autres entreprises de presse l'utilisent comme guide pour leurs propres reportages et commentaires. Le *Star* de Toronto exerce une influence semblable en Ontario, mais à l'échelle nationale son importance est plutôt due à son vaste service de chroniques souscrites. *Le Devoir* joue un rôle comparable à celui du *Globe* parmi les média francophones.

(ii) Les média régionaux

Les grands quotidiens métropolitains et les stations de télévision régionales forment une seconde catégorie. Ces organes d'information tendent à établir l'ordre du jour pour la couverture des affaires publiques dans leur région de la même façon que les média nationaux le font au niveau pancanadien. Ils partagent en outre avec les média nationaux la responsabilité de la dissémination des principales nouvelles et commentaires non locaux. Quelles que soient la qualité de leur couverture et de leurs nouvelles sur les affaires publiques et l'étendue de leur influence dans leur région, leur autorité est limitée sur la scène nationale du simple fait qu'on ne les lit pas par habitude dans les centres de pouvoir nationaux. Même lorsqu'ils lancent une nouvelle importante — comme la série d'articles du *Sun* de Vancouver sur les opérations de la GRC —, leur influence sera fonction de l'attention qu'y accorderont les média nationaux. (Cocking, 1980, pp. 12-15)

(iii) Les quotidiens locaux et les stations locales

La troisième catégorie du système regroupe les quotidiens et les stations de radio et de télévision des petits centres. Ces média sont principalement responsables de la couverture locale dans leurs régions et affrontent généralement peu de concurrence. Cependant, pour évaluer leur rôle comme il convient, il faut faire la distinction entre les organes d'information diffusés dans les zones de tirage métropolitaines, lesquels doivent se faire une place distincte sur le marché local, et ceux qui, à titre de premiers diffuseurs des nouvelles dans leurs régions, doivent offrir une réplique

réduite des grands quotidiens. De toute évidence, il serait futile d'espérer que les petits quotidiens locaux essaient de concurrencer un grand quotidien métropolitain pour la fourniture des nouvelles autres que locales. Ils peuvent cependant se rendre indispensables dans leur localité. Dans certaines petites villes, comme Brampton et Oshawa-Whitby, le tirage combiné des quotidiens torontois dépasse celui du journal local. Pour réussir, les journaux locaux doivent imposer leur caractère individuel. Une façon d'y parvenir serait de se concentrer sur les affaires publiques locales. Comme nous le verrons, toutefois, il ne s'agit pas là d'une solution universelle. D'autres petits centres sont assez éloignés d'un grand centre métropolitain pour que le quotidien local y ait le champ libre. Cela est vrai, par exemple, de villes comme Thunder Bay et Cornwall.

Il est intéressant de noter que les rédacteurs en chef de petits quotidiens américains sont beaucoup plus disposés que ceux des grands journaux à faire valoir l'individualité et l'esprit civique comme éléments-clés de l'évaluation de la qualité d'un journal. Les rédacteurs en chef des grands quotidiens accordent peu d'importance à l'esprit civique et insistent sur les aptitudes d'un personnel spécialisé (attribut qui avait été placé au bas de l'échelle des valeurs par les rédacteurs en chef des quotidiens des petites villes). (Bogart dans Smith, 1980, pp. 251-255) Notre enquête nous porte à croire que ces conclusions s'appliquent également au Canada. La différence des sujets sur lesquels portent les éditoriaux reflète celle du rôle des quotidiens dans le système.

(iv) Hebdomadaires locaux et régionaux

La dernière catégorie se compose d'un vaste groupe d'hebdos divers. Ils semblent varier beaucoup tant en qualité que pour ce à quoi ils accordent le plus d'importance. Ils ont cependant en commun le fait d'être, dans la plupart des cas, un complément à d'autres sources d'information. Ainsi, ils peuvent représenter, comme tel, un apport considérable en comblant les lacunes de la couverture locale occasionnées par le fait que nombre de quotidiens n'opèrent plus que dans les grands centres urbains. Comme les quotidiens métropolitains ont élargi leurs zones de tirage, la plupart en sont venus à fournir de plus en plus une couverture complète des affaires municipales pour la seule ville importante dans laquelle ils sont publiés. A l'exception des agences métropolitaines et régionales, les affaires locales des municipalités avoisinantes ne retiennent guère l'attention si ce n'est lorsqu'un scandale éclate. Certains quotidiens métropolitains font l'expérience de l'insertion de pages spéciales ou même d'encarts hebdomadaires pour offrir ce genre de couverture (retournant à la formule des bureaux régionaux d'une autre époque), mais, en majeure partie, le marché est laissé aux quotidiens locaux.

4. Contexte historique: l'évolution de la presse

Bien qu'il ne convienne guère dans la présente étude de tenter de produire un résumé complet de ce que l'on sait de l'évolution de la presse au Canada, il importe néanmoins de faire état de quelques éléments sur lesquels se fonde notre analyse subséquente. Notre examen de quelques pages de l'histoire générale du journalisme a permis de déceler les principales tendances suivantes:

(i) Déclin de la partialité

Dans les premiers temps de l'histoire du journalisme canadien, on estimait que la presse avait à jouer un rôle capital en période électorale. Les principaux quotidiens affichaient clairement un loyalisme partisan auquel ils tenaient farouchement. Les allégeances d'un quotidien étaient connues de tous ses lecteurs et l'on tenait pour acquis que cette partialité était cruciale pour le genre de couverture assurée par le journal sur les élections et les travaux des partis entre les élections. En partant de l'hypothèse que les moyens de communications de masse pouvaient véritablement façonner les attitudes, on jugeait que la mesure dans laquelle les média accordaient leur appui à tel ou tel parti constituait un facteur déterminant du succès ou de l'échec des partis politiques. En revanche, les quotidiens se voyaient récompensés par une publicité fructueuse et d'autres revenus provenant de l'Etat, une fois leur parti porté au pouvoir.

Plus récemment, d'importants changements sont survenus et ont modifié la nature partisane de la couverture par les quotidiens. En premier lieu, les liens étroits qui unissaient certains éditeurs aux partis politiques — des liens aussi vitaux que ceux qui existent entre le Parti libéral et George Brown du *Globe*, Clifford Sifton et J.W. Dafoe de la *Free Press*, comme d'autres — ont commencé à faiblir lorsque la gestion des journaux est passée des familles qui les avaient lancés pour se retrouver aux mains de personnes plus compétentes en administration, ou devenir la propriété d'une grande chaîne. Les chaînes qui exploitent des journaux dans diverses provinces où les différents partis politiques ont une influence multiple ne peuvent se permettre de conserver des allégeances strictement partisanes qui leur nuiraient dans certaines entreprises. Parallèlement, des services de dépêches sont apparus pour vendre leur produit aux journaux de toutes couleurs politiques. Les éditeurs des grands quotidiens, se préoccupant davantage des profits, ont tempéré leur partialité de façon à attirer la clientèle la plus vaste que la presse de masse permette d'atteindre. (Rutherford, 1978, chapitres II et III)

En outre, les partis politiques eux-mêmes se sont mis à changer, optant pour des orientations qui leur ont parfois valu l'abandon de leurs partisans les plus dévoués. La décision du *Star* de Toronto, libéral par tradition, d'appuyer le Nouveau parti démocratique, lors des élections fédérales de 1979, aurait été inimaginable ne serait-ce que dix ans plus tôt. Mais, de plus, les liens qui existaient entre les quotidiens et les partis politiques ont encore été atténués, des considérations de profits et de ventes commençant à prendre le pas sur les allégeances partisanes. Il semble que les quotidiens aient cessé d'offrir aux partis un appui inflexible parce que le danger de perdre des lecteurs n'était compensé par aucun avantage appréciable, financier ou autre. Comme aux Etats-Unis, une nouvelle situation est graduellement apparue. Dans les deux pays, «on garde ou lance peu de quotidiens de nos jours, pour des raisons politiques; les partis politiques ou groupes de pression modernes engagent un directeur des relations publiques et ont recours à tous les moyens d'information disponibles». (Nixon et Ward dans Berelson et Janowitz, 1966, p. 199) La publicité de l'Etat a aussi diminué, comme proportion des revenus des quotidiens. En outre, l'apparition d'un nouveau style de pensée, qui laisse une plus grande discrétion aux rédacteurs en chef et au personnel de la rédaction, a réduit l'influence des éditeurs et des administrateurs. Ainsi, par exemple, Peter Dempson a dit avoir constaté que «la partialité est plutôt le fait des chefs de pupitre et des rédacteurs en chef que celui des

éditeurs». (Winn, 1975, p. 141) De plus, des études ont montré que l'appui des partis politiques par les quotidiens semble n'avoir que peu d'influence sur l'issue des élections, sauf au palier municipal. Les données publiées par Winn et d'autres recherchistes indiquent qu'il est très difficile de prédire le résultat d'une élection en se fondant sur les préférences avouées des éditorialistes des divers quotidiens.

(ii) Essor de la télévision

L'essor de la télévision est important en ce qu'il encourage chez les quotidiens un reportage de la scène politique plus objectif. Selon Smith (1980, p. 179), la télévision, souvent réglementée, «a avivé le sentiment que tous les média doivent être impartiaux et a fait prendre conscience du fait que la partialité des journaux est de plus en plus inconvenante». Au fur et à mesure que les quotidiens ont fait montre d'une plus grande impartialité dans leur couverture politique, l'impression que la concurrence est nécessaire pour s'assurer que les deux aspects d'une question en litige reçoivent une attention égale, s'est atténuée: «Deux quotidiens rivaux ont maintenant un peu plus raison de se livrer concurrence que n'en ont deux compagnies téléphoniques rivales.» (Nixon et Ward dans Berelson et Janowitz, 1966, p. 200) La mesure dans laquelle les quotidiens sont devenus des moyens d'information ouverts à tous les points de vue est sujet à discussion. Cependant, plusieurs quotidiens, en Amérique du Nord du moins, réagissent à leur situation monopoliste en tentant de présenter des commentaires politiques fondés sur une variété de points de vue philosophiques. Cette tendance est liée à la disparition de la prépondérance du reportage instantané des nouvelles au profit de la radio et de la télévision. Bien que certains quotidiens aient réagi en offrant un genre de couverture plus détaillée et plus poussée, d'autres, cependant, se sont mis à présenter des articles plus axés sur le divertissement, tendance que l'on a parfois nommée «le journalisme disco». On ne trouve guère dans la documentation sur ce sujet une façon de découvrir les motifs de pareille décision. Il se peut qu'elle repose sur un sens des responsabilités envers la collectivité tout entière. Comme le fait remarquer Anthony Smith (1980, p. 245), «la disparition de la concurrence entre les quotidiens signifie que les rédacteurs en chef doivent se garder l'appui de toute la collectivité et sont donc obligés d'établir un équilibre entre l'intérêt des lecteurs pour l'information régionale, locale, ou les faits divers et leur désir constant d'avoir un journal qui leur fournisse des nouvelles sur les affaires nationales et internationales». Dernièrement, de fait, certains quotidiens ont modifié leur publicité pour présenter des messages soulignant l'excellence de leur couverture des nouvelles et des affaires publiques plutôt que de faire valoir leurs faits divers. Les tentatives d'adaptation à l'ère de la télévision se poursuivent.

(iii) Concentration et monopole

La croissance des chaînes propriétaires de quotidiens et le déclin de la concurrence sont des sujets dont on a beaucoup traité et qui ont donné lieu à des études en profondeur de leurs effets. Bien qu'on se soit grandement inquiété de la perte de la diversité des sources d'information et de l'homogénéité croissante de la couverture, des études empiriques menées au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Québec purent difficilement en montrer les effets manifestes sur la couverture des affaires publiques. (Blais et Crête, 1981, a et b) De fait, le pour et le contre de la concentration a fait l'objet de longues et profondes discussions. Néanmoins, un certain nombre de

pays ont jugé la concurrence assez importante pour justifier qu'elle se maintienne grâce à des programmes de subventions. (Smith, 1980, pp. 91-93)

5. Conclusion

Dans ce chapitre d'introduction, nous avons tenté de clarifier les théories dont il est question dans la présente étude et d'exposer nos principales préoccupations. Dans les chapitres qui suivent, nous examinons l'influence des quotidiens sur les affaires publiques, leur influence sur la couverture des affaires publiques dans la presse, le rôle spécial des tribunes de la presse à Ottawa et dans les capitales provinciales, les modèles de la couverture des élections et le rôle de la presse à l'ère de la télévision.

Références

Baer, Walter S., Henry Geller, Joseph A. Grundfest, et Karen B. Possner, *Concentration of Media Ownership: Assessing the State of Current Knowledge*, Santa Monica, Rand R-1584 - NSF, septembre 1974.

Berelson, Bernard, et Morris Janowitz, *Reader in Public Opinion and Communication*, New York, Free Press, éd., 1966, 2e édition.

Blais, André, et Jean Crête, «La presse et les affaires publiques au Québec», étude, 1981, archives publiques (sous Fletcher).

——— «Les média et la politique municipale dans deux villes du Québec», étude, 1981, archives publiques (sous Fletcher).

Bogart, Leo, «Editorial Ideals, Editorial Illusions», dans Anthony Smith, éd., *Newspapers and Democracy: International Essays on a Changing Medium*, MIT Press, 1980, pp. 247-267.

Clement, Wallace, *The Canadian Corporate Elite: An Analysis of Economic Power*, McClelland and Stewart, 1975.

Cocking, Clive, *Following the Leaders: A Media Watcher's Diary of Campaign '79*, Doubleday, 1980.

Comité spécial du Sénat sur les communications de masse (présidé par l'honorable Keith Davey), *Rapport*, vol. 1, *Le miroir équivoque*, 1970.

Elkin, Fred, «Communications Media and Identity Formation in Canada», dans Benjamin Singer, éd., *Communications and Canadian Society*, Copp Clark, 1975, 2e édition.

Gottlieb, Daphne F., et Frederick J. Fletcher, «Newspapers and Public Affairs: Propositional Inventory», 1981, archives publiques (sous Fletcher).

Hart, David J., «Changing Relationships Between Publishers and Journalists: An Overview», dans Smith, éd., *Newspapers and Democracy*, 1980, *op. cit.*, pp. 268-287.

Hindley, Patricia, Gail M. Martin et Jean McNulty, *The Tangled Net: Basic Issues in Canadian Communications*, Vancouver, J.J. Douglas, 1977.

MacGregor, Roy, «The Parliamentary Press Gallery: The Press We Deserve», dans Walter Stewart, éd., *Canadian Newspapers: The Inside Story*, Hurtig, 1980, pp. 191-203.

Nimmo, Dan, *Political Communication and Public Opinion in America*, Santa Monica, Goodyear Publishing, 1978.

Nixon, Raymond B., et Jean Ward, «Trends in Newspaper Ownership», dans Berelson et Janowitz, *op. cit.*, pp. 193-295.

Romanow, W.I., W.C. Soderlund, R.H. Wagenberg et E.D. Briggs, «Correlates of Newspaper Coverage of the 1979 Canadian Election: Chain Ownership, Competitiveness of Market, and Circulation», étude, 1981, archives publiques (sous Fletcher).

Rutherford, Paul, *The Making of the Canadian Media*, McGraw-Hill/Ryerson, 1978.

Scanlon, Joseph, «Canada sees the World Through U.S. Eyes: one case study of cultural domination», *Canadian Forum*, nº 54, septembre 1974, pp. 34-39.

Siebert, Fred S., Theodore Peterson, et Wilbur Schramm, *Four Theories of the Press*, University of Illinois Press, 1956.

Smith, Anthony, éd., *Newspapers and Democracy*, MIT Press, 1980.

Stevens, Geoffrey, «The Influence and Responsibilities of the Media in the Legislative Process», dans W.A.W. Neilson et J.C. Macpherson, éd., *The Legislative Process in Canada: The Need for Reform*, Montréal, Institut de recherches politiques, 1978, pp. 227-235.

Wagenberg, R.H. et W.C. Soderlund, «The Influence of Chain Ownership on Editorial Comment in Canada», *Journalism Quarterly*, nº 52, printemps 1975, pp. 93-98.

——— «The Effects of Chain Ownership on Editorial Coverage: The Case of the 1974 Canadian General Election», *Canadian Journal of Political Science*, vol. 9, nº 4, décembre 1976, pp. 682-689.

Wagenberg, R.H., W.C. Soderlund, E.D. Briggs, et W.I. Romanow, «Media Agenda Setting in the 1979 Canadian Federal Election: Some Implications for Political Support», document présenté à la conférence intitulée «Political Support in Canada: The Crisis Years», université Duke, novembre 1980.

Winn, Conrad, «Mass Communication», dans C. Winn et J. McMenemy, *Political Parties in Canada*, McGraw-Hill/Ryerson, 1976.

2
Influence des quotidiens sur les affaires publiques

Le rôle des quotidiens dans la société contemporaine est à la fois étendu et difficile à préciser. Bien que les quotidiens nationaux et métropolitains continuent d'être les principales sources de nouvelles et de commentaires, les bulletins de nouvelles télévisés se sont acquis, depuis quelques années, des auditoires plus nombreux. Tout indique cependant que les quotidiens jouent toujours un rôle de premier plan dans l'établissement de l'ordre du jour des affaires publiques, malgré le fait que leur prépondérance ait décliné.

Avant 1950, l'élite intellectuelle reconnaissait aux moyens de communications de masse une énorme influence sur les valeurs, les attitudes et les croyances du public. Partant de l'hypothèse que la persuasion des masses est un procédé relativement simple, les théoriciens ont avancé l'idée d'un modèle «en une étape» (connu aussi sous le nom de «modèle de la seringue hypodermique»), selon lequel les média «injectent» l'information dans le grand public. Ce modèle fut révisé par la suite. Au lieu de considérer que les média de masse ont une incidence directe sur le public en général, on a estimé que les organes d'information ont des effets indirects en raison de leur influence sur les «leaders d'opinion» qui, en retour, influent sur le grand public. Mais même ce modèle «en deux étapes» s'est révélé trop simpliste. Ces deux modèles ont été presque complètement rejetés lorsque, pour la première fois, les techniques d'enquête modernes et d'autres instruments de recherche ont permis aux sociologues de tenter de mesurer les répercussions des média. Incapables d'en déterminer les effets de façon précise, des recherchistes pessimistes ont conclu que les moyens de communications de masse ont une incidence fort limitée sur les valeurs, les attitudes et les croyances. (McQuail, 1975)

Récemment, les sociologues ont eu recours à des méthodes plus perfectionnées et à des études à plus long terme. Ils ont donc révisé leur position et en ont adopté une plus modérée qui reconnaît que les média ont des effets limités (mais importants) sur le grand public. Ils soutiennent en particulier que les média peuvent fixer l'ordre du jour des discussions et débats publics, qu'ils proposent de fait aux gens *des sujets de réflexion*, sans toutefois définir ce que devraient être ces pensées et sentiments.

> L'auditoire n'est pas malléable au point de simplement suivre les propos tendancieux défendus dans les pages éditoriales des quotidiens ou dans les commentaires des réseaux [de télévision]. Mais les membres de cet auditoire puisent de fait dans les média des indices sur la nature du monde qui les entoure. Et ces indices influencent leur façon d'agir. (Becker, McCombs et McLeod dans Chaffee, 1975, p. 58)

Cette hypothèse de «l'établissement de l'ordre du jour» sous-tend la majorité des recherches actuelles sur les média. En vérité, la validité de cette assertion n'a été que partiellement établie. Il faudrait, à cet égard, entreprendre des études à long terme encore meilleures. (*Ibid.*, p. 57) Mais la plupart des recherchistes se rangent à l'avis que les moyens de communications de masse peuvent avoir des répercussions considérables sur les opinions du public quant aux questions «importantes» auxquelles la société doit faire face et, donc, qu'ils influent sur les débats publics. Ainsi, Kraus et Davis (1976, p. 211) concluent que « [. . .] les reportages que présentent les moyens de communications de masse et dont discutent les citoyens, qui les modifient et les interprètent, façonnent la réalité politique». En outre, l'attention qu'accordent les média à des personnages ou événements en particulier sert souvent à les légitimer aux yeux du public. «En accordant leur attention à certaines personnes, à leurs actions et à diverses questions, les média peuvent leur conférer une sorte de prestige.» La plupart des recherchistes admettent maintenant que ce sont ces influences subtiles et indirectes sur les opinions du public qui aident, au bout d'un certain temps, à changer les attitudes.

Pour ce qui est des affaires publiques, un récent examen des ouvrages consacrés à ce sujet montre qu'il y a «relativement peu d'études qui se sont penchées à la fois sur les média et sur l'Etat. Il y a donc fort peu de recherches qui puissent nous aider à mieux comprendre les rapports qui existent entre ces institutions». (Rivers, Miller et Gandy, 1979, p. 217) Cette observation s'applique tout particulièrement au Canada. Néanmoins, nous avons tenté d'examiner l'influence des média sur les élections (au chapitre 5), les opinions du public concernant les grands problèmes politiques, l'attention que l'Etat accorde à certains problèmes en particulier et, enfin, la cohérence nationale, en accordant une attention toute spéciale aux quotidiens. Nous tirons nos données de nos propres études de cas ainsi que de la documentation disponible.

1. Etablissement de l'ordre du jour

Pour trouver un corollaire à l'hypothèse de l'établissement de l'ordre du jour, les recherchistes ont voulu mesurer jusqu'à quel point les média contribuent à éveiller la conscience du public et à influencer son évaluation des problèmes importants sur le plan politique. Une série d'études américaines ont montré que malgré la forte corrélation entre le degré d'attention que les média accordent à certains crimes et les opinions du public sur la gravité et la fréquence de ces crimes, il existe une corrélation encore plus étroite entre les perceptions du public et la fréquence réelle de ces crimes, comme l'ont rapporté les agences sociales compétentes. (Hubbard, Defleur et Defleur, 1975) Les opinions du public semblent fondées, il n'y a pas lieu de s'en étonner, sur toute une variété de sources d'information, dont l'expérience personnelle. Des recherches menées en Grande-Bretagne ont révélé que la couverture

des média tend à façonner les idées du public quant à la nature du problème dans les conflits raciaux, alors que les sentiments des gens sur la question découlent de leur expérience personnelle. (Hartman et Husband, 1974) L'importance des média quant aux sources d'information personnelles, tant pour ce qui est des croyances que des sentiments, sera évidemment plus considérable pour les questions dont les gens n'ont pas d'expérience directe. Les problèmes politiques tombent souvent dans la catégorie inférieure des sources d'information personnelles.

A notre connaissance, il n'existe pas au Canada d'études traitant directement de l'établissement d'un ordre du jour. Même les travaux de Soderlund et de ses collaborateurs (1980) qui furent menés dans «le cadre théorique [. . .] de l'établissement de l'ordre du jour» (p. 348) [. . .] ne présentent aucune donnée déterminant un rapport entre 'l'ordre du jour de la presse' et 'l'ordre du jour des individus' — partie intégrante et cruciale de la recherche d'un ordre du jour [. . .] (p. 349). A cet égard, toutefois, leurs travaux sont simplement représentatifs «des ouvrages actuels sur la presse canadienne». Mais certains faits justifient l'assertion selon laquelle les quotidiens influent effectivement sur ce que le public estime important. Une étude des tendances de l'opinion publique au Canada, de 1960 à 1978, (Fletcher et Drummond, 1979) a révélé que les opinions du public sur les problèmes les plus importants qui se posent au pays sont liées, par exemple, non seulement au taux de chômage ou d'inflation comme tel, mais aussi aux manchettes des journaux. En comparant les questions mises en relief par les quotidiens et celles qui furent jugées importantes lors de la campagne électorale fédérale de 1974, les recherchistes ont trouvé une similitude générale, mais les données recueillies montrent que le public a fait mention d'une gamme plus restreinte de sujets et a accordé moins d'importance aux questions techniques que ne l'ont fait les quotidiens. (Clarke, Jenson, LeDuc et Pammett, 1979, p. 285) On a aussi constaté qu'il existe un rapport général entre la couverture des travaux du Parlement par les quotidiens et la confiance que le public accorde au gouvernement. Kornberg et Wolfe (1980) ont retracé l'histoire de la couverture du Parlement par les quotidiens et de l'estime du public pour cette institution, depuis un certain nombre d'années, et ont attribué le déclin de la confiance du public dans cette institution à l'aspect négatif de la couverture.

En outre, on sait que les citoyens ont recours aux média, et surtout aux quotidiens, pour avoir de l'information sur les affaires publiques et, dans une moindre mesure, en obtenir une interprétation. Par exemple, plus des deux tiers des personnes interrogées lors de l'étude sur les élections en Ontario en 1977 ont affirmé compter sur les média pour connaître les principales questions de la campagne et 88 pour cent ont dit suivre la couverture assurée par la presse écrite et parlée pour «découvrir quelle sorte de gens étaient les chefs de parti». Cependant, 28 pour cent seulement ont eu recours aux média pour les aider à décider de leur vote. On a aussi constaté, après le débat des chefs, lors des élections fédérales de 1979, que nombre d'électeurs ayant personnellement suivi le débat ont attendu les comptes rendus des quotidiens et les commentaires télévisés pour décider qui l'avait emporté. (Marshall, 1979, pp. 16-17)

Bref, il semble effectivement que les média aient quelque capacité d'influencer l'ordre de priorité et les attitudes du public à l'égard des questions de politique publique. Plus particulièrement, les quotidiens et les émissions d'affaires publiques peuvent être en mesure de soulever des questions, indépendamment des autres

centres de pouvoir de la société. Le journalisme d'enquête semble réussir à influencer le comportement des fonctionnaires lorsque (1) ces derniers respectent la capacité d'enquête des média et (2) croient que le public réagira fortement à leurs révélations. Comme nous le verrons au chapitre 3, toutefois, la capacité et la volonté des média de s'opposer aux sujets prioritaires de l'ordre du jour officiel sont limitées. En outre, l'auditoire doit être réceptif au message des média pour que leur communication ait une incidence importante.

2. Influence des média sur l'élaboration des orientations politiques

Les moyens de communications de masse ont eu, de temps à autre, une influence indirecte sur les orientations politiques officielles par le biais de leurs effets sur le public. Une presse en éveil et des citoyens en colère peuvent réussir à faire bouger bien des gouvernements. En fait, pareille combinaison peut les renverser, comme ce fut le cas des Libéraux en 1957 après qu'ils eurent demandé la clôture du débat sur le pipeline. Un aspect aussi obscur du processus parlementaire aurait eu peu de répercussions dans le public sans la presse. La couverture des nouvelles exerce donc une influence directe sur les politiciens et les fonctionnaires qui y puisent des idées ou — et cela est plus courant — y trouvent une indication de l'opinion publique. Il est probable que cet aspect compte davantage, au jour le jour. Les rares études sur le sujet montrent que le processus de cette influence est fort complexe.

Munton et Clow (1979) ont examiné la relation entre (1) le degré d'attention qu'accordent les média à une question donnée; (2) l'activité bureaucratique; (3) le processus législatif; (4) les orientations politiques; et (5) les répercussions des décisions politiques en fonction de la politique internationale canadienne sur l'environnement pour les années 1960 à 1975. Ils ont constaté que le rapport est très étroit entre l'intérêt des média pour certains sujets et le processus législatif (tel que mesuré par les analyses du contenu des débats de la Chambre des communes), mais plutôt mince (peut-être même fallacieux) pour ce qui est de l'activité bureaucratique, les orientations politiques et leurs répercussions. Les auteurs ont donc conclu que les média semblent avoir des effets considérables sur les députés, ceux-ci comptant sur la couverture des nouvelles pour obtenir de l'information sur des questions qui échappent à leur expérience plutôt générale. Pour ce qui est des spécialistes des questions politiques, cependant, les média ne font guère plus que fournir aux hauts fonctionnaires «une arme dont ils pourraient se servir pour obtenir l'approbation des membres de leur propre ministère, des autres ministères et, ultimement, celle du Cabinet» pour leurs projets d'orientation politique. (Munton et Clow, 1979, p. 33)

Mis à part l'ouvrage de Munton et Clow, nous disposons de peu de données systématiques sur les répercussions politiques des moyens de communications de masse au Canada. Bell et Fletcher (1979) ont entrepris une étude échelonnée sur trois ans, intitulée «The Mass Media and Transportation Policy» (Les média et la politique du transport), qui a nécessité des entrevues avec des fonctionnaires de Transport Canada afin de déterminer leurs attitudes face aux média et l'usage qu'ils en font. Les résultats obtenus confirment les conclusions de Munton et Clow: les spécialistes techniques n'estiment pas que les média sont des sources utiles d'information sur les questions de leur compétence, mais ils les considèrent toutefois comme des baromètres de l'opinion publique. Ce rôle d'informateur sur l'opinion publique est important, particulièrement pour les politiciens qui ont recours aux

média pour s'informer sur les questions faisant l'objet de débats publics au Parlement. Les entrevues de Bell et Fletcher ont montré que 58 pour cent des personnes ayant rempli leur questionnaire ont déclaré lire les extraits des nouvelles, entre autres choses, pour «être informés des affaires les plus courantes susceptibles de retenir l'attention, au cours de la journée, du ministre, de la Chambre des communes ou de leur propre bureau, ministère ou direction». (Les extraits des nouvelles sont une compilation des coupures de presse des principaux quotidiens canadiens et des transcriptions des reportages des média électroniques, préparés, colligés et distribués quotidiennement aux fonctionnaires de Transport Canada. A l'heure actuelle, la plupart des gouvernements provinciaux et presque tous les ministères du gouvernement fédéral offrent des services de coupures de presse semblables. Il n'existe aucune autre étude sur leur utilisation et leurs répercussions.)

Dans une étude de la presse et de la politique étrangère au Canada, Denis Stairs (1976) a constaté que les technocrates ont peu de respect pour les quotidiens canadiens. N'ayant que quelques correspondants à l'étranger et une poignée de rédacteurs expérimentés en matière de politique étrangère et de défense, les journaux canadiens ont peu à offrir aux lecteurs informés. Les fonctionnaires des Affaires extérieures lisent le *Globe and Mail* et les quotidiens d'Ottawa, mais, dans l'exercice de leurs fonctions officielles, ils ont recours aux quotidiens britanniques, américains ou français de qualité pour compléter les sources d'information officielles. C'est là une situation qui contraste nettement avec celle qui prévaut aux Etats-Unis, où les principaux quotidiens exercent une influence considérable aux plus hauts échelons du gouvernement.

Malgré ces considérations, les média informent effectivement les technocrates sur des événements qui se déroulent dans des secteurs qui ne sont pas de leur ressort. De tous les motifs invoqués par les fonctionnaires motivant leur usage des sources de nouvelles, près des deux tiers traitaient de raisons supposant l'obtention ou la cueillette d'informations, soit sur des sujets faisant l'objet d'une controverse publique, des énoncés de principe ou les détails d'un conflit, soit sur des affaires touchant d'autres ministères, agences ou régions, ou encore des groupes avec lesquels ils sont en relation. Quant à la confiance qu'on accorde aux média, ici encore, plusieurs fonctionnaires considèrent que les média représentent l'une des nombreuses sources d'information possibles, mais qu'ils ne constituent pas nécessairement la plus fiable.

Les fonctionnaires qui ont répondu au questionnaire de Bell et Fletcher ont dit entretenir des relations avec une variété de «publics» généraux et spécialisés, dont le monde des affaires, les agences fédérales et les syndicats. Les contacts directs avec les média sont relativement rares comparativement aux rapports avec le monde des affaires, les organismes fédéraux et même les agences provinciales ou locales. De toute évidence, les média et leurs représentants ne fournissent qu'une part de l'information que détiennent les personnes interrogées sur l'opinion publique. Enfin, les participants ont nié, dans une proportion de 51 pour cent, le fait que les média fournissent les informations les plus fiables concernant la réaction et l'opinion publiques sur la politique gouvernementale. Cela pourrait fort bien refléter le fait que l'Etat compte de plus en plus sur les sondages d'opinion. On a estimé qu'il se fait au moins dix enquêtes confidentielles pour chaque étude officielle. Par ailleurs, les dernières listes électorales rendues publiques par les gouvernements ontarien et

fédéral font état d'un nombre renversant de sujets. Les fonctionnaires peuvent dorénavant accorder moins d'attention aux comptes rendus des journaux sur la réaction du public et consulter leurs propres «oracles scientifiques», fort bien rémunérés d'ailleurs. Les journaux locaux demeurent toutefois un outil indispensable pour les politiciens.

Enfin, de récentes recherches viennent confirmer que l'élite des média (c'est-à-dire la haute direction des quotidiens et les chefs des nouvelles des réseaux de télévision) n'ont que de rares relations avec les divers membres de l'élite politique (voir le tableau ci-dessous).

Question adressée à «l'élite des média»: dans quelle proportion entrez-vous en rapport avec les

	Plus d'une fois par mois	**Plus d'une fois par année**	**Moins souvent**
	(%)	(%)	(%)
Ministres du Cabinet fédéral	18	37	45
Autres députés	27	54	19
Sous-ministres fédéraux	4	31	65
Autres hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral	13	37	50
Membres des cabinets provinciaux	19	42	39
Autres députés provinciaux	27	50	23
Sous-ministres provinciaux	3	35	62
Autres hauts fonctionnaires des gouvernements provinciaux	4	38	58

Note: Ce tableau est fondé sur des entrevues avec 26 membres de l'élite des média, lors de l'étude intitulée «Quality of Life», réalisée par l'Institute for Behavioural Research entre les mois d'août 1977 et mai 1978.

Les liens étroits et constants entre les membres du Cabinet et les principaux éditeurs et rédacteurs en chef, dont font état un bon nombre d'exposés journalistiques et politiques, semblent dans la plupart des cas être chose du passé. L'affaiblissement de ces relations irait de pair avec la disparition de la presse partisane. Néanmoins, les données laissent entendre que les technocrates et les éditeurs ou rédacteurs en chef continuent d'entretenir des relations informelles. Il est des cas où les politiciens ont cherché à obtenir les réactions des éditeurs ou rédacteurs en chef avant d'annoncer leurs programmes politiques. Par exemple, on s'est enquis des réactions des principaux quotidiens de Toronto avant que le Premier ministre de la province ne ramène au Cabinet un ancien ministre qui avait démissionné à la suite d'un petit scandale.

Pour ce qui est de leurs effets sur les centres de décision, les quotidiens demeurent la principale source de nouvelles. Quelque 55 pour cent des 602 personnes à l'échelon le plus élevé des centres de décision interrogées par l'Institute for Behavioural Research (IBR) ont indiqué que les journaux constituent la source d'information sur l'actualité la plus utile dont ils puissent disposer; 22 pour cent ont fait mention de la télévision; 13 pour cent de la radio (principalement Radio-

Canada); et 10 pour cent de revues ou d'hebdomadaires. Le quotidien ayant l'influence la plus marquée est sans contredit le *Globe and Mail*. Comme le font remarquer Munton et Clow (1970, p. 20): «Certainement de tous les quotidiens canadiens, et peut-être de tous les média du pays, électroniques ou presse écrite, le *Globe and Mail* est l'organe d'information qui exerce la plus forte influence parmi les politiciens et les fonctionnaires.» Cette influence découle non seulement de sa disponibilité à Ottawa, mais aussi du fait qu'il s'agit de la source d'information la plus régulièrement incluse dans les services de coupures de presse du gouvernement, comme celui de Transport Canada. Les services de coupures de presse colligent souvent les comptes rendus les plus complets parmi les articles découpés et plus souvent qu'autrement ils proviennent du *Globe and Mail*. De fait, cette influence ne se confine pas aux politiciens et fonctionnaires fédéraux. Le sondage sur l'élite réalisé par l'Institute for Behavioural Research indique que ce quotidien est lu par 72 pour cent de l'échantillon, soit plus que le double du nombre de lecteurs de l'autre journal le plus lu, le *Financial Post*. Même les fonctionnaires provinciaux et municipaux de toutes les régions du pays ont déclaré lire régulièrement le *Globe*. Dans aucun des groupes interrogés, la proportion de lecteurs ne fut inférieure à 56 pour cent. (Les groupes d'élite interrogés comprenaient les cadres des centres de décision [le pourcentage entre crochets indique le nombre de lecteurs réguliers du *Globe*] dans les secteurs suivants: monde des affaires [89]; secteur judiciaire [70]; média [91]; fonction publique fédérale [98]; Parlement [80]; fonction publique provinciale [74]; assemblées législatives [60]; services publics municipaux [56]; conseils municipaux [73]; chefs syndicaux [64].) Et la distribution par satellite ne peut qu'ajouter à cette prédominance.

La radio et la télévision, c'est connu, tendent à s'aligner sur les quotidiens, paraphrasant souvent leurs reportages et s'en servant comme base pour leurs entrevues et leurs émissions de tribunes téléphoniques. Rien d'étonnant à ce que 91 pour cent des membres de la direction de média aient déclaré lire régulièrement le *Globe*. Il semble donc raisonnable de conclure que les principales nouvelles, les reportages et même les éditoriaux peuvent servir à établir l'ordre du jour non seulement pour les technocrates, mais aussi pour les autres média. Malgré le fait que la Presse canadienne produise maintenant près de 60 pour cent de ses propres dépêches, il semble que le *Globe* influence grandement son ordre de priorité pour ce qui est des nouvelles. *Le Devoir* joue un rôle semblable au Québec et pour les média de langue française du pays. C'est un quotidien qui est beaucoup lu par l'élite francophone qui attend et discute sa position sur les principales questions de l'heure. Sa véritable influence, toutefois, tient souvent au fait que le gouvernement l'a depuis toujours consulté avant de mettre sur pied ses principaux programmes politiques. Aucun gouvernement au Québec n'a les moyens d'ignorer *Le Devoir*.

Tandis que le *Globe and Mail* s'engageait dans la distribution à l'échelle nationale, le *Star* de Toronto augmentait son influence grâce à un service dynamique de chroniques souscrites. Les reportages et articles disséminés de cette façon rejoignent un vaste public et se rendent dans plusieurs petits centres que ne dessert pas le *Globe*. Le réseau du *Star* n'a qu'un concurrent de taille pour ce qui est des affaires publiques canadiennes: le réseau du *Sun* de Toronto. Mais sa distribution est beaucoup plus restreinte. Néanmoins, les deux services offrent d'autres sources d'analyses et de commentaires aux quotidiens de tout le pays, livrant ainsi une

certaine concurrence à la Presse canadienne et à United Press Canada pour la présentation d'articles d'interprétation. La prolifération des chaînes pourrait menacer l'existence des réseaux de distribution de chroniques souscrites si les chaînes mettaient sur pied leurs propres services et fonctionnaient en circuit fermé.

Au palier provincial, les principaux quotidiens ont la possibilité d'exercer une influence considérable. Dans la plupart des provinces, un grand quotidien ou deux constituent les forces dominantes dans la couverture des affaires publiques et tendent à établir l'ordre du jour pour les autres entreprises de presse. Seuls les quotidiens du Québec et de l'Ontario se livrent une concurrence journalistique appréciable et, même là, les grandes entreprises ont tendance à donner le ton à la couverture. Nous avons constaté un assentiment général parmi les fonctionnaires des provinces que nous avons examinées, à savoir que l'attention de la presse pour une question particulière peut devenir prioritaire pour le gouvernement ou figurer à son ordre du jour, surtout si la préoccupation exposée dans l'éditorial est répandue ou stimule la réaction du public (par exemple, les lettres aux premiers ministres). Il est évident que la régie des loyers a fait partie de la plate-forme électorale du Parti progressiste-conservateur, lors de l'élection de 1975 en Ontario, à cause de l'attention soutenue que la presse a accordée à cette question. En réalité, c'est un membre du caucus conservateur qui en a fait la remarque lors d'une conférence en 1976. (Bureau of Municipal Research (BMR), 1976, p. 26)

Sur la scène municipale, les quotidiens jouent un rôle encore plus crucial. En l'absence de partis politiques pour façonner et mobiliser l'opinion publique, les quotidiens deviennent un moyen essentiel de présenter d'autres perspectives que celles des politiciens et fonctionnaires, surtout dans les petits centres. L'opinion générale selon laquelle les quotidiens locaux constituent la première source d'information pour les nouvelles relatives aux administrations municipales semble s'appliquer aux villes de toutes tailles. Une étude des entreprises de presse et de l'administration locale, à Toronto, (BMR, 1976) a révélé que plus de 70 pour cent des politiciens locaux estiment que leur quotidien est la source première des nouvelles relatives à l'administration locale. Les hebdomadaires venaient en second lieu, avec 19 pour cent. Un profil semblable est ressorti d'une étude menée à Vancouver (Kettner, 1977) et s'est répété dans nos études de Sherbrooke, Trois-Rivières et Victoria. Lors de l'étude de la région métropolitaine de Toronto, plus de la moitié des personnes interrogées ont admis avoir consulté les comptes rendus des quotidiens repris dans les rapports du personnel pour couper court aux lectures préparatoires qu'exigent leurs fonctions.

Dans les cinq villes à l'étude, on convient généralement que la presse est le leader d'opinion parmi les média, qu'elle détermine l'ordre du jour et donne souvent le ton à la couverture des affaires locales. Dans les cinq cas, le nombre des journalistes affectés à la couverture de la politique municipale pour la presse écrite dépasse largement le nombre de reporters de la radio et de la télévision. Notre étude des quotidiens nationaux a permis de constater que la majorité des quotidiens consacrent d'énormes ressources à la couverture des affaires publiques locales, mais que l'éventail en est passablement vaste. De façon générale, cependant, l'étude a montré que les quotidiens indépendants et les journaux Thomson affectent proportionnellement un plus grand nombre de journalistes à la couverture des affaires locales que ne le font les chaînes anglophones de moindre envergure ou

Southam. Dans toutes les catégories de tirage, les quotidiens de Southam ne se classent qu'un peu plus bas que la moyenne pour ce qui est du nombre des journalistes couvrant les affaires municipales. Les quotidiens qui offrent des reportages régionaux spécialisés, comme *Le Soleil* ou le *Star* de Toronto, disposent, pour les affaires publiques locales, d'un personnel beaucoup plus nombreux que les journaux se concentrant sur une seule ville. Les quotidiens de Southam ont tendance à offrir une couverture nationale plus complète et une couverture locale moins étoffée que les autres quotidiens, surtout dans le cas des journaux dont le tirage est inférieur à 100 000. En général, les quotidiens de langue française accordent une plus grande attention à la politique municipale que les journaux de langue anglaise, quel qu'en soit le propriétaire. De toute façon, les différences sont minimes.

Nous avons aussi constaté que les petits quotidiens qui vivent dans l'ombre des quotidiens métropolitains se concentrent davantage sur les questions locales, affectant un personnel relativement plus nombreux et accordant plus d'attention aux affaires municipales que les quotidiens semblables sans concurrence. Les rédacteurs en chef que nous avons rencontrés se sont montrés assez fiers du rôle de surveillance qu'ils exercent auprès de l'administration locale. Plusieurs d'entre eux ont affirmé que leurs efforts avaient empêché des augmentations de traitement injustifiées pour les politiciens municipaux ou aidé à éviter des majorations d'impôts. Cette situation est cependant loin d'être universelle. Les préférences des rédacteurs en chef et des éditeurs demeurent le facteur le plus important pour ce qui est de la couverture locale.

En ce qui a trait à l'influence des média, nos études de cas ne nous ont pas permis d'en faire une évaluation directe, mais la majorité des personnes interrogées l'ont estimée considérable (et, partant, ont contribué à la rendre telle). Ni les journalistes ni les fonctionnaires ne considèrent que les média créent l'opinion publique, mais, comme le disait un conseiller municipal, ils peuvent «jeter de l'huile sur le feu». On s'accorde généralement pour dire, cependant, que les quotidiens peuvent influencer le gouvernement et l'amener à reconsidérer certaines décisions ou à prendre en charge des problèmes sur lesquels il avait négligé de se pencher. De l'avis général, l'influence de la presse sur les décisions importantes, lorsqu'il s'agit de questions hautement spécialisées ou techniques, est habituellement minime, à moins qu'elles ne comportent une dimension morale ou personnelle. Il apparaît que l'influence des quotidiens est d'autant plus grande lorsque les questions de l'heure ont trait à des problèmes concrets qui touchent les citoyens, comme la régie des loyers et l'emplacement des autoroutes. Les éditoriaux peuvent avoir un effet sur les questions qui mobilisent le plus facilement l'opinion publique, mais les exemples que l'on donne de l'influence des média comprennent habituellement un mélange de couverture en profondeur de la nouvelle et de fréquents éditoriaux. Dans la plupart des cas, les quotidiens n'ont pas tant créé la nouvelle qu'ils l'ont rendue impossible à ignorer.

A Sherbrooke et à Trois-Rivières, on a constaté que les fonctionnaires ont tendance à être les plus convaincus de l'influence des média, peut-être parce qu'ils connaissent mieux la surveillance qu'exerce la presse aux chapitres des dépenses du gouvernement, des conflits d'intérêts et des abus bureaucratiques. Cela laisse supposer que la présence d'un journal actif pousse le gouvernement à faire montre de prudence. Un quotidien qui fouille ou critique rarement les affaires locales ne peut

remplir efficacement cette fonction. Le contraste entre les situations qui prévalent à Sherbrooke et à Trois-Rivières le montre bien. (Blais et Crête, 1981 b)

Dans les deux villes québécoises, la majorité des personnes interrogées se sont dites raisonnablement satisfaites de la couverture des affaires locales. En général, les plaintes sont mineures, sauf parmi les candidats défaits qui estiment souvent avoir été négligés lors de la couverture des élections. Cependant, on a constaté l'existence d'une certaine tension entre les politiciens et *La Tribune* de Sherbrooke, tension qui reflète la plus grande disposition de ce journal à prendre position que ne le fait le quotidien approbateur de Trois-Rivières. Dans l'étude de Toronto (BMR, 1976), les principales plaintes portent sur la médiocrité de la couverture de la politique des conseils municipaux et des divers comités et agences. La situation est plus explosive à Victoria (Gottlieb, 1981) où l'unique journaliste assigné aux affaires locales a entrepris de mener une lutte incessante à une faction du conseil municipal qui avait eu recours aux bulletins radiophoniques pour réfuter ses articles. Parce que l'unique journaliste rédige aussi une chronique hebdomadaire fort dogmatique, la couverture réalisée par le *Times-Colonist* n'a guère de crédit dans certains milieux. Plusieurs conseillers ont durement ressenti la perte de choix qu'a occasionnée la fusion du *Times* et du *Colonist*. Il semble que la situation de monopole ait amené les conseillers municipaux les plus loquaces à passer outre au rôle normal d'intermédiaire de la presse dans la dissémination de l'information. Au moins quatre politiciens municipaux, représentant les deux factions du conseil, ont fait incursion dans le «journalisme» pour expliquer directement leur point de vue au public en présentant leurs commentaires à la radio. La tactique qui consiste à éviter la presse en ayant recours aux média électroniques — comme c'est le cas de la télédiffusion des débats de la Chambre des communes — semble être une tendance générale importante.

3. Facteurs de l'influence des quotidiens

Nos études de cas et la rare documentation disponible laissent toutes croire que le choix et la présentation de la nouvelle constituent les facteurs déterminants de l'influence des quotidiens. Bien que l'éditorialiste conserve son importance, surtout en ce qui a trait à son influence sur les prises de décision, nos études de cas montrent que les éditoriaux ont rarement, à eux seuls, une influence considérable. Même pour les élites, il semble que les éditoriaux doivent s'appuyer sur les manchettes à la une. Les chroniques et les commentaires tombent dans la même catégorie que les éditoriaux, bien qu'un chroniqueur populaire puisse influer sur l'ordre du jour ou jouer un rôle dans la politique interne d'un organisme politique en accordant publiquement son appui à un groupe ou à un autre. L'étude des élections ontariennes de 1977 a révélé que bien que 43 pour cent des électeurs aient affirmé lire habituellement les éditoriaux, 29 pour cent seulement ont dit lire régulièrement les rubriques politiques. Lors de l'enquête de l'IBR sur l'élite nationale, aucun nom de chroniqueur n'est ressorti lorsqu'on a demandé aux personnes de l'échantillon de nommer le meilleur commentateur de l'actualité. Parmi les réponses les plus courantes, les noms de Charles Lynch et de Claude Ryan sont apparus, chacun ayant été nommés par 12 pour cent des personnes interrogées. Walter Cronkite venait au

troisième rang, avec six pour cent. De toute évidence, aucun commentateur n'a gagné la faveur de l'élite canadienne.

Sur le plan local, cependant, les chroniqueurs peuvent être particulièrement influents. A Vancouver, au début des années soixante-dix, deux chroniqueurs — Allan Fotheringham et le regretté Jack Wasserman — avaient une très forte influence, tant sur les orientations politiques que sur l'issue des élections. (Kettner, 1977) Dans d'autres cas, des chroniqueurs comme Ron Haggert à Toronto et Nick Auf der Maur à Montréal sont devenus les porte-parole et les leaders d'opinion de groupes particuliers. Pareil rôle n'est possible, toutefois, que lorsque les chroniqueurs disposent du temps et de l'autorité nécessaires pour constituer un important réseau d'adeptes et d'une marge de manœuvre assez étendue pour commenter directement la politique locale. Notre étude a indiqué toutefois que près du quart des rédacteurs en chef interviewés ont pour politique d'interdire aux chroniqueurs politiques d'appuyer les politiciens ou les causes locales et que 28 pour cent d'entre eux semblent décourager toute forme d'appui. Cela est particulièrement vrai des petits quotidiens. Une telle politique pourrait fort bien décourager quiconque d'adopter une position ferme sur quelque question que ce soit. En tous cas, il y a peu de chroniqueurs des affaires locales comme tels au sein des quotidiens à l'étude.

En ce qui a trait à la politique provinciale, l'étude des élections ontariennes de 1977 a révélé que, même si 29 pour cent seulement des électeurs interrogés ont dit lire régulièrement les rubriques politiques, ils tendent à être les membres de l'électorat les plus attentifs et les mieux informés de l'actualité politique. Ainsi, les chroniqueurs pourraient avoir une influence indirecte considérable sur l'ensemble des électeurs, parce que leurs lecteurs sont généralement des leaders d'opinion dans leurs collectivités.

Il n'est ressorti aucune étude sur les caricatures et les photographies de notre examen de la documentation sur ce sujet, mais il est probable que ces deux moyens d'expression ont un rôle à jouer dans la détermination de l'image des chefs politiques. En attirant l'attention du public sur certaines questions en particulier, les caricatures peuvent aussi contribuer à établir l'ordre du jour politique.

Comme nous l'avons mentionné, la radio puis la télévision ont défié la presse pour sa prédominance dans la dissémination de la nouvelle. Des sondages montrent, cependant, que les grands quotidiens demeurent la principale source d'information sur les affaires publiques non seulement à l'échelon supérieur des centres de décision, mais aussi pour la partie de la population, à tous les paliers, la plus attentive à l'actualité politique, bien que les nouvelles télévisées soient aussi devenues une importante source d'information. C'est sur la scène municipale que l'autorité de la presse est la plus grande. En outre, les grands quotidiens dominent le processus de la cueillette des nouvelles et présentent la plus grande partie des commentaires. (Le chapitre 5 traite plus en profondeur de l'influence réciproque des média.)

Même s'il est vrai que le choix des média dont disposent la majorité des Canadiens a rapidement augmenté au cours des dix dernières années, tout semble indiquer qu'aucune des sources d'information additionnelles ne peut remplacer les quotidiens. Ces sources optionnelles de nouvelles et de commentaires comprennent:

- les journaux locaux, habituellement des hebdos, dont le nombre est passé de 890 à 1 090, de 1970 à 1980 (augmentation de 22 pour cent);

- les stations de radio, dont le nombre est passé de 388 à 543 (augmentation de 40 pour cent);
- les stations de télévision, qui sont passées de 73 à 111 (augmentation de 52 pour cent);
- les revues destinées aux consommateurs, qui ont connu une expansion rapide, passant de 213 à 365 (augmentation de 71 pour cent), aidées sans doute par les modifications fiscales du milieu des années soixante-dix. (Toutes les données citées ici sont tirées de Thompson, 1980.)

La prolifération des entreprises de presse a considérablement augmenté la concurrence commerciale entre les quotidiens, mais n'a eu qu'un effet secondaire sur la concurrence entre les journalistes.

Même si les hebdomadaires locaux contribuent souvent de façon appréciable à la concurrence entre les journalistes sur le plan local, la plupart manquent des ressources nécessaires pour être plus qu'un supplément aux quotidiens. La majorité ont un personnel restreint et se contentent de transmettre les informations officielles. Quelques-uns cependant, comme le *News* de Mississauga, disposent d'un important réseau de journalistes dont la compétence peut être facilement établie. Dans chacune des cinq villes (et dans d'autres qui nous étaient familières), nous avons pu examiner certains hebdomadaires — pas tous, il va sans dire — dont la couverture des affaires municipales venait compléter, et parfois concurrencer, celle des quotidiens. Plus particulièrement, les hebdos couvrent les conseils et comités municipaux des villes entourant les principales agglomérations, offrant ainsi une information qui n'est pas d'ordinaire accessible aux quotidiens destinés aux grandes villes. Ils couvrent aussi l'activité des groupes de citoyens locaux. Les meilleurs d'entre eux assurent en outre la couverture des travaux des députés et des membres de l'Assemblée législative de la localité et aident à présenter les affaires nationales et provinciales dans une perspective locale. Néanmoins, trop d'hebdomadaires se contentent des communiqués de presse émis par les politiciens et les fonctionnaires, et ne font guère de véritable journalisme.

Certains hebdos, comme le *Monday Magazine* de Victoria, ont augmenté leur couverture des affaires locales pour tenter de combler le vide laissé par la fermeture d'un quotidien. Quant à leur tirage, il peut se limiter à certains secteurs ou, dans le cas des prospectus et magazines à diffusion limitée, n'atteindre qu'une proportion définie de citoyens. Nombre de revues locales, comme le *Vancouver Life* et le *Toronto Life*, présentent en outre des commentaires politiques, mais leur tirage étant également restreint, il est clair qu'ils ne peuvent remplacer la couverture au jour le jour.

Dans une enquête sur Vancouver en 1976, Bonni Raines Kettner (1977) a constaté que le *Calendar* et le *Magazine* atteignent chacun près de 30 pour cent des électeurs municipaux, mais que ceux-ci se situent surtout dans des circonscriptions de classe moyenne, et que les citoyens ne les considèrent pas comme d'importantes sources d'information sur les nouvelles municipales. Un seul hebdomadaire, *The Courier*, était vu comme une importante source d'information pour ce qui est des nouvelles municipales, et cela par seulement dix pour cent environ des électeurs de sa zone de tirage. Ce chiffre pourrait être plus élevé, évidemment, pour une ville ne comptant qu'un quotidien. Dans une étude connexe, Jacques Benjamin et Peter

Hopkins (1976) ont constaté que les gens sont plus au courant de la politique et la suivent de plus près dans les quartiers où les quotidiens locaux assurent une couverture rigoureuse et complète qu'ils ne le sont dans les régions dépourvues de ce service. Ils ont conclu que même si une meilleure couverture n'avive pas nécessairement l'intérêt politique (puisqu'elle peut en être le reflet plutôt que la cause), elle sert très certainement à le renforcer et à le légitimer.

Néanmoins, les hebdomadaires et les magazines locaux ne peuvent remplacer les quotidiens, même sur le plan local — encore moins en ce qui a trait aux nouvelles nationales et provinciales — où, en général, ils ne font guère d'efforts pour livrer concurrence aux autres sources d'information. Les bulletins de nouvelles et les émissions d'affaires publiques à la radio et à la télévision constituent aussi un élément important de la combinaison de média multiples, mais ils ne peuvent, eux non plus, remplacer les quotidiens, surtout pour la politique municipale. A l'échelle nationale, et dans une moindre mesure dans les capitales provinciales, les services radiophoniques et télévisés contribuent de plus en plus à améliorer la qualité de la couverture (voir les chapitres 4 et 5). La majorité des stations de radio locales n'assurent toujours qu'une couverture superficielle, et les principales stations de télévision locales ont de plus en plus tendance à négliger les affaires municipales, en grande partie parce que leurs bulletins de nouvelles sont destinés à des auditoires régionaux plutôt qu'à la clientèle de la localité (tout comme les quotidiens métropolitains). En général, les stations indépendantes qui mettent l'accent sur la couverture locale atteignent des auditoires relativement restreints. A Vancouver, par exemple, 15 pour cent seulement des électeurs de l'échantillon considèrent la télévision comme une source de nouvelles municipales très importante, comparativement à 41 pour cent pour les quotidiens. (Kettner, 1977, p. 10) Il est donc évident que les quotidiens demeurent les sources de nouvelles et de commentaires ayant le plus d'influence sur les affaires locales et que, à ce stade-ci de leur évolution, les autres média ne peuvent combler le vide laissé par la disparition d'un quotidien ni livrer une concurrence journalistique efficace.

4. Les quotidiens et la cohérence nationale

L'évaluation des répercussions des média de masse sur la cohérence nationale est une affaire complexe. Bien que les tenants des théories transactionnelles soient convaincus que l'absence de communications efficaces au-delà des barrières régionales et linguistiques constitue une menace à la cohérence nationale, on ne peut tenir pour certain qu'elle a des effets sur les attitudes et les comportements. Le problème tient en partie au fait que les diverses cultures canadiennes sont tellement différentes qu'un système de communications centralisé, ne pouvant correspondre qu'imparfaitement à ces différences, provoquerait davantage la désaffection et l'hostilité qu'il ne permettrait l'assimilation à une culture nationale. Pareille hostilité existe déjà dans certaines régions en ce qui a trait à la programmation radiophonique et télévisée de Radio-Canada. (Voir, par exemple, Hindley, 1977, préface, p. IX.) On a depuis longtemps reconnu ce problème pour ce qui est des services français et anglais, bien que les annonceurs nationaux ne semblent en avoir pris conscience que tout récemment. C'est pourquoi nos réseaux de communications de masse de langues française et anglaise sont fort distincts. Ils posent, évidemment, le problème inverse:

la transmission d'images communes est si minime qu'il est difficile de faire valoir un sentiment d'identification au pays tout entier. Même sans preuve formelle, il paraît évident que la cohérence nationale doit en grande partie reposer sur la mesure dans laquelle les média de masse présentent des images communes et des informations interrégionales de même que sur leur façon de traiter les conflits régionaux et linguistiques.

Bien que toute la gamme des produits des média — depuis les bandes dessinées et les téléromans jusqu'aux éditoriaux et aux émissions d'affaires publiques — ait rapport à la cohérence nationale, ce sont probablement les quotidiens qui exercent l'influence la plus forte pour ce qui est des affaires publiques. La question de l'existence d'un ordre du jour national en matière d'affaires publiques est donc fort pertinente.

Depuis les quinze dernières années, nombre d'études ont traité des différences régionales dans la couverture des nouvelles. Deux études publiées vers le milieu des années soixante font état de différences régionales certaines dans le choix des nouvelles, choix fondé pour une bonne part sur la proximité géographique, et de différences encore plus grandes entre la presse francophone et la presse de langue anglaise, étant donné les facteurs d'ordre culturel. (Bruce, 1966; Gordon, 1966, p. 158) Arthur Siegel (1974), dans son étude de la couverture par la presse de la crise du FLQ, a constaté que tant l'aspect géographique que culturel exercent une influence sur le contenu des journaux. Dans une étude de la couverture des conférences fédérales-provinciales au milieu des années soixante-dix, Carol Charlebois (1977) a observé que la couverture des positions provinciales tend à être fonction de la taille et de la vitalité relatives de la province en cause, l'Ontario et le Québec (et dans un moindre degré, l'Alberta et la Colombie-Britannique) étant les mieux couvertes. Examinant la couverture du Québec et des questions d'ordre linguistique, au cours de l'année suivant l'élection du Parti Québécois, Soderlund et ses collaborateurs ont constaté que le Québec est la province qui accorde le plus d'attention à ces questions, suivie de l'Ontario et des provinces de l'Atlantique, les journaux de l'Ouest se montrant les moins intéressés. (Les questions québécoises à l'étude comprennent le séparatisme et les élections au Québec, le bilinguisme, la politique linguistique fédérale, la politique linguistique québécoise, le bilinguisme et le trafic aérien, le débat sur les jeux Olympiques et le rapatriement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. [Soderlund *et al.*, 1980, p. 351]) La couverture fut cependant appréciable dans toutes les régions. Il importe de noter que les données relatives à l'opinion publique pour cette même période présentent un profil semblable: les Québécois interrogés — francophones comme anglophones — sont ceux qui se préoccupent le plus des questions relatives au Québec, alors que les Ontariens et les résidants des provinces de l'Atlantique s'y intéressent un peu moins, les gens de l'Ouest étant ceux qui y attachent le moins d'importance. On retrouve ce profil dans toute une série d'études. (Fletcher et Drummond, 1979, pp. 22-25) C'est lorsqu'il s'agit de questions de politique linguistique que les différences sont les plus marquées dans la couverture au Québec et ailleurs, de même que dans l'opinion publique. Selon toute probabilité, les reportages de la presse reflètent et renforcent à la fois ces différences régionales.

De façon générale, les récentes campagnes électorales fédérales ont établi un ordre du jour national, au moins pour les quotidiens et les réseaux de télévison. Les

différences régionales étaient de fait moindres en 1979 qu'en 1974. Les différences qui sont ressorties en 1979, cependant, reflètent en général de profondes préoccupations régionales, comme le rôle du Québec dans la Confédération ou la question de l'exploitation des richesses naturelles dans l'Ouest, et ne représentent que d'infimes modifications à l'ordre du jour national. Les données relatives à la première page des quotidiens et aux thèmes des éditoriaux qui figurent aux tableaux 1, 2 et 3 illustrent clairement cet état de choses. Le tableau 1 montre qu'il existe une correspondance générale entre l'insistance des média sur certaines questions et les préoccupations du public à cet égard. Là où on a remarqué des différences régionales, les sujets retenant l'attention de la presse et l'opinion publique ont tendance à coïncider.

Il fut un temps où la presse de langue française et la presse anglophone donnaient des interprétations radicalement différentes des principaux événements politiques. En 1972, par exemple, la quasi-défaite du gouvernement Trudeau fut largement interprétée dans la presse francophone comme un rejet de l'influence canadienne-française à Ottawa, alors que les quotidiens de langue anglaise furent enclins à l'attribuer à des facteurs économiques et à l'insipidité de la campagne fédérale. En 1979, en revanche, les journalistes québécois couvrirent la campagne fédérale de façon beaucoup plus complète que par le passé, malgré le manque de suspense dans la province, et n'étaient pas plus enclins que les rédacteurs anglophones à offrir des explications d'ordre culturel à la défaite des Libéraux.

L'existence d'un ordre du jour national n'a rien de nouveau, surtout durant les campagnes électorales fédérales, mais la diminution apparente des différences régionales lors de récentes élections est probablement fonction des changements qu'ont connus les média. En effet, l'importance des bulletins de nouvelles télévisés à l'échelle nationale s'est accrue, ce qui a porté les stratèges des partis à entreprendre plus de campagnes nationales et les journaux à en présenter le compte rendu. La plus grande homogénéité des reportages reflète aussi vraisemblablement la diminution du nombre de correspondants des journaux à l'extérieur du Canada central et l'augmentation du nombre des quotidiens utilisant le service de nouvelles de Southam. L'amélioration de la qualité du service de la Presse canadienne (PC) entre aussi en ligne de compte.

A certains égards, cet ordre du jour national porte à confusion parce qu'il traduit le fait que la couverture de la campagne est centrée sur l'Ontario. Lors des élections de 1979, 60 pour cent de tous les articles en première page des quotidiens que nous avons étudiés provenaient de l'Ontario. Seul l'Ouest a publié des articles en nombre supérieur à ceux provenant de l'Ontario. Pareille domination de l'Ontario pourrait donner lieu à un sentiment de désaffection dans les autres régions du pays. Selon toute probabilité, les quotidiens de moindre envergure que ceux faisant l'objet de notre étude contiennent des articles présentés dans une perspective plus régionale. En réalité, entre les périodes électorales, l'ordre du jour national tend à se fragmenter, surtout lorsque des conflits régionaux sont en jeu. Lors de la couverture d'un conflit fédéral-provincial, par exemple, les quotidiens ont tendance à se concentrer sur leur propre porte-parole régional.

Le ton et la substance de la couverture et du commentaire ont aussi leur importance. Comme le disait Martin Goodman, président de Toronto Star Newspapers Ltd. et de la Presse canadienne, dans une allocution le 11 avril 1981, les journaux doivent faire leur part en présentant des reportages équilibrés pour

Tableau 1

Questions les plus couvertes lors de la campagne électorale de 1979

Questions	Quotidiens				R.-C. TV (Réseau français)		R.-C. TV (Réseau anglais)		Global		CTV		R.-C. Radio (Réseau français)		Électeurs jugeant ces questions importantes
	A la une		Editoriaux												
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	%
Confédération*	89	38	49	33	54	17	46	15	30	9	38	15	39	15	38
Economie**	69	30	44	30	38	12	54	18	40	12	43	17	25	9	70
Energie***	18	8	11	7	9	3	12	4	9	3	7	3	8	3	13
Chefs de partis****	44	19	23	16	27	8	23	8	22	6	28	11	18	7	18

Note: Le «nombre» (No.) correspond au nombre des nouvelles; le «%» correspond au pourcentage de toutes les nouvelles reliées à la campagne.

*Porte aussi sur l'unité nationale, le bilinguisme, le Québec et les relations fédérales-provinciales.

**Porte aussi sur l'économie en général, l'inflation, le chômage, la réforme fiscale et les dépenses.

***Porte aussi sur l'énergie et Petro Canada.

****Porte aussi sur le leadership ou les chefs de partis.

Sources: Les données sur les quotidiens proviennent d'une analyse de 14 quotidiens contenue dans «Playing the Game: The Mass Media and the 1979 Campaign», par Frederick J. Fletcher, qui doit être publié en 1981 dans Howard R. Penniman, éd., *Canada at the Polls* (Washington, D.C.: AEI). Les données sur la télévision sont tirées de «Television News and 1979 Federal Election», par E.D. Briggs, W.I. Romanow, W.C. Soderlund et R.H. Wagunberg, présenté à l'Association canadienne des communications, Montréal, juin 1980. Les données sur les élections sont tirées de «Change in the Garden: The 1979 Federal Election», par J. Pammett, Harold Clarke, Jane Jenson et Lawrence LeDuc, document présenté lors de l'assemblée annuelle de l'Association canadienne des sciences politiques, Montréal, le 2 juin 1980, tableau 8.

Tableau 2

Questions les plus couvertes à la une des quotidiens, par région, lors de la campagne électorale de 1979

Questions	Ouest		Ontario		Québec		Est		Canada	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Confédération	8	24	4	22	37	51	39	36	88	38
Unité nationale	3	9	1	6	14	19	12	11	30	13
Bilinguisme au Québec	1	3	1	6	13	18	4	4	19	8
Relations fédérales-provinciales	4	12	2	11	10	14	23	21	39	17
Economie	14	42	4	22	15	21	28	26	61	26
Inflation	7	21	3	17	6	8	4	4	20	9
Chômage	3	9	1	6	2	3	7	7	13	6
Autres	4	12	—	—	7	10	17	16	26	12
Chefs de partis	2	6	4	22	10	14	13	12	29	13
Energie	4	12	3	17	2	3	9	8	18	8
Nombre total des articles	33		18		73		108		232	

Note: Le «nombre» (No.) correspond au nombre d'articles à la une dont le sujet reçoit une attention particulière; le «%» correspond au pourcentage de tous les articles à la une portant sur les élections. Les sous-catégories sont comprises dans le total pour la liste des questions sur laquelle elles figurent. Le total comprend aussi les articles non inclus dans les catégories énumérées.

Source: Fletcher, cité au tableau 1.

Tableau 3

Questions les plus couvertes dans les éditoriaux des quotidiens, par région, lors de la campagne électorale de 1979

Questions	Ouest		Ontario		Québec		Est		Canada	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Confédération	6	18	15	44	23	43	5	19	49	33
Unité nationale	2	6	5	15	10	19	3	11	20	14
Bilinguisme au Québec	1	3	1	3	5	9	1	4	8	5
Relations fédérales-provinciales	3	9	9	26	8	15	1	4	21	14
Economie	15	44	8	24	14	26	7	26	44	31
Inflation	5	15	5	15	6	11	4	15	20	14
Chômage	0	0	1	3	3	6	3	11	7	5
Autres	10	29	2	6	5	9	0	0	17	12
Chefs de partis	6	18	1	3	11	21	5	19	23	16
Energie	2	6	5	15	2	4	2	7	11	7
Nombre total des éditoriaux sur les élections	34		34		53		27		148	

Note: Le «nombre» (No.) réfère au nombre des éditoriaux portant principalement sur la question; le «%» correspond au pourcentage de tous les éditoriaux portant sur les élections. Les sous-catégories sont comprises dans le total pour la liste des questions sur laquelle elles figurent. Le total comprend aussi les articles non inclus dans les catégories énumérées.

Source: Voir le tableau 2.

maintenir l'unité canadienne: «Si, collectivement, l'image que nous projetons en est une de dissensions et de chicanes perpétuelles, il en sera d'autant plus difficile de garder le pays uni. Par nos manchettes et la place de nos articles dans les journaux, nous pouvons dresser une région contre une autre ou opposer un gouvernement à un autre.» M. Goodman a fait remarquer que les quotidiens doivent, par essence, «trouver des nouvelles conflictuelles et controversées» qui sont «réelles et ne peuvent être omises de notre compte rendu quotidien de la société». Il poursuivit: «Il nous faut [. . .] refléter les aspirations des gens pour une cause commune. Nous ne sommes pas toujours empressés de rapporter les séries d'événements qui sous-tendent l'unité de la société, de mettre en évidence les liens communs, de rendre hommage aux réalisations quotidiennes des gens ordinaires, de telle façon que tous les Canadiens puissent les partager.»

Il y a certaines preuves à l'appui de la généralisation de M. Goodman. Soderlund *et al.* (1980, p. 355) ont constaté que la couverture de la controverse entourant les jeux Olympiques de Montréal et la question de la surveillance du trafic aérien («le bilinguisme dans les airs») «a établi dans la presse un ordre du jour [. . .] qui a mis en lumière des événements de nature à créer la dissension». Dans une recherche encore inédite sur la question de la surveillance du trafic aérien, Bell et Fletcher indiquent que la presse s'attache à rapporter les propos des contestataires, mais n'est guère prompte à présenter une évaluation indépendante de leurs revendications. Un examen des éditoriaux portant sur le Québec et les questions linguistiques en 1976 a révélé que les quotidiens québécois et ontariens ont généralement abordé ces questions controversées dans une perspective globale, soulignant les points d'entente et les compromis, alors que les éditorialistes de l'Ouest et des provinces de l'Atlantique étaient davantage portés à défendre les solutions unilatérales ou à condamner les aspirations des Québécois. (Soderlund *et al.*, 1980, p. 320) Les sondages sur l'opinion publique dénotent aussi ce genre de réaction. (Fletcher et Drummond, 1979, pp. 22-35) D'autres études révèlent en outre que la presse de langue anglaise affiche une vision stéréotypée des Canadiens français (Caron et Payne, 1980) et que la presse francophone fait montre d'une certaine étroitesse d'esprit.

Cependant, la presse du Canada central n'envisage peut-être pas de façon aussi globale la désaffection de l'Ouest. Dans un récent discours, l'éditeur Mel Hurtig d'Edmonton a déclaré que les principaux quotidiens de l'Ontario et de l'Alberta encouragent les conflits régionaux en acceptant les points de vue antagonistes de leurs gouvernements provinciaux au lieu de faire une analyse critique de leurs propos. Il a souligné que le *Star* de Toronto, le *Globe and Mail*, le *Citizen* d'Ottawa, le *Journal* d'Edmonton et la revue *Report* de l'Alberta sont des publications qui ont, à maintes reprises, exprimé dans leurs éditoriaux des points de vue qui «ont excité des haines implacables entre certaines régions du Canada». Hurtig a accusé les éditorialistes des quotidiens ontariens de faire montre «d'un déplorable esprit de clocher», d'être «coupés de la réalité» et «mal documentés à en faire pleurer». Il a trouvé les éditoriaux albertains «souvent hystériques et plein d'animosité». Répondant à ces accusations, l'éditeur du *Report* de l'Alberta, Ted Byfield, a déclaré: «Nous tentons de représenter les sentiments de la population albertaine aussi rigoureusement que nous le pouvons. La revue réagit aux divers outrages du gouvernement fédéral et nous sommes naturellement obligés d'y faire montre de plus de fermeté

parce qu'elle est la seule revue de nouvelles importante de l'Alberta qui ne soit pas détenue par Toronto.» (Le *Star* de Toronto, le 21 avril 1981) En réalité, rien n'indique que l'appartenance à une chaîne influe sur les nouvelles ou la couverture des événements comme on le prétend. Elle a cependant des effets sur le crédit que lui accordent les cercles d'élite, où l'on remarque ce genre de choses. En outre, le service de nouvelles de Southam fait en sorte que les éditeurs albertains prennent connaissance des points de vue fédéraux, mais ils demeurent néanmoins libres de ne pas les publier. Quoi qu'il en soit, il est peu probable que les éditoriaux décrits par M. Hurtig créent de nouvelles tensions, bien qu'ils puissent renforcer celles qui existent déjà.

Notre analyse laisse entendre qu'en général les réalisations et les défauts de la presse en ce qui a trait à la cohérence nationale n'ont rien à voir avec la propriété. Le phénomène régional semble être un facteur beaucoup plus déterminant. Il appert que les chaînes continuent habituellement de mettre en relief les préoccupations régionales après leur acquisition de quotidiens, où que soit situé le siège social. Les principales chaînes peuvent cependant offrir une meilleure diffusion des nouvelles et des commentaires interrégionaux par l'entremise de leurs services de nouvelles que n'auraient pu le faire les quotidiens indépendants. Certes, la constitution de réseaux de correspondants régionaux par le service de nouvelles de Southam et le *Globe and Mail* devrait aider à l'établissement d'un ordre du jour national tenant davantage compte des intérêts régionaux. L'expansion de la télévision semble aussi avoir contribué à l'élaboration d'un ordre du jour national. Cela est particulièrement vrai dans le cas de Radio-Canada. Mais le problème de la domination du Canada central persiste et l'appartenance à des chaînes peut venir l'exacerber. Il appert que la concurrence — sauf en ce qu'elle favorise la fierté professionnelle — n'a aucun rapport avec cette question. On devrait être convaincu qu'il existe toujours d'énormes obstacles aux communications interrégionales, surtout au chapitre des différences linguistiques. Quoi qu'il en soit, on peut difficilement prétendre qu'un ordre du jour national est nécessaire au bon fonctionnement d'un régime fédéral. Il ne pourrait qu'aider à faire en sorte que les conflits régionaux portent sur des problèmes réels.

5. Conclusion

D'après la documentation disponible et les recherches entreprises dans le cadre du présent projet, nous concluons que les quotidiens jouent, eu égard au processus politique, un rôle suffisamment important pour justifier un examen soigneux et une surveillance attentive de leur comportement. Les données suivantes appuient cette conclusion tout en l'exposant de façon plus détaillée:

(i) Les quotidiens influent sur les questions que les citoyens jugent essentielles, mais d'autres facteurs, comme l'expérience personnelle, ont une importance supérieure. En particulier, les quotidiens peuvent clarifier et légitimer certains aspects de l'opinion publique.

(ii) Les quotidiens continuent d'influencer la teneur et le ton de la couverture des affaires publiques par les autres média, surtout sur le plan local où l'on admet généralement leur prédominance. (Dans la plupart des villes, les quotidiens disposent d'un personnel affecté aux affaires locales beaucoup plus considérable que celui de l'ensemble des média électroniques.)

(iii) Aux paliers provincial et national, un petit nombre de grands quotidiens assurent ce leadership en soulevant des questions au sujet de la concentration de la presse.

(iv) La prédominance du *Globe and Mail* est évidente: il est lu par près des trois quarts des gens aux plus hauts échelons des centres de décision à travers le Canada et aux trois paliers de gouvernement. Plus de 90 pour cent des membres de la direction des média le lisent régulièrement et il tend à établir l'ordre du jour pour d'autres agences de presse, dont la Presse canadienne qui fournit le gros de la couverture des affaires publiques aux petits quotidiens.

(v) De fait, les quotidiens en général constituent toujours la principale source de nouvelles pour les hauts fonctionnaires. *Le Devoir* joue auprès de la population francophone un rôle semblable à celui du *Globe*. Le *Star* de Toronto domine le marché de la région métropolitaine de Toronto et fait autorité à l'échelle nationale en offrant un service de chroniques souscrites pour ses articles et analyses des affaires publiques. D'autres grands quotidiens ont une influence comparable dans leurs propres provinces. Cette situation ne laisse pas de faire naître des préoccupations au sujet de la concentration de la presse.

(vi) Pour ce qui est d'une influence directe sur la politique, les quotidiens ont peu d'effets sur les prises de décision dans les secteurs de compétence de ceux qui en ont la charge ou sur les questions d'ordre technique, mais ils fournissent de l'information sur les réactions du public quant aux entreprises du gouvernement et aux travaux d'autres agences. Leur influence est cependant réduite par la complexité croissante des orientations politiques de l'Etat et l'usage répandu des sondages d'opinion. Néanmoins, une étude a révélé que nombre de politiciens tirent des comptes rendus des quotidiens les résumés des rapports qu'ils n'ont pas le temps de lire. Toutefois, les quotidiens canadiens manquent généralement de spécialistes comme ceux des grands quotidiens américains et britanniques, ce qui explique en partie leur manque d'influence sur les décisions d'ordre technique. Bien qu'il y ait des cas de consultation directe entre la direction des quotidiens et les fonctionnaires chargés des prises de décision, cette pratique semble se faire plus rare.

(vii) A tous les paliers de gouvernement, il est clair que les quotidiens peuvent influencer l'ordre de priorité. Leur influence a pourtant tendance à se limiter aux questions morales ou aux problèmes concrets qui touchent les citoyens. Par exemple, on peut tenir pour presque certain que l'adoption du principe de la régie des loyers par les Conservateurs ontariens en 1975 fut l'une des conséquences de l'attention que la presse dans son ensemble lui a accordée.

(viii) Sur le plan local, les quotidiens ne constituent souvent que le seul autre moyen de présenter la politique officielle sous diverses perspectives. Nos études de cas montrent en outre que la surveillance qu'exerce la presse augmente la prudence du gouvernement. Il importe surtout que les quotidiens soient disposés à examiner ce qui se passe en coulisses. Les fonctionnaires semblent bien au courant de ce rôle de chien de garde de la presse. Nous avons aussi trouvé une étude qui laisse entendre qu'un quotidien local dynamique peut aider à susciter l'intérêt et à éveiller la conscience politique du public.

(ix) Bien que les éditorialistes et les chroniqueurs aient une influence manifeste sur les prises de décision, il appert que les principaux changements de politique ne se

font que lorsque les éditoriaux s'accompagnent d'une couverture complète. Le choix et la place de la nouvelle jouent un rôle crucial pour ce qui est des effets directs, bien que les chroniqueurs puissent avoir une influence considérable sur le plan local.

(x) Quant aux répercussions plus indirectes sur le processus politique, nous sommes en mesure de citer des études qui montrent qu'une couverture négative de la part des quotidiens a pour effet d'affaiblir l'appui que le public accorde au Parlement et d'exacerber les conflits régionaux et linguistiques. Nous avons constaté que certains quotidiens assurent une couverture des conflits fédéraux-provinciaux non dénuée d'un certain esprit de clocher, que la presse de langue anglaise présente une image stéréotypée des francophones et que les journaux ne réussissent pas à expliquer convenablement les deux réalités linguistiques à l'un et l'autre groupes. Par ailleurs, les différences régionales dans la couverture des questions relatives à la cohérence nationale tendent à produire des différences équivalentes dans l'opinion publique. Il est peu probable que la couverture assurée par la presse soit la cause de la différence des attitudes, mais il est presque certain qu'elle contribue à les renforcer.

(xi) De façon générale, l'influence de l'appartenance à des chaînes sur la couverture des affaires publiques est difficile à déceler. Nous n'avons constaté que d'infimes inégalités dans les ressources consacrées à la couverture locale. La place des quotidiens dans le système d'information sur les affaires publiques et l'ordre de priorité individuel des éditeurs locaux paraissent plus déterminants. Nous avons pris bonne note cependant du fait que le service de nouvelles de Southam et le *Globe and Mail* — tous deux supportés financièrement par de grandes chaînes — ont créé des réseaux de correspondants régionaux. Ces réseaux ont sans aucun doute la possibilité d'améliorer les communications interrégionales et ont déjà contribué à la création d'un ordre du jour national lors des campagnes électorales fédérales. De son côté, la presse francophone fait montre d'un nouvel intérêt pour le Canada anglais depuis quelques années.

(xii) L'apport des chaînes à la cohérence nationale dépend de toute évidence de leur capacité et de leur volonté d'encourager une couverture équilibrée des événements locaux et nationaux. Bien que les services en commun puissent grandement aider à la diffusion de l'information, c'est toujours sur le plan local que se prennent les décisions les plus cruciales quant à ce qui doit être publié. Toute combinaison de la couverture nationale axée sur l'Ontario et de l'esprit de clocher que l'on trouve sur la scène locale serait préjudiciable à la cohérence nationale.

Références

Becker, Lee, Maxwell E. McCombs, et Jack McLeod, «Development of Political Cognitions», dans Steven H. Chaffee, éd., *Political Communication: Issues and Strategies for Research*, Beverley Hills, Sage, 1975.

Bell, David, et Frederick J. Fletcher, «The Canadian Mass media and the Reporting of Transportation Policy», *Transportation Research Forum*, vol. 20, n° 1, 1979, pp. 42-47.

Benjamin, Jacques et Peter Hopkins, «Media Coverage of the 1976 Vancouver Civic Election», département des sciences politiques, université Simon Fraser, 1977. (inédit)

Blais, André, et Jean Crête, «Les média et la politique municipale dans deux villes du Québec», étude, 1981, archives publiques (sous Fletcher).

Bruce, Jean, *A Content Analysis of Thirty Canadian Daily Newspapers Published During the Period January 1 - March 31, 1965, with a Comparative Study of Newspapers Published in 1960 and 1955*, rapport présenté à la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1966.

Bureau of Municipal Research, *The News Media and Local Government*, Toronto, BMR, 1976.

Caron, André H., et David C. Payne, «Media and Canadian Politics: General and Referendum Applications», document présenté à la conférence: «Political Support in Canada: The Crisis Years», université Duke, Durham, N.C., 1980.

Charlebois, Carol, «The Structure of Federal-Provincial News», document présenté à l'assemblée annuelle de l'Association canadienne de la science politique, Fredericton, Nouveau-Brunswick, juin 1977.

Clarke, Harold D., Jane Jenson, Lawrence LeDuc, et Jon H. Pammett, *Political Choice in Canada*, McGraw-Hill/ Ryerson, 1979.

Fletcher, Frederick J., et Robert J. Drummond, *Canadian Attitude Trends, 1960 - 1978*, Montréal, Institut de recherches politiques, 1979.

Gordon, Donald, *National News in Canadian Newspapers*, rapport présenté à Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1966.

Gottlieb, Daphne F., «The Media and Local Politics Coverage in Victoria», étude, 1981, archives publiques (sous Fletcher).

Hartman, P., et C. Husband, *Racism and the Mass Media*, Poynter-Davis, Londres, 1974.

Hindley, Patricia, Gail M. Martin, et Jean McNulty, *The Tangled Net: Basic Issues in Canadian Communication*, J.J. Douglas, Vancouver, 1977.

Hubbard, J.C., M.L. Defleur, et L.B. Defleur, «Mass Media Influence on Public Conceptions of Social Problems», *Social Problems*, nº 23, 1975, pp. 22-34.

Kettner, Bonni Raines, «The Influence of the News Media in Vancouver Civic Politics: A Survey of Voters and Interviews with Civic Candidates», département des sciences politiques, université Simon Fraser, 1976. (inédit)

Kornberg, Allan, et Judith D. Wolfe, «Parliament, the Media and the Polls», dans Harold D. Clarke, Colin Campbell, F.Q. Quo et Arthur Goddard, éd., *Parliament, Policy and Representation*, Toronto, Methuen, 1980, pp. 35-57.

Kraus, Sidney, et Dennis David, *The Effects of Mass Communication on Political Behavior*, Pennsylvania State University Press, 1976.

Marshall, John, «Ed, Pierre and Joe», *Content*, août 1979, pp. 12-17.

McQuail, Denis, «The Influence and Effects of Mass Media», dans J. Curran, M. Gurevitch et J. Woollacutt, éd., *Mass Communication and Society*, Open University, Londres, 1975, pp. 95-115.

Munton, Don, et Michael Clow, «The Media, the Bureaucrats and Canadian Environmental Policy», document présenté à l'assemblée annuelle de l'International Studies Association, Toronto, mars 1979.

Rivers, William, Susan Miller, et Oscar Gandy, «Government and the Media», dans Steven H. Chaffee, éd., *Political Communication Issues and Strategies for Research*, Beverley Hills, Sage, 1975.

Siegel, Arthur, «Canadian Newspaper Coverage of the F.L.Q. Crisis; A Study on the Impact of the Press on Politics», thèse de doctorat, université McGill, 1974.

Soderlund, Walter C., Ronald H. Wagenberg, E. Donald Briggs, et Ralph C. Nelson, «Regional and Linguistic Agenda-setting in Canada: A Study of Newspaper Coverage of Issues Affecting Political Integration in 1976», *Canadian Journal of Political Science*, XXII, juin 1980, pp. 347-356.

—— «Output and Feedback: Canadian Newspapers and Political Integration», *Journalism Quarterly*, nº 57, été 1980, pp. 316-321.

Stairs, Denis, «The Press and Foreign Policy in Canada», *International Journal*, XXXI, 2, printemps 1976, pp. 223-243.

Thompson, Donald N., «Reshaping Canadian Newspaper Markets», *Business Quarterly*, hiver 1980, pp. 48-56.

3

Influences sur la couverture des affaires publiques par la presse

Les influences sur le contenu des quotidiens sont multiples et variées et les tentatives d'élaboration d'une définition de leur contenu n'ont connu qu'un succès partiel. Ces essais ont tout de même permis d'établir une liste de contrôle des principaux facteurs qui influent sur ce qui paraît dans les journaux. Dans le présent chapitre, nous entendons décrire quelques-unes de ces influences-clés en les reliant à la couverture des affaires publiques par les quotidiens canadiens; dans certains cas, pourtant, nous n'en donnerons un exposé détaillé que dans les chapitres subséquents. Notre analyse repose principalement sur l'hypothèse selon laquelle les journalistes et les rédacteurs en chef, qui décident de ce qui sera couvert ou non et de ce qui fera ou non l'objet de commentaires, subissent diverses pressions et prédispositions. Ils sont par conséquent soumis à des facteurs d'ordre culturel, aux normes de la collectivité, aux traditions et modes journalistiques, aux autres média et à la façon dont leurs sources d'information traitent les nouvelles. Entrent aussi en jeu des préoccupations d'ordre commercial, les démarches des groupes de pression, la concurrence commerciale et journalistique et la forme de la propriété. En examinant ces influences, nous n'avons jamais perdu de vue la complexité du processus de sélection et la nature fragmentaire des preuves dont nous disposons. Néanmoins, nous avons tenté d'en mesurer les divers effets et de souligner ceux qui méritent qu'on s'y arrête.

La supposition fondamentale qui sous-tend cette analyse est, bien sûr, que les journalistes font effectivement des choix et qu'ils créent la nouvelle plus souvent qu'ils ne la découvrent. Bien que les journalistes «découvrent» les nouvelles dans l'exercice de leurs fonctions habituelles, ces découvertes dépendent en grande partie des secteurs sur lesquels les journalistes décident de se pencher. La composition des «primeurs», la sélection des «sources autorisées» et le choix entre les nombreux articles qui circulent dans la salle de rédaction sont tous influencés par certaines pressions et prédispositions. Il n'y a pas qu'à choisir parmi les événements à couvrir, mais aussi entre les sujets d'enquête. Les choix sont arrêtés par les services de dépêches qui peuvent distribuer simplement une partie des articles qu'ils reçoivent et par les rédacteurs en chef qui peuvent décider de n'imprimer qu'une partie de ce que les services de dépêches leur envoient. (Pour plus de détails, voir Tuchman, 1978.)

En l'absence d'études systématiques sur le processus de sélection au Canada, nous nous sommes fondés sur diverses sources, dont quelques-unes reposent sur des recherches et d'autres sur des expériences et observations personnelles, pour évaluer l'influence réciproque des divers facteurs que nous estimons déterminants.

1. Propriété des chaînes

Puisque tout au long de la présente étude nous nous préoccuperons des effets de la propriété des chaînes, nous commencerons par un survol de certaines questions et un examen des effets de cette propriété sur les ressources consacrées à la couverture des affaires publiques. Comme nous le verrons, le tableau n'est pas partout le même.

Aucune des études systématiques dont on dispose pour le Canada, à ce jour, n'a montré que la propriété des chaînes constitue un facteur important dans la définition du contenu des quotidiens. Il semble que les différences décelées entre les divers quotidiens du pays s'expliquent davantage par des facteurs d'ordre régional et linguistique et par le tirage. Soderlund (1981, p. 11) et ses collègues ont conclu, après plusieurs études systématiques, qu'il n'existe pas de différences notables entre les quotidiens indépendants et les journaux appartenant à des chaînes pour ce qui est des caractéristiques du contenu qu'ils ont pu évaluer. La seule étude systématique portant sur le Québec a donné lieu à des conclusions semblables. (Blais et Crête, 1981 a) Silberberg (1978), pour sa part, conclut, en se fondant sur une étude de la couverture du monde du travail, que la propriété représente un facteur de moindre importance dans la définition du contenu des quotidiens que les normes de la collectivité et les idiosyncrasies de certains quotidiens. Comme nous le verrons, notre enquête nationale sur les rédacteurs en chef n'a permis de déceler que des différences minimes entre les quotidiens indépendants et les journaux appartenant à des chaînes. En outre, tant les études réalisées que notre propre recherche n'ont réussi à faire la preuve d'une interférence directe dans les affaires journalistiques des quotidiens locaux de la part de la haute direction de chaînes. De façon générale, nous n'avons pu trouver que de très rares cas de lignes directrices émanant de la haute administration des entreprises de presse en matière de reportage et d'éditorial. La seule exception fut une directive émise par le propriétaire de quatre quotidiens québécois, interdisant d'appuyer le «Oui» lors du référendum au Québec, et dont nous traiterons plus à fond au chapitre 5. Pareil incident nous rappelle toutefois qu'une influence directe est toujours possible, même s'il se peut qu'on n'y ait recours qu'en temps de crise.

Quant à la qualité des quotidiens, les études existantes n'ont pu confirmer que la propriété des chaînes a des effets négatifs sur le contenu des quotidiens. Les cas précis de journaux qui se sont détériorés après leur acquisition par une chaîne — comme l'*Examiner* de Peterborough et l'*Evening Telegram* de Saint-Jean de Terre-Neuve — sont compensés par les cas où le quotidien est demeuré le même ou s'est même amélioré, comme lors de l'acquisition du *Star* de Windsor par Southam.

Richard Gwyn a fait ce récit coloré de l'histoire de l'*Evening Telegram* de Saint-Jean dans le *Star* de Toronto du 21 avril 1981:

> Du début des années cinquante au début des années soixante-dix, l'*Evening Telegram* de Saint-Jean était l'un des petits quotidiens les plus dynamiques du pays, et certainement le plus dynamique à l'est de Montréal.

> Ce quotidien était le reflet de sa collectivité. Il était rigoureux, original, mélodramatique, audacieux, spirituel et amusant. Ses chroniqueurs politiques, Harold Horwood et le regretté Ray Guy, sont partis en croisade contre le premier ministre Joey Smallwood et dans un cas précis l'éditeur a résisté à l'ultime pression politique: l'annulation de toute la publicité du gouvernement [. . .].
>
> Aujourd'hui, l'*Evening Telegram* est vide. Lisez-le, si vous avez du temps à perdre; vous y trouverez des nouvelles de Saint-Jean, mais rien de la saveur ou de l'atmosphère de la ville ou de la province. Il reproduit les communiqués de presse et résume les discours des politiciens ou des membres du Club Rotary. Les attaques de ses éditoriaux portent sur des cibles éloignées et sûres comme Ottawa. Le personnel de la rédaction y est tombé de 22 — ce qu'il fut à une certaine époque — à sept.
>
> Il est cependant livré à temps, ses annonces contiennent rarement des erreurs typographiques et il est rentable.
>
> Il est facile de déterminer quand l'*Evening Telegram* a cessé d'être un miroir, un ballon d'essai et une tribune pour sa collectivité pour devenir le reflet d'un journalisme condamné à mourir: le 1er août 1971, pour éviter les droits de succession, il fut vendu à Thomson Newspapers Ltd. de Toronto.

Ce compte rendu est typique de celui que nous ont fait nombre d'entreprises de presse, pour la plupart de petits quotidiens acquis par le groupe Thomson. Les critères sur lesquels il se fonde sont en grande partie subjectifs et ne peuvent donc être utiles à une analyse systématique de contenu. Pourtant, les changements ainsi décrits sont au coeur même des fonctions sociales de tout quotidien.

La meilleure étude systématique dont nous disposions pour le Canada a trait à l'acquisition par Southam du *Star* de Windsor, en octobre 1971. (Romanow, 1978) L'étude compare les quatre années précédant et suivant le changement de propriété et indique que malgré la modification des degrés respectifs de la couverture des affaires locales, provinciales, nationales et internationales, on n'y a pas trouvé de modèle uniforme. Les auteurs ont constaté une augmentation générale des nouvelles provenant de sources canadiennes, probablement attribuable à l'usage des dépêches du service de nouvelles de Southam. On a noté, par ailleurs, un accroissement global du commentaire politique partisan tant dans les éditoriaux que dans les reportages des quotidiens dont Southam est propriétaire, mais on n'y a décelé aucun attachement à un parti en particulier. De fait, les commentaires critiques sur le parti au pouvoir (aux paliers fédéral et provincial), sans égard à la couleur du parti, ont considérablement augmenté. Les éditoriaux locaux n'ont pas connu de déclin, mais le bureau du *Star* à Ottawa, naguère indépendant, fut fermé, de sorte que le quotidien a dû s'en remettre au service de nouvelles de Southam et à la Presse canadienne. Les auteurs de l'étude ont conclu que le changement de propriété n'a pas eu d'effets négatifs, si ce n'est peut-être en ce qui a trait à la perte de la couverture régionale d'Ottawa. (Le bureau du *Star* à Ottawa fut rouvert par la suite.)

Partant du principe que la propriété des chaînes peut avoir des effets sur l'allocation des ressources pour la couverture des affaires publiques, nous avons examiné le nombre des services de dépêches auxquels les quotidiens indépendants et les quotidiens détenus par des chaînes ont recours, en nous fondant sur les données colligées lors de notre enquête nationale. Dans chacune des catégories de tirage, nous

avons constaté que les quotidiens indépendants tendent légèrement plus que les journaux appartenant à des chaînes à utiliser d'autres services pour compléter celui de la PC. Cela est particulièrement vrai si on exclut les journaux Southam qui ont tendance à s'abonner à plus de services que n'importe quel autre groupe. Alors que tous les journaux Southam distribuent au moins deux services (outre leur propre service de nouvelles), et que près de la moitié des quotidiens indépendants et des petits quotidiens appartenant à des chaînes complètent le service de la PC par au moins un autre service, presque tous les journaux Thomson se contentent de la PC et des services fort limités de Thomson News Service (TNS). Il est certain qu'il est plus difficile pour les services de nouvelles et de chroniques souscrites de se tailler une place sur le marché depuis l'apparition des chaînes. On nous a dit que le groupe Thomson n'achètera pas le service de United Press Canada, et que les journaux Southam à Edmonton et Calgary l'ont abandonné lorsque son propriétaire, le *Sun* de Toronto, a commencé à lui livrer concurrence dans ces deux villes. Lorsque les chaînes offrent des services rédactionnels complets à leurs membres et se retirent du marché par la suite, il s'ensuit inévitablement une réduction de la diversité dans le système d'information.

Les quotidiens indépendants ont aussi tendance à affecter un nombre un peu plus important de journalistes à la couverture des affaires publiques locales, surtout dans la catégorie de tirage inférieure à 50 000. Dans ce groupe, les journaux Thomson assignent moins de journalistes que la moyenne à la couverture de la politique municipale. Pour ce qui est du rapport entre l'ensemble du personnel et le tirage, les quotidiens Thomson rejoignent la moyenne ou lui sont supérieurs, les rares tabloïds du groupe obtenant de loin la cote la plus basse.

De façon générale, les inégalités sont minimes, alors que les variations d'un groupe à l'autre sont appréciables. La seule constante que l'on ait pu systématiquement dégager est l'absence virtuelle de services de dépêches ou de chroniques souscrites pour compléter celui de la PC au sein des journaux Thomson (et aussi ceux de Sterling), ce qui vient encore confirmer l'opinion générale selon laquelle le groupe Thomson impose de sévères restrictions aux dépenses rédactionnelles.

On peut tirer de ces données la conclusion générale que les effets de la propriété des chaînes sont moins prononcés pour la couverture ou le personnel qui y est affecté que pour le ton et la qualité du contenu rédactionnel. Le *Star* de Sault Ste-Marie, dont Southam est propriétaire, a demandé dans un éditorial paru le 21 mars 1981: «Quelles preuves [a-t-on] de ce que les groupes propriétaires de quotidiens se préoccupent moins de la qualité de leurs journaux et du journalisme, de même que de satisfaire les intérêts de leurs lecteurs, que les petits quotidiens indépendants, ces derniers étant dans certains cas ancrés dans des traditions dépassées et [...] extrêmement vulnérables aux pressions des annonceurs, des politiciens ou de la collectivité?» De fait, plusieurs éditeurs et rédacteurs en chef nous ont dit que le fait d'appartenir à une chaîne leur avait permis de résister plus facilement aux pressions des centres de pouvoir locaux. Ils ont déclaré subir moins de contraintes que sous le régime du propriétaire local qui existait auparavant. Il semble plausible que les éditeurs des quotidiens appartenant à un groupe nouent des liens moins étroits avec la collectivité immédiate que les vieilles familles d'éditeurs d'origine locale. Les études des cas de Sherbrooke et de Trois-Rivières ont montré que la propriété des chaînes a pour seul effet notable, dans ces villes, d'accorder plus d'indépendance aux

éditeurs pour la couverture et le commentaire des affaires municipales. On n'a noté aucune diminution de la couverture locale ou du personnel qui y est affecté. (Blais et Crête, 1981 b)

Le problème tient cependant à d'autres facteurs. Lors d'entrevues par exemple, nous avons eu le sentiment que la rentabilité est pour certaines chaînes un facteur d'une importance telle que les éditeurs qui respectent invariablement la politique rédactionnelle ou relative aux nouvelles, laquelle donne lieu à d'appréciables pertes publicitaires, se retrouvent dans une situation difficile. Au sein de la chaîne Thomson, «les cadres, dont les rédacteurs en chef, reçoivent des bonis en fonction de la rentabilité de leurs quotidiens. Les profits sont tirés des recettes publicitaires. Un des rédacteurs en chef que nous avons interrogés nous a affirmé que cette somme, perçue surtout sous forme de pension et autres prestations du genre, pouvait aller jusqu'à augmenter son salaire brut de 30 pour cent». (Osler, 1976, p. 19) Pareil plan a peut-être ses vertus, mais il ne constitue en rien un stimulant permettant de dépasser les intérêts des annonceurs pour atteindre à l'excellence du journalisme ou satisfaire les intérêts du public.

En outre, le simple fait de réduire les budgets rédactionnels au minimum peut étouffer toute initiative de la part des journalistes. Stuart Keate (1980, p. 160), éditeur retraité du *Sun* de Vancouver, a souligné dans ses récents mémoires que les budgets rédactionnels minables de plusieurs des journaux Thomson constituent une forme d'interférence de la part de la haute administration. L'auteur soutient que les petits budgets viennent contrer l'initiative journalistique. Bien que cet argument soit plausible, il ne répond pas à la question de savoir ce que serait un budget raisonnable.

On avance en outre cet autre argument, à savoir qu'en dépit du fait que les éditeurs locaux se défendent de toute ingérence, des chaînes comme Southam et Thomson engagent leurs éditeurs d'après les opinions qu'ils affichent aussi bien qu'en fonction de leurs réalisations. Comme le disait un journaliste: «Personne n'atteint un poste de pouvoir à moins de partager les idées et les opinions de 'l'establishment'.» (Midgley dans Stewart, 1980, p. 166) Ici encore, l'argument est plausible; il est d'ailleurs indirectement appuyé par les données sur les antécédents sociaux des éditeurs dont Clement fait état. (1975, pp. 270-343) Il y a eu tout de même des éditeurs assez non conformistes, comme Mark Farrell, pour prétendre que cette règle n'est pas immuable. En effet, Anthony Westell (1977, p. 73) a fait valoir que la preuve à l'appui de l'affirmation selon laquelle les journaux font systématiquement de la propagande pour servir les intérêts économiques de leurs propriétaires est plutôt mince. Il soutient que «les contraintes subies par les journalistes tiennent beaucoup plus [aux valeurs traditionnelles en ce qui a trait à la nouvelle] qu'à l'idéologie des propriétaires». Pour appuyer cette position, il fait remarquer que les quotidiens rapportent régulièrement «de véritables saignées à blanc» de la part des sociétés, que «les hommes d'affaires se plaignent constamment du traitement que leur réservent les média», et que le contenu des nouvelles à Radio-Canada, société d'Etat, n'est guère différent de celui que présentent les radiodiffuseurs privés. Il n'en reste pas moins que, par l'autorité qu'elles exercent, les sociétés propriétaires peuvent imposer certaines limites à ce qui peut être couvert ou défendu dans les média.

Par ailleurs, le fait que certaines chaînes aient, selon toute apparence, tendance à choisir leurs éditeurs en fonction de leur sens aigu des affaires, sans se préoccuper

de l'aspect journalistique de leurs responsabilités, constitue un autre problème. Pareil état de choses réduit vraisemblablement l'engagement des journaux appartenant à des chaînes à l'égard de l'excellence journalistique, non seulement parce que le pouvoir se retrouve aux mains d'éditeurs qui n'ont jamais professé d'engagement à la qualité du journalisme, mais aussi parce que les journalistes reçoivent ainsi un message on ne peut plus clair quant à l'importance relative de leur travail et à leurs possibilités d'avancement. Au départ, le groupe Thomson fut très explicite à cet égard: le succès d'un quotidien se mesure à sa rentabilité. On a même dit à certains journalistes prometteurs que leur avancement dépendait des ventes publicitaires. (Lamb, 1979, p. 77) James B. Lamb, longtemps éditeur pour Thomson, a déclaré (*Ibid*, pp. 181-182):

> [...] malgré son succès retentissant, la formule des journaux Thomson comporte un défaut flagrant, une lacune qui, bien qu'évidente depuis les tout débuts, n'a jamais été entièrement comblée et n'a donc jamais permis à la formule de bien fonctionner. Malgré toute la collection de talents et de compétences que Roy (Thomson) a mis tant de soins à réunir et dont le rendement était excellent, il n'y a pas eu un seul homme ou une seule femme capable de faire marcher convenablement une salle de rédaction, encore moins une centaine ou plus. A vrai dire, ce fut purement une entreprise commerciale que Roy a organisée dans les bureaux de la compagnie à Toronto, une entreprise qui aurait pu tout aussi facilement et avec autant de succès exploiter une chaîne de magasins de chaussures.

Lamb poursuit:

> Le groupe Thomson n'a jamais eu pour objectif d'atteindre à une véritable excellence journalistique; de fait, la politique du groupe rend impossible le respect de normes élevées en matière rédactionnelle. On cherche à atteindre des niveaux «acceptables» de couverture de la nouvelle, dans le cadre d'une structure financière extrêmement réduite.

De l'avis de Lamb, le système de Thomson, qu'il estime être encore plus restrictif qu'après la mort de son fondateur, prive les collectivités locales d'un moyen de communications indépendant efficace.

La concentration croissante de la propriété peut en outre limiter l'indépendance des journalistes. Comme le disait Robert Lewis dans un article paru dans le *Maclean's* (le 11 mai 1981, p. 31): «Pour les gens de la profession, moins il y a de propriétaires, plus leurs chances de s'exprimer sans crainte de réprimandes sont minces.» Nous avons constaté l'existence d'un malaise général lors de nos entrevues avec les membres des tribunes de la presse à travers le pays. Que le danger de figurer sur la liste noire des quelques propriétaires de grands quotidiens soit réel ou non, nombre de journalistes l'ont perçu comme tel. (Cette préoccupation peut évidemment compter au nombre des contrecoups des récentes fermetures et fusions et, par conséquent, n'être que temporaire.)

Pour ce qui est de la qualité, nous avons dénombré dans l'ensemble d'excellents quotidiens indépendants qui font paraître médiocres les quotidiens appartenant à des chaînes. Robert Lewis, par exemple, compare l'*Observer* de Sarnia, dont Thomson est propriétaire, au *Whig-Standard* de Kingston, un quotidien local indépendant.

(*Maclean*'s, le 11 mai 1981) Ces deux journaux desservent des collectivités sensiblement de la même taille. Dans son examen de la couverture des élections provinciales au Québec, dans le numéro de *Maclean's* du 14 avril 1981, il a constaté que la couverture de la réélection du Parti Québécois dans l'*Observer* se bornait à un seul article de 20 paragraphes, en première page, fourni par la Presse canadienne (PC), le groupe Thomson n'ayant pas de correspondants au Québec. Le *Whig-Standard*, en revanche, a publié trois reportages à la une, un article d'un collaborateur spécial, en plus d'un éditorial et d'une caricature, trois commentaires et quatre articles de fond. La différence est frappante et difficile à expliquer autrement qu'en fonction du souci de la qualité du journalisme, quoique la présence d'une importante université à Kingston puisse entrer en jeu. Il est à noter que le *Whig-Standard* est l'un des meilleurs parmi les petits quotidiens du pays et l'un des plus petits à avoir un correspondant à la tribune de la presse parlementaire. Néanmoins, il est légitime de se demander pourquoi les quotidiens appartenant à des chaînes, qui disposent de ressources considérables, réussissent si rarement à atteindre cette qualité.

2. Concurrence

En général, notre recherche indique que la concurrence a des effets plutôt ambigus. Théoriquement, la concurrence porte les quotidiens à consacrer plus de ressources à la couverture des nouvelles et au commentaire. On estime en outre que la concurrence incite à favoriser le journalisme d'enquête et à résister aux pressions destinées à faire supprimer des nouvelles, tout en servant de moyen de vérification du rendement du journal. (Thomson, 1980, p. 51) Comme nous le verrons, il y a de nombreuses preuves à l'appui de ces arguments.

D'un autre côté, nous avons constaté que la concurrence journalistique donne souvent lieu à l'exercice de pressions afin de dramatiser, simplifier ou banaliser les nouvelles pour tâcher d'augmenter le tirage. Dans certains cas, on a engagé des recherchistes et des experts-conseils en marketing afin d'établir une stratégie pour soutenir la bataille du tirage. Dans l'ensemble, ils ont proposé une couverture superficielle des affaires publiques au profit d'articles conçus pour attirer le plus d'abonnés possible. Ces innovations vont des articles sur «des trucs à faire soi-même» et du genre «libre service» à ce qu'on a appelé le «journalisme disco». Il semble que l'attrait de ces articles soit loin d'être évident. (Bogart dans Smith, 1980, pp. 255 *sqq.*) La concurrence commerciale donne souvent lieu à l'insertion de suppléments destinés à attirer les annonceurs, comme les sections traitant d'immobilier, de mode, de systèmes audio ou de caméras. Lors de nos entrevues, plusieurs rédacteurs de chroniques sur les affaires publiques se sont plaints de ne pouvoir obtenir l'espace dont ils ont besoin pour leurs analyses d'importantes questions d'actualité. En outre, on nous a dit que la concurrence est fréquemment responsable de pressions exercées par les rédacteurs en chef pour que le tirage du journal soit équivalent à celui de ses concurrents et des services de dépêches, de sorte que les journalistes doivent passer tellement de temps à la couverture de routine et à la rédaction d'articles «équivalents» qu'ils ne peuvent plus guère en consacrer aux enquêtes ou aux analyses. (Le chapitre 4 traite plus en profondeur de cet aspect.)

Cela mis à part, nous avons la preuve que les effets de la concurrence peuvent être positifs. Dans trois cas, par exemple, le début de la concurrence a augmenté les

ressources consacrées à la couverture des affaires publiques. A Edmonton, la fondation du *Sun* semble avoir incité le *Journal* à assigner un plus grand nombre de journalistes à la couverture de la politique provinciale et locale. La proportion des journalistes du *Journal* attachés à la tribune de la presse provinciale a augmenté et on a accordé une attention plus soutenue aux événements locaux. A Québec, l'arrivée du *Journal de Québec* a poussé *Le Soleil* à accroître sa couverture des nouvelles locales et régionales, couverture qu'il avait déjà assurée, puis abandonnée. (Blais et Crête, 1981 a)

A Ottawa, l'éphémère service de nouvelles FP (créé en 1979 et fermé en 1980) a livré une concurrence directe au service de nouvelles de Southam, déjà solidement établi. Bien que le groupe FP ait maintenu une certaine présence à Ottawa depuis les années cinquante, il ne fut que pendant quelques mois l'équivalent du service de nouvelles de Southam (SNS). FP et SNS desservaient tous deux les quotidiens d'Ottawa, et les journalistes et rédacteurs en chef installés dans la capitale furent à même de surveiller leur rendement réciproque. La concurrence semblait galvaniser le personnel de Southam. De plus, c'est au cours de cette période que SNS a réussi à persuader ses directeurs d'établir trois nouveaux postes et de moderniser son système de classement des articles.

Dans aucun de ces trois cas, nous n'avons pu vérifier l'hypothèse selon laquelle les changements observés étaient occasionnés par la nouvelle concurrence. Il serait cependant plausible d'en arriver à pareille conclusion.

Nous avons aussi remarqué que la concurrence encourage la publication d'éditoriaux. Dans une nouvelle analyse des données sur la couverture de la campagne électorale fédérale de 1979, nous avons constaté que les quotidiens en concurrence présentent passablement plus d'éditoriaux que les quotidiens monopolistes (voir le chapitre 5). En outre, dans presque tous les cas que nous avons rencontrés, les journaux qui avaient supprimé des articles à la suite de pressions commerciales ou provenant de la collectivité sont des quotidiens monopolistes. Assurément, les fonctionnaires à qui nous avons parlé souffrent de l'absence de tribunes leur permettant de défendre leur position, même dans les régions où il n'y a pas eu de concurrence depuis des années. A Winnipeg, Ottawa et Victoria, les fonctionnaires ont le sentiment que la nouvelle situation de monopole les rend vulnérables aux décisions arbitraires de quelques personnes. Bien que les preuves soient loin d'être concluantes, il appert que la concurrence encourage le journalisme d'enquête et incite les journalistes à résister aux pressions qui leur sont faites pour supprimer des nouvelles.

Puisque dans plusieurs villes, la concurrence entre les quotidiens n'existe pas, les hebdomadaires s'efforcent de combler les lacunes. Dans le cas d'un bon nombre des villes à l'étude, les hebdomadaires assignent régulièrement du personnel à la couverture des affaires locales et sont lus par de nombreux fonctionnaires. A Victoria, un hebdomadaire local a augmenté sa couverture après la fusion du *Times* et du *Colonist*. (Gottlieb, 1981) Toutefois, malgré leur importance indéniable pour la couverture locale, les hebdomadaires disposent rarement des ressources et de la clientèle nécessaires pour livrer une concurrence appréciable à un quotidien. Cela semble être aussi le cas des média autres que les quotidiens. Les magazines comme la radio et la télévision ne peuvent que très partiellement remplacer les quotidiens, au moins en ce qui a trait à la couverture globale des affaires publiques. Cela ne veut

pas dire que la concurrence de la radio et de la télévision n'ait pas eu de répercussions notables sur les quotidiens, qui durent s'adapter aux autres formes de nouvelles fournies par ces deux média. Quelques quotidiens ont fait valoir les forces uniques de la presse en offrant des reportages complets ainsi qu'un grand nombre d'articles de fond et d'analyses. D'autres ont cherché à imiter la télévision en termes de couleur et de personnalité. (Pour plus de détails sur cette question, voir le chapitre 6.) Nous avons constaté toutefois que les quotidiens surveillent les bulletins de nouvelles télévisés et les émissions d'affaires publiques et que les journalistes de la presse écrite reconnaissent que les journalistes de la radio et de la télévision deviennent des concurrents légitimes lorsque les bulletins de nouvelles atteignent un certain degré d'excellence. Radio-Canada s'est bien établi à Ottawa et BCTV a fait de même à Victoria. Ainsi, les nouvelles télévisées peuvent partiellement servir de remplacement pour l'évaluation du rendement rendue possible par le quotidien rival. Il survient pourtant un problème lorsque les journalistes et les rédacteurs en chef interprètent la concurrence journalistique comme le fait de réussir à «sortir» la nouvelle les premiers plutôt que de la présenter de façon plus claire, plus complète ou plus perspicace, car les quotidiens ne peuvent généralement pas concurrencer efficacement la radio et la télévision pour ce qui est de la rapidité de diffusion.

C'est probablement dans une situation de monopole que les rédacteurs en chef doivent relever le défi le plus considérable. Ils sont tenus de satisfaire toute la collectivité, de lui offrir une gamme complète de nouvelles, d'articles et de commentaires plutôt que de ne desservir qu'une partie précise de la population. Comme le dit Bogart (dans Smith, 1980, p. 265):

> [. . .] le défi le plus grand se pose peut-être aux rédacteurs en chef qui prennent leurs responsabilités sociales au sérieux, là où le tirage et le succès commercial de leur quotidien est assuré; là où leur quotidien est le seul de la ville et leur clientèle constituée par la collectivité tout entière plutôt que par une certaine classe ou genre de gens. Ce sont là des situations qui encouragent l'autosatisfaction et mènent à la stagnation de l'entreprise de presse.

Parmi les défis qui se posent aux rédacteurs en chef dans ce genre de situations se trouve celui d'amener les journalistes à canaliser de façon constructive leurs instincts concurrentiels.

Il faut noter cependant que bien des petits quotidiens des villes ne comptant qu'un journal ne sont pas véritablement monopolistes. Comme nous l'avons relevé au chapitre 1, pour ce qui est des lecteurs, plusieurs d'entre eux doivent affronter la concurrence des quotidiens métropolitains, dont certains cherchent à s'étendre de plus en plus loin pour augmenter leur tirage. Les petits quotidiens qui ont vécu cette situation s'y sont adaptés de diverses façons. Lors d'une étude des quotidiens ontariens, nous avons constaté que plusieurs ont tenté de se tailler une place sur le marché en se concentrant sur les nouvelles locales. Comme le dit la devise du *Daily Post* de Lindsay: «Local News First, Last and Foremost» (Les nouvelles locales, d'abord et avant tout). Les meilleurs d'entre eux ne feignent pas d'ignorer les nouvelles provinciales, nationales et internationales, mais les présentent plutôt dans une perspective locale. Le plus souvent, soit qu'ils ne tiennent pas compte des nouvelles extérieures — à moins que l'aspect local y soit inévitable — ou qu'ils distribuent de brefs résumés fournis par la PC. Ces quotidiens servent de supplément aux quotidiens métropolitains distribués dans la localité, mais n'offrent aucune autre perspective locale sur les nouvelles de l'extérieur.

Bref, malgré ses aspects négatifs, il appert que la concurrence peut grandement contribuer à empêcher les abus de la part des journalistes et inciter ces derniers à faire des reportages plus agressifs (mais pas nécessairement plus analytiques), même si les quotidiens rivaux contiennent essentiellement les mêmes nouvelles et les présentent dans une perspective semblable. Comme il est peu probable qu'on rétablisse la concurrence directe dans la majorité des villes canadiennes, il semble que ceux qui se soucient de la qualité du journalisme chercheront des mécanismes qui puissent engendrer le sens des responsabilités et la vigilance, comme le fait la concurrence, mais sans en avoir les effets négatifs.

3. Pressions extérieures

Comme nous l'avons mentionné en abordant la question de la propriété et de la concurrence, les quotidiens sont soumis à de nombreuses pressions extérieures. Certaines découlent de leurs fonctions au sein de la collectivité et d'autres de leurs opérations commerciales. Nous les examinerons brièvement de façon à placer l'influence de la propriété et de la concurrence dans ce contexte.

L'influence des annonceurs sur le contenu des quotidiens fait depuis longtemps l'objet de controverses, quoique les têtes dirigeantes de l'industrie du quotidien l'aient nié à maintes reprises. En général, il est extrêmement rare que les annonceurs aient une incidence directe sur la présentation des affaires publiques dans les grands quotidiens, comme l'a fait remarquer le Comité Davey (Comité du Sénat, 1970, p. 87). Dans l'ensemble, les grands quotidiens prospères sont moins sujets aux pressions réelles ou anticipées des annonceurs et sont donc davantage en mesure d'enquêter sur les abus des sociétés et les abus de pouvoir du gouvernement (Keate, 1980, p. 126). Dans son sondage des journalistes en Ontario, Osler (1976, p. 19) n'a dénombré que quatre participants convaincus que les annonceurs peuvent influer sur le contenu des quotidiens en exerçant des pressions directes, alors que plus de la moitié des journalistes interrogés «sentent la présence de diverses influences subtiles». Un journaliste d'un petit quotidien de l'est de l'Ontario ajoute: «Ici, ce que disent les annonceurs est parole d'évangile.»

Au sens large, bien sûr, les annonceurs contribuent effectivement à définir l'ordre de priorité des quotidiens. Eric Wells, ex-rédacteur en chef de la *Tribune* de Winnipeg, a fait remarquer que, dans plusieurs quotidiens:

> [. . .] les annonces déterminent l'allocation de l'espace et déterminent aussi les sujets. Tant d'annonces sportives exigent tant de pages sportives, et le texte qui remplit l'espace entre les annonces doit porter sur les sports; il en va de même de tout le journal, l'allocation de l'espace et les sujets des articles étant fonction du sujet des annonces [. . .]. Quand on a satisfait à toutes les exigences de la publicité, il ne reste pas grand place pour les véritables nouvelles.
>
> (Cité par King dans Stewart, 1980, p. 94.)

La présence dans les journaux de sections sur l'immobilier dépend des annonces qu'y placent les entrepreneurs et les agents d'immeubles. Dans la majorité des quotidiens, les articles sont rigoureusement positifs et rarement critiques. Dans un chapitre portant sur le *Star* de Toronto, Walter Stewart (1980, p. 117) dit: «On ordonne aux journalistes de rédiger des articles destinés à convaincre le lecteur d'abandonner son journal, de se précipiter dans sa voiture et d'en ressortir pour consulter une nouvelle

sous-section — directives dont on trouve des traces dans tous et chacun des articles.» Si les annonceurs n'imposent pas cette forme de couverture, elle attire néanmoins les revenus publicitaires. Il importe de souligner ici qu'une telle attitude excessive aura, vraisemblablement, au moins la même influence sur les opinions des électeurs, en ce qui a trait à la politique d'habitation, par exemple, qu'une analyse modérée du sujet dans un éditorial.

Quant au reportage sur le monde du travail, on croit généralement, au sein du mouvement ouvrier, que la couverture des nouvelles et les commentaires sont remplis de préjugés contre ce milieu parce que les intérêts des propriétaires et des principaux annonceurs régissent les quotidiens. Cette opinion persiste malgré le fait que les deux plus grands quotidiens du Canada — le *Star* de Toronto et le *Sun* de Vancouver — doivent leur imposant tirage à leur traitement favorable du milieu du travail. Même si ces quotidiens sont maintenant davantage conçus pour la classe moyenne, cette couverture négative du milieu du travail découle principalement d'un ensemble de nouvelles valeurs qui mettent en relief les conflits et les confrontations et examinent rarement l'historique ou la teneur des disputes. (Silberberg, 1978)

Anthony Smith (1980, pp. 43 et 48) laisse entendre qu'à certains égards les chaînes sont, de fait, plus vulnérables aux pressions que les grands quotidiens indépendants. Il soutient que les chaînes de toutes les régions du pays peuvent être touchées par le retrait de la publicité nationale, que celles ayant des intérêts en radiodiffusion peuvent subir les pressions des annonceurs ou de l'Etat (par le biais des licences) et que celles qui ont des intérêts étrangers aux média peuvent avoir à souffrir du boycottage de certains produits. Lors de notre recherche toutefois, nous n'avons observé aucun cas de pression directe de la part d'un annonceur sur la couverture des affaires publiques. Par contre, des incidents comme le refus du gouvernement fédéral de placer des annonces dans le quotidien montréalais séparatiste *Le Jour* (disparu depuis) nous ont rappelé que la chose est possible.

Des impératifs d'ordre commercial peuvent aussi modifier la façon d'envisager la couverture des nouvelles. Le succès du *Sun* de Toronto, à un extrême, et celui du *Globe and Mail*, à l'autre, présagent peut-être de l'émergence au Canada d'une nette division entre une presse populiste, qui se veut familière, axée sur le divertissement et affichant un certain esprit de clocher, et une presse d'élite, à vocation nationale.

Les pressions extérieures directes proviennent en outre des normes de la collectivité et de divers groupes. Au cours des dernières années, il y a eu des cas où des nouvelles furent laissées de côté ou supprimées par de petits quotidiens ou des quotidiens de taille moyenne, pour être reprises par de grands quotidiens. Au début des années soixante-dix, le *Record* de Kitchener-Waterloo a jugé bon de ne pas fouiller un important projet de réaménagement qui menaçait le marché de Kitchener parce que le journal était en faveur de la mise en valeur du quartier et estimait que toute publicité à cet égard ferait tomber l'affaire. (Pasternak, 1975) Le *Globe and Mail* a finalement sorti la nouvelle. Il est fréquent, apparemment, que des éditeurs et des rédacteurs en chef soutiennent qu'ils savent (ou que les politiciens municipaux savent) où se trouve l'intérêt des citoyens et que, par conséquent, le public n'a pas besoin d'être renseigné sur une décision politique imminente avant qu'elle n'ait été prise. Le 28 septembre 1980, le *Star* de Toronto a publié un reportage sur un puits pollué à Ingersoll (Ontario) et sur la dissimulation qui était l'œuvre des politiciens municipaux, soulignant qu'il faisait la lumière «non seulement [. . .] sur le fait que la

municipalité avait tenu certains renseignements cachés, mais aussi sur l'incompétence de la presse locale», à savoir, le *Times* de Ingersoll (hebdomadaire, tirage: 3 300). A peu près à la même époque, le *News* de Tillsonburg (qui paraît les lundi, mercredi et vendredi et tire à 7 151 exemplaires) a omis de faire rapport sur un abus de pouvoir de la part de la police locale, nouvelle aussi publiée par le *Star* de Toronto (le 27 septembre 1980). Ces exemples montrent bien que les pressions locales peuvent intimider les rédacteurs en chef et les éditeurs. Un grand nombre de rédacteurs en chef, habituellement de petits quotidiens, nous ont dit éviter d'adopter une position politique parce que cela donne lieu à trop de critiques. D'autres ont indiqué que les gens s'attendent que leur journal fasse valoir la municipalité.

Il est fréquent de voir des politiciens, à tous les paliers, tenter de manipuler la nouvelle. Le secret d'Etat est en ce sens une arme d'importance. En outre, il s'accompagne souvent de fuites au profit de journalistes privilégiés. Il est aussi commun que des journalistes ou des chroniqueurs qui émettent des critiques soient menacés d'interventions auprès de la direction. La mainmise directe par des personnages partisans et puissants, comme Duplessis au Québec, est chose du passé. Néanmoins, les journalistes de la radio et de la télévision dépendent toujours fortement des sources officielles, mais les journalistes de la presse écrite, moins identifiés à des visages et des voix familières, ont une plus grande marge de manœuvre. Bien que la presse ait amélioré son rôle de critique au cours des dernières années, il lui est toujours très difficile d'éviter d'être limitée par l'ordre du jour établi par les politiciens. Gaye Tuchman (1978, p. x) a dit soupçonner que les nouvelles sur les affaires publiques:

> sont un échange entre les politiciens, les technocrates, les journalistes et leurs supérieurs, et que le reste d'entre nous sommes les indiscrets qui écoutons la conversation qui se déroule.

Les politiciens ont considérablement augmenté leurs talents de manipulateurs ces dernières années et les entreprises de presse ont été forcées de suivre. Roy MacGregor (dans Stewart, 1980, p. 203) a fait remarquer que la presse politique «court le danger constant de ne devenir en quelque sorte que le valet de l'Etat». Nous reparlerons de cette question dans les prochains chapitres.

Les partialités régionales influencent sans doute la couverture des affaires publiques. Des études sur les conflits fédéraux-provinciaux montrent que les quotidiens appuient généralement la position de leurs gouvernements provinciaux et leur accordent plus d'attention qu'à celle des autres provinces. Les positions du gouvernement fédéral bénéficient habituellement d'une couverture en profondeur, mais elle n'est pas souvent favorable. (Charlebois, 1977) Il semble qu'au cours des campagnes électorales des dernières années, un ordre du jour national ait été établi, sauf en ce qui a trait à des questions qui ont de fortes répercussions régionales, comme l'énergie, les pêcheries et la politique linguistique. En 1979, l'attention qu'ont reçue les partis et les questions débattues fut assez semblable par tout le Canada, mais l'attention véritablement accordée aux élections comme telles a varié. L'Ontario et les provinces de l'Atlantique en ont fait le plus grand cas, alors que la Colombie-Britannique, préoccupée de ses propres élections provinciales, et le Québec y ont accordé une attention moindre.

Selon toute apparence, il n'y a pas d'ordre du jour national pour les questions sans grande incidence d'ordre régional ou linguistique. Il est par ailleurs régi par les

nouvelles en provenance d'Ottawa et de Toronto (et de Montréal pour la presse francophone), soulevant l'hostilité de l'Est et de l'Ouest. Cette animosité a, en retour, donné naissance à des magazines rédigés dans une solide perspective régionale, tels l'*Atlantic Insight* et l'*Alberta Report*, comme nous l'avons mentionné au chapitre 2.

La culture et la langue constituent en outre des facteurs importants. Malgré la concentration croissante de la presse francophone sur l'ordre du jour national, il existe toujours d'importantes différences entre la presse de langue française et la presse anglophone. Par exemple, elles interprètent souvent les mêmes informations de façon fort différente. (Blais et Crête, 1981 a) Les journalistes francophones ont généralement une plus haute opinion de leur rôle que leurs homologues anglophones. Ils ont tendance à se considérer comme des leaders au sein de la collectivité, faisant partie de l'élite intellectuelle née de la révolution tranquille, investis du devoir de tracer la destinée du peuple québécois. Conséquemment, la presse de langue française traite les débats idéologiques plus sérieusement que ne le fait la presse anglophone. Cette orientation s'est aussi manifestée dans l'activité syndicale des journalistes soucieux d'obtenir un plus grand droit de regard sur le processus rédactionnel. Elle se traduit en outre par leur tendance à se prémunir contre toute présence étrangère et à s'identifier fortement à la collectivité québécoise. (Clift dans Stewart, 1980, pp. 205-218) La presse anglophone au Québec tend, elle aussi, à s'identifier à sa collectivité.

Jacques Benjamin (1980) note que la presse francophone au Québec tend à refléter le consensus social réalisé par le gouvernement du jour. Il y a eu des exceptions à cette règle — vers la fin des années cinquante, comme entre 1968 et 1976 — lorsque le consensus fut ébranlé. Il fut rétabli en 1976, alors que journalistes et politiciens péquistes estimaient faire partie de la même famille. Le référendum a toutefois placé les choses dans une perspective plus large et l'opposition reçoit dorénavant une couverture raisonnable.

Les diverses influences dont nous avons fait état dans le présent chapitre servent à illustrer la complexité du processus de détermination du contenu des quotidiens. La propriété et la concurrence ne sont que deux des nombreux facteurs en jeu. En vérité, il se peut fort bien que les conventions et les pratiques journalistiques constituent le facteur le plus important à ce chapitre.

4. Conventions et pratiques journalistiques

Selon toute probabilité, les influences les plus déterminantes sur le contenu des quotidiens au jour le jour proviennent des traditions et des modes du journalisme canadien. Bien qu'il y ait peu d'études systématiques pour le Canada, les entrevues et les écrits des gens de la profession ont montré à l'évidence que la définition des nouvelles est cruciale. Comme le disait Anthony Westell (1977, p. 79), «tout ce qui est nouveau, paradoxal, dramatique, incongru, révoltant ou important constitue la nouvelle et sera rapporté, que cela plaise ou non au propriétaire, à de rares exceptions près [. . .]». Il admet cependant que la définition de ce qui constitue la nouvelle tend à se concentrer sur les abus du gouvernement plutôt que sur ceux du secteur privé, reflétant ainsi l'idéologie dominante de l'élite économique canadienne. De même, les modèles standards de la sélection des nouvelles tendent à exclure l'information et le commentaire qui s'opposent de façon notable à cette idéologie

(sauf dans le cas de confrontations qui ne peuvent être passées sous silence). Surtout de façon indirecte, les propriétaires de quotidiens renforcent ce modèle en récompensant les journalistes qui respectent les règles du jeu. Une des conséquences de cette situation est que les nouvelles comportent une structure d'analyse des affaires publiques relativement uniforme qui renforce les perspectives dominantes, comme l'incompétence administrative du gouvernement comparativement au secteur privé, malgré le succès de plusieurs sociétés de la Couronne. Il importe de noter, cependant, que les journalistes conservent une latitude considérable.

De l'avis de Westell (1977, p. 80), la définition conventionnelle de la nouvelle:

> favorise souvent la rapidité au détriment de la perfection, la brièveté au détriment de l'explication, le sensationalisme plutôt que la sobriété, l'instantanéité au lieu du sens de la perspective, l'événement plutôt que la tendance, la banalité divertissante au détriment de la nouvelle plus difficile mais importante [. . .].

Ces critères semblent être communs à toute l'industrie, bien que l'accent qu'on y place varie beaucoup. Comme la plupart des gens de la profession, peu de journalistes remettent en question les règles établies. Andrew M. Osler (1976, p. 21) a constaté que «peu de gens de la profession semblent s'arrêter à penser à la nature du rôle informatif qu'ils sont sensés jouer au sein de la collectivité et aux responsabilités qu'il comporte». Etant donné le manque de réflexion de nombre de journalistes, les pratiques relatives aux nouvelles changent lentement, à moins qu'elles ne soient bousculées par une crise du marché ou anéanties par une nouvelle mode, par exemple le faible regain d'enthousiasme pour le journalisme concurrentiel auquel l'affaire du Watergate a donné lieu. Les idiosyncrasies sont aussi des facteurs qui tiennent un rôle important. Les marottes personnelles des rédacteurs en chef et des journalistes, en ce qui a trait aux primeurs, peuvent en outre avoir une influence considérable sur la définition des nouvelles.

Dans la majorité des quotidiens, les principaux rédacteurs en chef établissent les lignes directrices relatives à la couverture, davantage en posant des gestes qu'en émettant des notes de service à cet égard. Au Québec, cependant, les syndicats des journalistes ont commencé, ces dernières années, à défier les structures hiérarchiques traditionnelles, à exiger une certaine participation dans l'élaboration des orientations politiques et dans le choix de la nouvelle faits par leurs superviseurs, et à revendiquer le droit d'exprimer leurs opinions politiques personnelles par le biais des chroniques qu'ils signent. On a laissé entendre que les syndicats faisant autorité au Québec ont réussi, dans une certaine mesure, à neutraliser les effets de la concentration de la propriété en empêchant des réductions de personnel et en négociant des arrangements contractuels qui permettent aux journalistes de surveiller le traitement de leurs articles. (Blais et Crête, 1981 a) Il est des cas où certains contrats accordent aux journalistes le droit de réviser les changements apportés à leurs textes et d'éliminer leur propre titre des articles remaniés sans leur consentement. (Allaire et Miller, 1979, p. 56) L'accroissement du professionnalisme des journalistes connaîtra probablement une évolution considérable au cours des années 1980, l'établissement de normes professionnelles bien définies constituant un rempart contre l'homogénéisation des perspectives permise par la direction. Au Canada anglais, cependant, pareille évolution ne semble pas imminente.

5. Conclusion

Comme nous l'avons vu, les effets négatifs de l'appartenance à des chaînes sur la couverture des affaires publiques, si tant est qu'ils existent, sont subtils et difficiles à évaluer. L'opposition à l'existence des chaînes tient à de rares exemples, à quelques preuves indirectes et à la possibilité évidente d'abus. Dans les prochains chapitres, nous traiterons des effets manifestes de la concentration de la propriété sur l'ensemble du système. Il semble que la concurrence influe sur le contenu des quotidiens à la fois de façon négative et positive. Elle sert surtout à en mesurer le rendement et à faire obstacle aux abus. Quoi qu'il en soit, comme nous avons tenté de le montrer, plusieurs autres facteurs entrent en jeu dans le processus de la sélection des nouvelles. Finalement, les influences les plus profondes semblent provenir (a) des traditions journalistiques pour le choix et la présentation des nouvelles; (b) du souci des rédacteurs en chef et des éditeurs d'attirer autant de lecteurs de classe moyenne que possible afin de plaire aux annonceurs et (c) de la disposition des propriétaires et de la direction à encourager un journalisme de qualité (et à en payer le prix). L'influence des propriétaires tient donc plus à leur engagement à l'égard de l'excellence rédactionnelle (ou à son absence), engagement que reflètent les budgets rédactionnels et les processus d'embauche et d'avancement, qu'à une intervention directe. Puisque les pressions extérieures qui s'exercent sur les quotidiens sont nombreuses et s'équilibrent souvent, il est fréquent que les rédacteurs en chef et les éditeurs jouissent d'une grande latitude, particulièrement dans les grands quotidiens dont le succès financier ne dépend pas d'abord du contenu rédactionnel. En fin de compte, nous n'obtenons pas tant la presse que nous méritons que celle que les éditeurs et les rédacteurs en chef sont disposés et en mesure de nous offrir.

Références

Allaire, Yvan, et Roger-Emile Miller, avec la collaboration de Paul Dell'Aniello, *L'entreprise de presse et la liberté d'information —Le cas de La Presse et de Power Corporation*, étude nº 23 de la Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés, 1978.

Benjamin, Jacques, «Les journalistes face au pouvoir politique québécois depuis 1960: une approche sociétale», texte révisé et mis à jour en vue du Congrès annuel de l'Association canadienne de recherche sociale appliquée, Montréal, le 4 juin 1980.

Blais, André, et Jean Crête, «La presse et les affaires publiques au Québec», étude, 1981, archives publiques (sous Fletcher).

——— «Les médias et la politique municipale dans deux villes du Québec», archives publiques, étude, 1981.

Bogart, Leo, «Editorial Ideals, Editorial Illusions», dans Anthony Smith, éd., *Newspapers and Democracy: International Essays on a Changing Medium*, MIT Press, 1980, pp. 247-267.

Charlebois, Carol, «The Structure of Federal-Provincial News», thèse de doctorat, département des sciences politiques, université York, 1977.

Clement, Wallace, *The Canadian Corporate Elite: An Analysis of Economic Power*, McClelland and Stewart, 1975.

Clift, Dominique, «French Journalism in Québec: Solidarity on a Pedestal», dans Walter Stewart, éd., *Canadian Newspapers: The Inside Story*, Hurtig, 1980, pp. 205-218.

Comité spécial du Sénat sur les communications de masse (présidé par l'honorable Keith Davey), *Rapport*, vol. 1, *Le miroir équivoque*, Ottawa, 1970.

Gottlieb, Daphne F., «The Media and Local Politics Coverage in Victoria», étude, archives publiques (sous Fletcher).

Keate, Stuart, *Paper Boy: The Memoirs of Stuart Keate*, Clarke, Irwin, 1980.

Lamb, James B., *Press Gang: Post-War Life in the World of Canadian Newspapers*, MacMillan of Canada, 1979.

King, Charles, «The Ottawa Press: The Profits of Parochialism», dans Stewart, *Canadian Newspapers: The Inside Story*, *op. cit.*, pp. 85-98.

MacGregor, Roy, «The Parliamentary Press Gallery: The Press We Deserve», *Ibid.*, pp. 191-204.

Midgley, Harry, «The Edmonton Journal: Soothing Along with Southam», *Ibid.*, pp. 157-180.

Osler, Andrew M., «A Descriptive Study of Perceptions and Attitudes Among Journalists in Ontario», dans *Report of the Royal Commission on Violence in the Communications Industry*, Toronto, Queen's Print for Ontario, 1976, vol. I, pp. 1-46.

Pasternak, Jack, *The Kitchener Market Fight*, Toronto, Samuel Stevens, Hakkert & Co., 1975.

Romanow, W.I., et W.C. Soderlund, «The Southam Press Acquisition of the Windsor Star: A Canadian Case Study of Change», *Gazette*, 24, pp. 255-270.

Silberberg, Ted, «Ownership as a Factor in News Content Determination: An Analysis of Coverage of Labour's Day of Protest in Seven Chain-owned Newspapers», thèse de maîtrise, département des sciences politiques, université York, 1978.

Smith, Anthony, *Goodbye Gutenberg: The Newspaper Revolution of the 1980's*, Oxford University Press, 1980.

Soderlund, W.C., W.I. Romanow, E.D. Briggs, et R.H. Wagenberg, «Newspaper Coverage of the 1979 Canadian Federal Election: The Impact of Region, Language and Chain-Ownership», document présenté à la deuxième assemblée annuelle de l'Association canadienne des communications, Halifax, mai 1981.

Stewart, Walter, «The Toronto Star: The Crazy Rat Syndrome», dans Stewart, *Canadian Newspapers*, pp. 111-126.

Thompson, Donald N., «Reshaping Canadian Newspaper Markets», *Business Quarterly*, hiver 1980, pp. 48-56.

Tuchman, Gaye, *Making News: A Study in the Construction of Reality*, New York, Free Press, 1978.

Westell, Anthony, *The New Society*, McClelland and Stewart, 1977.

4

Les tribunes de la presse et la couverture des affaires publiques

On a souvent commenté le rôle central de la tribune de la presse parlementaire à Ottawa et celui des 10 tribunes provinciales dans la couverture des affaires publiques canadiennes. En 1969, le Groupe de travail fédéral sur l'information gouvernementale (1969, vol. 2, pp. 115-119) a ainsi décrit la tribune d'Ottawa: «Incontestablement, il n'y a pas au Canada d'autre instrument de communication politique qui ait une importance comparable» et fait remarquer que ses membres bénéficient d'un certain nombre de privilèges que l'on n'accorde pas aux citoyens ordinaires, la tribune étant considérée comme une «annexe du Parlement», pour reprendre les termes de Mackenzie King. De fait, les journalistes qui travaillent dans les tribunes de la presse sont importants non seulement pour la dissémination de l'information gouvernementale, mais aussi pour le fonctionnement même de la démocratie parlementaire contemporaine: «La concurrence entre un gouvernement soucieux de bien paraître et des partis d'opposition qui s'efforcent de découvrir son talon d'Achille est primordiale pour le régime parlementaire, mais sans auditoire, elle est vide de sens. Ainsi, la tribune de la presse représente une partie nécessaire du système par l'entremise duquel l'Assemblée législative remplit sa fonction première, à savoir rendre le gouvernement responsable de ses actes.» (Fletcher, 1980, p. 248) La majeure partie de ce que les Canadiens connaissent du processus politique leur vient de la couverture quotidienne des nouvelles qu'assurent les correspondants de la tribune et leurs homologues au palier municipal. Les nouvelles et les commentaires qui proviennent de ces centres d'activité politique ont sans aucun doute une influence considérable sur le contenu et la qualité du débat public.

Le présent rapport analyse l'évolution des tribunes de la presse depuis le milieu des années cinquante et tente d'établir un rapprochement entre les modèles qui existent à l'heure actuelle et les trois grandes tendances qui se manifestent dans l'industrie de la presse: la croissance des grandes chaînes de quotidiens (concentration de la propriété); le déclin de la concurrence entre les quotidiens; l'importance croissante des nouvelles radiophoniques et, surtout, télédiffusées. Nous nous attachons au rôle changeant des correspondants des quotidiens dans l'exercice de leurs fonctions, leurs rapports réciproques et à l'égard de leurs sources ainsi qu'à

l'évaluation de la qualité de leur propre travail. Dans ce contexte, nous nous préoccupons tout particulièrement de deux problèmes relevés au chapitre 1: la conformité et la concentration rédactionnelles. En ce qui a trait à la concentration rédactionnelle (soit le choix des nouvelles et du commentaire relevant de quelques personnes), nous examinons l'évolution de la composition de la tribune de la presse et la structure du contrôle rédactionnel. Quant à la conformité et à son antithèse — la diversité dans la cueillette des nouvelles et de l'opinion —, nous étudions aussi bien les modèles qu'on retrouve au sein des tribunes que leurs répercussions. Enfin, nous émettons certains jugements provisoires concernant les effets de la concentration de la propriété, du déclin de la concurrence et de l'essor des nouvelles radiophoniques et télédiffusées sur la qualité de la couverture des affaires publiques.

Les observations dont nous faisons état ici se fondent sur l'analyse des listes des membres des onze tribunes de la presse (voir les tableaux à la fin du présent chapitre), sur des entrevues avec les membres de la tribune de la presse à Ottawa et avec ceux de huit des dix tribunes provinciales. Elles reposent par ailleurs sur les données des études sur la couverture des deux élections fédérales les plus récentes (études réalisées par les principaux auteurs du présent chapitre) contenant des entrevues de plus de 120 journalistes, rédacteurs en chef et éditeurs responsables de la couverture des élections, en plus des stratèges de partis, ainsi que sur un examen empirique du rendement des tribunes et d'autres sources secondaires pertinentes. A titre de comparaison, nous avons interviewé des journalistes de la presse écrite et de la presse parlée. Notre méthode d'entrevue nous a permis de nous concentrer sur le processus de la cueillette des nouvelles et sur les normes des journalistes et commentateurs de même que sur leur évaluation de leur travail et l'incidence des tendances de la propriété et de la concurrence. Nous avons aussi inclus des données tirées de notre enquête nationale sur les quotidiens. Il aurait été souhaitable de compléter notre examen en y intrégrant une analyse systématique de contenu, mais le temps et les ressources dont nous disposions ont rendu la chose impossible, outre le fait que cette démarche dépassait le cadre de notre mandat.

1. Le rôle des tribunes de la presse

Le Guide parlementaire canadien définit la tribune de la presse parlementaire comme étant un organisme indépendant, sujet à l'autorité du président pour les questions touchant la discipline et la gestion de la Chambre des communes. De fait, les tribunes de la presse sont si peu institutionnalisées, surtout au niveau provincial, qu'il est souvent difficile même d'obtenir la liste de leurs membres. Bien que la majorité des tribunes puissent décider de leur propre effectif, la pratique (étant donné que les journalistes de la radio et de la télévision ont gagné de longue date la bataille de l'adhésion à ces organismes) veut que l'on admette non seulement tous les journalistes désignés par les services de nouvelles pour couvrir les travaux de l'Etat et du Parlement, mais aussi les pigistes qui s'intéressent à ces questions. Les correspondants des tribunes jouent un rôle important en décidant des aspects du processus politique qui seront communiqués aux citoyens, en passant au crible tant l'information gouvernementale que celle des partis d'opposition, mais aussi en choisissant les autres nouvelles et événements à suivre. Ils offrent en outre à leur clientèle une interprétation des événements. Comme nous l'avons mentionné plus haut, ils représentent ainsi un lien vital entre les fonctionnaires et politiciens et les

électeurs. Jadis, les collectivités éloignées n'ayant pas accès aux choses de l'Etat, les comptes rendus sur l'activité gouvernementale présentés par les journaux constituaient une condition nécessaire de la participation du public. De nos jours, la complexité du gouvernement, avec ses nombreux ministères et agences spécialisés, confère à la couverture assurée par les média, spécialement celle des quotidiens, un caractère tout aussi essentiel. Il convient d'examiner dans quelle mesure la couverture assurée par les tribunes de la presse rencontre les besoins des citoyens.

Il y a une génération à peine, les tribunes de toutes les régions du pays étaient en général partisanes, les journalistes étant étroitement liés aux divers partis. Les premiers ministres, les ministres influents au sein du cabinet et les leaders de l'opposition avaient tous tendance à avoir des confidents parmi les journalistes, et on considérait les tribunes de la presse comme des genres de «clubs». (Pour plus de détails sur cette question, voir Fletcher, 1980, pp. 250-253 et Fletcher, 1977, pp. 100 - 101.) Au cours des dernières années, cependant, les relations entre les politiciens et la presse ont été marquées, des deux côtés, par un professionnalisme croissant, dû entre autres choses au déclin de la partialité de la presse. Ce professionnalisme a permis à tous les membres des tribunes de la presse d'avoir également accès à l'information de routine et, en général, a provoqué l'éloignement des journalistes et des politiciens, même dans les tribunes provinciales de moindre envergure. Bien qu'il soit essentiel aux bons journalistes de maintenir des contacts, ils semblent se préoccuper davantage de paraître impartiaux. En réalité, certains observateurs ont remarqué l'émergence d'un journalisme de contestation qui traite avec un extraordinaire cynisme tous les politiciens et les agences gouvernementales. Néanmoins, les journalistes demeurent dépendants de leurs sources d'information et sujets à manipulation. Les politiciens, pour leur part, ont toujours une influence considérable sur l'ordre du jour des média.

La couverture qu'assurent la majorité des correspondants des tribunes de la presse tend à se concentrer sur les travaux du Parlement, surtout la période des questions, et sur les chefs de partis. Certains correspondants soulignent les faits et gestes des députés qui représentent les circonscriptions de leurs zones de tirage. Quoique la tendance soit à la spécialisation dans de plus grands bureaux, où on assigne des journalistes à certains ministères ou agences en particulier, il est rare que l'on couvre de vastes domaines de l'activité gouvernementale. En fait, un des membres de la tribune de la presse ontarienne estime que 80 pour cent de l'activité de l'Etat ne bénéficie d'aucune attention de la part de la presse. Ce sont les tribunaux, les agences de réglementation, le processus bureaucratique de prise de décisions et d'élaboration des orientations politiques qui sont le plus négligés. Dans la plupart des cas, la prolifération des tribunes de la presse a pour seul effet d'accroître le nombre de journalistes couvrant les mêmes événements, souvent dans une même perspective. On a souvent souligné l'existence du phénomène de «l'inspiration identique» (Groupe de travail, 1969, vol. 2, p. 117) ou de ce qu'on a appelé «le journalisme de meute». (Il ne s'agit pas tant du fait que les journalistes conviennent de leurs évaluations des décisions politiques que du fait qu'ils traduisent un consensus sur les nouvelles importantes et sur la façon de les présenter.) Le rôle des tribunes de la presse se trouve limité par le manque de personnel et de compétence, les attentes des rédacteurs en chef, les secrets d'Etat et maints autres facteurs. Dans les parties qui suivent, nous examinerons ces facteurs plus en détail.

2. La composition des tribunes de la presse

Au cours des quelque 25 dernières années, il s'est produit d'importants changements dans l'effectif des tribunes de la presse. La naissance du journalisme radiophonique et télédiffusé, la complexité croissante du gouvernement et de l'intervention de l'Etat dans l'économie et la société ainsi que l'affluence grandissante des organes d'information sont tous des facteurs qui ont donné lieu à l'expansion des tribunes de la presse. Les changements survenus dans les formes de la propriété et de la concurrence ont en outre occasionné des modifications dans la composition des tribunes de la presse.

(i) La tribune de la presse parlementaire

Bien que l'essor des tribunes de la presse ne soit pas allé de pair avec l'expansion globale du gouvernement, leur croissance a tout de même été considérable. En général, l'augmentation du nombre de journalistes de la radio et de la télévision fut plus imposante au cours des 25 dernières années (leur représentation étant passé de 6 à 39 pour cent de l'effectif). Dans l'ensemble, le nombre des correspondants des quotidiens a été relativement stable au cours des deux dernières décennies. L'augmentation sensible du nombre de journalistes de la presse écrite, ces dernières années, reflète trois facteurs: l'expansion des principaux bureaux, la prolifération des pigistes, l'instauration d'un plus grand nombre d'agences de presse et l'adhésion de plusieurs journalistes étrangers. De 1959 à 1981, les bureaux de la Presse canadienne (de 13 à 30) et du *Star* de Toronto (de 4 à 9) ont connu l'augmentation la plus forte, alors que du côté de la presse parlée, ceux de Radio-Canada sont passés de 4 à 18. Le nombre des agences de presse a aussi augmenté, passant de 9 (soit près de 20 pour cent de tous les bureaux) à 23 (c'est-à-dire environ 33 pour cent de tous les bureaux), sans compter les six réseaux de télévision et leurs services de chroniques souscrites. Cette évolution s'est faite parallèlement à la diminution du nombre des bureaux ne comptant qu'une personne qui sont passés de 14 à 8, et à la représentation des quotidiens à l'extérieur du Québec et de l'Ontario, qui sont passés de 8 à 5. Ces tendances ne laissent pas d'inquiéter quant à la possibilité d'une homogénéisation et d'une centralisation de la couverture des événements politiques à l'échelle nationale.

Il semble assez clair que la couverture des questions régionales par les quotidiens depuis la capitale fédérale dépend d'abord de la Presse canadienne et de la capacité des services des chaînes, comme le service de nouvelles de Southam et celui de Thomson de satisfaire leurs abonnés. Les quotidiens du Nouveau-Brunswick, de l'Ile du Prince-Edouard et de Terre-Neuve sont sous-représentés à la tribune de la presse parlementaire et la plupart des autres provinces, en dehors du Québec et de l'Ontario, n'y sont représentées que par un bureau unique, d'ordinaire par un seul correspondant. Les quotidiens qui y furent déjà représentés, mais ne le sont plus, tombent de toute évidence dans deux catégories: (1) les journaux qui ont fermé leurs portes, comme le *Star* de Montréal, le *Journal* d'Ottawa, le *Telegram* de Toronto, le *Montréal-Matin*, et la *Tribune* de Winnipeg; (2) ceux qui furent acquis par des chaînes ou ont opté pour la couverture en équipe, comme le *Herald* de Lethbridge et l'*Evening Telegram* de Saint-Jean de Terre-Neuve. Certains quotidiens appartenant à des chaînes, cependant, maintiennent des correspondants en poste à Ottawa pour compléter le service des chroniques souscrites. Ce sont principalement les journaux Southam comme le *Star* de Windsor, la *Gazette* de Montréal, le *Citizen* d'Ottawa et

le *Sun* de Vancouver. Le *Citizen* est évidemment un cas spécial. A l'heure actuelle, il possède l'un des plus grands bureaux de la tribune de la presse parlementaire. Cela semble être une conséquence typique de la fermeture ou de la fusion de tout quotidien. Celui qui demeure augmente son équipe pour absorber une partie du personnel qui lui faisait concurrence, mais cette expansion est rarement de longue durée et, au bout d'une année ou deux, l'effectif se réduit, ce qui ramène les équipes à une dimension plus normale. La *Gazette* a restreint son personnel à Ottawa après s'être jointe à Southam. Le *Sun* pourrait bien faire de même. Les grands quotidiens de Thomson — le *Globe and Mail* de Toronto et la *Free Press* de Winnipeg — ont conservé de solides équipes à Ottawa depuis leur acquisition par Thomson.

Il y a déjà un certain temps qu'on s'inquiète du manque de représentation régionale à Ottawa. Le rapport du Groupe de travail sur l'information gouvernementale l'a souligné (1969, vol. 2, pp. 115-116) et un ancien correspondant à Ottawa du *Sun* de Vancouver estime qu'il s'agit là d'un problème sérieux (Ablett, 1979):

> [...] fondamentalement, les chaînes évincent les quotidiens régionaux pour ce qui est de la nécessité de présenter des reportages, des analyses et des commentaires sur les affaires nationales, dans la perspective des lecteurs de quotidiens. Les services des chaînes le font à leur place.
>
> Evidemment, ce que présentent les chaînes est nécessairement un compromis tenant compte du point de vue du rédacteur en chef de l'agence de presse sur les besoins collectifs des quotidiens de la chaîne et non pas sur les besoins individuels de chacun.

Bien qu'il existe des mécanismes par lesquels chacun des quotidiens de la chaîne pourrait s'adapter «à une production plus homogène des chaînes [afin de satisfaire] aux besoins des lecteurs», en effectuant par exemple une révision soignée des articles, complétée d'appels à Ottawa, on y a rarement recours dans la pratique. Après tout, «la raison d'être des services de nouvelles des chaînes est d'en arriver à ce que moins de gens fassent, et, partant, à un coût moindre, le même travail, pour plus de journaux». Les quotidiens appartenant à des chaînes qui ont conservé leurs propres correspondants à Ottawa ont sans aucun doute dû résister à des pressions afin d'utiliser ailleurs ces ressources. Certains quotidiens appartenant aux grandes chaînes ont résolu d'envoyer régulièrement leurs journalistes spécialistes à Ottawa pour suivre les événements à l'échelle nationale dans les domaines auxquels ils s'intéressent particulièrement. Ils ont ainsi un certain avantage sur les correspondants résidents qui, parfois, perdent leur perspective régionale. D'autre part, il est difficile pour les journalistes «parachutés» de suivre l'évolution des événements et de saisir les nuances des guerres intestines qui se déroulent à Ottawa. Le service de nouvelles de Thomson existe principalement pour remplir les demandes particulières de ses journaux membres. Deux grands problèmes affaiblissent l'utilité de cette solution. D'abord, les rédacteurs en chef estiment qu'il leur est difficile de suivre les événements à Ottawa d'assez près pour savoir quelle information demander. En second lieu, les journalistes d'Ottawa manquent de connaissances quant aux intérêts régionaux particuliers des lecteurs de quelque journal que ce soit.

L'augmentation du nombre des agences de presse et journalistes attachés à des revues spécialisées, de même que la prolifération des pigistes, sont tous des aspects de la tendance générale à s'éloigner du reportage régionalisé. Alors que certains pigistes

et agences de presse ne font que remplacer les correspondants d'entreprises individuelles, d'aucuns offrent une couverture spécialisée d'institutions particulières ou de domaines précis. La disponibilité de pareil service spécialisé n'est pas encore très grande et nous ne disposons pas de données nous permettant de mesurer si leur usage est très répandu. Il peut cependant se révéler une façon efficace de s'adapter aux changements qui surviennent au sein même du gouvernement. Le principe des porte-parole régionaux au sein du cabinet fédéral s'étant grandement atténué depuis les dernières années, les fonctions des correspondants régionaux sont devenues beaucoup moins claires. Des mémoires publiés par des correspondants à Ottawa, qui y ont travaillé de 1930 à 1950, montrent à l'évidence à quel point les liens entre les porte-parole régionaux des partis et les journalistes sont étroits. (Voir, par exemple, Gray, 1978, pp. 181 *sqq.*) Tant le gouvernement que la presse à Ottawa peuvent se concentrer davantage sur certaines questions ou institutions plutôt que sur les régions.

Ces tendances — qui sont étroitement liées à la concentration de la propriété — peuvent donner lieu à une plus grande similitude dans la couverture des événements de la région d'Ottawa, d'un bout à l'autre du pays, mais elles ne servent pas nécessairement à faire valoir la cohérence nationale. Il est un principe bien établi en théorie des communications, à savoir que pour influencer les attitudes — sans parler de retenir l'attention — les messages doivent être considérés pertinents à l'auditoire visé. La couverture qui semble s'éloigner des préoccupations régionales n'aura vraisemblablement que peu d'effets.

Le tableau sur l'effectif des tribunes de la presse omet une importante tendance décelée dans la composition des tribunes: les journalistes membres sont plus jeunes et ont moins d'expérience, et le taux de roulement du personnel a augmenté, pour atteindre 40 pour cent par année, selon les estimations des dernières années. Bien que les jeunes journalistes qui entrent à la tribune aient une formation plus sûre que leurs prédécesseurs, ils manquent — d'après certains membres de longue date — de connaissances de l'histoire politique canadienne et du fonctionnement du régime parlementaire. Fait peut-être plus important, cette tendance indique que le fait de devenir correspondant à Ottawa ne constitue plus, pour le journaliste, la consécration de sa carrière. La croyance selon laquelle une assignation à Ottawa représente pour les journalistes une étape leur permettant de devenir rédacteur en chef ou éditeur n'a plus sa raison d'être. Ablett (1979) estime que l'absence d'une présence sur la scène nationale est l'une des nombreuses forces qui concourent à «rétrécir et intérioriser les horizons des quotidiens régionaux du pays». On a beau avoir amélioré la couverture d'Ottawa au cours des vingt dernières années et, en particulier, disposer de plus d'analyses spécialisées, il n'en reste pas moins que les journalistes doivent se battre pour obtenir l'espace nécessaire à la parution de leurs articles dans les quotidiens régionaux, articles qui sont souvent rejetés ou mis au panier. Cet état de choses reflète par ailleurs la réduction de la priorité accordée à la couverture politique, réduction qui a accompagné la fin de la presse partisane. Plusieurs des membres des tribunes de diverses régions du pays nous ont dit avoir dû lutter pour obtenir l'espace requis pour leurs articles, en regard des études de marché qui semblent favoriser les grands reportages au détriment des articles de fond et des commentaires politiques.

Le service de la PC, composé de 30 rédacteurs en chef et rédacteurs, assure la couverture du plus grand nombre d'aspects possible des travaux de l'Etat et du

Parlement, dans les deux langues officielles. Quatre journalistes couvrent la Chambre des communes et le Sénat, deux ont des assignations politiques générales et 17 ont à suivre des dossiers spécifiques, pour la plupart des portefeuilles ministériels. Bien que leur fonction première soit celle de dépêcher rapidement l'essentiel de leur article, on recommande aux journalistes d'être sensibles aux nuances régionales. Et pourtant, ils se concentrent toujours sur l'aspect national. Théoriquement, le service de la PC, vaste et complet, peut libérer les autres correspondants de la couverture de base, leur permettant d'assurer une couverture régionale ou de fouiller certains sujets plus en profondeur. Dans la pratique, la majorité des petits bureaux tendent à offrir une couverture au jour le jour fort semblable à celle de la PC, avec peut-être un peu plus de couleur, de profondeur ou de perspective régionale. Le service de nouvelles de Southam — avec son personnel de neuf personnes — met l'accent sur l'interprétation, l'analyse et le commentaire, comme le font quelques-uns des grands bureaux desservant des quotidiens individuels.

A la tribune de la presse parlementaire, les grands bureaux sont ceux qui comptent quatre membres ou plus pour desservir les «média nationaux»: Radio-Canada et CTV, le *Globe and Mail* de Toronto, le *Star* de Toronto, le *Maclean's*, *La Presse* et, malgré sa taille réduite, *Le Devoir*. Les services de moindre envergure ont peu d'occasions d'assurer une couverture spécialisée ou de se livrer au journalisme d'enquête, étant occupés à la couverture de routine ou à la rédaction d'articles sur les membres de l'administration locale. Les grands bureaux ont une influence considérable sur les autres correspondants, dont ceux de la PC, et contribuent à établir l'ordre du jour de la couverture et du commentaire pour les travaux du gouvernement et du Parlement. Tous les membres des diverses tribunes, sauf un, dont nos entrevues ont permis de vérifier l'ascendant, travaillent dans un grand bureau. Douglas Fisher, chroniqueur dont les articles sont souscrits par l'entremise du *Sun* de Toronto, constitue la seule exception. La relation entre les ressources fournies par les agences de presse et leur influence est claire.

De plus en plus, comme nous l'avons vu, les agences de presse constituent un élément essentiel de la composition des tribunes. Outre la PC, les principaux services de dépêches sont United Press Canada (UPC), Southam News Service (SNS) et Thomson News Service (TNS). UPC est un service commercial relativement petit qui dessert principalement le *Sun* de Toronto et ses filiales albertaines (propriété du *Sun*) de même que quelques autres petits quotidiens, tout en complétant le service d'un certain nombre d'autres quotidiens. Les cinq journalistes de son bureau d'Ottawa se spécialisent dans les comptes rendus brefs et éclairés des principaux événements du jour. SNS dessert 14 quotidiens appartenant à Southam. Fondé vers la fin des années vingt, le service regroupe neuf rédacteurs à Ottawa, dont deux chroniqueurs reconnus — Charles Lynch et Allan Fotheringham — et des spécialistes qui rédigent à la fois les nouvelles et des analyses. Les articles de Christopher Young et de Don McGillivray sont aussi très populaires. Les rédacteurs en chef de tout le pays se félicitent de la collaboration des chroniqueurs, mais déplorent le manque de perspective régionale. Les rédacteurs de SNS se plaignent du fait que plusieurs rédacteurs en chef n'utilisent pas leurs analyses, préférant les articles équivalents de la PC. TNS maintient deux journalistes en poste à Ottawa, principalement pour fournir des articles locaux aux petits quotidiens de Thomson, et un chroniqueur des affaires nationales, Stewart McLeod, qui rédige cinq articles par

semaine. Une enquête révèle que la majorité — mais non l'ensemble — des petits quotidiens de Thomson en font usage. Les journalistes ne couvrent pas les événements généraux, à moins qu'un journal membre ne l'exige. Leur rôle consiste exclusivement à faire fonction de service optionnel pour les quotidiens membres qui envoient leur propre personnel à Ottawa.

La dissolution du service de nouvelles de FP, après l'achat des publications FP par la chaîne Thomson, a donné lieu à une réduction remarquable de la concurrence au sein de la tribune de la presse parlementaire. Composé de cinq journalistes, dont certains ont acquis une réputation nationale, et de deux chroniqueurs reconnus (Allan Fotheringham et Doug Small), le service de FP semblait en mesure de livrer une concurrence directe au service de nouvelles de Southam. L'un comme l'autre se sont préparés, avec un soin inhabituel, à couvrir la campagne électorale fédérale de 1980 et nous nous sommes laissé dire que cette concurrence a incité Southam à envisager l'expansion de son service. Certes, on aurait pu s'attendre que l'existence de deux grandes agences de presse concurrentielles, spécialisées dans l'analyse et le commentaire, augmente la diversité des perspectives dont on dispose sur les affaires nationales. TNS n'a fait aucun effort pour combler le vide laissé par la perte du service de nouvelles de FP et, de fait, n'a pas occupé les lieux délaissés par le service disparu, quoique le bail fut encore valide pour quelque temps, parce que, nous a-t-on dit: «C'est trop bien pour notre personnel. Cela pourrait lui donner des idées.» Même s'il s'est joint au monde des grands quotidiens, le groupe Thomson continue de faire montre d'une certaine étroitesse d'esprit.

Bien que la tribune de la presse parlementaire se soit passablement agrandie, une bonne moitié des quotidiens du pays comptent exclusivement sur la PC pour la couverture d'Ottawa. En réalité, moins de 20 pour cent d'entre eux ont des correspondants à Ottawa, tandis qu'un autre tiers de ces journaux complètent la couverture de la PC par une couverture en équipe, des chroniques souscrites ou des visites de leurs journalistes. Le tirage est de toute évidence le principal facteur en jeu. Près des deux tiers des quotidiens dont le tirage atteint plus de 100 000 exemplaires maintiennent une certaine présence à Ottawa, le reste complétant systématiquement, sans exception, la couverture de la PC d'une façon quelconque. Toutefois, plus de la moitié des quotidiens dont le tirage est inférieur à 100 000 comptent exclusivement sur la PC, six pour cent d'entre eux seulement revendiquant une représentation dans la capitale nationale. Les petits quotidiens indépendants et les journaux locaux appartenant à des chaînes auront vraisemblablement recours exclusivement à la PC, alors que les quotidiens de Thomson ont tendance à faire presqu'uniquement usage de la PC et du service de nouvelles de Thomson. Même les petits quotidiens de Southam utilisent régulièrement l'excellent service de nouvelles de Southam. Plusieurs quotidiens de taille moyenne complètent le service de dépêches par un ou plusieurs services de chroniques souscrites.

Bien qu'il y ait désormais plusieurs chroniqueurs et commentateurs spécialisés à Ottawa, l'attention porte principalement sur les chroniqueurs prestigieux, dont le nombre diminue. Leur autorité est décuplée par les services de chroniques souscrites, des apparitions régulières à la radio et à la télévision et le fait qu'ils sont lus par leurs collègues de la tribune. Murray Goldblatt (1979) estime que «de nos jours, les chroniqueurs ont plus de crédit dans la presse écrite que leurs rédacteurs en chef». Bien qu'il n'existe aujourd'hui aucun chroniqueur de l'envergure d'un Peter

Newman, il en est près d'une demi-douzaine qui ont une influence considérable dans la presse de langue anglaise. Richard Gwyn est celui dont les articles sont le plus accessibles, puisqu'il rejoint à l'heure actuelle environ 50 pour cent des lecteurs anglophones, par le biais du *Star* de Toronto et des services de chroniques souscrites. Sa chronique est la seule à être distribuée dans toutes les régions. Les articles des deux chroniqueurs de Southam — Charles Lynch et Allan Fotheringham — paraissent dans pratiquement tous les journaux Southam et dans quelques autres. Ils sont accessibles à près de 35 pour cent des lecteurs de langue anglaise. Geoffrey Stevens est un autre chroniqueur qui fait autorité, en partie parce que ses articles occupent l'espace principal du *Globe and Mail* et en partie à cause de la réputation qu'il s'est acquise par ses analyses astucieuses. Sa clientèle appartient à l'élite des lecteurs du *Globe*. (Stevens a quitté Ottawa, en mai 1981, pour devenir rédacteur en chef national du *Globe and Mail*. Michael Valpy, ancien éditorialiste du *Globe* et, ces dernières années, chroniqueur du *Sun* de Vancouver dans la capitale nationale, lui a succédé.) Les seuls autres chroniqueurs ayant une vaste clientèle sont Douglas Fisher, qui rejoint environ 12 pour cent des lecteurs de langue anglaise par l'intermédiaire du *Sun* de Toronto et des services de chroniques souscrites, et Stewart McLeod, chroniqueur du service de nouvelles de Thomson, pouvant rejoindre près de six pour cent des lecteurs. D'autres chroniqueurs exercent une influence à Ottawa, malgré leur manque de lecteurs à l'échelle nationale, comme W. A. Wilson, ancien chroniqueur du *Star* de Montréal, maintenant pigiste, et George Bain, longtemps chroniqueur à Ottawa et qui présente aujourd'hui, depuis Halifax, des commentaires hebdomadaires sur les affaires nationales. Christopher Young et Don McGillivray de Southam ont aussi leurs adeptes. (Young a quitté Ottawa pour devenir correspondant à Londres en septembre 1981.) Certaines revues ont des rédacteurs qui commentent les affaires nationales, mais aucun n'a une importance particulière à l'échelle nationale. La presse francophone, pour sa part, emploie des commentateurs réguliers. Normand Girard par exemple, dont les articles paraissent régulièrement dans les journaux Péladeau, est beaucoup lu.

Compte tenu du nombre décroissant des correspondants individuels, ces commentateurs tendent à donner le ton de l'interprétation des principaux événements politiques pour le Canada anglais. Ce sont tous des journalistes hautement compétents, chacun ayant ses forces et ses faiblesses, mais ils ne représentent qu'un ordre idéologique très restreint. A l'exception des articles de Barbara Amiel dans le *Maclean's* et d'une chronique locale occasionnelle présentée dans une perspective «anti-establishment», il existe peu d'écrits sur les affaires publiques au Canada qui défient la sagesse conventionnelle. Mis à part le fait qu'il s'agit sans exception d'individus de plus de quarante ans, les antécédents de ces journalistes sont fort divers. Tous, sauf un, rédigent leurs articles depuis Ottawa et la plupart des autres articles de langue anglaise sur les affaires publiques proviennent de Toronto. Peu de commentaires efficaces émanent de l'extérieur du Canada central, quoique le *Globe and Mail* et les correspondants régionaux de Southam se soient améliorés dernièrement à cet égard. Comme le disait David Ablett (1979) dans un discours prononcé à Vancouver: «L'axe des communications au pays va de Toronto à Ottawa, le Canada français comportant un axe secondaire Montréal-Ottawa. Les principes directeurs du débat politique irradient de cet axe vers toutes les régions. Ce qui en revient n'a — pour parler franchement — qu'une importance minime dans

l'établissement des lignes directrices du débat politique national. Les communications ne sont pas bilatérales.» La presse régionale est rarement lue à Ottawa, que ce soit par les politiciens ou les journalistes, et on ne la prend pas souvent au sérieux. Bref, malgré l'excellence de chacun des chroniqueurs à Ottawa, leur apport tant à la vitalité du débat démocratique qu'à la cohérence nationale est limité, surtout en raison de leur nombre et des sujets auxquels ils accordent le plus d'attention.

Comme nous l'avons vu, malgré la croissance de l'effectif des tribunes de la presse, la couverture d'Ottawa, accessible à la majorité des quotidiens du pays, reflète de plus en plus les jugements de quelques rédacteurs et rédacteurs en chef. Les questions cruciales tournent autour de la concentration rédactionnelle en regard de la diversité de perspectives dans la présentation à la fois de la nouvelle et du commentaire, et du manque de diversité régionale. Bien que la combinaison de la PC, des agences de presse appartenant à des chaînes, des chroniques souscrites et des pigistes offre aux rédacteurs en chef audacieux un choix raisonnable d'articles, notre enquête des quotidiens révèle que peu en profitent, malgré les plaintes de certains rédacteurs en chef au sujet de la couverture de la PC. De toute façon, la diversité de perspectives demeure limitée. Reste à voir si, par une plus ample utilisation des commentaires des spécialistes et porte-parole de groupes d'intérêts particuliers, ainsi que ceux des experts pigistes, les grands quotidiens pourront compenser l'insuffisance des perspectives offertes par les commentateurs réguliers et s'attirer des lecteurs assidus.

(ii) Les tribunes de la presse provinciales

Etant donné l'importance grandissante des gouvernements provinciaux, ces dernières années, plusieurs entreprises de presse ont renforcé leur couverture, bien qu'elle soit toujours de beaucoup plus faible dans la plupart des provinces qu'à Ottawa. La majorité des tribunes sont relativement petites et leur organisation comme le processus de la cueillette des nouvelles y sont moins formels qu'à Ottawa. Souvent, les installations suffisent à peine et la majorité des bureaux manquent de personnel, même dans les grandes tribunes de l'Ontario et du Québec. Le Québec, avec 102 membres (dont 90 actifs), possède la tribune provinciale la plus importante, suivi de l'Ontario, avec 71 correspondants (dont 45 sont actifs). La taille des autres diffère; l'Ile du Prince-Edouard en a 11 et la Saskatchewan en compte jusqu'à 39. (Un membre «actif» d'une tribune de la presse est celui ou celle pour qui la couverture de la politique et du gouvernement constitue le principal travail.) Les modes de fonctionnement varient considérablement selon la taille de l'entreprise, mais toutes ont en commun des caractéristiques sur lesquelles nous nous attarderons dans le cadre du présent examen.

Pour ce qui est de la composition, toutes les tribunes, sauf celle du Manitoba, ont connu une croissance semblable à celle d'Ottawa. Au Manitoba, la diminution du nombre des correspondants des quotidiens fait contrepoids à l'augmentation des radiodiffuseurs. En revanche, plusieurs tribunes ont connu un essor prodigieux, surtout en Saskatchewan (où elles sont passées de 7 à 39), au Québec (de 17 à 102), en Nouvelle-Ecosse (de 3 à 22) et à l'Ile du Prince-Edouard (de 2 à 11). Sauf au Québec, cette poussée est imputable à deux principaux facteurs, soit l'augmentation de la taille des principales entreprises de presse et la prolifération des services de radio et de télédiffusion (les services de Radio-Canada ayant aussi augmenté). Le

Québec et l'Alberta ont nettement accru le nombre de leurs correspondants à l'extérieur de la province, surtout à cause de leur rôle dans les conflits fédéraux-provinciaux. L'Alberta est, de fait, la seule province à avoir enregistré un accroissement appréciable de ses services de nouvelles, principalement à cause de l'apparition des journalistes du *Globe and Mail*, du service de nouvelles de Southam et d'autres agences. De fait, les tribunes de l'Alberta (quatre bureaux) et du Québec (six bureaux) sont les seules à avoir une représentation notable provenant de l'extérieur de la province. La Nouvelle-Ecosse possède deux bureaux du genre, comme l'Ontario, qui emploient des correspondants attachés à des publications à tirage national dont le siège social est situé à Toronto. La Colombie-Britannique avait des correspondants à l'extérieur de la province durant le règne du Nouveau parti démocratique (1972-1975), mais n'en avait pas en 1981. De façon générale, les moyens de mettre sur pied un système interprovincial de diffusion de la nouvelle et de l'interprétation semblent plutôt minces, étant donné l'importance des différences régionales dans la vie politique canadienne.

Celles des deux plus grandes provinces mises à part, les tribunes de la presse sont dominées par un ou deux grands bureaux et ne disposent que de très petits bureaux de la PC. Il n'y a concurrence entre plusieurs grands bureaux et un contingent appréciable de la PC qu'en Ontario et au Québec, de sorte que ces tribunes y ont une structure semblable à celle qu'on trouve à Ottawa. En Ontario, la concurrence ne s'établit pas uniquement entre le *Star* et le *Globe and Mail* de Toronto, mais aussi avec Radio-Canada et Thomson de même qu'avec d'autres petits bureaux dynamiques. Dans la majorité des tribunes provinciales, le principal quotidien de la ville domine, donnant le ton à la majeure partie de la couverture et contribuant dans une large mesure au reportage d'enquête et au commentaire. Les petits quotidiens sont, au mieux, desservis par un bureau employant un seul journaliste et comptent le plus souvent sur la PC, dont le service est parfois complété par un journal membre à temps partiel, des visites occasionnelles d'un journaliste au service dudit quotidien ou, encore, par un service de chroniques souscrites ou l'apport d'un pigiste. En Colombie-Britannique, par exemple, un pigiste à temps partiel dessert cinq des quotidiens Thomson, leur envoyant principalement des articles pertinents sur le plan local. En revanche, le service de nouvelles de Thomson entretient un bureau de trois personnes à Queen's Park, en Ontario, lequel fournit trois fois la semaine des chroniques et des reportages locaux aux nombreux petits quotidiens que Thomson possède dans la province.

La prédominance des bureaux représentant un grand quotidien ou deux, dans chaque province, se trouve renforcée par d'autres facteurs, dont une diminution du nombre des quotidiens représentés, l'absence relative de formation et d'expérience formelles parmi les journalistes de la radio et de la télévision, un taux de roulement élevé au sein des membres des tribunes de la presse, l'absence de concurrence entre les grands bureaux, le service restreint offert par la PC, et le fait que dans plusieurs tribunes, plus de la moitié des journalistes ne s'y trouvent que lors des sessions des assemblées législatives. De façon générale, seuls un quotidien ou deux, et peut-être Radio-Canada, ont plus d'un correspondant. La PC n'ayant d'ordinaire qu'un journaliste en poste, lequel n'est parfois présent que durant la session, les autres correspondants doivent s'occuper de la couverture de routine. Contrairement à Ottawa, les provinces n'ont pas connu d'expansion notable de leur représentation au

sein des agences de presse. Le taux de roulement élevé du personnel signifie sans doute que les tribunes ont une mémoire collective plutôt courte ou que celle-ci repose sur un ou deux vétérans, lesquels sont généralement des correspondants de longue date des petits quotidiens. Les journalistes de la radio et de la télévision changent très rapidement et manquent souvent autant de connaissances que d'intérêt pour le gouvernement et la politique. Le fait qu'ils constituent la majorité dans toutes les tribunes provinciales, sauf dans trois, réduit les compétences collectives disponibles. L'Alberta, la Saskatchewan et l'Ontario représentent les exceptions, les grandes entreprises de presse et les représentants de publications spécialisées qui s'y trouvent faisant la différence. Même lorsqu'il y a des journalistes de la radio et de la télévision hautement compétents, par exemple dans certains bureaux de Radio-Canada et dans quelques entreprises privées de radio et de télévision (tel BCTV à Victoria), les limites que comportent les nouvelles radiophoniques et télédiffusées les empêchent de fournir le genre d'analyse que les meilleurs quotidiens peuvent offrir.

Rares sont les agences de presse qui offrent une solution de rechange appréciable au service de la PC, ou viennent le compléter, au palier provincial. Southam News a un journaliste à plein temps dans chacune des trois tribunes des assemblées législatives — en Alberta, au Manitoba et au Québec — et un journaliste à temps partiel en Colombie-Britannique. Il possède en outre des bureaux à Vancouver et à Toronto. Southam a des correspondants en Colombie-Britannique, en Alberta, en Ontario et au Québec, qui, à titre de correspondants régionaux généraux, ont pour mandat d'assurer la couverture des affaires provinciales. TNS n'est représenté que dans deux tribunes provinciales, soit en Ontario, où sa présence est remarquable, et en Colombie-Britannique.

En examinant la situation du point de vue des quotidiens individuels, nous avons constaté que près du tiers seulement maintiennent leur propre correspondant en poste dans une tribune provinciale (et certains d'entre eux font partie des journaux Thomson dont les rédacteurs en chef estiment que TNS ne représente pas convenablement leurs intérêts). Environ la moitié des quotidiens comptent sur la PC pour la couverture des affaires provinciales, alors qu'un autre 20 pour cent complètent la couverture de la PC par un service de chroniques souscrites, des reportages spéciaux de pigistes ou d'occasionnelles visites de leur personnel à l'Assemblée législative de la province et que près de 60 pour cent comptent exclusivement sur la PC. Au chapitre de la propriété, les petits quotidiens indépendants et les membres de petites chaînes, comme Sterling, ont en général, exclusivement recours à la PC. Presque tous les quotidiens de Thomson dont le tirage est inférieur à 100 000 s'en remettent uniquement à la PC et à TNS. De toute évidence, l'élément en jeu est le tirage.

Tant à la tribune fédérale que dans les tribunes provinciales, la tendance est à l'augmentation de la concentration rédactionnelle et à la réduction de la concurrence. Bien que les bureaux de presse soient nombreux à Ottawa, peu d'entre eux dominent. Et cela est encore plus vrai des bureaux provinciaux. Les répercussions de la récente affaire de la fermeture et de la fusion de quotidiens se sont surtout fait sentir dans les tribunes provinciales, où la concurrence entre trois ou quatre grands bureaux a fait place à la prédominance d'un bureau ou deux. Généralement, les meilleurs services surveillent le travail des autres bureaux, ce qui les aide à évaluer leur propre rendement, mais la véritable concurrence est rare. Le manque de

diversité idéologique parmi les chroniqueurs d'Ottawa est remarquable et, sur la scène provinciale, il n'y a, de fait, que très peu de chroniqueurs. A quelques exceptions près, les chroniqueurs provinciaux ne jouissent pas de la même influence que ceux d'Ottawa, peut-être parce que leurs chroniques sont rarement souscrites. Bien que le service de nouvelles de Southam ait grandement contribué à l'analyse et au commentaire en provenance d'Ottawa, il est clair que, dans l'ensemble, la concentration de la propriété a réduit la diversité régionale de la couverture. Southam excepté, les services des chaînes ont très peu apporté à la couverture des affaires publiques à quelque palier que ce soit. Certaines chaînes régionales, comme Irving et Sterling, n'ont fait aucun effort en ce sens.

3. Les tribunes à l'œuvre

En examinant le fonctionnement actuel des tribunes de la presse, nous nous sommes attachés aux fonctions particulières des correspondants des quotidiens, de même qu'aux différences entre les sources d'information et les méthodes de travail des divers genres de bureaux.

(i) La tribune de la presse parlementaire

Quoique la plupart des journalistes se considèrent comme des interprètes autant que des reporters de l'information (plusieurs estiment aussi en être les «chiens de garde»), la mesure dans laquelle ils s'acquittent de leurs diverses fonctions dépend en grande partie du genre de bureau pour lequel ils travaillent. La majorité des journalistes estiment que leur responsabilité première est de faire rapport sur les principaux événements de l'heure et, si possible, de les placer en contexte tout en les reliant aux intérêts de leurs lecteurs. Ceux qui travaillent dans les petits bureaux et la plupart des journalistes de la radio et de la télévision estiment qu'ils n'ont guère le temps de faire autre chose. Il n'y a que les correspondants des grandes agences qui, libérés de l'obligation de servir de simple canal de diffusion de l'information, peuvent produire des reportages spécialisés et étoffés ou offrir une analyse en profondeur des événements. Parmi les radiodiffuseurs, seul Radio-Canada a les moyens de dépasser cette fonction première, qui consiste à diffuser les derniers communiqués ou déclarations des politiciens, pour s'occuper régulièrement d'orientations et de processus politiques. Tant CTV que Global font des efforts en ce sens, toutefois, et les trois réseaux anglais ont tenté de prendre un recul à l'égard des deux dernières campagnes électorales, pour faire rapport sur les stratégies des partis et offrir une analyse des questions en cause. Néanmoins, les quotidiens ont toujours la responsabilité première de présenter des reportages complets, des sujets bien documentés et mis en contexte, de même que des analyses et commentaires. Les nouvelles radiophoniques et télédiffusées, ainsi que les émissions d'affaires publiques, contribuent de plus en plus à l'établissement de l'ordre du jour, mais ce sont toujours les quotidiens qui présentent la profondeur et la constance nécessaires non seulement à la formation d'une société bien informée, mais aussi à l'efficacité des tribunes de la presse. Les journalistes de la radio et de la télévision eux-mêmes se fient principalement aux coupures de presse pour connaître le contexte des événements.

En établissant l'ordre de priorité de la couverture qu'ils assurent, les journalistes de la presse écrite ont, cependant, encore tendance à penser en termes «d'exclusivités» et songent surtout à ne pas rater d'événements importants. En conséquence,

l'attention porte encore beaucoup sur les travaux de routine de la Chambre des communes, en particulier la période des questions et des événements spéciaux tels que les conférences de presse du Premier ministre, les conférences fédérales-provinciales des premiers ministres, etc. Les journalistes des grands bureaux couvrent les ministères et agences, comme le font certains pigistes, mais peu sont soustraits à l'obligation d'envoyer des dépêches quotidiennes à leur journal. Les principaux bureaux qui suivent de près la production des autres, afin de s'assurer de ne rien manquer d'important, se livrent concurrence. Le *Globe and Mail* semble être le point de référence parce que la PC distribue chaque jour sous forme de dépêches une liste de ses articles.

Il n'est pas étonnant que l'origine des nouvelles et la valeur qu'on accorde aux diverses sources d'information varient énormément selon la taille des bureaux. Les journalistes des grands bureaux lancent d'eux-mêmes la plupart des nouvelles, parfois après avoir consulté leurs collègues ou le chef de pupitre. Les événements quotidiens qui se déroulent au Parlement ne comptent que pour 30 pour cent environ de toutes les nouvelles, quelques-unes étant tirées de communiqués et de rapports du gouvernement. Même lorsque ceux-ci sont à l'origine des nouvelles, ces dernières sont suivies d'interviews ou d'analyses minutieuses des documents. Les petits bureaux s'en tiennent beaucoup plus à la couverture routinière des événements quotidiens. Jusqu'à 70 pour cent des nouvelles disséminées par un petit bureau peuvent provenir de la couverture de routine. Il y a relativement peu de nouvelles spontanées ou proposées par le rédacteur en chef. La majorité sont tirées d'événements, de communiqués et des bulletins de nouvelles des autres média, c'est-à-dire des sources dont disposent les journalistes. L'insistance des rédacteurs en chef sur la couverture de routine est souvent si forte que certains correspondants — particulièrement ceux qui constituent le seul personnel d'un bureau — commencent à s'interroger sur leur utilité. «C'est comme si tout ce que mon éditeur voulait de moi était de pouvoir dire: c'est mon correspondant à Ottawa», comme le dit un de ces journalistes. On attache de l'importance aux entrevues des hauts fonctionnaires, mais ces derniers en accordent rarement aux journalistes des petits bureaux. Même ces journalistes contraints ont peu recours aux agents de relations avec la presse, sauf comme source d'information de routine. A cet égard, les choses n'ont guère changé depuis la publication du rapport du Groupe de travail sur l'information gouvernementale en 1969.

Tant la croissance du gouvernement que celle des tribunes de la presse s'est accompagnée d'un plus grand professionnalisme des relations entre journalistes et politiciens. L'importance accrue des intermédiaires a non seulement aidé à «assainir» les relations, comme le dit une des personnes que nous avons interrogées, mais a aussi donné aux élus un plus grand droit de regard sur le processus. La possibilité de rencontrer les ministres du cabinet et les premiers ministres semble dorénavant réservée aux grands bureaux et à la télévision, les ministres circonscrivant davantage les sujets des entrevues et décidant du moment de ces échanges bien plus qu'à l'époque où les relations étaient moins formelles. La réduction de l'accessibilité aux politiciens élus a augmenté l'importance des chefs de cabinet et des fonctionnaires. Ces sources d'information fournissent en outre des explications indispensables sur les questions techniques. Tout récemment, les fonctionnaires se sont montrés plus ouverts et la Loi sur l'accès à l'information pourrait bien augmenter les possibilités

d'aborder cette source d'information. En général, cette évolution a eu pour effet d'accroître la prédominance des grands bureaux, lesquels peuvent avoir accès aux plus hauts échelons hiérarchiques et disposent du personnel nécessaire pour établir un vaste réseau de contacts au sein de la fonction publique.

(ii) Les tribunes provinciales

Bien que leurs fonctions soient semblables, les tribunes provinciales diffèrent considérablement de la tribune de la presse parlementaire. Étant de moindre envergure, la majorité des bureaux provinciaux ressemblent aux petits bureaux d'Ottawa, en ce qu'ils se concentrent sur les travaux des assemblées législatives, surtout la période des questions, souvent à l'origine de jusqu'à 75 pour cent des nouvelles publiées. La PC se trouve forçée d'offrir à la plupart des provinces une couverture aussi complète que celle qu'elle assure à Ottawa, de sorte que les autres journalistes doivent se consacrer davantage à la couverture de routine. Dans chacune des provinces, seuls un bureau ou deux ont les moyens d'élaborer leur propre ordre du jour. Ce sont ces bureaux et non la PC qui donnent le ton de la couverture et établissent l'ordre du jour. Les rôles de chien de garde et d'interprétation de l'information sont donc dévolus à quelques correspondants. Bien qu'ils aspirent à tenir ces rôles, la majorité des journalistes sont trop occupés à leur travail de routine pour y contribuer, sauf de façon sporadique. Entre les sessions, la plupart des tribunes provinciales perdent plus de la moitié de leur personnel à qui on assigne d'autres tâches, les empêchant ainsi d'effectuer les enquêtes qu'ils pourraient réaliser lorsqu'ils sont libérés de l'obligation de couvrir les assemblées législatives.

Nous avons constaté — cela n'a rien d'étonnant — qu'il existe manifestement une relation entre la force numérique et l'efficacité des partis d'opposition et l'engagement des journalistes à l'égard de leur rôle de chien de garde de l'information. Bien que les journalistes ne veuillent pas être qualifiés d'annexes de l'opposition, il n'en reste pas moins qu'ils sont plus en mesure d'exercer cette fonction de chien de garde dans les provinces où on estime que l'opposition est faible ou incompétente. Ce fut le cas en Ontario entre 1971 et 1975 et c'est ce qui se produit aujourd'hui en Alberta. Il semble que dans ces circonstances, la presse surveille de plus près les décisions politiques de l'Etat. Dans les provinces où les réformes législatives ont permis aux partis d'opposition de recueillir les fonds nécessaires pour réunir au sein de leur caucus une importante équipe de recherche, les correspondants des tribunes en sont venus à compter sur eux pour obtenir des opinions critiques sur la politique gouvernementale. Il s'agit là d'une association de convenance et les partis d'opposition sont souvent étonnés, une fois portés au pouvoir, de devoir affronter la même attitude critique que leurs prédécesseurs.

Quoique les relations entre politiciens et journalistes soient généralement plus informelles au palier provincial qu'à Ottawa, le temps de la camaraderie et des rencontres secrètes semble bel et bien révolu. Jusque vers le milieu des années soixante, plusieurs journalistes des tribunes de la presse entretenaient des relations partisanes avec le gouvernement ou y étaient étroitement liés. Comme l'indique un correspondant de la Colombie-Britannique: «Lorsque je suis arrivé à la tribune (il y a 10 ans), [. . .] la moitié des membres figuraient sur la liste de paie du gouvernement, directement ou indirectement.» De fait, dans plusieurs cas, ce n'est que tout récemment que les entreprises de presse ont commencé à refuser les «billets de

faveur» — par exemple des voyages en compagnie du Premier ministre — et insisté pour payer leur passage. Dans certaines tribunes, pareils bénéfices marginaux sont encore acceptés, surtout par les petits bureaux. Par le passé l'autonomie de la presse fut souvent loin d'être nette. Au Québec, à l'époque de Duplessis, nombre de journalistes acceptaient des «honoraires» de la part des politiciens et étaient redevables au gouvernement, d'une façon ou d'une autre. Le manque de voix indépendantes était évident. Cette situation a disparu au moment de la révolution tranquille et, dans les années soixante-dix, le gouvernement Bourassa a dû affronter une presse d'opposition. Avec l'élection du Parti Québécois, le problème de l'absence de perspectives équilibrées a refait surface, principalement parce qu'en général les journalistes partagaient le point de vue du gouvernement. L'aspect peut-être le plus intéressant à souligner ici est le fait que, dans l'ensemble, l'avis des propriétaires de quotidiens ne rejoignait pas l'opinion dominante des journalistes à leur emploi et que c'est cette dernière qui a prévalu. Aujourd'hui, le PQ s'étant installé au pouvoir, le scepticisme s'est de nouveau emparé des tribunes de la presse au sujet des travaux de l'État. (Blais et Crête, 1981 a)

Malgré l'augmentation générale de l'autonomie des tribunes, les relations entre la presse et les politiciens sont toujours beaucoup plus informelles dans les provinces qu'à Ottawa. Même si les conférences de presse deviennent plus fréquentes dans bon nombre de provinces, principalement à la demande des journalistes de la radio et de la télévision, la plupart des journalistes préfèrent s'entretenir avec leurs sources d'information lors de réunions moins officielles. Les politiciens sont généralement disponibles, soit qu'on puisse les rencontrer dans les couloirs ou sur demande. Un correspondant de la tribune de Terre-Neuve a déclaré que les politiciens sortent toujours des assemblées pour venir parler aux journalistes: «Tout ce qu'il y a à faire, c'est de leur faire parvenir un mot [. . .]. Je n'ai jamais entendu parler de qui que ce soit qui ait refusé de sortir pour parler à un journaliste.» Le même caractère informel qui facilite ce genre de relations peut toutefois créer des hostilités et des tensions. Un journaliste ayant l'expérience des paliers tant fédéral que provincial a fait remarquer que le caractère plus impersonnel des relations à Ottawa facilite la rédaction d'analyses critiques: «Ici, si vous vous asseyez et rédigez un article désagréable à l'endroit d'un ministre ou d'un député, vous avez toutes les chances de le rencontrer au cours de la journée. Les relations sont donc très 'personnelles'.] Bien que des journalistes nous aient dit pouvoir continuer d'entretenir de bonnes relations personnelles avec les politiciens après les avoir critiqués, d'autres sentent que les tensions ainsi créées sont en quelque sorte inhibitrices. Ces tensions ne sont pas uniquement d'ordre social, mais aussi d'ordre professionnel. Il est essentiel pour les journalistes d'entretenir de bonnes relations avec leurs principales sources d'information, surtout dans les petites assemblées législatives. Cela dépend en grande partie de l'attitude des politiciens. Nous avons constaté, surtout dans les provinces où il y a une forte polarisation politique, que les politiciens sont très sensibles aux critiques. D'autres les considèrent comme une règle du jeu. En Alberta, des journalistes ont subi des pressions les incitant à se montrer loyaux envers leurs provinces dans leur reportage des conflits fédéraux-provinciaux. Nous avons entendu dire qu'il y a des provinces où les journalistes sont en quelque sorte des «agents» à la solde des partis.

L'essor du journalisme radiophonique et télédiffusé a eu pour résultat d'augmenter la fréquence des conférences de presse. Les annonces qui jadis se

faisaient uniquement par communiqués de presse s'accompagnent souvent aujourd'hui de conférences de presse, afin que les journalistes de la radio et de la télévision puissent rédiger leurs nouvelles. Les radiodiffuseurs tendent à dominer ces conférences, en partie parce que les journalistes de la presse écrite préfèrent avoir des conversations moins formelles avec leurs sources d'information. Les journalistes de la presse écrite estiment qu'il leur est nécessaire de couvrir ces conférences au cas il en ressortirait quelque chose d'important, mais ils les considèrent inutiles à moins qu'il n'y ait une controverse à animer.

Le fait que la radio et la télévision se mettent à assurer une couverture régulière des événements politiques a exigé certaines adaptations de la part des correspondants des quotidiens, quoique d'aucuns aient déploré le fait que leurs rédacteurs en chef aient été lents à s'y résoudre. Le changement le plus évident, que plusieurs journalistes ont souligné, est la réduction des pressions pour sortir la copie le plus rapidement possible. Les quotidiens ayant réduit les heures de tombée, les journalistes peuvent travailler un peu plus lentement. Ils peuvent donc dorénavant se concentrer davantage sur l'historique et l'explication des événements plutôt que de simplement en faire rapport. Mais les rédacteurs en chef s'attendent à un tel volume de copie que le temps à accorder au journalisme d'enquête demeure limité. Par conséquent, le contexte historique des événements est souvent fort incomplet. Comme le dit un journaliste ontarien: «Il y a quantité de bonnes nouvelles qu'il faudrait suivre, beaucoup de communiqués de presse contiennent de bons éléments de nouvelles, mais de combien de temps disposons-nous pour y donner suite? Il y a là beaucoup plus de meilleures nouvelles que nous pouvons en trouver en plaçant rapidement quatre ou cinq appels téléphoniques.» Le même correspondant déplore le fait qu'une grande partie de ce qui passe pour de l'analyse n'est qu'un réflexe pour ou contre le gouvernement.

On a beaucoup parlé du problème de la diminution de l'intérêt des rédacteurs en chef, et peut-être du public, pour la politique. Plusieurs journalistes nous ont fait part de leur difficulté à obtenir suffisamment d'espace pour leurs articles, problème peut-être plus crucial pour eux que pour les correspondants d'Ottawa. Certains estiment qu'une des raisons en serait l'absence de concurrence.

Etant donné leur prépondérance, les grands bureaux tendent à établir l'ordre du jour des tribunes dont ils sont membres. La collaboration est assez bonne entre les journalistes, surtout avec les bureaux de la PC qui manquent de personnel, et il arrive fréquemment que les correspondants subissent des pressions afin de produire des articles comparables à ceux de la PC ou à ceux qu'expédient les grands bureaux, articles qui sont souvent repris par les rédacteurs en chef de la PC (parfois de préférence aux reportages expédiés par leurs propres journalistes.) Dans certaines tribunes, les journalistes se répartissent les tâches; ils ne reproduisent donc pas les reportages de la PC, mais se concentrent plutôt sur les aspects locaux des nouvelles. Si les grands bureaux ont une telle emprise, c'est parce qu'ils peuvent produire plus de nouvelles. Les quotidiens des grandes capitales ont des effets sur l'établissement de l'ordre du jour uniquement parce que tout le monde les lit. Les chroniqueurs influencent parfois les interprétations, mais ils ne disposent pas des mêmes moyens que ceux d'Ottawa. Les membres de longue date des tribunes de la presse peuvent aussi influencer la couverture des événements en les plaçant dans leur contexte historique, les taux élevés de roulement du personnel rendent la chose plus rare.

4. Evaluation de la qualité de la couverture des affaires publiques

Malgré quelque désaccord parmi les journalistes quant à ce qui constitue la qualité de la couverture des affaires publiques, les divergences d'opinions portent sur des aspects prévisibles. Ceux qui attachent de l'importance à leur rôle informatif ont soulevé comme critère le caractère global et l'exactitude des nouvelles portant sur une vaste gamme des travaux du gouvernement. Ceux qui mettent l'accent sur le journalisme d'enquête et la critique font plus aisément mention du nombre et de la profondeur des enquêtes et analyses, de même que de la diversité des commentaires. Bien que leurs divergences soient intéressantes, leur évaluation de la situation et des tendances actuelles l'est davantage. Plusieurs ont soulevé le problème du manque de personnel, soulignant que la taille et la complexité du gouvernement ont augmenté, sans que s'accroisse parallèlement la capacité de la majorité des bureaux. D'autres ont cité le rôle de plus en plus important des journalistes de la radio et de la télévision et la tendance croissante chez les politiciens d'avoir recours aux média électroniques pour passer outre les journalistes de la presse écrite. On s'inquiète particulièrement de l'incapacité des journalistes de la radio et de la télévision de dépasser les apparences. «Nous pouvons abonder dans le sens [des politiciens], puis nous rappeler des déclarations précédentes contradictoires. Vous ne verrez pas cela à la télévision», a déclaré un journaliste qui a travaillé dans les deux média. Dans le même ordre d'idées, on se préoccupe du renouvellement rapide des journalistes et de la perte de perspective historique qui s'ensuit.

Les journalistes de grands bureaux ont fait remarquer que ces dernières années la diminution de la représentation au sein des tribunes a contribué à la réduction de la diversité d'opinions. Malgré la diversité remarquable au sein de la plupart des tribunes de la presse, elle n'est guère évidente dans la couverture des événements, à cause de la réduction du nombre de chroniqueurs et de la difficulté d'y publier des analyses. En Colombie-Britannique, par exemple, la fusion des deux journaux de Victoria a manifestement réduit la diversité des perspectives, puisque les deux correspondants présentaient chacun un point de vue différent. Après la fusion, le journaliste-chroniqueur sympathisant du gouvernement est demeuré en poste pour desservir les deux quotidiens et le correspondant gauchisant est parti. Bien que l'équilibre idéologique prévu dans l'entente initiale et le choix du correspondant demeuré en poste furent, selon toute probabilité, accidentels, il est tout à fait évident que la diminution de la représentation de la presse écrite réduit la probabilité d'en arriver à un tel équilibre.

La qualité de la production des tribunes de la presse est en outre fonction d'une variété de facteurs étrangers aux tribunes. Bien que nous ne puissions guère faire plus, ici, que d'en donner une énumération, elle est cependant nécessaire à l'entière compréhension du processus. Il appert que les facteurs les plus importants sont la disponibilité du gouvernement, la nature de l'opposition, les attentes des éditeurs et rédacteurs en chef, la taille des bureaux, la concurrence et l'attitude du public. L'accessibilité au gouvernement est un facteur qu'ont mentionné, lors de nos entrevues téléphoniques, non seulement les correspondants des tribunes, mais aussi les rédacteurs en chef, dont certains se sont plaints du fait que toute tentative pour compléter la couverture d'Ottawa par téléphone est virtuellement impossible parce que les principaux fonctionnaires refusent de leur répondre. La Loi sur l'accès à l'information permettra aux journalistes d'accéder à un volume d'informations

beaucoup plus considérable et pourrait bien avoir comme effet de surcharger le personnel des bureaux existants. Ce sont surtout les petits bureaux couvrant principalement les travaux de l'Etat qui ont fait mention de l'accessibilité au gouvernement. La qualité de l'opposition est un facteur plus déterminant pour les journalistes qui attachent de la valeur à la perspective critique. Une opposition efficace non seulement anime la période des questions, mais fournit plus d'informations aux journalistes, étant donné l'augmentation de la qualité des sessions des comités, l'élaboration de critiques bien documentées de la politique gouvernementale et la présentation de solutions de rechange qui en résultent.

Selon les journalistes de la tribune, les rédacteurs en chef et les éditeurs sont rarement explicites quant à leurs attentes, lesquelles se manifestent plutôt par la dotation des bureaux, la disponibilité des allocations de voyage et l'espace accordé aux nouvelles. Autant que nous avons pu en juger, le facteur peut-être le plus important est l'engagement des rédacteurs en chef et des éditeurs envers la qualité de la couverture, facteur qui, dans une large mesure, est indépendant de la concurrence et de la propriété. On a grandement loué le service de nouvelles de Southam qui assure une couverture nationale de qualité supérieure, alors qu'on a reproché à ses rédacteurs en chef de ne pas distribuer une quantité suffisante des articles d'interprétation expédiés. Si la PC offre plus d'analyses, les résultats quant à leur utilisation sont, eux aussi, divers. En général, toutefois, le groupe Thomson fait un usage modéré de ses ressources, mais on ne peut dire qu'il est remarquablement meilleur ni pire que les autres quotidiens réalisant le même tirage. TNS n'est cependant pas très bien vu des tribunes. On a qualifié son service de «véritable farce» et de «service de pacotille».

Les critiques portent surtout sur la médiocrité des salaires et, en particulier, sur la rareté des fonds de voyages. «Je suis gêné de travailler pour eux», nous a dit un des membres du personnel de TNS. Essentiellement, on déplore le fait que l'on n'attache aucune valeur à la qualité du journalisme et que l'entreprise n'utilise pas ses ressources mises en commun pour améliorer le service fourni par les quotidiens indépendants comparables. Comme nous le verrons, il apparaît que la concurrence comme telle est moins importante que l'engagement des propriétaires envers un journalisme de qualité.

Les attitudes du public n'ont que très rarement du poids, mais produisent occasionnellement des effets, comme en Alberta où la réaction véhémente du public à l'idée que le gouvernement fédéral peut s'immiscer dans toute dispute fédérale-provinciale s'est manifestée par un déluge de lettres au rédacteur en chef accusant le rédacteur de déloyauté et alléguant qu'il (ou elle) travaillait sans aucun doute au profit de l'Est. Toutes les tribunes de la presse voient surgir, de temps à autre des questions qui enflamment l'opinion locale.

Pour ce qui est de la tribune de la presse parlementaire, les observateurs estiment généralement que son travail est convenable, mais dépourvu d'imagination, trop concentré sur la couverture de routine et trop peu sur l'examen approfondi de la politique publique. On estime par contre que les grands bureaux se sont améliorés à cet égard, tandis que les journalistes des petits bureaux, écrasés sous le poids de leurs obligations quotidiennes, ont largement abandonné l'idée d'une couverture innovatrice quelques mois à peine après leur arrivée à Ottawa. Pour leur part, les bureaux n'ayant qu'un seul journaliste semblent ensevelis sous une avalanche d'informations gouvernementales.

Interrogés sur le degré de diversité qu'on trouve au sein de la tribune de la presse parlementaire, la majorité des journalistes ont répondu qu'elle est fonction de l'âge et de l'expérience. Comme nous le disait l'un d'eux: «Nous n'avons pas ici de correspondant principal, par tradition, comme c'est le cas à Washington.» Bien qu'ils déplorent l'absence de modèles et de perspectives historiques, les observateurs ont aussi remarqué que les jeunes journalistes qui font leur entrée à la tribune semblent mieux formés, plus agressifs et moins partisans que leurs prédécesseurs. Certains ont souligné le manque de diversité idéologique — l'absence de commentateurs non engagés dans le courant politique —, mais peu ont semblé s'en inquiéter.

La majorité des personnes interrogées ont convenu que le journalisme de meute (une quête des nouvelles, dénuée d'imagination et pratiquement l'expédition des mêmes nouvelles) est trop répandu, mais plusieurs ont fait remarqué que pareille «entreprise de groupe» aide à assurer une couverture en profondeur des grands événements. Le principal désavantage de cette forme de journalisme réside dans les obstacles qu'il pose pour le développement de nouvelles attitudes et perspectives. Plusieurs considèrent que le service de nouvelles de FP a grandement incité les journalistes à assurer une couverture innovatrice, mais qu'il n'a pas duré assez longtemps pour créer de nouvelles normes de journalisme de qualité. D'aucuns estiment, par ailleurs, que l'extension du bureau du *Star* de Toronto, quotidien indépendant, représente le meilleur espoir de raviver l'esprit de nouveauté que l'expérience de FP avait amené au sein des tribunes de la presse.

Malgré les évaluations positives de Radio-Canada, le sentiment général est que l'importance croissante des nouvelles télévisées a pour effet de diminuer la qualité de la couverture. Les principales plaintes portent sur le fait que la télévision consacre la majeure partie de ses ressources à la couverture des grandes nouvelles à sensation et que les politiciens adaptent leurs présentations à la brièveté de la couverture de la télévision, ne fournissant souvent ainsi que des nouvelles de peu de substance à la presse écrite. Ce dernier problème gêne particulièrement les petits bureaux qui manquent de personnel dans leur suivi des sujets couverts par la télévision. Néanmoins, plusieurs journalistes de la télévision, qui ne travaillent pas tous à Radio-Canada, se sont distingués par leur apport considérable au processus de la production des nouvelles. Pareille reconnaissance est plus rare dans les tribunes provinciales.

Par ailleurs, on a constaté dans ces tribunes une préoccupation générale quant à la diminution, ces dernières années, de la qualité de la couverture de routine et du journalisme d'enquête, diminution provoquée par le taux de roulement élevé du personnel et la réduction du nombre des entreprises de presse. La prédominance d'un ou deux bureaux semble poser des difficultés dans la plupart des provinces. Le manque de personnel constitue un problème presque partout et, dans plusieurs provinces, les correspondants estiment que les rédacteurs en chef n'attachent pas une très haute importance à la couverture des travaux du gouvernement provincial.

Une des constatations essentielles qui ressortent de nos entrevues avec les membres des tribunes de la presse est qu'il existe parmi les journalistes une nouvelle conscience des effets ambigus de la concurrence. Nous avons remarqué, par exemple, que dans des situations concurrentielles, les quotidiens sont portés à maintenir les grands bureaux, laissant ainsi entendre que la concurrence influence l'engagement des ressources. Il est tout aussi probable, bien sûr, que la situation tienne

principalement à une question de tirage ou de tradition (la plupart des quotidiens représentés faisant partie des tribunes depuis nombre d'années), ou simplement à l'engagement des éditeurs. Nous avons aussi observé, comme nous l'avons déjà mentionné, que l'arrivée du bureau du service de nouvelles de FP à Ottawa — maintenant disparu — a semblé revitaliser celui de Southam (bien que certains des rédacteurs de Southam aient nié la chose). En outre, on nous a dit à maintes reprises que l'absence d'une concurrence directe pour la diffusion des nouvelles (dans la même ville s'entend) peut réduire la priorité accordée à la couverture politique, rendant la tâche plus difficile aux correspondants qui désirent obtenir l'espace, les allocations de déplacement et l'aide dont ils ont besoin. Par contre, l'affaiblissement des pressions de la concurrence peut libérer les journalistes de l'obligation de faire plus de couverture de routine et leur permettre d'entreprendre davantage d'enquêtes et d'analyses, surtout lorsqu'ils peuvent en toute confiance laisser la couverture de routine à la PC. La concurrence journalistique donne souvent lieu à des pressions de la part des rédacteurs en chef exigeant que les journalistes produisent des articles «équivalents», de sorte que ceux-ci passent plus de temps au suivi des articles de leurs concurrents qu'à chercher des nouvelles fraîches. Bref, la perte d'un concurrent peut résulter en une certaine suffisance chez les journalistes, mais peut aussi augmenter leurs moyens d'innover. L'évolution de la *Free Press* de Winnipeg, avant et après la disparition de la *Tribune*, en est un exemple pertinent.

A l'époque où la concurrence régnait à Winnipeg, nous a-t-on dit, les rédacteurs en chef s'intéressaient beaucoup plus au travail des correspondants des tribunes de la presse qu'ils ne l'ont fait depuis la fermeture de la *Tribune*. Dans l'abstrait, le pupitre de la *Free Press* était enclin à exhorter ses journalistes à chercher des nouvelles particulières, à entreprendre davantage de recherches et à ne pas trop se préoccuper des dépêches quotidiennes. Cette situation aurait duré quelques semaines, jusqu'à ce que les journalistes se rendent compte, par les fréquents appels du pupitre désireux de savoir pourquoi ils ne produisaient pas des nouvelles équivalentes à celles de la *Tribune*, qu'en réalité on préférait la couverture de routine. Depuis la fermeture de la *Tribune*, la *Free Press* a entrepris une expérience qui pourrait permettre la réalisation des nobles sentiments dont il a déjà été fait mention. Cette expérience, proposée par le bureau de la *Free Press*, consiste à n'utiliser que deux journalistes pour la couverture de routine, assistés d'un journaliste assigné aux nouvelles générales lors des réunions en soirée et autre surcharge de travail, de sorte que le troisième puisse être libre d'entreprendre des enquêtes. Selon ce projet, chaque journaliste dispose d'une semaine sur trois pour ses recherches et enquêtes, pendant que les deux autres membres de l'équipe assurent la couverture de routine au jour le jour. Nous avons observé qu'en général la concurrence entre les journalistes est vive uniquement lorsque plusieurs bureaux de tailles sensiblement égales peuvent comparer leurs réalisations respectives. Cela se produit rarement dans les tribunes provinciales. A Ottawa, le *Globe and Mail*, le *Star* de Toronto, Radio-Canada et, dans une moindre mesure, le service de nouvelles de Southam se livrent ce genre de concurrence. *La Presse* tend à dominer du côté français, mais elle surveille pourtant Radio-Canada et *Le Devoir*. La concurrence demeure toutefois limitée.

Dans le cas des tribunes où les deux principaux bureaux représentent des quotidiens appartenant à une même chaîne, nous n'avons trouvé aucune confirmation du fait que la propriété commune comme telle affaiblit la concurrence. Tant en

Colombie-Britannique qu'en Alberta, les deux grands quotidiens appartiennent à Southam. Nous n'avons constaté, dans aucune des deux tribunes, l'existence de lignes directrices, d'une politique commune concernant la couverture ou d'une forme de pression incitant à la collaboration. Les bureaux représentant le *Journal* d'Edmonton et le *Herald* de Calgary se considèrent l'un l'autre comme des concurrents professionnels. C'était aussi vrai du *Sun* et de la *Province* de Vancouver. «Continuer de devancer le *Sun* est un objectif certain», nous a déclaré un journaliste de la *Province*. Mais il est encore trop tôt pour affirmer que la tradition de concurrence entre les journalistes de ces deux quotidiens se maintiendra. La distinction entre les deux entreprises de presse sera vraisemblablement déterminante. Lorsqu'il y a partage du personnel, le sens de la concurrence semble s'éroder. Il est clair que la concurrence est faible entre les deux journaux Armadale en Saskatchewan, lesquels se partagent les services d'un journaliste à Ottawa. Bien que certains éditeurs prétendent être en mesure de préserver la diversité des perspectives au sein des entreprises fusionnées, nos entrevues nous portent à croire le contraire.

Le déclin de la concurrence a encore pour effet de réduire le sentiment d'autonomie personnelle des journalistes en poste, les portant à être prudents dans leur travail étant donné la pénurie d'autres emplois. Les fermetures de journaux touchent en outre le moral des journalistes. Mais ce ne sont peut-être là que des effets passagers.

Au cours des dernières années, on a publié quantité d'évaluations de la tribune de la presse parlementaire, dont la majorité furent rédigées par des gens du métier. Peu d'entre elles sont flatteuses. Quoique la plupart aient été tentés de traiter les correspondants des tribunes de «cornichons», comme les a qualifiés dans sa frustration un rédacteur en chef de l'Ouest, ils ont dénombré toute une série de graves lacunes. Il s'agit entre autres du manque de compétence, des fréquents renouvellements de personnel, d'une dépendance excessive à l'égard des sources d'information et d'une trop grande insistance sur le «journalisme d'opinion».

On déplore principalement le fait que pratiquement tous les membres de la tribune sont des généralistes dépourvus des compétences nécessaires pour réaliser, avec efficacité, des reportages sur les questions complexes dont ils doivent traiter. Robert Fulford (*Saturday Night*, octobre 1977) a souligné que:

> [. . .]la majorité des reportages politiques, que ce soit à la télévision ou dans les journaux, sont réalisés par des hommes et des femmes qui semblent dénués de connaissances solides des domaines qu'ils décrivent. On a le sentiment, à les écouter ou à les lire, que tout ce qu'ils connaissent du sujet est ce qu'ils ont appris du dernier spécialiste rencontré.

De fait, la majorité des grands bureaux disposent maintenant de spécialistes des sujets comme les affaires économiques et financières, l'énergie, la politique sociale, les relations fédérales-provinciales, etc., mais ils sont rares. Dans le cadre d'un genre inhabituel de concentration rédactionnelle, ces spécialistes ont tendance à donner à la tribune le ton de l'interprétation des nouvelles dans leurs domaines de compétence. Il arrive souvent que les quelques spécialistes bien informés décident de l'information et des perspectives présentées au public. Le taux de roulement élevé des membres de la tribune s'applique aussi à ces spécialistes, qui succombent souvent à l'attrait d'une plus grande sécurité d'emploi et d'une rémunération plus alléchante au sein du

gouvernement. Les problèmes engendrés par l'absence de compétence, les renouvellements et le manque de personnel sont encore plus considérables au palier provincial.

Le reportage politique soulève une importante question, c'est-à-dire qui est responsable de l'établissement de l'ordre du jour? Notre recherche comme les observations d'autres personnes étayent la conclusion selon laquelle ce sont les politiciens, particulièrement ceux qui sont au pouvoir, qui établissent l'ordre du jour. Le Premier ministre détient l'influence la plus considérable quand il daigne s'en servir. (Fletcher, 1977) L'arrivée de la télévision au sein de la Chambre des communes a cependant accru la visibilité de l'opposition. (Stevens, 1978, pp. 13-16) Les radiodiffuseurs sont les plus susceptibles d'être dominés par leurs sources d'information. Réaliser des reportages qui font état de réactions allant au-delà de celles qu'on attend des porte-parole de l'opposition est une entreprise considérable. Seuls les grands bureaux ont les moyens de proposer une alternative et d'établir l'ordre du jour public.

Devant la nécessité de ne couvrir que les faits et gestes des politiciens, plusieurs journalistes de la radio et de la télévision essaient d'atteindre une certaine indépendance en ajoutant leur propre évaluation à leurs reportages. En s'arrogeant ce rôle d'appréciation, ils négligent leur obligation première, qui consiste à «faciliter les communications entre les institutions qui président à toute société démocratique et le public qui est supposé les surveiller». (Westell, 1980, p. 20) Les causes probables de cette tendance tiennent non seulement au fait que la télévision est en quête de drames et de conflits, mais aussi à ce que la majorité des bureaux manquent des ressources nécessaires pour faire enquête sur les revendications des politiciens. On y substitue donc des évaluations improvisées.

Dans l'ensemble, les rédacteurs en chef que nous avons interviewés lors de notre enquête se disent satisfaits de la couverture qu'ils peuvent obtenir d'Ottawa et de leurs assemblées législatives. Pour près des trois quarts, la couverture d'Ottawa est satisfaisante. Les rédacteurs en chef sans correspondants à Ottawa ont cependant quelque raison de se plaindre. De fait, le grief le plus commun (émis par 13 pour cent des rédacteurs en chef) a trait au manque de personnel pour réaliser le travail à faire. Cette plainte touche toutes les catégories de tirage. Quelques rédacteurs en chef de petits quotidiens déplorent le fait que les agences de presse n'offrent pas une couverture suffisante des questions essentielles pour leurs régions. Deux d'entre eux protestent contre le peu d'empressement du gouvernement à répondre à leurs demandes d'information, et quatre contre le manque de diversité dans la couverture d'Ottawa.

Sur le plan provincial, l'insatisfaction est beaucoup plus vive. Seulement 54 pour cent des personnes interrogées disent être généralement satisfaites, alors que 21 pour cent se plaignent de ne pas avoir suffisamment de personnel pour couvrir les affaires provinciales. Dans tous les groupes de tirage, on manifeste le désir d'avoir plus de personnel, sauf pour ce qui est des quotidiens dont le tirage est supérieur à 200 000. Les autres griefs, exposés surtout par les petits quotidiens portent sur l'insuffisance de la couverture des questions locales et le manque d'analyses et d'interprétations dans les dépêches de la PC. Plusieurs rédacteurs en chef ont en outre souligné l'absence de collaboration de la part du gouvernement. Les plaintes relatives au personnel se répartissent passablement également entre Southam, Thomson et les

quotidiens indépendants. Il est clair qu'un nombre assez imposant de rédacteurs en chef veulent obtenir une couverture plus étendue ou différente des assemblées législatives de leurs provinces.

Les évaluations des reportages des affaires publiques depuis les capitales du pays ont ceci de commun qu'elles attribuent les lacunes de la couverture et du commentaire à l'insuffisance des ressources. Seules quelques rares grandes entreprises de presse sont disposées et en mesure de fournir le personnel et les autres ressources nécessaires à la réalisation d'un travail de premier ordre. Il s'ensuit que les meilleurs reportages et commentaires des tribunes sont excellents, mais que, dans l'ensemble, leur production est médiocre ou pire. Quant à la diversité des perspectives, la situation actuelle témoigne du fait que seule une poignée de journalistes font du bon travail. La situation a empiré au fur et à mesure que le nombre de quotidiens abandonnant la tribune s'est accru, et on n'entrevoit aucune amélioration. A l'heure actuelle, ce sont la concentration et la conformité rédactionnelles qui règnent.

5. Résumé et conclusion

L'importance des tribunes de la presse dans le reportage des affaires publiques est telle que tout changement au sein de ces tribunes touche l'ensemble du système. C'est particulièrement le cas des quotidiens qui continuent de jouer un rôle central dans le processus de la cueillette des nouvelles et, en particulier, celui de l'analyse et de l'interprétation. Dans notre étude des tribunes de la presse, nous nous sommes penchés sur la concentration rédactionnelle, la conformité et la mesure dans laquelle la presse est capable de soulever des questions et de donner des interprétations, indépendamment des fonctionnaires et politiciens.

1. En discutant de couverture avec les membres des tribunes, nous avons constaté qu'en général les journalistes de la presse écrite se préoccupent du fait que de vastes domaines de l'activité du gouvernement ne reçoivent pas une couverture convenable, particulièrement les tribunaux, les agences de réglementation, de même que les processus de prise de décision et d'élaboration des orientations politiques au sein des services publics. De plus, les journalistes se plaignent de ne pas disposer de suffisamment de temps pour entreprendre des enquêtes.

2. En examinant les changements survenus dans la composition des tribunes depuis les 25 dernières années, nous avons trouvé des indices probants de la concentration rédactionnelle: (a) la réduction du nombre de quotidiens individuels au sein des tribunes, dont la majorité ont recours à des services de dépêches ou à la couverture des agences de presse appartenant à des chaînes; (b) la diminution de la représentation des quotidiens individuels à l'extérieur de l'Ontario et du Québec; (c) l'expansion des grands bureaux et l'émergence d'un ou deux bureaux dominants dans la plupart des tribunes provinciales; (d) la pénurie de chroniqueurs atteignant un tirage national, lequels représentent une gamme de perspectives plutôt restreinte. Cette situation montre que la position des tribunes de la presse sur les importantes questions publiques est établie par relativement peu de gens. Indirectement, chacune de ces transformations se rapporte à la concentration de la propriété.

3. Dans toutes les tribunes de la presse, ce sont principalement les grands bureaux qui fournissent les perspectives indépendantes et les rapports d'enquête. A la

tribune d'Ottawa, tous les services anglais se situent en Ontario et les bureaux francophones au Québec et tous tendent à être axés sur les deux provinces centrales. Les petites tribunes ne peuvent guère faire plus que d'assurer la couverture de routine, en accordant leur attention aux questions et aspects locaux. Les agences de presse doivent inévitablement produire des articles homogènes axés sur l'ensemble du pays. Bien que ces tendances puissent résulter en une plus grande similarité de la couverture d'Ottawa à travers le Canada, cette éventualité peut simplement donner naissance à l'hostilité des lecteurs de l'Est et de l'Ouest (ou encore être exclue par les rédacteurs en chef estimant qu'elle manque de pertinence sur le plan local). En outre, ce système encourage peu les réactions des régions et peut avoir des effets négatifs sur la cohérence nationale. Nous avons aussi remarqué que seuls le Québec et l'Alberta ont, au sein de leurs tribunes, une représentation hors province appréciable.

4. La prédominance grandissante de la radio et de la télévision contribue en outre à l'homogénéisation de la couverture, puisqu'on adapte de plus en plus les annonces et les activités officielles à leurs besoins. A l'heure actuelle, les journalistes de ces deux média constituent la majorité dans la plupart des tribunes provinciales. Malgré l'excellence du travail de certains correspondants et réalisateurs, surtout à Radio-Canada, les exigences des nouvelles télévisées contribuent manifestement à accentuer le caractère superficiel de la couverture politique. De plus, bon nombre de journalistes de la presse écrite ne se sont pas encore adaptés aux changements.

5. A Ottawa, nous avons remarqué l'émergence de pigistes spécialistes de certaines questions ou institutions et de correspondants attachés à des revues spécialisées. Cette évolution reflète les changements qu'ont subis la structure et le fonctionnement du gouvernement lui-même. Elle peut contribuer à la diversité des perspectives provenant de la tribune, mais on est en droit de se demander si l'utilisation occasionnelle des articles des spécialistes peut compenser le manque de diversité des perspectives offertes par les chroniqueurs réguliers.

6. De façon générale, les tribunes provinciales sont aussi professionnelles que la tribune de la presse parlementaire. Bien que leurs membres puissent être emportés par une passion partisane, comme au Québec en 1976 et peut-être à Ottawa en 1979-1980, elles sont en général relativement détachées.

7. Nous avons constaté que la taille et la qualité du bureau de la PC ont une influence considérable sur l'initiative des autres agences. La PC, dont le bureau respecté d'Ottawa offre un service d'envergure, permet aux bureaux ayant un personnel nombreux d'assigner des spécialistes à la couverture des ministères et agences du gouvernement et au journalisme d'enquête. Les correspondants uniques tendent encore à subir des pressions afin de produire des articles équivalents à ceux de la PC. Mais il arrive souvent que le bureau de la PC assurant la couverture d'une assemblée législative ne soit pas assez important pour remplir cette fonction. La diminution de l'effectif de la PC a eu des répercussions à cet égard: la disparition du *Journal* d'Ottawa fut suivie d'une réduction de la taille du bureau de la PC à Queen's Park et a mis fin à sa politique de satisfaire les demandes particulières de ses membres. Dans la majorité des provinces, la PC s'en remet partiellement aux grands bureaux dont la prédominance s'accroît.

8. Nous avons observé que toute une série d'éléments peuvent modifier la qualité de la production des tribunes, depuis l'ouverture d'esprit du gouvernement jusqu'à la vigueur des partis d'opposition, en passant par les expériences des rédacteurs en chef et des éditeurs. On estime généralement que la pénurie de personnel est un problème qui se pose surtout au niveau provincial, et on dénonce la pingrerie du groupe Thomson, bien que d'après notre enquête ses quotidiens n'aient assuré ni plus ni moins de couverture que les autres journaux ayant un tirage semblable. D'un point de vue idéal, il est clair que la majorité des tribunes manquent de personnel.

9. La concurrence, avons-nous constaté, a des effets ambigus. Dans certaines circonstances, elle incite les bureaux à assurer une meilleure couverture et elle empêche l'innovation dans d'autres. L'absence de toute concurrence, par contre, laisse clairement la qualité de la couverture des affaires publiques à la discrétion des rédacteurs en chef et des éditeurs.

10. Pour ce qui est de la concurrence, nous avons constaté qu'elle est très vive entre les bureaux représentant les journaux à propriété commune en Colombie-Britannique et en Alberta. Le facteur crucial en cause, semble-t-il, est la séparation complète des opérations rédactionnelles. Pareille concurrence n'existe pas lorsqu'il y a partage du personnel.

A plusieurs égards, la couverture de la vie politique tant fédérale que provinciale est de beaucoup meilleure de nos jours qu'il y a 25 ans. Les journalistes sont moins partisans, ne font pas autant montre d'esprit de clocher, sont généralement mieux formés et plus agressifs, spécialement ceux de la presse écrite. Les meilleurs journalistes de la radio et de la télévision apportent en outre d'importantes contributions, dans les limites que leur imposent la formule de leurs émissions. Les principaux problèmes tiennent au système. Le taux de roulement est élevé et les spécialistes sont rares parce que les éditeurs ne sont pas prêts à engager les ressources nécessaires. La gamme des perspectives idéologiques est restreinte surtout parce qu'il y a trop peu de chroniqueurs nationaux. A l'heure actuelle, d'aucuns se préoccupent du fait qu'il y a peu de concurrence entre les journalistes à l'étape de la diffusion. Les quotidiens Southam qui sont représentés séparément à Ottawa pourront-ils maintenir cette présence? Le *Globe and Mail* et la *Free Press* de Winnipeg, tous deux propriété de Thomson, pourront-ils poursuivre leur rôle traditionnel à Ottawa? Le *Sun* et la *Province* de Vancouver fusionneront-ils pour mettre fin à la concurrence avec le bureau de Victoria? Cela dépend en grande partie de l'engagement des propriétaires.

6. Solutions possibles

On pourrait songer à prendre des mesures incitatives ou d'autres moyens pour encourager la représentation distincte, à Ottawa et dans les capitales provinciales, des quotidiens dont le tirage est supérieur à un chiffre donné. Il serait en outre utile de chercher des moyens d'encourager la représentation séparée des journaux appartenant à des chaînes, sans décourager les agences de presse que ces dernières exploitent. Le service de nouvelles de Southam est un bon service, mais une représentation individuelle favoriserait la diversité. Une combinaison quelconque serait peut-être optimale. Il serait aussi souhaitable de renforcer les bureaux de la PC dans les tribunes provinciales. Nous avons été frappés de l'importance du bureau

de la PC qui permet de libérer les autres journalistes de la couverture de routine. Le manque de diversité de perspectives pourrait s'atténuer si on encourageait les pigistes et facilitait une mise en marché efficace de leur production. La création de programmes de bourses à l'intention des pigistes, par le biais d'un centre d'information sur les affaires publiques qui verrait aussi à la commercialisation du produit, pourrait être utile. Pareil centre, financé par l'Etat et l'industrie, servirait de base au journalisme d'enquête et au reportage innovateur sur les affaires publiques, tout en favorisant la formation de spécialistes et en offrant de nouvelles options à la presse du pays. Le grand défi serait, bien sûr, d'amener les rédacteurs en chef locaux à faire usage des articles qui en sortiraient. L'espace est, dans tout journal, une denrée aussi rare que le temps du personnel.

L'analyse et les propositions que nous présentons ici reposent sur l'hypothèse qu'il existe un public attentif à desservir. Commentant un projet de réforme de la tribune de la presse à Ottawa proposé par Anthony Westell (1976, p. 68), un de ses collègues, qui désire garder l'anonymat, explique:

> La question qui m'agace et me hante constamment dans toute discussion au sujet de la tribune de la presse parlementaire et du reportage sur la politique et le gouvernement à Ottawa est celle-ci: qui est intéressé en fin de compte? Si on créait un bureau idéal de la tribune de la presse — idéal selon les critères de ceux d'entre nous qui se prennent et prennent leur travail très au sérieux et même solennellement — qu'est-ce qui en ressortirait? Ses membres en sauraient davantage et pourraient rédiger plus d'articles, avec une meilleure compréhension et sensibilité à l'égard de l'information. Qui s'en préoccuperait vraiment? Est-ce qu'on pourrait s'attendre que quelques intellectuels, probablement misanthropes, prendraient même connaissance de ces articles? Ces articles paraîtraient-ils dans n'importe quel journal? De toute évidence, la réponse est non.

Westell réplique:

> Mon sombre ami a peut-être raison. Si c'est le cas, les journalistes et les rédacteurs en chef estimant que le reportage politique consiste principalement à faire quotidiennement les chiens écrasés pour divertir un public, qui fondamentalement n'est pas intéressé, ont aussi raison et aucune de mes critiques ne tient plus. Mais il en va de même, me semble-t-il, des croyances de toute démocratie populaire.

De fait, des enquêtes montrent qu'il existe un marché pour une couverture sérieuse des affaires publiques, pouvant probablement regrouper de 20 à 40 pour cent des lecteurs des quotidiens. Etant donné que la clientèle de tout quotidien est formée d'un ensemble d'intérêts minoritaires, c'est là un auditoire raisonnable. En pratique, toutefois, il s'agit généralement d'un public qui ne dispose d'aucune autre source d'information.

Références

Ablett, David, discours prononcé à Vancouver, Colombie-Britannique, septembre 1979, dossier personnel, publié ultérieurement dans *Options*.

Blais, André, et Jean Crête, «La presse et les affaires publiques au Québec», étude, 1981, archives publiques (sous Fletcher).

Fletcher, Frederick J., «The Prime Minister as Public Persuader», dans T.A. Hockin, éd., *Apex of Power: The Prime Minister and Political Leadership in Canada*, Prentice-Hall, 1977, 2e édition.

——— «The Crucial and the Trivial: News Coverage of Provincial Politics», dans Donald C. MacDonald, éd., *The Government and Politics of Ontario*, Van Nostrand Reinhold, 1980, 2e édition.

Goldblatt, Murray, «The debatable clout of punditry's stars», *Globe and Mail*, le 9 mai 1979.

Gray, James H., *Troublemaker!*, *Macmillan, 1978.*

Groupe de travail sur l'information gouvernementale, *Communiquer*, Ottawa, 1979.

Stevens, Geoffrey, «The Influence and Responsibilities of the Media», document présenté à la conférence nationale sur le processus législatif, Victoria, Colombie-Britannique, les 31 mars et 1er avril 1978.

Westell, Anthony, «Reporting the Nation's Business», dans G. Stuart Adam, éd., *Journalism, Communication and the Law*, Prentice-Hall, 1976.

——— 1980, «The Press: Adversary or Channel of Communication?», dans Harold D. Clarke *et al.*, éd., *Parliament, Policy and Representation*, Methuen, 1980.

Tableaux

Effectif des tribunes de la presse fédérale et provinciales, 1957-1981

Les données relatives à la composition changeante de la tribune de la presse parlementaire et des 10 tribunes provinciales sont principalement tirées des compilations régulières contenues dans la *Matthew's List* (Pointe Claire, Québec, Publicorp Communications Inc.). Vérifiées d'après d'autres listes, ces informations ont été jugées exactes dans l'ensemble. Etant donné le taux élevé du renouvellement des journalistes, ces listes sont rarement exactes pour longtemps; ces tableaux constituent donc une sélection des éléments de la composition des diverses tribunes. Ils sont néanmoins pleinement satisfaisants pour ce qui est de l'examen des tendances au sein des tribunes de la presse.

Note: Les éditeurs de la *Matthew's List* estiment que les données relatives à Terre-Neuve ne sont pas fiables. Nous ne les incluons ici qu'à titre complémentaire.

Tableau 1

Effectif de la tribune de la presse parlementaire, Ottawa, 1959-1981

	1959	1964	1970	1975	1981
A. **Membres individuels***					
Presse écrite	83	95	103	96	142
Radio et télévision	5	20	31	52	92
TOTAL	88	115	134	148	234
B. **Représentation des entreprises de presse****					
Presse écrite	43	45	43	42	46
Radio et télévision	4	13	17	17	25
TOTAL	47	58	60	59	71
C. **Genres de bureaux**					
Quotidiens canadiens	22	20	17	17	18
Quotidiens ne comptant qu'une personne	14	11	7	11	8
Quotidiens à l'extérieur du Canada central (c'est-à-dire l'Ontario et le Québec)	8	7	3	6	5
Revues et hebdomadaires	5	8	7	7	8
Pigistes	0	0	2	1	15
Services de nouvelles et de dépêches***	9	14	16	19	23
Membres individuels	28	39	47	57	77

*Comprend les représentants des entreprises étrangères.
**Comprend entre huit et 13 entreprises étrangères. Il y a eu une certaine augmentation depuis.
***Ne comprend pas les six réseaux de télévision partiellement engagés dans nos services de nouvelles.

Tableau 2

Effectif de la tribune de la presse à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, 1957-1981

	1957	1960	1965	1970	1975	1981
A. **Membres individuels**						
Presse écrite	8	13	8	8	19	9
Radio et télévision	2	6	7	7	16	14
TOTAL	10	19	15	15	35	23
B. **Représentation des entreprises de presse**						
Presse écrite	5	7	6	5	7	5
Radio et télévision	2	5	5	5	8	9
TOTAL	7	12	11	10	15	14
C. **Genres de bureaux**						
Quotidiens ne comptant qu'une personne	2	2	4	2	4	3
Services de nouvelles et de dépêches*	1	1	1	1	4	6
D. **Bureaux les plus importants**	Sun** Prov.***	Sun	R.-C.	Plu-sieurs	Sun	Sun Prov.
Membres du personnel	2	3	3	2	4	3

*Ne comprend pas les réseaux de télévision.
**Le *Sun* de Vancouver.
***La *Province* de Vancouver.

Tableau 3

Effectif de la tribune de la presse à l'Assemblée législative de l'Alberta, 1957-1981

	1957	1960	1965	1970	1975	1981
A. **Membres individuels**						
Presse écrite	10	9	10	16	19	19
Radio et télévision	5	5	7	14	14	11
TOTAL	15	14	17	30	33	30
B. **Représentation des entreprises de presse**						
Presse écrite	6	7	6	9	13	14
Radio et télévision	5	5	5	8	11	10
TOTAL	11	12	11	17	24	24
C. **Genres de bureaux**						
Quotidiens ne comptant qu'une personne	4	4	4	4	11	12
Services de nouvelles et de dépêches*	2	1	2	2	4	6
Membres	2	1	2	4	4	6
D. **Bureaux les plus importants**	Journ.**	Journ. Her.***	Journ. Her.	R.-C.	Journ. Her. R.-C.	Journ.
Membres du personnel	4	2	2	4	2	5

*Ne comprend pas les réseaux de télévision.
**Le *Journal* d'Edmonton.
***Le *Herald* de Calgary.

Tableau 4

Effectif de la tribune de la presse à l'Assemblée législative de la Saskatchewan, 1957-1981

	1957	1960	1965	1970	1975	1981
A. **Membres individuels**						
Presse écrite	6	6	10	13	14	21
Radio et télévision	1*	1*	4	10	14	18
TOTAL	7	7	14	23	28	39
B. **Représentation des entreprises de presse**						
Presse écrite	5	5	6	4	4	6
Radio et télévision	1*	1*	3	5	4	10
TOTAL	6	6	9	9	8	16
C. **Genres de bureaux**						
Quotidiens ne comptant qu'une personne	4	4	4	2	1	3
Services de nouvelles et de dépêches	1*	1*	1	1	1	3
D. **Bureau le plus important**			*Leader-Post* de Regina**			
Membres du personnel	2	2	5	5	9	11

*Partagé par plusieurs entreprises.
**Le *Leader-Post* de Regina, pour toute la période.

Tableau 5

*Effectif de la tribune de la presse à l'Assemblée législative du Manitoba, 1960-1981**

	1960	1965	1970	1975	1981
A. **Membres individuels**					
Presse écrite	12	12	10	12	9
Radio et télévision	2	6	11	9	10
TOTAL	14	18	21	21	19
B. **Représentation des entreprises de presse**					
Presse écrite	6	5	4	4	5
Radio et télévision	2	5	6	6	10
TOTAL	8	10	10	10	15
C. **Genres de bureaux**					
Quotidiens ne comptant qu'une personne	4	3	2	2	4
Services de nouvelles et de dépêches	3	2	2	2	3
D. **Bureaux les plus importants**	Free Press** Trib.***	Free Press	Free Press	Free Press	Free Press
Membres du personnel	4	5	4	6	4

*Données non disponibles pour 1957.
**La *Free Press* de Winnipeg.
***La *Tribune* de Winnipeg.

Tableau 6

Effectif de la tribune de la presse à l'Assemblée législative de l'Ontario, 1951-1981

	1951	1957	1960	1965	1970	1975	1981
A. **Membres individuels**							
Presse écrite	4	15	18	25	21	34	28
Radio et télévision	0	0	4	13	13	16	17
TOTAL	4	15	22	38	34	50	45
B. **Représentation des entreprises de presse**							
Presse écrite	4	9	11	16	13	23	16
Radio et télévision	0	0	4	10	10	13	13
TOTAL	4	9	15	26	23	36	29
C. **Genres de bureaux**							
Quotidiens ne comptant qu'une personne	2	6	8	12	9	17	10
Services de nouvelles et de dépêches*	1	3	2	4	2	6	5
Membres individuels	1	3	2	5	3	10	9
Pigistes	1	0	1	0	2	0	1
D. **Bureaux les plus importants**	—	Gl.**	Gl. Star***	Gl.	Gl.	Star	Gl.
Membres du personnel		4	3	4	3	5	4

*Ne comprend pas les réseaux de télévision.
**Le *Globe and Mail* de Toronto.
***Le *Star* de Toronto.
Sources : Matthews' List et, pour 1951, l'annuaire du gouvernement de l'Ontario.

Tableau 7

Effectif de la tribune de la presse à l'Assemblée nationale du Québec, 1957-1981

	1957	1960	1965	1970	1975	1981
A. **Membres individuels**						
Presse écrite	17	19	32	32	39	47
Radio et télévision	0	1	6	14	24	55
TOTAL	17	20	38	46	63	102
B. **Représentation des entreprises de presse**						
Presse écrite	16	16	15	19	19	15
Radio et télévision	0	1	6	10	12	16
TOTAL	16	17	21	29	31	31

Tableau 7 (suite)

Effectif de la tribune de la presse à l'Assemblée nationale du Québec, 1957-1981

	1957	1960	1965	1970	1975	1981
C. **Genres de bureaux**						
Quotidiens ne comptant qu'une personne	15	13	9	14	10	7
Services de nouvelles et de dépêches*	2	2	3	4	6	6
D. **Bureaux les plus importants**	L'Action Catho-lique	Star** Le Soleil	La Presse	PC*** et R.-C.****	PC et R.-C.	R.-C.
Membre du personnel	2	2	5	4	5	25

*Ne comprend pas les réseaux de télévision.
**Le *Star* de Montréal
***La Presse canadienne.
****Service français de Radio-Canada.

Tableau 8

Effectif de la tribune de la presse à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, 1960-1981

	1960*	1965*	1970	1975	1981
A. **Membres individuels**					
Presse écrite	5	4	8	6	7
Radio et télévision	0	2	8	7	8
TOTAL	5	6	16	13	15
B. **Représentation des entreprises de presse**					
Presse écrite	5	4	5	4	5
Radio et télévision	0	2	5	7	7
TOTAL	5	6	10	11	12
C. **Genres de bureaux**					
Quotidiens ne comptant qu'une personne	5	6	4	4	4
Services de nouvelles et de dépêches	1	1	1	1	1
D. **Bureaux les plus importants**	—	—	R.-C.**	Tel-Jour.***	Tel-Jour.
Membres du personnel			3	2	2

(Données non disponibles pour 1957.)
*Pas de membres permanents.
**Bureau combinant les réseaux radio et télé de Radio-Canada.
***Le *Telegraph-Journal* de Saint-Jean.

Tableau 9

Effectif de la tribune de la presse à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Ecosse, 1960-1981

	1960*	1965	1970	1975	1981
A. **Membres individuels**					
Presse écrite	3	5	5	9	7
Radio et télévision	0	2	4	12	15
TOTAL	3	7	9	21	22
B. **Représentation des entreprises de presse**					
Presse écrite	3	5	4	8	6
Radio et télévision	0	2	4	7	10
TOTAL	3	7	8	15	16
C. **Genres de bureaux**					
Quotidiens ne comptant qu'une personne	1	5	3	7	5
Services de nouvelles et de dépêches	2	2	2	2	4
D. **Bureaux les plus importants**	—	—	C-H**	CJCH	R.-C.
Membres du personnel			2	3	3 plus 2***

(Données non disponibles pour 1957.)
*Pas de membres permanents.
**Le *Chronicle-Herald* de Halifax.
***Trois membres à temps plein, deux membres à temps partiel.

Tableau 10

Effectif de la tribune de la presse à l'Assemblée législative de l'Ile du Prince-Edouard, 1957-1981

	1957*	1960*	1965*	1970	1975	1981
A. **Membres individuels**						
Presse écrite	2	2	3	7	8	5
Radio et télévision	0	0	1	2	5	6
TOTAL	2	2	4	9	13	11
B. **Représentation des entreprises de presse**						
Presse écrite	2	2	3	4	4	3
Radio et télévision	0	0	1	2	4	6
TOTAL	2	2	4	6	8	9
C. **Genres de bureaux**						
Quotidiens ne comptant qu'une personne	n.d.**	n.d.	1	2	2	1
Services de nouvelles et de dépêches	n.d.	n.d.	1	1	1	2

Tableau 10 (suite)

Effectif de la tribune de la presse à l'Assemblée législative de l'Ile du Prince-Edouard, 1957-1981

	1957*	1960*	1965*	1970	1975	1981
D. **Bureaux les plus importants**	n.d.	n.d.	n.d	Guar.***	Guard.	Guard. Journ. Pioneer****
Membres du personnel				3	4	2 ch.

*Pas de membres permanents.
**Non disponible.
***Le *Guardian* de Charlottetown.
****Le *Journal-Pioneer* de Summerside.

Tableau 11

*Effectif de la tribune de la presse à l'Assemblée législative de Terre-Neuve, 1960-1981**

	1960	1965	1970	1975	1981
A. **Membres individuels***					
Presse écrite	6	5	7	7	12
Radio et télévision	6	10	13	7	10**
TOTAL	12	15	20	14	22
B. **Représentation des entreprises de presse****					
Presse écrite	4	4	3	3	3
Radio et télévision	3	6	3	3	7
TOTAL	7	10	6	6	10
C. **Genres de bureaux**					
Quotidiens ne comptant qu'une personne	2	3	0	0	0
Services de nouvelles de dépêches	1	1	1	1	1
D. **Bureaux les plus importants**	Daily News	Plu-sieurs	Eve. Tel.*** et CJON	Eve. Tel. et R.-C.	
Membres du personnel	3	2	4	4	32

*Données non disponibles pour 1957.
**Estimation.
***L'*Evening Telegram* de Saint-Jean.

5
Le cas spécial des élections

Plusieurs des éléments-clés de la couverture des affaires publiques sont mis en lumière lors des campagnes électorales. De fait, les campagnes électorales nationales contemporaines sont essentiellement des exercices des média de masse au cours desquels les partis politiques se livrent concurrence pour attirer l'attention et recueillir des commentaires et une couverture favorables. Les entreprises de presse prennent généralement les élections fédérales et provinciales au sérieux et les agences les plus importantes consacrent des ressources considérables à leur couverture. Dans le présent chapitre, nous nous fondons sur notre propre recherche comme sur des études antérieures pour examiner la couverture des élections et les commentaires touchant les trois paliers de gouvernement. Etant donné l'ampleur du sujet, nous avons tenté de nous concentrer sur quelques préoccupations fondamentales, c'est-à-dire les effets de la télévision sur la couverture des nouvelles, l'influence réciproque de la télévision, des quotidiens et des politiciens sur l'établissement de l'ordre du jour lors des campagnes électorales, les répercussions de la propriété et de la concurrence sur la couverture et le commentaire et la mesure dans laquelle on réussit à satisfaire aux besoins des citoyens en matière d'information.

1. Influence des quotidiens sur les élections

Comme nous le mentionnions dans le premier chapitre, le rôle central des quotidiens en période électorale est chose du passé. Le déclin de la presse partisane s'est accompagné de l'érosion des liens entre les quotidiens et les partis politiques. Avec l'essor de la radio et de la télévision sont apparues la gratuité du temps d'antenne et la publicité politique payante (subventionnée depuis par le Trésor lors des élections fédérales et de certaines élections provinciales). Les partis sont devenus moins dépendants des quotidiens et accordent une attention moindre aux préférences de ces derniers en matière de politique. Les stratèges des partis en sont venus à compter principalement sur la radio et la télévision, à la fois parce qu'ils estiment pouvoir les influencer plus facilement et parce que leur recherche a montré que la radio et, surtout, la télévision sont des moyens plus efficaces d'atteindre les électeurs indécis. Les appuis affichés dans les éditoriaux — qui furent déjà une bonne indication du

déroulement des campagnes — ont cessé d'être pris au sérieux (sauf dans des cas surprises, comme l'appui du Nouveau parti démocratique par le *Star* de Toronto en 1979). Leur influence a nettement diminué. Lors des élections fédérales de 1974, par exemple, les trois quotidiens de Toronto ont appuyé les Conservateurs, mais les Libéraux ont remporté presque tous les sièges dans la région métropolitaine. Cette situation semble tenir plus à la faible influence des journaux qu'aux répercussions du rejet des quotidiens par les politiciens. On peut dire qu'il en fut de même lors de l'élection provinciale au Québec en 1976: les principaux quotidiens favorisaient les Libéraux, mais le Parti Québécois l'a remporté. (Blais et Crête, 1981 a) L'étude sur les élections ontariennes de 1977 a révélé que près des deux tiers des électeurs interviewés n'avaient aucune idée du parti appuyé par leur journal local, s'il en était. Parmi ceux qui croyaient le savoir, un assez bon nombre s'est trompé. Comme le disait le Comité Davey il y a dix ans: «L'époque est révolue où les journaux pouvaient déterminer l'issue d'une élection.» (Comité du Sénat, 1970, p. 9) De nos jours, peu de quotidiens s'y essaient. Si les appuis avoués ont quelque influence, c'est sur le moral des militants et la légitimité des candidats (sauf lors des élections municipales, comme nous le disions au chapitre 2).

En réalité, l'influence de toute forme de commentaire ou de couverture des élections sur les décisions de vote est discutable. Les études des votes montrent que relativement peu d'électeurs passent d'un parti à un autre au cours d'une campagne électorale et que les média de masse n'en influencent que quelques-uns. Les décisions de vote semblent être fonction de facteurs si nombreux que les recherchistes ont eu quelque difficulté à évaluer l'influence des média. L'étude la plus poussée parue au Canada, à ce jour, n'a permis de déceler aucun rapport notable entre l'attention que les citoyens accordaient à la couverture des campagnes électorales et leur passage d'un parti à un autre, entre les élections fédérales de 1972 et 1974. (Clarke *et al.*, 1979, p. 290) Les recherchistes sont cependant convenus que les entreprises de presse peuvent, par leur choix et leur présentation des nouvelles, renforcer les décisions de vote, aider à façonner l'image des chefs et des partis et influencer le choix des plates-formes électorales et le ton de la campagne, de façon à profiter à un parti ou à un autre. (Stokes dans Butler, 1981, pp. 279-281) En outre, les grandes entreprises de presse jouent bien sûr un rôle important puisqu'elles discernent les candidats sérieux, proclament les vainqueurs des débats des chefs, définissent les critères d'évaluation de la campagne (y compris ce qui constitue une erreur), révisent les stratégies des partis, etc. A longue échéance, la couverture des nouvelles agit sur les espoirs que les citoyens mettent dans les campagnes électorales et l'importance qu'ils leur accordent. Etant donné les résultats serrés de nombre d'élections, surtout lorsqu'il y a trois partis en lice, la couverture des média peut fort bien avoir une incidence sur l'issue des élections, en influençant la fréquence des assemblées et les électeurs qui cherchent conseil (par exemple, les nouveaux électeurs, les votants délaissant leurs allégeances antérieures et ceux que la politique intéresse peu). L'étude de l'élection nationale de 1974 a montré que moins de 40 pour cent des électeurs canadiens entretiennent des liens solides et stables avec les partis et que 45 pour cent ont arrêté leur choix durant la campagne (63 pour cent d'entre eux ont changé de parti). (Clarke *et al.*, 1979, pp. 276, 280, 306) Interrogés sur les facteurs qui entrent en jeu dans leurs décisions de vote, une proportion considérable des électeurs ontariens ont indiqué que les nouvelles sur les élections parues dans les quotidiens sont importantes

(16 pour cent) ou assez importantes (35 pour cent). Un nombre à peu près égal a mentionné la couverture des nouvelles à la télévision. (Etude sur l'élection ontarienne, 1977) Peut-être parce que la couverture se veut dorénavant impartiale, les électeurs adeptes des média n'ont pas montré de tendance à appuyer un parti en particulier en proportions tellement différentes des autres électeurs. Quoi qu'il en soit, la couverture des nouvelles contribue manifestement à déterminer les connaissances des gens sur les campagnes électorales.

Pour ce qui est de l'information sur les campagnes électorales, la télévision est devenu le médium préféré de la majorité des électeurs. Lors de la campagne fédérale de 1979, par exemple, 52 pour cent des électeurs ont dit obtenir de la télévision la majeure partie de leurs renseignements, alors que 30 pour cent ont indiqué les quotidiens comme principale source d'information. Pour les électeurs plus attentifs à la politique, les quotidiens tendent à être sensiblement privilégiés. (Données tirées des études sur les élections nationales de 1974, 1979 et 1980 réalisées par Clarke *et al.*) L'étude sur les élections en Ontario, en 1977, a révélé qu'un plus grand nombre d'électeurs ont eu recours à la télévision comme source d'information, mais que les quotidiens sont surtout préférés des électeurs bien informés et plus politisés. De fait, les quotidiens continuent d'avoir de l'influence en établissant l'ordre du jour des débats politiques et en présentant une interprétation des événements, à la fois parce qu'ils rejoignent les leaders d'opinion de la société et parce qu'ils influencent les journalistes de la radio et de la télévision.

Cependant, la télévision demeure le médium préféré des stratèges des partis, parce qu'ils estiment qu'elle atteint une plus grande proportion des électeurs indécis. De fait, on considère que les nouvelles télévisées sont importantes parce qu'elles peuvent atteindre les téléspectateurs qui s'intéressent peu à la politique tandis qu'ils regardent la télévision pour d'autres raisons. Les annonces télévisées partent du même principe et les partis consacrent maintenant plus de la moitié de leurs budgets publicitaires à la télévision, pendant leur campagne. Plus de 55 pour cent de toutes les dépenses publicitaires des trois principaux partis sont allées à la télévision, lors de la campagne de 1979. La radio en a recueilli 27 pour cent et la presse écrite, 18 seulement. (Fletcher, 1981, tableau 1) Les stratèges du Parti conservateur nous ont dit qu'ils ont fait un important groupe cible de ces cinq ou six pour cent d'électeurs de la région métropolitaine de Toronto ouverts aux suggestions. Pour la plupart, ces électeurs résident dans des appartements, leurs origines collectives et leurs liens avec les partis sont faibles et ils montrent peu d'intérêt pour les affaires publiques. Les annonces télévisées payantes constituent le moyen le plus efficace de les atteindre. De récentes études de scrutin laissent entendre qu'un nombre croissant d'électeurs, intéressés aux questions du débat, estiment que les quotidiens sont essentiels. Mais ce sont aussi des téléspectateurs, et on ne considère pas qu'ils sont aussi faciles à influencer que les électeurs indécis peu intéressés à la politique. Les quotidiens demeurent une importante source d'information politique, mais ne sont pas perçus comme des moyens de changer les intentions des électeurs.

Sur le plan local, les quotidiens peuvent avoir un effet plus direct sur l'issue d'une élection. Une poignée d'études américaines montrent que l'appui des chroniqueurs et éditorialistes peut influer sur les résultats d'une élection lors de campagnes non partisanes pour lesquelles les électeurs ont peu d'information et n'ont pas d'opinion arrêtée, situation courante dans le cas des élections municipales.

(Gregg, 1965; McClenghan, 1973; Benjamin et Hopkins, 1977 à 1977 b) Dans ce genre d'élections, la familiarité d'un nom peut être critique et toute couverture inhabituelle peut favoriser un candidat ou un autre. En pareil cas, les appuis ont leur importance parce que les électeurs désorientés cherchent à obtenir conseil. C'est donc lors des élections locales, où la concurrence journalistique est moins probable, que les quotidiens exercent l'influence la plus directe. Dans le cas de Vancouver, les électeurs interviewés ont été très clairs là-dessus: (1) près des deux tiers des électeurs faisant partie du sondage ont dit que les quotidiens constituent une source d'information essentielle sur les affaires municipales, alors que 41 pour cent les considèrent très importants, comparativement à 15 pour cent pour qui la télévision est une source d'information très importante. (Kettner, 1977, p. 10); (2) Benjamin et Hopkins (1977 a, p. 51) ont conclu, après une évaluation soigneuse des influences sur les votes pour les postes de conseiller municipal, que les appuis affichés dans les éditoriaux et, spécialement, dans les chroniques à fort tirage, ont eu une incidence considérable sur l'issue de l'élection du conseil municipal en 1976.

2. Pratiques des quotidiens lors de la couverture des campagnes électorales

Lors de notre enquête sur les quotidiens au Canada, nous avons demandé aux rédacteurs en chef de 64 quotidiens de nous décrire leurs pratiques en matière de couverture des campagnes électorales. De toute évidence les rédacteurs en chef ont à choisir entre diverses attitudes relativement courantes. Par exemple, la majorité des journaux présentent un portrait des candidats, une analyse des principales questions, des entrevues avec les candidats et assurent la couverture des réunions électorales de tous les candidats, aux trois paliers de gouvernement. La plupart publient aussi des profils de comtés et des sondages d'opinion publique lors des élections fédérales et provinciales. (Voir le tableau 1.) En général, la couverture est légèrement moins complète dans le cas des élections provinciales, peut-être parce que les dépêches sont moins exhaustives que pour les élections fédérales et que le besoin de personnel est plus grand que lors des élections municipales. Les quotidiens qui n'offrent pas toutes ces formes de couverture sont généralement de très petite envergure; ce sont souvent des quotidiens indépendants qui manquent de ressources. Il est intéressant de noter qu'un plus grand nombre de quotidiens se sont abstenus de tout commentaire éditorial pendant les élections locales que lors des élections fédérales et provinciales. Comme nous le verrons, cet état de choses reflète les préoccupations relatives aux pressions locales. Seuls les journaux à moyen et à fort tirage publient des suppléments sur les élections. La majorité des rédacteurs en chef (73 pour cent) ont dit ne pas avoir utilisé également l'espace dans leurs quotidiens afin d'assurer une couverture équilibrée des campagnes. Ils ont insisté sur le fait que la valeur des nouvelles constitue leur seul critère de couverture. «L'objectivité absolue» se confine presque exclusivement aux quotidiens dont le tirage est inférieur à 50 000. Près de 38 pour cent des petits quotidiens utilisent ce genre de lignes directrices, comparativement à 12 pour cent pour les journaux dont le tirage est supérieur à 50 000 et à zéro pour ceux dont le tirage est de plus de 100 000. Certains rédacteurs en chef soutiennent qu'ils doivent porter scrupuleusement attention à «l'égalité de l'espace», pour éviter d'être accusés de parti pris, alors que d'autres ont prétendu que pareil

critère automatique est «stupide». La propriété ne semble pas entrer en ligne de compte pour ce qui est du respect de principes directeurs du genre.

Quant à la couverture des tournées des chefs, le facteur déterminant est évidemment les ressources disponibles (ou le tirage). Lors de l'élection fédérale de 1980, 15 pour cent seulement des quotidiens ont envoyé du personnel en tournée, bien que plus de la moitié aient réussi à faire couvrir certains événements touchant les chefs de partis par leurs propres journalistes. Les principales différences tiennent au tirage et, au chapitre de la propriété, il n'en est ressorti aucune (voir le tableau 2). Pour ce qui est de la dernière élection provinciale, environ le quart des rédacteurs en chef ont dit assigner des journalistes de leur personnel à la couverture des tournées des chefs. Les petits quotidiens indépendants et ceux qui appartiennent à des chaînes de moindre envergure disposent d'un personnel moins nombreux à assigner à cette couverture. Tous les quotidiens de Southam ont recours soit à son service de nouvelles ou à son personnel. Pour les journaux Thomson, la situation varie selon les provinces. Quelques-uns assignent des journalistes à la couverture et certains sont desservis par TNS. D'autres en sont réduits à compter sur la PC. La raison majeure de ces divers procédés tient évidemment au tirage, c'est-à-dire aux ressources, et à l'engagement des journaux à assurer une couverture complète.

Ce genre de couverture tend à cacher plus de faits qu'il n'en révèle. Par exemple, un bref examen de la couverture des élections ontariennes de 1981 a montré que la couverture des candidats allait d'une courte biographie à un examen approfondi des dossiers et propositions. Ce dernier cas est toutefois des plus rares. Un seul quotidien prépare régulièrement un tableau exposant les points de vue des candidats sur les principales questions, en analysant la documentation de leur campagne. Les différences de couverture sont en partie fonction de la mesure dans laquelle les quotidiens se considèrent d'abord comme des journaux locaux. Généralement, ceux qui adoptent cette position traitent les campagnes provinciales de façon superficielle, à moins qu'elles n'occasionnent un débat intéressant sur le plan local. Certains journaux utilisent presque uniquement les dépêches sans tenter d'explorer l'aspect local de la campagne. L'étendue de la concurrence livrée par les quotidiens métropolitains a aussi quelque effet sur l'orientation de la campagne, mais celle-ci semble tenir pour beaucoup au jugement éditorial.

Un bon nombre de petits quotidiens offrent un avantage particulier aux candidats titulaires en réservant de l'espace pour les rapports des députés fédéraux et provinciaux sur leurs circonscriptions. Quelque 23 quotidiens — dont tous ont un tirage inférieur à 50 000 — ont affirmé agir de la sorte, bien que cinq pour cent seulement aient offert l'espace requis pour une chronique régulière. Un seul quotidien imprime de six à huit rapports du genre par mois. La pratique est tellement répandue que plus de la moitié des quotidiens de la catégorie de tirage de moins de 50 000 l'ont autorisée. La majorité des rédacteurs en chef ont souligné que les reportages de cette sorte sont supprimés durant les campagnes électorales, mais plus de la moitié des journaux ayant participé à l'enquête offrent de l'espace à tous les candidats lors des élections fédérales et provinciales. (Certains opposants, dans une des campagnes municipales que nous avons étudiées, ont prétendu que le quotidien local leur avait refusé toute couverture afin de les forcer à acheter de l'espace publicitaire.)

3. Appuis éditoriaux

L'appui de candidats politiques dans les éditoriaux et chroniques des quotidiens fut longtemps l'objet de discussion, surtout parmi les candidats défaits. En effet, on a laissé entendre que les limites imposées aux éditoriaux présentés à la radio et à la télévision dans nombre de pays résultent, de fait, des pressions des politiciens actifs. (Smith, 1981, p. 176 *sqq.*) Ces dernières années, la question des appuis est devenue encore plus controversée, avec le déclin de la presse partisane et l'augmentation des villes ne comptant qu'un quotidien. Les candidats, surtout lors des élections locales, estiment, non sans raison, que la préférence avouée des quotidiens peut avoir une influence cruciale sur leurs chances d'être élus et il semble que nombre d'entre eux pensent que les quotidiens monopolistes devraient s'abstenir d'afficher leur appui. Ils prétendent que les quotidiens devraient être des moyens de communications qui présentent de l'information et une vaste gamme d'opinions, mais sans adopter de position officielle. Selon certains candidats, les éditorialistes accordent leur protection sans mûres réflexions et recherches convenables, donnant ainsi trop de pouvoir à quelques journalistes. (Ces arguments ont été avancés dans des mémoires soumis à la Commission.)

Afin d'examiner l'étendue des préférences avouées et les philosophies qui les sous-tendent, nous avons posé toute une série de questions relatives aux orientations politiques et aux pratiques en la matière aux rédacteurs en chef faisant l'objet de notre enquête. Nous avons en outre examiné un échantillon des appuis parus dans les éditoriaux et commandé une analyse spéciale des données sur les éditoriaux lors de l'élection fédérale de 1979.

Les motifs invoqués par les rédacteurs en chef pour justifier leur appui à un parti ou leur refus peuvent se réduire à quelques thèmes fondamentaux. La raison la plus communément citée à la décharge des appuis accordés à un parti ou à un candidat est que les quotidiens se doivent de faire fonction de leaders d'opinion au

Tableau 1

Pratiques relatives à la couverture des élections, par catégorie de tirage, 1981

	% des quotidiens en faisant un usage régulier		
Pratique	**Municipal**	**Provincial**	**Fédéral**
Couverture de toutes les réunions des candidats	90	75	88
Portraits des candidats	95	88	100
Analyses des questions-clés	92	88	88
Sondages d'opinion publique	48*	75	84
Soumissions des candidats (réponses aux questionnaires; déclarations)	82	56	46
Entrevues avec les candidats	82	83	84
Profils des circonscriptions	—	80	80
No.			64

*Les sondages lors de réunions y compris.

Tableau 2

Couverture des tournées des chefs, lors des dernières élections fédérales et provinciales

Tirage quotidien moyen	% des quotidiens disposant de rédacteurs assignés aux tournées des chefs	de quelques journalistes couvrant l'activité des chefs	de services de dépêches seulement	No.
A. **Elections fédérales**				
Inférieur à 100 000	8	63	29*	52
100 000 et plus	42	58	0	12
B. **Elections provinciales**				
Inférieur à 100 000	13	64	23	52
100 000 et plus	64	36	0	12

*Pour les quotidiens ayant un tirage inférieur à 25 000 : 38%.

sein de leur collectivité. Presque aussi générale est la déclaration selon laquelle il n'y a pas de bonnes raisons de ne pas le faire, qu'il s'agit en réalité de l'opinion du journal et que personne n'est tenu d'y prêter attention. Quelques rédacteurs en chef ont simplement parlé de tradition.

Pour légitimer l'abstention, par ailleurs, on soutient que tout quotidien devrait être impartial lors d'une élection et qu'on devrait laisser aux citoyens le soin de former leur propre opinion. Un bon nombre de rédacteurs en chef nous ont dit que l'appui d'un quotidien monopoliste est injuste. Un petit quotidien des Maritimes a retiré le sien lorsque son concurrent a fermé ses portes, nous a dit son rédacteur en chef, soulignant que chaque journal avait une affiliation traditionnelle avec un parti. La seule autre réponse généralisée que nous ayons eu a trait à l'hostilité des lecteurs à l'égard des appuis. Comme l'indiquait un rédacteur en chef d'un petit quotidien de la Colombie-Britannique: «Nous avons un petit journal et la politique municipale ici est acharnée et exigeante [. . .]. Nos lecteurs nous considèrent sans parti pris. Les gens n'acceptent pas qu'un petit quotidien fasse montre de partialité [. . .].» Un autre rédacteur en chef souligne: «Il est difficile de faire face aux gens quand on affiche ses allégeances.» Un autre encore a invoqué le manque de compétence pour justifier son refus et un dernier a déclaré qu'il ne servait à rien d'appuyer un parti parce que cela était sans effet.

Selon toute apparence, la concurrence constitue le facteur déterminant pour ce qui est de la politique relative à la partialité. Les journaux qui ne se livrent pas concurrence sont plus enclins à refuser leur appui que les journaux rivaux (voir le tableau 3). Dans les villes ne comptant qu'un quotidien, les journaux avouent leurs préférences lors des élections fédérales et provinciales, mais non municipales. Ils prétendent que les autres quotidiens offrant des perspectives diverses sur la politique provinciale et nationale circulent dans leur région et qu'ils sont monopolistes uniquement en ce qui a trait aux affaires locales. C'est la position qu'a adoptée la *Free Press* de London, dont le rédacteur en chef nous a déclaré: «Nous publions le

seul journal de la ville, nous ne voulons donc pas, à ce titre, appuyer [de candidats locaux]. Qui aidera les autres candidats qui n'ont pas gagné d'adeptes? Nous soutenons les partis provinciaux et certains arguments ou questions en particulier, mais non les candidats.»

Pour ce qui est des raisons déterminant le consentement de préférences, les quotidiens non concurrentiels sont plus portés que les journaux rivaux à justifier leur appui par le devoir qui leur incombe de diriger l'opinion de la collectivité. Les rédacteurs en chef des journaux concurrentiels prônent que tout quotidien a le droit d'exprimer son opinion. L'argument selon lequel les allégeances avouées font naître l'hostilité des lecteurs a été avancée presque exclusivement par les rédacteurs en chef de petits quotidiens monopolistes.

Il apparaît que l'appui des chroniqueurs est rare, surtout sur le plan local. Lors de la dernière élection municipale, seuls 22 quotidiens (34 pour cent) ont rapporté qu'ils ont fait état de leurs préférences dans leurs éditoriaux et huit seulement se sont souvenu de celles d'un chroniqueur. Ce genre de patronage a le plus souvent lieu lors des courses à la mairie, bien que les conseils municipaux ou scolaires en bénéficient parfois. Il est rarement arrivé qu'un quotidien ou un chroniqueur s'associe à une liste de candidats ou soutienne ces derniers sur tous les plans. En réalité, l'appui des chroniqueurs consiste fréquemment dans le fait de discerner un ou plusieurs candidats particulièrement valables.

La partialité des chroniqueurs aux paliers fédéral et provincial est exceptionnelle, quoique plusieurs quotidiens aient publié au moins une chronique souscrite à l'appui des Conservateurs lors des élections fédérales de 1980. Quelques quotidiens (petits pour la plupart) ont adopté une politique interdisant tout appui explicite de la part des chroniqueurs et certains d'entre eux ont décidé de ne pas imprimer de chroniques partisanes en 1980. Près de 36 pour cent des quotidiens faisant partie de notre enquête ont déclaré avoir une politique proscrivant les allégeances et 28 pour cent ont dit ne pas se souvenir avoir imprimé de chroniques manifestement en faveur d'un parti.

Dans le cas des journaux qui affichent leur appui dans leurs éditoriaux, il semble que la décision se prenne soit par le rédacteur en chef ou le conseil d'administration, l'éditeur ayant le droit de veto (32 pour cent), ou bien directement par l'éditeur (39 pour cent), parfois en consultation avec le rédacteur en chef. Dans de très rares cas seulement, on a permis aux rédacteurs en chef de prendre la décision sans consulter l'éditeur. Il n'existe aucune différence systématique dans le processus décisionnel, par propriétaire, ce qui nous porte à croire que la préférence de chaque éditeur constitue le facteur déterminant.

Tableau 3

Politique relative aux appuis, par rapport à la concurrence

	% des quotidiens n'accordant pas leur appui			
Situation	**Municipal**	**Provincial**	**Fédéral**	**No.**
Non concurrentielle	64	50	50	44
Concurrentielle	33	25	25	12

Examinant les choses du point de vue du tirage, nous avons constaté qu'il existe parmi les chaînes de nettes différences dans les pratiques à cet égard. Les quotidiens les plus portés à s'abstenir sont ceux qui appartiennent à de petites chaînes comme Sterling et Bowes, et les journaux Quebecor. La neutralité est plus fréquente parmi les quotidiens indépendants à faible tirage et les journaux Thomson que chez d'autres de la même catégorie de tirage. Les quotidiens Southam tendent à patronner les partis de tous les paliers. L'aspect peut-être le plus intéressant à remarquer ici est cette absence d'uniformité au sein de quelque grande chaîne que ce soit (voir le tableau 4). Les tendances qui y sont soulignées peuvent traduire les préférences des chaînes, probablement communiquées de façon informelle aux organismes. Mais il est possible qu'elles soient le reflet du genre de collectivités dans lesquelles les divers organismes fonctionnent, ou encore celui des préférences du personnel qu'ils emploient.

Tableau 4

Pratiques relatives aux appuis éditoriaux, selon la taille des chaînes et les catégories de tirage : nombre et pourcentage des quotidiens refusant leur appui

Propriétaire	Tirage inférieur à 100 000		Tirage de 100 000 et plus		Total		Nombre de quotidiens ayant répondu au sondage
	No	%*	No	%*	No	%*	
A. **Elections municipales**							
Indépendant	6	46	2	50	8	47	17
Southam	2	33	1	14	3	23	13
Thomson	7	58	0	0	7	47	15
Autres chaînes	9	82	4	80	13	81	16
	24	57	7	37	31	51	61
B. **Elections provinciales**							
Indépendant	5	45	1	25	6	40	15
Southam	1	17	1	17	2	17	12
Thomson	6	50	0	0	6	38	16
Autres chaînes	10	91	1	50	11	85	13
	22	55	3	19	25	45	56
C. **Elections fédérales**							
Indépendant	4	31	1	25	5	29	17
Southam	3	50	1	14	4	31	13
Thomson	7	58	0	0	7	44	16
Autres chaînes	9	69	1	50	10	67	50
	23	52	3	18	26	43	61

*Pourcentage établi sur le nombre de quotidiens de cette catégorie ayant répondu au sondage.

Le fait que les quotidiens soient plus réticents à l'idée du patronage lors des élections locales qu'à l'occasion des élections provinciales et fédérales semble refléter non seulement une certaine préoccupation des conséquences sociales et commerciales des appuis locaux, mais aussi le sentiment qu'ils sont injustes en situation de monopole. Cette différence est particulièrement évidente dans les quotidiens à fort tirage, peu d'entre eux refusant leur protection aux paliers fédéral et provincial. Parmi les petits journaux, la politique est plus cohérente d'un palier de gouvernement à un autre. Un rédacteur en chef s'est dit d'avis que les quotidiens des petites villes ont le devoir de tenir le rôle d'une opposition loyale pour ce qui est de la politique municipale, surtout lorsqu'une petite clique dirige la ville. Il a fait remarquer que les politiciens locaux sont souvent très sensibles aux pressions et que, d'après son expérience, la propriété des chaînes a aidé à soustraire les rédacteurs en chef aux pressions exercées par le pouvoir local.

Même en ce qui concerne le patronage d'un parti politique en particulier, rien n'indique que les chaînes exercent une influence ou dictent une orientation centrale à cet égard. Des études sur les appuis éditoriaux lors des élections fédérales de 1972, 1974 et 1979 ont révélé que les journaux membres de chaînes n'assurent pas une couverture plus homogène que les quotidiens indépendants. En 1974 et en 1979, les quotidiens de Southam et de FP, par exemple, se divisaient au sein de chacun des groupes, entre les Libéraux et les Conservateurs. En 1980, évidemment, seuls quatre quotidiens du pays — et deux grands uniquement — ont appuyé les Libéraux. On sait que de tout temps, le NPD ne fut soutenu que par quatre quotidiens canadiens. De ce nombre, deux appartenaient à des chaînes (l'un à Southam et l'autre à FP) et deux des quotidiens étaient indépendants. En outre, les études menées par le groupe de l'Université de Windsor ont montré que la propriété n'a pas d'effets uniformes sur les thèmes exposés dans les éditoriaux. Une analyse soignée de la couverture des élections de 1979 n'a pas révélé de différence notable dans l'attention accordée aux partis ou à des questions particulières dans les articles en première page, les éditoriaux ou les articles de fond. (Soderlund *et al.*, 1981) Même si des chaînes propriétaires d'hebdomadaires, comme le groupe Inland d'Ontario, ont invariablement favorisé les candidats d'un parti donné, la majorité des quotidiens semblent ne pas entretenir de relations partisanes ou simplement cultiver de très faibles liens avec les partis. Le groupe Inland fut récemment acheté par une filiale de la société Torstar qui possède aussi le *Star* de Toronto. Le changement de propriété pourrait éventuellement modifier les pratiques en matière d'appui.

Le seul cas que nous ayons rencontré d'une ingérence directe de la part de la haute administration d'un journal, en matière d'éditorial, fut lors du référendum québécois. Le fait que trois des quatre journaux de Power Corporation aient appuyé le «non» (seuls grands quotidiens de langue française à le faire), alors que le quatrième est demeuré neutre, n'est pas fortuit. On a affirmé à nos recherchistes au Québec que Paul Desmarais lui-même avait donné des instructions précises selon lesquelles tout commentaire éditorial à l'appui du «oui» serait inacceptable, bien qu'il ait autorisé la neutralité. Dans son témoignage devant la Commission, M. Desmarais a fait remarquer que, dans la presse francophone, les éditoriaux des quotidiens sont des contributions personnelles, signées par l'auteur, et que les éditeurs ne peuvent donc pas insister pour qu'on adopte une position particulière dans les éditoriaux. La pratique n'empêche pas, de toute évidence, d'interdire une prise de position donnée

dans les éditoriaux. D'autres quotidiens québécois sont soit demeurés neutres ou, comme dans le cas du *Devoir*, ont publié des éditoriaux portant sur les deux côtés d'une question, pratique qui pourrait grandement contribuer à calmer les préoccupations relatives à la partialité, ou, du moins, à favoriser la diversité des perspectives.

Même si plusieurs analyses de contenu sur une petite échelle ont montré qu'il existe une relation entre les appuis éditoriaux et la partialité dans la couverture des nouvelles, il ne semble pas que la contamination ait été très grave ces dernières années. De fait, étant donné la nature subjective des analyses de contenu, il est possible que le parti pris remarqué parfois soit dû à l'interprétation de l'analyste. Il se peut, cependant, que les journalistes et chefs de pupitre réagissent au phénomène de façon subconsciente. En général, il appert que les parti pris sont loin d'être flagrants, sauf lors de certaines élections locales. (Nous faisons état d'un cas précis plus loin.) Des études de la presse francophone au Québec n'ont pu montrer l'existence d'un parti pris systématique dans la couverture des nouvelles, en fonction de l'orientation des préférences éditoriales, mais on a accusé la *Gazette* de Montréal de partialité dans sa couverture des nouvelles. (Blais et Crête, 1981 a)

4. Tendances de la couverture des nouvelles lors des élections fédérales

(i) La prédominance de la télévision

Les observateurs comme les gens du métier — les politiciens, les critiques, les universitaires, les journalistes de la télévision et spécialement les journalistes de la presse écrite — sont unanimes à reconnaître la prédominance de la télévision lors des deux dernières élections fédérales. Froissés d'avoir été qualifiés «d'accessoires de la presse écrite», en 1979, par les caméramen de la télévision, les journalistes de la presse écrite ont accepté le fait que la télévision est le médium prioritaire des politiciens et que c'est le souci d'obtenir la couverture de la télévision qui détermine le scénario pour les trois partis.

Tous les partis fédéraux ont en effet reconnu que la télévision est au centre même de leur stratégie politique. En 1980, les stratèges du Parti libéral furent assez osés pour déclarer qu'ils n'avaient cure de ce que la presse diffusait tant et aussi longtemps qu'ils (et Joe Clark, puisqu'ils considéraient sa présence à l'écran utile aux Libéraux) faisaient également et régulièrement l'objet de la couverture des nouvelles à la télévision. Bien entendu, le fait que les éditoriaux et les chroniques souscrites aient été presque unanimes pour s'opposer aux Libéraux a pu influencer leur situation. Les principaux rédacteurs des trois partis commençaient chacun leur journée, durant la campagne, par une revue des extraits des nouvelles télévisées la veille au soir afin d'évaluer les changements possibles dans les scénarios. Par ailleurs, les chefs de partis ont accordé plus d'entrevues à la radio et à la télévision qu'à la presse lors des deux campagnes. Leurs horaires étaient remplis d'événements couverts par les média de façon à permettre des prises de photos essentielles. En réalité, dans leur couverture des élections de 1979, les quotidiens ont constamment fait allusion (avec un mépris remarquable) à la mise en scène des événements pour la télévision.

Parce que, dans l'esprit des stratèges politiques, la couverture de la télévision est prioritaire, ce médium prend un importance accrue en établissant l'ordre du jour du débat politique durant les campagnes, même pour les quotidiens. Les questions, attitudes, perspectives et même la répartition des horaires d'une campagne sont dictées par la structure, les formules et les besoins de la télévision. Presque toutes les grande entreprises de presse (ou nationales) et les agences de presse tendent à concentrer leur couverture sur les campagnes nationales. Ces dernières étant conçues pour la télévision, les journalistes de la presse écrite, comme ceux de la télévision, sont soumis à l'ascendant des politiciens. Il y a peu de différence entre la presse écrite et les média électroniques pour ce qui est de mettre l'accent sur la couverture des chefs de partis, les exigences des dépêches quotidiennes, la nécessité de produire des articles équivalant aux dépêches de la PC et la couverture des mêmes sujets. Les quotidiens présentent plus d'analyses, d'articles de fond et, surtout, plus d'applications des événements aux situations locales, mais les similitudes des sujets couverts en priorité par les divers média dépassent de loin les différences. Lors des deux élections, la couverture des quotidiens a mis en relief le leadership, la personnalité des candidats, la lutte qu'ils se sont livrée et le pittoresque de l'action en coulisses. Tous ces aspects représentent les thèmes qui s'adaptent le mieux à la télévision et constituent les préceptes d'une commercialisation de masse de consommation facile.

Plusieurs études (Gilsdorf, 1981; Romanow, 1981) ont montré que le leadership est le sujet le plus fréquemment exploité dans les nouvelles, tant par la télévision que par les quotidiens. Gilsdorf a constaté que 44 pour cent des sujets traités au tout début des bulletins de nouvelles télévisés, en 1979, concernaient le leadership (comme ce fut le principal sujet de 19 pour cent des quotidiens). Il a aussi remarqué que le sujet le plus courant dans les deux média portait sur l'action en coulisses et les stratégies. Les questions concrètes de l'économie, de l'énergie et de la confédération venaient loin derrière.

Le fait que la télévision soit particulièrement susceptible d'être exploitée par les stratèges politiques constitue un des problèmes auxquels les journalistes sérieux doivent faire face. Les quotidiens ont une plus grande capacité de résister à l'ordre du jour des politiciens — ou du moins de le compléter —, mais les données disponibles pour les campagnes de 1979 et de 1980 confirment que seuls quelques grands quotidiens sont en mesure de le faire. A la télévision, il est possible d'exploiter les heures de tombée, comme cela s'est vu en 1974, alors que la stratégie du Parti libéral fut de rendre publiques les déclarations sur les principales questions juste avant l'heure de tombée, rendant ainsi toute analyse virtuellement impossible. (Fletcher, 1975, p. 253 *sqq.*) Les principes directeurs d'équité et d'équilibre à la télévision sont tout particulièrement susceptibles d'exploitation. En 1980, le Parti libéral avait comme stratégie de s'en tenir à la diffusion du simple message du gouvernement conservateur sur «la taxe de 18¢ sur l'essence». Le Premier ministre devait, quant à lui, «se tenir coi», pour reprendre les termes du sénateur Keith Davey. En organisant une apparition de Trudeau par jour à la télévision, dans diverses régions du pays, sur un seul thème fondamental, les Libéraux ont réussi à faire répéter, chaque soir, un simple message pendant la même période de temps que ce que les stations ont accordé à la campagne beaucoup plus active et étoffée de Joe Clark. Malgré le désavœu général des rédacteurs en chef des quotidiens au sujet du recours à cette sorte de lignes directrices, le rédacteur du *Globe and Mail* assigné à la couverture des élections a admis avoir subi des pressions exigeant de lui un

traitement équilibré de la campagne, même si, à son avis, les Libéraux n'apportaient rien de nouveau ou de différent qui eut pu justifier une couverture égale à celle dont les Conservateurs ont bénéficié. Tous les quotidiens qui s'étaient engagés à assurer une couverture complète des chefs se sont aussi donné la main pour créer l'impression que les Libéraux avaient mené une campagne nationale active en 1980. Plusieurs journalistes ont déploré l'inaccessibilité de Trudeau, mais peu ont tenté de combler les lacunes de la campagne libérale en se référant aux dossiers du parti pour l'époque où il était au pouvoir. Les quotidiens ont, pour la plupart, accepté les périodes de références dictées par la télévision.

Le principal résultat de la concentration sur les tournées des chefs durant les campagnes électorales est qu'elle permet aux partis de régler l'ordre du jour de la campagne. En donnant aux journalistes de la télévision le genre de reportages dont ils ont besoin, les partis réussissent à lancer leurs slogans. La forme que prend alors la couverture offre peu de possibilités au parti qui désire mettre en relief un autre porte-parole que le leader ou communiquer un message complexe ou subtil. Les quotidiens conviennent mieux à la réalisation de ce dernier dessein, mais furent trop occupés à couvrir les campagnes à la télévision, en 1979 et en 1980, pour le faire.

La réaction commune des média à la manipulation partisane, en 1979 et en 1980, ne fut pas tant d'ignorer ou de diminuer les campagnes des chefs que de les critiquer, en commentant leur stratégie ou leur comportement. Ce sujet s'est classé au second rang — après la «question du leadership» — dans plusieurs analyses du contenu de la campagne. Il s'agit en somme de la contribution des journalistes à l'établissement de l'ordre du jour du débat public, et de tels commentaires n'informent en rien les citoyens sur l'essentiel des différences entre les partis ou les principales questions qui se posent au pays. Quelques-unes des entreprises de presse nationales (telles que Radio-Canada, le *Star* de Toronto, *La Presse*, le *Globe and Mail* et quelques autres) ont pris un certain recul pour explorer les grandes questions et les positions des partis. La PC a aussi fait des efforts en ce sens. La majorité des rédacteurs en chef ont cependant continué à accorder la priorité à la couverture des tournées au jour le jour.

Des études sur les élections fédérales de 1974 et de 1979 ont révélé que la prédominance des réseaux de télévision et des agences de presse a donné lieu à une couverture homogène et centralisée. On peut attribuer cette forme de couverture à l'influence des média nationaux, surtout à celle des réseaux de télévision et des quotidiens de Montréal et de Toronto. Le fait que la couverture soit axée sur l'Ontario reflète non seulement l'influence des entreprises de presse situées en Ontario, mais aussi l'importance capitale du revirement des circonscriptions ontariennes lors des deux campagnes. En 1979, par exemple, 60 pour cent de toutes les nouvelles en première page des quotidiens que nous avons examinés provenaient de cette province. Seuls certains quotidiens de l'Ouest ont publié un plus grand nombre d'articles de leur région que la précédente, et cela dans une très faible proportion. (Fletcher, 1981) Lorsque les nouvelles étaient d'origine locale ou régionale, on leur accordait moins d'importance qu'aux nouvelles nationales (c'est-à-dire de l'Ontario).

Fait surprenant, les grandes circonscriptions les plus actives se situent dans le principal marché des média au Canada anglais, marché où les média se livrent d'ailleurs une âpre concurrence. Est-il possible que la diversité de perspectives qu'on

y trouve ait contribué à la dissolution des affiliations traditionnelles avec les partis et, partant, à l'émergence d'un nombre considérable d'électeurs indécis?

En réalité les quotidiens ont été fortement influencés par la campagne télévisée, laquelle a mis l'accent sur les attaques et contre-attaques des chefs, l'action et le pittoresque des campagnes de même que sur les luttes qui s'y déroulent. Cette influence a donné lieu à la centralisation et l'homogénéisation de la couverture, de sorte que les questions régionales et locales furent négligées, à moins qu'elles n'aient été soulevées dans le cadre d'une course aux nouvelles locales qui en vaille la peine. En général, ces situations permettent aux politiciens d'établir l'ordre du jour, en autant qu'ils respectent les règles du jeu des média. Les campagnes électorales sont conséquemment devenues des concours de slogans et de style.

(ii) L'homogénéisation de la couverture

L'étude du groupe de l'Université de Windsor sur la campagne électorale de 1979 (Soderlund *et al.*, pp. 16-17) a montré une remarquable homogénéité dans les sujets sur lesquels se concentrent les nouvelles et les éditoriaux:

> Contrairement à ce que nous en attendions, le traitement de la campagne électorale de 1979 dans la presse n'a pas semblé varier beaucoup sur les aspects régionaux ou linguistiques, ou encore en ce qui a trait à la propriété. Dans un précédent ouvrage portant sur les réseaux de radio et de télévision, nous avions constaté qu'il existe un ordre du jour commun aux média électroniques, bien qu'avec une certaine variation pour les média de langue française [. . .].

L'uniformité des nouvelles au sein des trois média est remarquable. Pour évaluer la similitude de la couverture par les quotidiens, la télévision et la radio, l'étude a établi une comparaison de la fréquence des sujets mentionnés. Se fondant sur une mesure standard de la similitude des mentions, l'ordre des corrélations établi par Spearman, l'étude a trouvé de très hauts coefficients qui indiquent cette grande similitude: entre les articles en première page des quotidiens et les nouvelles radiodiffusées, la corrélation se chiffrait par + 0,95; entre les articles en première page des quotidiens et les nouvelles télévisées, par + 0,84; entre les nouvelles à la radio et à la télévision, par + 0,72. Les auteurs concluent que «l'ordre du jour national pour toutes les régions et tous les média de masse du pays est de beaucoup plus uniforme que nous — ou qui que ce soit d'autre — ayons pu le supposer».

Il y a quelques explications possibles à l'homogénéité de la couverture. Soderlund et ses collègues en proposent deux: (1) l'influence du «journalisme de meute», facteur qui, selon eux, pourrait entrer en jeu et (2) «la possibilité que, lors des campagnes électorales, ce soit les partis et leurs chefs qui établissent principalement l'ordre du jour que les média sont, dans une large mesure, contraints d'adopter». Bien sûr, la similarité de la couverture traduit d'une certaine façon le fait que les élections fédérales sont devenues un événement national, dont le centre d'intérêt est l'activité des chefs, l'attention qu'on accorde aux porte-parole régionaux des partis et aux candidats locaux étant nettement réduite. Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, cet état de choses reflète la prédominance croissante des nouvelles télévisées et l'adaptation des stratèges de partis aux exigences de la télévison. Il se peut qu'il reflète aussi la dépendance croissante des quotidiens à l'égard des services de nouvelles et agences de presse pour la couverture des campagnes nationales. Comme nous l'avons mentionné, seul un petit pourcentage de

quotidiens assignent leurs propres journalistes à la couverture des tournées des chefs. La majorité compte sur la PC, les services de nouvelles des chaînes comme Southam ou Thomson et sur quelques rédacteurs de chroniques souscrites. Les quotidiens ont néanmoins la liberté, par leur révision et leur choix des dépêches, comme dans leur couverture régionale et locale et dans leurs éditoriaux, de mettre en lumière des questions pertinentes sur le plan local — et d'en amoindrir d'autres — tout en soulevant des problèmes négligés par les chefs de partis. Comme nous l'indiquons au chapitre 6, seuls quelques quotidiens exploitent l'avantage qu'ils détiennent sur la radio et la télévision à cet égard.

(iii) L'influence des sondages

Au cours des dernières années, la couverture électorale a été marquée par les comptes rendus des sondages d'opinion publique, partout au pays, mais surtout au Québec. Lors des campagnes électorales fédérales de 1979 et de 1980, par exemple, il y a eu, dans le premier cas, huit sondages nationaux et, dans le second, dix, ainsi que quantité d'autres sur le plan local. La population du Québec a fait l'objet d'un nombre infini de sondages depuis plusieurs années; la moindre variation de l'opinion publique y a été enregistrée. Il y a eu neuf sondages relatifs au référendum entre le 24 décembre 1979 et le 18 mai 1980. Bien que quelques sondages, surtout ceux qui ont eu lieu entre les élections, aient contribué à la démocratisation du reportage sur les affaires publiques en attirant l'attention sur les préférences du public, la plupart ont servi à accentuer l'aspect concurrentiel des élections. Quoique la majorité des meilleurs sondages contiennent une variété d'informations, les comptes rendus des nouvelles tentent généralement de prévoir les résultats des élections, sans saisir l'occasion d'utiliser ces données pour expliquer les prédilections des électeurs ou explorer les changements dans les préférences pour les questions des débats. Comme le dit l'un des enquêteurs (Frizzell, 1979, pp. 10-11):

> Les quotidiens sont obsédés par l'aspect concurrentiel qui ressort des chiffres mensuels sur le choix des partis. Il semble qu'on discute peu de ces chiffres et de ce qu'ils ne révèlent pas — par exemple, la force de l'engagement des électeurs, la nature de l'hésitation des indécis, le rapport entre les préférences de vote et les attitudes du public à l'égard des chefs et des questions des débats.

La plupart des sondages rendus public sont commandés par de grandes entreprises de presse et distribués par l'une des rares agences de sondage nationales, habituellement Gallup ou CROP. Le *Star* de Toronto et la *Presse* commandent beaucoup de sondages, tout comme Radio-Canada. Gallup fait régulièrement des sondages dont elle vend les résultats aux quotidiens et autres institutions abonnées. Les principales agences de sondage respectent généralement des normes techniques raisonnables, mais les comptes rendus secondaires des résultats prêtent souvent à confusion, surtout à la radio. Dans l'ensemble, les principaux sondages sont assez justes dans leurs prévisions de l'issue des élections (bien qu'en 1980 Gallup ait fait une grossière erreur), mais plusieurs services de nouvelles continuent de présenter des comptes rendus des résultats sans avoir les qualifications requises. Mis à part le fait qu'ils ne fournissent pas d'informations suffisantes sur des questions comme les techniques d'échantillonnage, la taille de l'échantillon et la formulation des questions, leur principal défaut est d'exagérer l'importance des petites différences ou

changements d'un sondage à un autre. Cela a, entre autres choses, pour effet de créer l'impression que les divers sondages sont contradictoires alors qu'en réalité ils abondent généralement dans le même sens. Cette situation peut être attribuable non seulement à l'ignorance, mais encore au désir des média de présenter les élections comme des concours dramatiques.

Jusqu'à présent, on a tenté sans succès de déterminer l'influence des sondages pré-électoraux sur les décisions de vote. Dans le cadre d'une étude de la question, six pour cent des électeurs ont dit être influencés par les sondages (Blais et Crête, 1981 b), mais l'importance de ces réponses est encore mal définie. Des études américaines laissent entendre que l'influence des sondages sur les électeurs est généralement minime et qu'elle comporte des effets contraires tout autant que des effets entraînants. Dans certaines circonstances, comme lors des élections au Québec en 1970, la révélation qu'un troisième parti possède une force insoupçonnée peut influencer les gens ou décider les électeurs à abandonner un parti qui avait peu de chances de gagner. Pourvu que les sondages soient exacts, on peut dire que des résultats semblables augmentent la rationalité des décisions de vote, puisque les sondages fournissent une information que les électeurs peuvent utiliser pour maximiser l'influence de leur vote. Les sondages médiocrement conçus ou ceux qui contiennent des questions délibérément vides de sens constituent, de toute évidence, une menace à la rationalité des votes. En outre, les politiciens sont sensibles aux effets des sondages sur leur réputation et sur le moral de leurs militants. En réaction, on peut bannir les sondages pré-électoraux, comme l'a fait la Colombie-Britannique, ou encore établir des normes techniques pour la conception et le compte rendu des sondages, comme ce fut le cas au Québec à l'occasion d'un sondage controversé en 1978. Des normes furent fixées dans les détails par un comité d'universitaires et ont donné lieu à une amélioration notable des comptes rendus des sondages. (Blais et Crête, 1981 a)

Si l'influence des sondages sur le vote n'est pas encore certaine, leurs effets sur la couverture des campagnes électorales sont clairs. Comme l'indique une étude de la couverture de la campagne électorale fédérale de 1979 (Fletcher, 1981):

> Bien que les nouvelles tirées directement des sondages ne représentent qu'environ cinq pour cent des reportages sur la campagne, les sondages exercent une profonde influence sur la couverture des nouvelles. Les journalistes sont, pour la plupart, d'avides consommateurs de sondages et leurs résultats servent régulièrement à illustrer le contexte des reportages sur les tactiques et points de vue des partis. Les commentateurs fondent leurs prévisions sur ces résultats, comme le font les reportages régionaux. En outre, les résultats des sondages comptent pour la plupart des résumés hebdomadaires des campagnes et des résumés pré-électoraux. Par ailleurs, Radio-Canada et CTV présentent des émissions spéciales sur leurs sondages. La prédominance des sondages a renforcé l'attention accordée aux chefs de partis parce que leurs résultats sont souvent présentés comme une façon de mesurer le succès des campagnes des chefs.

Ainsi, les sondages renforcent la concentration de la couverture sur les chefs de partis.

Les sondages d'envergure sur l'opinion publique sont coûteux. L'usage accru des sondages nationaux est sans aucun doute reliée à l'augmentation des ressources dont

disposent les grands quotidiens et les grandes chaînes. Ils sont trop chers pour les petites entreprises. Le fait que quelques agences de presse d'envergure déterminent ce sur quoi porteront les sondages nationaux d'importance (à l'exception des sondages de routine de Gallup) contribue à la concentration rédactionnelle.

(iv) L'influence des chaînes sur la couverture et le commentaire

Après avoir examiné la couverture des élections et les commentaires parus dans les quotidiens de six chaînes, dont les plus importantes, les auteurs d'une récente étude (Soderlund *et al.*, 1981, p. 16) concluent:

> [. . .] il ne semble pas que la propriété soit un très bon point de départ pour prévoir la quantité et le genre de couverture que recevront les partis ou les plates-formes électorales. [. . .] Il est possible de déceler certaines variations d'une chaîne à une autre, notamment en ce qui a trait aux séries connexes de questions abordées dans les plates-formes électorales. Mais, dans l'ensemble, les différences ne sont pas très sérieuses, rarement cohérentes pour ce qui est du contenu (première page, articles de fond, éditoriaux ou caricatures), et constituent au mieux une tendance à la conformité ou une orientation que le lecteur ordinaire n'aurait pu déceler dans son quotidien [. . .]. Nous devons conclure que nos données ne sont guère encourageantes pour ceux qui sont convaincus que la propriété des chaînes a une influence considérable sur le contenu des quotidiens.

L'étude a cependant montré que les différences sont plus marquées entre les chaînes qu'entre les régions. Les nuances sont remarquables pour ce qui est des sujets mis en relief. Par exemple, les journaux Southam accordent plus d'attention que la moyenne au leadership, possiblement parce que leur service de nouvelles assure une couverture complète des tournées des chefs. Les journaux Thomson ont tendance à présenter des éditoriaux centrés sur les questions économiques et à accorder moins d'attention que la moyenne au NPD. Dans l'ensemble, les distinctions sont minimes et incohérentes, l'analyse ne portant que sur quelques quotidiens pour la plupart des chaînes. De plus, lors de l'analyse de la propriété des chaînes, il est «impossible d'isoler complètement le facteur de la propriété des facteurs d'ordre linguistique et régional». Dans l'échantillon de cette analyse, certaines chaînes sont unilingues et d'autres sont concentrées dans des régions. L'échantillonnage du groupe de l'Université de Windsor en 1979 montre que tous les journaux de Desmarais sont des quotidiens de langue française situés au Québec. Les journaux Irving sont tous situés au Nouveau-Brunswick et le seul journal de Sifton se trouve en Saskatchewan. Pour ce qui est de la présente étude, il se trouve que tous les journaux Thomson sont dans les provinces de l'Atlantique.

Pour évaluer le volume de la couverture des élections, nous avons utilisé une mesure fondée sur l'analyse de contenu dont font état Romanow (1981) et Soderlund (1981). Nous avons constaté que les quotidiens détenus par les principales chaînes présentent des éditoriaux et des articles en première page portant sur un plus grand nombre de sujets que les quotidiens indépendants (lesquels, aux fins de ces calculs, comprenaient l'unique journal Armadale [Sifton] dans l'échantillon). Lors de la campagne, les quotidiens appartenant à des chaînes ont présenté en moyenne 107 sujets dans leurs articles en première page, comparativement à 69 pour les quotidiens indépendants. Le nombre des thèmes des éditoriaux se répartit comme suit: 70 pour les quotidiens appartenant à des chaînes et 45 pour les quotidiens indépendants. Les

premiers ont aussi abordé plus de thèmes dans leurs articles de fond: 137 contre 70. Il se peut que ces conclusions reflètent des facteurs comme le tirage, mais le fait que les grandes chaînes assurent la couverture de la campagne par le biais de leurs services de nouvelles entre aussi en ligne de compte.

Dans l'ensemble, on peut dire à coup sûr qu'il faut chercher ailleurs que dans l'uniformité de la couverture et des commentaires les effets de la propriété des chaînes. Les procédures de fonctionnement normales des entreprises de presse peuvent être plus importantes à cet égard que la propriété comme telle. Bien que la concentration de la propriété puisse contribuer à l'homogénéisation et à la centralisation de la couverture, ce sont là des tendances générales de l'industrie qui n'ont fait ressortir aucune différence marquée entre les quotidiens appartenant à des chaînes et les quotidiens indépendants.

(v) L'influence de la concurrence sur la couverture et le commentaire

Nombre de théories ont été avancées au sujet de l'influence de la concurrence sur le contenu des quotidiens. En nous fondant sur un certain nombre de thèmes codés dans l'étude du groupe de l'Université de Windsor de 1979 pour évaluer dans quelle mesure la couverture était exhaustive, nous n'avons constaté aucun rapport précis entre la concurrence et les sujets couverts à la première page des quotidiens, bien que le nombre d'articles ait semblé augmenter avec l'accroissement du tirage. De fait, les quotidiens monopolistes ont couvert, dans leurs articles sur les élections parus en première page, un nombre de sujets sensiblement supérieur à celui des articles parus dans les quotidiens subissant une lourde concurrence (voir le tableau 5). La taille du tirage est aussi très certainement liée au nombre de thèmes abordés dans les éditoriaux. Il se pourrait que les quotidiens concurrentiels des grands centres se sentent obligés d'engager un débat tacite avec leurs concurrents durant les campagnes électorales. (Bien sûr, il est aussi possible que cela tienne à une concentration traditionnelle sur la politique fédérale ou au fait qu'un groupe important d'éditorialistes cherchent quelque chose à faire.) Quoi qu'il en soit, la quantité — sinon la qualité — des éditoriaux est plus importante dans les grands quotidiens concurrentiels que dans les quotidiens monopolistes. Quant à la concurrence ou au tirage, il n'y a pas de différence marquée dans l'attention accordée aux partis ou à certaines questions particulières dans les articles en première page, les éditoriaux ou les articles de fond.

Tableau 5

Nombre de thèmes codés dans les éditoriaux sur les élections, selon les situations concurrentielles

Concurrence	Nombre de quotidiens	Nombre de thèmes	Moyenne
Forte*	10	697	69,7
Moyenne**	5	315	63,0
Faible***	6	267	44,6

*Au moins deux quotidiens ayant un tirage relativement semblable, publiés dans la même langue.
**Un quotidien compte pour au moins 65 pour cent du tirage quotidien.
***Aucun autre quotidien.

5. Elections provinciales

Il existe peu d'études systématiques sur la couverture des nouvelles lors des élections provinciales, sauf au Québec. Les recherches qui y ont été faites montrent que les situations et les tendances sont semblables à celles des élections fédérales. Les quotidiens demeurent la principale source d'information et jouissent d'un assez bon crédit, mais la télévision a clairement gagné en importance depuis les deux dernières décennies. (Blais et Crête, 1981 a) La différence essentielle tient peut-être au fait que les quotidiens de langue française du Québec prennent leur rôle très au sérieux. On semble aussi attacher plus d'importance au débat sur les grandes questions électorales, point de vue que reflètent plus particulièrement les éditoriaux. Non seulement les grands quotidiens assurent-ils une couverture complète des nouvelles sur les élections québécoises — dont un fort pourcentage d'analyse —, mais ils présentent aussi un grand nombre de commentaires. Il peut s'agir de contributions d'universitaires et d'intellectuels reconnus aussi bien que d'éditoriaux et de chroniques signées, qui portent généralement sur des questions fondamentales. (Pour une étude générale du journalisme au Québec, voir Clift dans Stewart, 1980.) Quelques études partielles sur les élections en Ontario montrent que les profils sont pratiquement identiques à ceux des élections fédérales. (Fletcher dans MacDonald, 1980) Il se peut que la situation soit différente dans les petites provinces, mais rien ne le prouve. Le seul fait qui vaille probablement la peine d'être mentionné est que l'hostilité systématique à l'égard du NPD dont les quotidiens du Manitoba, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique ont fait montre a semblé diminuer considérablement avec le déclin de la partialité des quotidiens (ou parce que le NPD est devenu plus «respectable»). (C'est là l'opinion personnelle des observateurs.)

6. Le cas spécial des élections municipales

Comme nous l'avons mentionné, il semble que ce soit au palier municipal que les média, et surtout les quotidiens, exercent l'influence la plus considérable sur les résultats des élections. Sur le plan local, le succès électoral semble dépendre de la familiarité du nom des candidats, des assemblées d'électeurs et du crédit dont jouissent les candidats sérieux. La couverture qu'assurent les quotidiens et l'appui qu'ils accordent agissent sur ces trois facteurs. Cette influence se fait particulièrement sentir dans les municipalités où les conseillers sont élus par l'ensemble des électeurs plutôt que par quartiers. Le système de vote par quartier permet aux candidats de mener une campagne efficace, en personne comme par l'entremise des institutions locales, ce qui est fort difficile à faire lors d'une campagne menée dans toute la ville. Résumant la situation qui prévaut à Vancouver, Benjamin et Hopkins (1977 b, p. 38) déclarent:

> Les études sur les attitudes [des citoyens] montrent que les appuis éditoriaux convainquent les personnes les moins politisées. Lorsqu'une forte proportion des électeurs ne suit pas de près la politique municipale, il faut pour choisir dix conseillers avoir recours à un chroniqueur ou à un comité éditorial de confiance. L'électeur moyen vote pour sept candidats sur une possibilité de dix. Après avoir voté pour quatre ou cinq candidats dont le nom leur est familier, les électeurs les moins politisés seront probablement influencés par une telle partialité.

Les préférences ne se manifestent pas seulement directement, mais aussi par l'entremise d'autres média ou la documentation sur les candidats. Après avoir sérieusement étudié l'élection des conseillers municipaux à Vancouver, Benjamin et Hopkins (1977 a) concluent que les appuis contenus dans les éditoriaux et dans les articles de deux chroniqueurs réputés, parus dans le *Sun* de Vancouver, comptaient pour beaucoup dans l'augmentation de 3 000 votes accordés à un candidat en particulier aux élections précédentes. Il appert que la position adoptée par le quotidien de Sherbrooke lors d'un référendum municipal a eu quelque influence sur son issue, tant la couverture que le commentaire ayant favorisé le «non». A n'en pas douter, c'est ce qu'ont cru les politiciens. (Blais et Crête, 1981 b)

Les quotidiens jouent aussi un rôle capital en désignant les candidats qui doivent être pris au sérieux. Il est rare qu'un candidat qui ne figure pas dans la catégorie des candidats sérieux remporte une élection. Puisque les jugements de ce genre se fondent principalement sur les apparitions antérieures du candidat ou sur la preuve que son organisation lui accorde son appui, ceux qui défient le système établi sont rarement considérés comme des candidats sérieux. Lors de l'élection des conseillers municipaux de Vancouver en 1976, par exemple, environ le tiers des 56 candidats furent qualifiés de sérieux par les deux quotidiens de la ville. Les autres candidats n'ont bénéficié d'aucune couverture par les quotidiens — sauf pour ce qui est de la liste des candidats — à moins qu'ils n'aient tenu des propos bizarres ou outrageants. La couverture des trois candidats les plus importants fut plus considérable que pour tous les autres candidats réunis et le seul candidat le mieux connu a bénéficié de près du tiers de la couverture accordée aux candidats en lice. Bien sûr, il aurait été impossible d'assurer une couverture équilibrée et complète des 56 candidats, sauf peut-être en cas d'élections complémentaires, mais il est évident que la couverture s'est centrée sur très peu d'entre eux. Le fait que les deux quotidiens aient été d'accord sur presque tous les plans lors de leur désignation des candidats sérieux montre clairement que l'existence de quotidiens concurrentiels ne garantit pas la présentation d'autres perspectives. (Benjamin et Hopkins, 1977 b; Woywitka, 1977)

Dans tous les cas que nous avons examinés, la couverture se concentrait sur la course à la mairie. Dans un cas en particulier, où il n'y a pas eu de concurrence parce que le titulaire fut réélu par acclamation, la couverture des autres concurrents fut minime. En général, la couverture des campagnes pour l'élection des conseils municipaux est sporadique et on a constaté qu'elle penche en faveur de quelques candidats (habituellement les titulaires des postes), l'attention accordée à la concurrence pour les autres postes étant quasi inexistante. Les données tirées de l'étude sur l'élection de Vancouver en 1976 illustrent ce fait (Woywitka, 1977):

Nombre total des sujets mentionnés

Sujets	Dans le *Sun* de Vancouver	Dans la *Province* de Vancouver
Tous les candidats des conseils scolaires	142	115
Tous les candidats des comités des parcs publics	101	0
Tous les candidats à la mairie	931	669

Comme dans le cas des campagnes municipales, la couverture a surtout porté sur les principaux candidats. On a donné un très bref exposé de la position des candidats sur les questions en litige quand elle fut présentée, et la majorité des reportages contenaient une évaluation des candidats et de leurs chances de l'emporter. Les quotidiens n'ont pas pris très au sérieux leur responsabilité de fournir des informations suffisantes aux électeurs, de sorte qu'ils puissent se faire une opinion.

En réalité, dans les cinq cas que nous avons examinés, la couverture fut plutôt maigre. Dans le cas de Vancouver, elle se bornait à un article par jour en moyenne dans chacun des quotidiens, portant habituellement sur la course à la mairie. Dans tous les cas, il appert qu'on accorde moins d'importance aux questions locales qu'aux questions provinciales et nationales. A Sherbrooke et à Trois-Rivières, les quotidiens ont présenté de brèves notes biographiques sur tous les candidats et donné les résultats des sondages sur leurs positions quant à certaines questions centrales choisies par les journaux. On a peu couvert la campagne, sauf lors d'attaques et de contre-attaques occasionnelles, et les recherchistes ont conclu qu'il était difficile pour les candidats d'exposer leur position. La couverture des nouvelles a été presque inexistante durant la dernière semaine de la campagne. (Blais et Crête, 1981 b)

Bien que nous manquions de preuves irréfutables à ce sujet, nombre d'auteurs (par exemple, Clarkson, 1972, p. 133) ont émis des hypothèses selon lesquelles le manque d'intérêt des média pour les campagnes municipales est lié au fait qu'il y a peu d'assemblées d'électeurs lors de ces élections. C'est un cercle vicieux: l'absence de luttes dynamiques (entre les candidats) entraîne une couverture limitée qui, à son tour, décourage les luttes dynamiques. Benjamin et Hopkins (1977 b, p. 58) concluent qu'ils:

> ne peuvent établir de relation de cause à effet entre la rareté des assemblées d'électeurs et le manque d'intérêt des citoyens pour la politique et l'administration municipales, d'une part, et la couverture limitée des média, de l'autre. Il existe néanmoins certaines corrélations et preuves indirectes qui relient ces deux faits.

Il semble cependant que la nature de la lutte influe sur la couverture. La course à la mairie de Toronto a bénéficié d'une couverture beaucoup plus importante en 1980 qu'en 1978, bien que dans les deux cas la lutte ait été chaude. La différence tient à la perspective d'une défaite pour un candidat contestataire lors de la dernière course. Randy Howie (1981) a conclu que la couverture peut fort bien influencer l'assemblée des électeurs et faire pencher la balance du côté du titulaire dans une lutte serrée. Cette conclusion repose principalement sur le fait que les trois quotidiens de Toronto — et spécialement les deux qui ont appuyé le candidat contestataire — ont soulevé dans leur couverture des questions qui ont nui au candidat. Ils ont mis en relief des sujets ayant trait au style de leadership au détriment de questions de substance que le candidat cherchait à mettre en lumière. L'étude montre nettement qu'il existe une relation entre l'appui éditorial et la couverture des nouvelles. Le fait que le *Globe and Mail* appuie le titulaire (John Sewell) alors que le *Star* et le *Sun* appuient le candidat contestataire (Arthur Eggleton) illustre les bienfaits de la concurrence. La diversité des perspectives s'étend aussi à la couverture des nouvelles, puisque le *Globe* a couvert plus de questions de substance que les deux autres quotidiens. (Aucun des journaux n'a guère accordé d'attention aux questions qualifiées, par le Bureau of Municipal Research, de cruciales pour Toronto dans les années quatre-vingt.)

7. Résumé et conclusion

1. Même les effets précis de la couverture et du commentaire des média de masse sur le vote lors des élections fédérales et provinciales sont encore incertains, il est indéniable qu'ils aident à façonner l'image des chefs et les opinions sur certaines questions, au profit d'un parti ou d'un autre. Tout indique, en outre, que la couverture des nouvelles et les appuis accordés par les journaux peuvent avoir une influence considérable sur les élections municipales, et que les tendances qui se manifestent dans la couverture assurée par les média ont de profondes répercussions sur les campagnes politiques, à tous les paliers. Le contenu des média influe non seulement sur les stratégies et tactiques des partis en campagne, mais aussi sur les attentes des électeurs.

2. Bien que les nouvelles télévisées soient devenues la source d'information préférée sur les campagnes électorales pour la majorité des électeurs (et la principale préoccupation des candidats), les quotidiens demeurent le médium préféré des citoyens les mieux informés et les plus intéressés aux questions des débats. Malgré cela, l'importance des appuis éditoriaux a diminué avec le déclin de la presse partisane et l'émergence de l'idée selon laquelle les services de nouvelles devraient être impartiaux. Néanmoins, les appuis continuent d'avoir des effets indirects (sur le moral des partis, par exemple) et d'exercer une influence directe sur l'issue des élections municipales. Dans notre étude des pratiques de patronage, nous avons constaté que la concurrence constitue un important facteur d'influence: les quotidiens monopolistes ont légèrement moins tendance à accorder leur appui que les quotidiens concurrentiels, surtout au palier municipal. La principale raison citée pour justifier leur abstention est qu'il est injuste de faire montre de partialité en situation de monopole, bien qu'un certain nombre de rédacteurs en chef aient fait mention de l'hostilité des lecteurs à l'égard des appuis. Des quotidiens comme la *Free Press* de London accordent leur préférence aux partis fédéraux et provinciaux, mais non aux candidats locaux, selon le principe que l'on offrait d'autres perspectives dans le premier cas, mais non dans le second. Les rédacteurs en chef qui ont décidé d'accorder leur appui nous ont dit qu'ils le jusfifient par leur obligation de diriger l'opinion de la collectivité. Nous avons constaté qu'en général la propriété a peu d'influence sur les préférences avouées. Nous n'avons pu conclure à l'homogénéité de la partialité ou des éditoriaux et n'avons trouvé qu'un seul cas d'instructions directes, alors qu'un propriétaire (Paul Desmarais) a interdit tout appui du «oui» lors du référendum québécois. Certains rédacteurs en chef ont en effet déclaré que l'appartenance à une chaîne constitue une protection contre les pressions locales et leur permet d'adopter une position éditoriale plus ferme qu'il ne leur avait été possible de le faire lorsque le quotidien appartenait aux propriétaires locaux précédents. Dans l'ensemble, les appuis éditoriaux n'ont pas semblé avoir de répercussions appréciables sur la couverture des nouvelles.

La décision des rédacteurs en chef de plusieurs petits quotidiens de s'abstenir de toute forme d'appui repose sur une certaine logique, mais elle prive certainement les citoyens du genre d'opinions informées qui peuvent animer le débat. Du point de vue des citoyens, il semble préférable d'ouvrir les pages éditoriales à toute une variété de perspectives par le biais d'éditoriaux et de chroniques signés de même que l'expression d'opinions sur les campagnes locales d'importance. Se retrancher dans

l'affabilité peut fort bien servir les intérêts des politiciens, mais nous doutons que cela satisfasse les besoins des citoyens.

3. Quant à la couverture des nouvelles, nous y avons décelé plusieurs grandes orientations:

(a) Lors des trois dernières élections fédérales, selon les résultats des sondages, les électeurs ont été sensiblement plus portés à suivre la campagne à la télévision que dans les quotidiens, et aussi à dire que la télévision constitue pour eux la source d'information politique préférée. Malgré son modeste rôle de leader auprès des électeurs, la télévision est la principale préoccupation des stratèges des partis parce qu'ils estiment qu'elle est le meilleur moyen de rejoindre les électeurs indécis. Conséquemment, les campagnes politiques nationales sont conçues pour la télévision. C'est aussi le cas dans les grandes provinces.

(b) Les campagnes télévisées, axées sur les chefs et sur leur style de leadership, influencent la couverture des quotidiens. Tant en 1974 qu'en 1979, les articles en première page des grands quotidiens du pays portaient irrésistiblement sur les tournées des chefs. En 1979 et en 1980, malgré l'augmentation remarquable des analyses et des articles retraçant le contexte des événements dans certains grands quotidiens, la majorité des quotidiens se sont contentés de couvrir la campagne télévisée. Tant la PC que le service de nouvelles de Southam déplorent le fait que nombre de leurs abonnés ne distribuent pas leurs articles d'analyse ou présentant le contexte des événements. La prédominance de la télévision a comme première conséquence de permettre aux stratèges des partis d'établir l'ordre du jour de la campagne, à condition de fournir les déclarations brèves et dramatiques qu'exige la télévision. Ni cette situation ni la réaction commune des journalistes, à savoir de mettre en relief la stratégie des partis, n'ont rehaussé la substance du contenu des campagnes.

(c) Lors des campagnes de 1974 et 1979, les thèmes de la couverture étaient essentiellement les mêmes dans toutes les régions, les seules différences, minimes, étant dans l'attention qu'on y a accordé. Même la presse de langue française n'a représenté qu'une variation mineure à l'ordre du jour national. Cette «nationalisation» de la couverture semble refléter l'influence de la télévision, la concentration sur les campagnes des chefs, et la dépendance générale à l'égard des services de nouvelles et agences de presse — comme la PC et le service de nouvelles de Southam — le recours aux services de quelques chroniqueurs dont les articles sont souscrits, ainsi que la tendance au journalisme de meute. Toutefois, la couverture étant centrée sur l'Ontario, elle pourrait devenir une source d'hostilité dans d'autres régions au lieu d'une force favorisant la cohérence nationale.

(d) La couverture des élections fédérales et provinciales a, ces dernières années, amené de vastes comptes rendus des sondages d'opinion publique, surtout au Québec. Plusieurs aspects de l'attention accrue qu'on accorde aux sondages méritent qu'on en fasse mention:

(i) Bien que nous ne disposions d'aucune preuve formelle de l'influence des sondages pré-électoraux sur le vote, les études

existantes montrent que cette influence est minime, sauf dans des circonstances spéciales, alors qu'ils contribuent à la rationalité du vote (par exemple, lorsqu'ils amènent les électeurs à s'allier à un parti pour en exclure un autre).

(ii) Bien que nombre de sondages locaux soient mal conçus, les principaux sondages nationaux et provinciaux ont la réputation d'être exacts — compte tenu de certaines limites techniques —, mais les comptes-rendus des nouvelles prêtent à confusion parce que les journalistes ne possèdent pas les qualifications appropriées.

(iii) Au Québec, les comptes rendus des sondages sont plus convenables, un comité de spécialistes ayant établi des normes techniques, exemple que d'autres administrations devraient suivre.

(iv) Dans l'ensemble, les données des sondages n'ont pas été utilisées pour permettre au public de contribuer à l'établissement de l'ordre du jour des affaires publiques ou pour explorer les tendances de l'opinion publique et les raisons auxquelles elles tiennent, mais pour prévoir l'issue des élections, favorisant ainsi une couverture des élections centrée sur l'aspect concurrentiel de la campagne et sur l'activité des chefs.

(v) Les sondages d'envergure étant fort coûteux, seules quelques grandes agences de presse peuvent se permettre d'en réaliser, soulevant ainsi le risque que les principaux éléments de la formulation des questions et de l'interprétation deviennent la responsabilité de quelques personnes seulement.

Etant donné que les sondages de qualité comportent la possibilité de mieux informer les gens sur les débats politiques, la perte que représente le bannissement des sondages pré-électoraux, comme en Colombie-Britannique, nous semble plus importante que le risque que comportent des sondages mal conçus ou entachés de parti pris. Il nous semblerait préférable d'établir des normes techniques régissant les sondages, que pourrait administrer un organisme indépendant.

4. Lors de notre examen de la couverture des élections, nous nous sommes particulièrement efforcés de déterminer l'influence de la propriété des chaînes. Bien que nous ayons constaté certaines différences parmi les chaînes et entre les quotidiens appartenant à des chaînes et les quotidiens indépendants, ces différences sont en général minimes ou incohérentes. Nous avons constaté que, de façon générale, la propriété ne peut servir à prédire la quantité ou le genre de couverture qui sera faite des partis ou des questions du débat. On peut aussi dire à coup sûr qu'il faut chercher ailleurs que dans l'uniformité de la couverture et du commentaire les effets de la propriété des chaînes. Il existe cependant certaines preuves selon lesquelles la propriété des chaînes contribue aux tendances générales qui se manifestent dans l'industrie, telle l'augmentation de l'homogénéisation de la couverture.

5. Quant à la concurrence, nous avons constaté que les quotidiens concurrentiels sont plus enclins que les quotidiens monopolistes à accorder leur appui éditorial.

Ils ont aussi tendance à présenter une gamme de commentaires plus vaste. Ces relations tiennent au contrôle de la taille du tirage. La couverture des nouvelles lors des élections fédérales ne semble pas avoir de rapport avec la concurrence. Les données dont nous disposons montrent que la concurrence ne favorise pas la présentation d'éditoriaux rigoureux, mais il faudrait entreprendre des études de cas qualitatives pour apporter des preuves concluantes à cette assertion.

6. Bien que la couverture et les commentaires soient généralement semblables lors des élections fédérales et provinciales, les élections municipales constituent un cas spécial. Il a été prouvé que la couverture et les appuis ont des effets mesurables sur l'issue des élections municipales, montrant ainsi clairement l'importance des formes de couverture remarquées dans les cinq villes que nous avons pu étudier:

(a) Dans l'ensemble, la couverture est réduite et se concentre sur la course à la mairie, les autres aspects des campagnes étant négligés.

(b) Les quotidiens désignent généralement les candidats sérieux (d'ordinaire les titulaires des postes) et accordent peu d'attention aux autres candidats.

(c) Les quotidiens se penchent surtout sur quelques grandes questions, habituellement celles ayant trait au style des candidats, et négligent les préoccupations plus fondamentales, parfois au détriment d'un ou de plusieurs candidats en particulier. Nous estimons qu'en général la couverture des campagnes locales ne réussit pas à rencontrer les besoins des électeurs en matière d'information, spécialement en ce qui a trait aux courses autres que celle à la mairie. La concurrence semble améliorer la couverture, mais elle n'offre pas toujours de perspectives distinctes.

Dans l'ensemble, nous avons jugé que la couverture, à tous les paliers, présente des lacunes pour ce qui est de satisfaire aux besoins des électeurs en matière d'information, bien que la plupart des citoyens s'estiment satisfaits (60 pour cent lors de l'étude sur les élections ontariennes de 1977). Quelques grands quotidiens tendent à offrir la couverture la plus complète et la plus perspicace. Bien que la propriété ne paraisse pas constituer un facteur d'importance — sauf en ce qui a trait à l'homogénéisation de la couverture — la concurrence semble favoriser la présentation d'éditoriaux rigoureux. Il appert que les courants généraux de la couverture — concentration sur les chefs de partis, manque d'analyses de certaines questions, négativisme, superficialité, etc., — découlent davantage des traditions du journalisme canadien que de la propriété ou de la concurrence. On peut accuser les chaînes de ne pas faire un meilleur usage de leurs ressources, mais on ne peut prouver que la couverture des élections par leurs journaux diffère beaucoup de celle qu'assurent les quotidiens indépendants de même taille. Le service de nouvelles de Southam a montré, cependant, que les services de nouvelles des chaînes peuvent assurer une couverture d'une portée et d'une qualité impossibles à atteindre pour les quotidiens indépendants. Par contre, nous avons été saisis de plaintes selon lesquelles ils ne réussissent pas à satisfaire aux besoins régionaux. Il faudrait procéder à des évaluations qualitatives fondées sur des analyses de contenu exhaustives pour évaluer véritablement leurs contributions.

Références

Benjamin, Jacques, et Peter Hopkins, «Media and Civic Electoral Success in Vancouver: An Aldermanic Case Study», département des sciences politiques, université Simon Fraser, 1977. (inédit)

——— «Media coverage of the 1976 Vancouver Civic Election», département des sciences politiques, université Simon Fraser, 1977. (inédit)

Blais, André, et Jean Crête, «La presse et les affaires publiques au Québec», étude, 1981, archives publiques (sous Fletcher).

——— «Les média et la politique municipale dans deux villes du Québec», étude, 1981, archives publiques (sous Fletcher).

Butler, David Howard R. Penniman, et Austin Ranney, éd., *Democracy at the Polls: A Comparative Study of Competitive National Elections,* Washington, D.C., American Enterprise Institute, 1981.

Clarke, Harold D., Jane Jenson, Lawrence LeDuc, et John Pammett, *Political Choice in Canada*, McGraw-Hill Ryerson, 1979.

Clarkson, Stephen, *City Lib: Parties and Reform*, Toronto, Hakkert, 1972.

Clift, Dominique, «French Journalism in Québec: Solidarity on a Pedestal», dans Walter Stewart, éd., *Canadian Newspapers: The Inside Story*, Hurtig, 1980, pp. 205-218.

Comité spécial du Sénat sur les moyens de communications de masse, *Rapport*, vol. 1, *Le miroir équivoque*, Ottawa, 1970.

Etude sur les élections ontariennes de 1977, données compilées par Robert J. Drummond et Frederick J. Fletcher. Les données exposées dans le présent chapitre se fondent sur une analyse faite expressément pour cette étude. On peut obtenir copie de ces données de la banque de données de l'Institute for Behavioral Research, à l'université York. (La traduction du titre original de cette étude «Ontario Election Study (1977)» n'est donnée que pour faciliter la lecture du présent chapitre.)

Fletcher, Frederick J., «The Mass Media in the 1974 General Election», dans Howard R. Penniman, éd., *Canada at the Polls*, Washington, D.C., American Enterprise Institute, 1975.

——— «The Crucial and the Trivial: News Coverage of Provincial Politics», dans Donald C. MacDonald, éd., *The Government and Politics of Ontario*, Toronto, Van Nostrand Reinhold, 1980.

——— «Playing the Game: The Mass Media and the 1979 Campaign», dans Howard R. Penniman, éd., *Canada at the Polls II*, Washington, D.C., AEI, 1981. (à paraître)

Frizzell, Alan, «The Student as Political Pollster», *Carleton Journalism Review*, n° 2, vol. 3, automne 1979, pp. 10-11.

Gilsdorf, William O., «Mediated Politics: Thoughts on the Relationship of Media to the Political Communication Process in Canada», document présenté à la deuxième assemblée annuelle de l'Association canadienne des communications, Halifax, mai 1981.

Gregg, James E., «Newspaper Editorial Endorsements and California Elections, 1948-1962», *Journalism Quarterly*, XLII, 1965, pp. 532-538.

Howie, Randy, «The 1980 Toronto Mayoralty Race: A Question of Style?», département des sciences politiques, université York, 1981. (inédit)

Kettner, Bonni Raines, «The Influence of the News Media in Vancouver Civic Politics: A Survey of Voters and Interviews with Civic Candidates», département des sciences politiques, université Simon Fraser, 1977. (inédit)

McClenghan, J.S., «Effect of Endorsement in Texas Local Elections», *Journalism Quarterly*, L, 1973, pp. 363-366.

Reader's Digest Foundation, *Politics and the Media*, Montréal, 1981.

Romanow, W.I, R.H. Wagenberg, E.D. Briggs, et W.C. Soderlund, «Media Agenda Setting in the 1979 Federal Election: A Case Study for the Critic of the Mass Media», document présenté à l'Association for Education in Journalism, 1980.

——— «Correlates of Newspaper Coverage of the 1979 Canadian Election: Chain Ownership, Competitiveness of Market, and Circulation», étude, 1981, archives publiques (sous Fletcher).

Smith, Anthony, «Mass Communications», dans Butler *et al.*, éd., *Democracy at the Polls*, *op.cit.*, 1981, pp. 173-195.

Soderlund, W.C., W.I. Romanow, E.D. Briggs, et R.H. Wagenberg, «Newspaper Coverage of the 1979 Canadian Federal Election: The Impact of Region, Language, and Chain Ownership», document présenté à l'assemblée annuelle de l'Association canadienne des communications, Halifax, mai 1981.

Stokes, Donald E., «What Decides Elections?», dans Butler *et al.*, éd., *Democracy at the Polls*, 1981, *op. cit.*, pp. 264-292.

Woywitka, Catherine, «Content Analysis of the Coverage given by the Vancouver *Sun* and *The Province* to the 1976 Vancouver Civic Election, from September 1 to November 17», département des sciences politiques, université Simon Fraser, 1977. (inédit).

6
La presse à l'ère de la télévision

En moins de 30 ans, la télévision, jadis une mystérieuse nouveauté technique qu'on ne trouvait que dans les foyers les mieux nantis et qui offrait une programmation limitée diffusée durant les courtes périodes permises par le temps d'antenne disponible, est devenue le premier moyen de communications de masse. Une enquête réalisée en 1978 par le Television Bureau of Canada (TVB) a permis de réunir les données suivantes concernant la puissance de pénétration de la télévision:

- 97 pour cent des foyers canadiens possèdent au moins un téléviseur;
- 37 pour cent de ces foyers possèdent plus d'un téléviseur;
- en Ontario, on estime que, dans chaque foyer, les téléspectateurs passent en moyenne 5 heures 22 minutes par jour devant leur téléviseur (enquête de Neilson, 1978, citée dans TVB, 1978-1979);
- les 100 principaux annonceurs nationaux à la télévision ont consacré en moyenne 72 pour cent de leur budget publicitaire aux messages télévisés;
- au Canada, 84 pour cent des adultes, 87 pour cent des adolescents et 90 pour cent des enfants regardent la télévision chaque jour (BBM, Daily Reach, printemps 1978).

(Cité dans Addiction Research Foundation, 1981, p. 92)

Malgré la profonde influence de la télévision sur la société contemporaine (ou peut-être à cause de cette influence), il existe peu de données de recherche fiables concernant ses effets. Quelle est l'incidence des émissions d'affaires publiques à la télévision comparativement à celle de la couverture des affaires publiques par les quotidiens? C'est là une question à laquelle il est extrêmement difficile de répondre. En premier lieu, le fait que la nature de tels effets soit mal conceptualisée pose un sérieux problème. Survient en outre la question encore plus épineuse d'en explorer les effets de manière qu'on puisse les attribuer sûrement à un médium ou à un autre. Il est virtuellement impossible de maintenir la stabilité de toutes choses, tout en variant simplement l'exposition aux émissions d'affaires publiques télévisées, d'une part, et à la couverture des quotidiens, de l'autre, à moins de ne mener l'expérience que dans de rigoureuses conditions, irréalisables dans le monde réel. Il est par ailleurs

beaucoup plus faisable d'entreprendre une étude des effets de la prédominance croissante de la télévision sur la couverture des affaires publiques par la presse. Nous sommes en mesure de faire quelque lumière sur la façon différente dont les quotidiens procèdent à la couverture des affaires publiques, devant dorénavant relever le défi que pose la couverture du même phénomène à la télévision.

1. Contraste entre la télévision et les quotidiens

Avant d'aborder plus spécifiquement l'étude de l'influence de la télévision sur la couverture des affaires publiques par la presse, il peut être utile de revoir brièvement certaines des principales caractéristiques de chacun de ces moyens de communications.

La télévision est devenue une importante source de divertissement pour les téléspectateurs. Les gens regardent la télévision d'abord pour se divertir, non pour obtenir de l'information. Les téléspectateurs ont nourri des attentes à l'égard des émissions télévisées, estimant qu'elles les divertiront sans qu'il leur soit nécessaire d'y participer. Les téléspectateurs sont en effet capables d'une grande passivité, préférant se laisser submerger par le médium plutôt que de chercher activement à en tirer de l'information. Par ailleurs, les téléspectateurs doivent accepter les émissions telles qu'elles se présentent. Ils n'ont pas le loisir de modifier l'ordre de présentation ou de sauter diverses parties d'une émission pour s'attarder à celles qui présentent pour eux un plus grand intérêt, sauf dans les cas où ils peuvent cesser d'accorder leur attention à une tranche particulière d'une émission. Etant donné que les téléspectateurs attachent une telle importance au divertissement, le genre d'électeurs que les émissions d'affaires publiques sont susceptibles d'atteindre sont fort différents de ceux que les quotidiens peuvent rejoindre. Jeffrey Simpson souligne dans son ouvrage intitulé *Discipline of Power* (1980, p. 256) que: «Les articles des quotidiens atteignent un pourcentage plus élevé de votants convaincus qu'un compte rendu comparable à la télévision. Les électeurs indécis, contrairement aux partisans, sont moins enclins à cultiver un intérêt marqué pour la chose politique. Les impressions et les images ont, pour les électeurs indécis, plus d'influence que les questions; la télévision — plus apte à transmettre des images que des idées et qui communique des impressions plus aisément que des faits — constitue donc le moyen par excellence de fournir l'information sur laquelle les électeurs indécis peuvent se fonder pour se faire une opinion.» Les experts-conseils des média partagent largement ce point de vue.

La nature de l'attrait de la télévision reflète ses forces et ses faiblesses comme moyen de communications. La télévision est le moyen le plus approprié d'exposer les courants et processus politiques. Elle est en mesure de représenter le mouvement, le temps, l'atmosphère, le caractère intime et de donner le sens du milieu ambiant. Elle fait montre d'un appétit insatiable pour l'action et les images visuelles, mais c'est aussi un médium qui doit généralement se fonder sur les événements, au moins pour ce qui est de ses émissions d'information. Pourtant, le contexte des événements, particulièrement le contexte chronologique de l'histoire passée et de ses futures implications, est souvent négligé. Lors de sa couverture de la récente tentative d'assassinat de Ronald Reagan, par exemple, la télévision a diffusé sans discontinuer les événements immédiats comme en une reprise perpétuelle. Le sens du passé et de l'avenir se sont dissous simultanément devant l'incessante répétition du présent. Sensible au danger d'être pris au piège par le caractère toujours immédiat de la

couverture des événements politiques, la direction de la télévision a modifié la couverture des affaires publiques, en y assignant des commentateurs et analystes à qui elle demande d'étudier certaines questions et leurs conséquences. Il y a tout lieu de croire, toutefois, que cette instrusion irrite les téléspectateurs.

Malgré l'existence de lignes directrices fort strictes relatives à l'équité et à l'objectivité des émissions de radiodiffusion, la télévision (comme tout autre moyen de communications) peut altérer le phénomène qu'elle entend décrire. Cette distorsion prend, pour une bonne part, la forme d'une présentation sélective d'une masse considérable d'informations possibles. Comme un commentateur américain le dit:

> Les affaires de quatre milliards de personnes, de deux cent pays, parlant des milliers de langages différents, sont distillées, chaque jour, en trente-trois minutes de mots et d'images. L'élimination qui s'ensuit est si sérieuse qu'elle donne inévitablement lieu à certaines déformations, même si on y procède en toute intégrité et bonne volonté. Le processus même de la sélection [. . .] se borne forcément à quelques articles d'une extrême importance pour reléguer d'autres questions, personnes, endroits et problèmes à un plan secondaire, ou peut-être les mettre carrément en oubli. (Adams et Schreibman, 1978, pp. 1-2)

Tout journaliste de la télévision peut faire un reportage dans lequel la caméra montrera, dans une salle de réunion, les sièges qui sont occupés ou ceux qui sont vides, donnant ainsi une tout autre impression de l'importance de l'auditoire.

Enfin, les média électroniques peuvent diffuser instantanément les images des événements comme ils se déroulent, pourvu que l'événement en question soit particulièrement important ou ait le caractère immédiat nécessaire. Grâce à l'instantanéité de la radiodiffusion, la radio et, de plus en plus, la télévision deviennent les média par excellence pour ce qui est de «sortir» la plupart des nouvelles, accaparant ainsi une fonction essentielle jadis remplie par les quotidiens.

En général, les quotidiens ont pris naissance non dans le dessein de divertir le lecteur, mais dans celui de l'informer ou de le convaincre. Quoique les quotidiens aient changé, en partie à cause de l'incidence de la télévision, ils demeurent d'abord conçus pour fournir de l'information et comprennent souvent des faits et données fort étoffés, comme des articles de nature plus personnelle et humanitaire. Les lecteurs, contrairement aux téléspectateurs, sont beaucoup plus maîtres de la façon dont ils feront usage de ce moyen de communications. Ils peuvent ne jeter qu'un coup d'oeil aux manchettes et feuilleter une autre section du journal, ou lire intensément les sections qui présentent pour eux un intérêt particulier. Il n'est pas obligatoire que l'information contenue dans les quotidiens présente un attrait pour tous les lecteurs simultanément. Ils ont beaucoup plus la possibilité de se spécialiser et d'assurer une couverture complète. Les quotidiens peuvent présenter un même volume d'informations que la télévision pour un coût moins élevé. Mais il y a un écart considérable entre le moment où un article parvient au pupitre et sa parution dans le journal. Les quotidiens sont rarement en mesure de donner les premières informations sur une nouvelle en primeur. Les «primeurs» qui paraissent dans les quotidiens tendent maintenant à provenir surtout des résultats des enquêtes ou de fuites. Aussi presque tous les quotidiens du Canada tendent-ils à s'adresser principalement à une clientèle locale ou régionale, où la diffusion des nouvelles télévisées a tendance, pour des

raisons d'économie, à se faire à l'échelle nationale. On met donc l'accent sur un certain genre de reportage des nouvelles en accordant une attention relativement réduite aux questions locales et régionales, sauf dans les émissions d'information locales à petit budget et à faible cote d'écoute. Même là, on a beaucoup recours aux services nationaux de chroniques souscrites. (La situation a cependant changé, ces dernières années, avec la croissance de solides stations régionales.)

Etant donné les caractéristiques différentes des deux média, comment les comparer en ce qui a trait à la façon dont ils conçoivent le reportage des affaires publiques et la manière dont leur auditoire en perçoit les effets? En 1976, lors d'un sondage réalisé par la société Roper, aux Etats-Unis, on a demandé aux participants lequel des média ils estimaient être le plus crédible pour la présentation des nouvelles. D'après ce sondage, 51 pour cent des gens ont répondu la télévision et 22 pour cent les quotidiens. On leur a aussi demandé quelle était leur «principale source d'information sur les campagnes nationales». Ici encore, la télévision domine avec 75 pour cent contre 20 pour cent pour les quotidiens. (Adams dans Adams et Schreiber, 1978, p.12) Ces données américaines donnent à entendre que, tant pour ce qui est de son crédit que de son utilisation, la télévision supplante les quotidiens. Au Canada, cependant, les données dont nous disposons montrent que la différence n'est pas si grande. Lors de la campagne électorale fédérale de 1979, par exemple, 52 pour cent des électeurs ont dit obtenir de la télévision la majorité de leurs informations sur la campagne; 30 pour cent ont indiqué que les quotidiens constituent leur principale source d'information et 11 pour cent, la radio. Quant à la source d'information la plus utile, l'écart entre la télévision et les quotidiens est encore plus restreint. En 1974, un nombre presque égal de participants politisés ont dit préférer et la télévision et les quotidiens. Les enquêtes qui ont suivi les élections de 1979 et de 1980 montrent que le crédit dont jouissent les quotidiens semble s'être sensiblement amélioré. (Ces observations se fondent sur les données fournies par Harold Clarke dans un rapport des études sur les élections nationales. Pour l'année 1979, voir Pammett *et al.*, 1980.) L'étude de 1974 conclut que «les quotidiens atteignent un segment de la population beaucoup plus restreint que la télévision, [mais] on peut estimer qu'il s'agit d'un public plus «attentif», peut-être plus réceptif à cause de son intérêt pour les questions politiques». (Clarke, Jenson, LeDuc et Pammett, 1979, pp. 288-289)

Pour examiner les modèles de l'utilisation que les Canadiens font des média au chapitre des affaires publiques, nous nous sommes fondés sur l'étude des élections ontariennes de 1977 de R.J. Drummond et F.J. Fletcher, la seule étude d'envergure ayant étudié ce rapport en détail. Une nouvelle analyse des données — qui se base sur un échantillon de 1 200 électeurs à travers la province — a révélé l'existence de quelques modèles intéressants concernant l'importance réciproque des nouvelles télévisées et des quotidiens.

Pour les 54 pour cent des électeurs ontariens qui suivent la politique de très près (12 pour cent) ou d'assez près (42 pour cent), les quotidiens constituent la première source d'information, bien que la plupart regardent aussi régulièrement la télévision. Par exemple, parmi les participants qui ont dit suivre de près les événements politiques, 80 pour cent ont dit lire un quotidien par jour et 74 pour cent ont indiqué qu'ils regardent les nouvelles télévisées tous les jours. Les citoyens qui s'intéressent à la vie politique sont tout particulièrement enclins — beaucoup plus que les autres citoyens — à lire les éditoriaux et les chroniques politiques. Alors que 80 pour cent

des participants qui suivent de très près les événements politiques «lisent habituellement» les éditoriaux, le pourcentage de ceux qui ne suivent généralement pas les affaires politiques est de 33 pour cent. Pour ce qui est de la lecture des chroniques politiques, la proportion est de 72 et 16 pour cent respectivement. Lorsqu'on leur a demandé d'indiquer l'organe d'information qu'ils estiment le plus utile à la compréhension de la campagne électorale provinciale, les participants ont fait plus souvent mention de la télévision que des quotidiens, mais les citoyens politisés faisaient également mention de l'un ou de l'autre (voir le tableau 1). Les citoyens les plus attentifs aux affaires politiques tendent à faire usage de tous les média. Les participants qui ont dit avoir recours aux quotidiens pour obtenir de l'information sur les décisions politiques sont plus portés que les autres à déclarer qu'on leur demande souvent leur opinion politique. En outre, les citoyens qui lisent régulièrement les journaux ont généralement des connaissances beaucoup plus étendues sur les campagnes électorales et les orientations politiques de l'Ontario que les autres personnes interrogées. Les téléspectateurs réguliers des nouvelles télévisées ne sont qu'un peu mieux informés que la moyenne. Le groupe le mieux informé a affirmé lire régulièrement les chroniques politiques. Ces différences entre les téléspectateurs qui regardent les nouvelles à la télévision et les lecteurs des quotidiens peuvent refléter les motivations différentes qui les portent à suivre les nouvelles. Par exemple, les participants qui prêtent attention à la couverture de la campagne électorale principalement pour s'informer sur les chefs de partis ont tendance à choisir la télévison, mais les quotidiens présentent plus d'attrait pour ceux qui veulent suivre de près les principales questions de l'heure (voir le tableau 2). Comme le montre le tableau, un plus grand nombre de gens ont recours à la télévision, peu importe leur motif, mais les quotidiens sont plus attrayants pour ceux qui s'intéressent aux affaires publiques.

Ces données montrent que les individus les plus politisés considèrent les quotidiens comme l'unique source d'information politique. Puisque le groupe le plus

Tableau 1

*Médium estimé le plus utile à la compréhension de la campagne provinciale, par degré d'intérêt pour les affaires politiques**

Médium le plus utile	Citoyens suivant la politique			
	de très près	d'assez près	pas tellement/ pas du tout	Total de l'échantillon
Télévision	29	37	42	38
Quotidiens	30	34	28	31
Radio	15	14	13	14
Combinaison	27	16	16	17
	101	101	99	100
No.	117	439	397	953

*Excluant ceux qui ne votent pas.

Source: Etude sur les élections ontariennes de 1977.

Tableau 2

Motifs de suivre la couverture des campagnes électorales et médium préféré

	Médium préféré		
	Quotidiens	**Télévision**	**Radio**
(Pour m'aider) à décider pour qui voter	30	43	12
Pour comprendre les positions des partis	34	41	9
Pour découvrir quel genre de personnes sont les chefs de partis	26	46	12
Pour être au courant des principales questions de la campagne	37	36	12
Pour jouir de l'excitation de la lutte électorale	30	40	12
Pour juger qui est susceptible de gagner	31	45	9
Pour voir ce que les partis pourraient faire une fois portés au pouvoir	33	39	12

Source: Etude sur les élections ontariennes de 1977.

attentif aux affaires politiques est aussi mieux informé que la moyenne à ce sujet et plus enclin à faire office de leader d'opinion dans la collectivité, l'influence possible des quotidiens sur l'ordre du jour des débats publics est évidente. La télévision demeure le moyen de communications le plus important pour tous les groupes, mais semble exercer une influence moindre que les quotidiens sur l'établissement de l'ordre du jour des débats politiques. En outre, comme nous le mentionnions au chapitre 2, la radio et la télévision ont toujours tendance à s'ajuster sur les grands quotidiens, accroissant ainsi l'influence de ces derniers.

L'opinion de l'élite politique elle-même est peut-être encore plus importante, à cet égard, que ces données relatives au public. Partant de l'hypothèse que la télévision atteint un auditoire plus nombreux et exerce une influence particulière sur les électeurs indécis, l'élite politique attache une importance considérable à la couverture des nouvelles à la télévision. Surtout lors des campagnes électorales, les stratèges et chefs de partis accordent une attention extrême à l'analyse des nouvelles télévisées. Lors des campagnes électorales fédérales de 1979 et de 1980, au Canada, les trois principaux partis politiques commençaient leur journée par revoir et faire le résumé de la couverture des nouvelles télévisées de la veille au soir, débutant presque toujours par celles de Radio-Canada. Ces résumés sont devenus un facteur-clé dans l'élaboration des stratégies des campagnes et la confirmation ou la modification de l'ensemble des règles du jeu. Les principaux partis et particulièrement le cabinet du Premier ministre surveillent régulièrement la couverture des événements politiques qu'assurent les réseaux de télévision. Il semble donc que la télévision ait acquis de l'ascendant sur l'esprit des politiciens et des principaux acteurs politiques. Ils s'efforcent de présenter de l'information conçue pour être incluse dans les reportages de 30 secondes qui caractérisent la couverture des nouvelles à la télévision. Même les gens qui travaillent dans les média semblent être d'avis que la télévision est le

médium par excellence. Lorsqu'on leur a demandé quel était leur principal concurrent pour le reportage des affaires publiques, les principaux journalistes de plusieurs des grands quotidiens du pays ont fait mention de Radio-Canada. Ironiquement, les cadres de Radio-Canada ont qualifié les quotidiens, plutôt que le réseau CTV, de principal concurrent. Convaincus depuis nombre d'années de leur supériorité sur les journalistes de la radio et de la télévision, les journalistes de la presse écrite ont semblé, récemment, développer un complexe d'infériorité par rapport à leurs homologues de la télévision, ou, à tout le moins, en regard de la puissance de ce médium. Ils sont prêts à accepter un statut de second ordre et ont tendance à permettre aux journalistes de la télévision de dominer la couverture d'événements comme les conférences de presse et autres genres d'entrevues. Par conséquent, les élites politiques et des média partagent le sentiment que la télévision est un moyen de communications prédominant, cette impression étant peut-être encore plus profonde chez eux que dans le grand public. Cette opinion a des répercussions considérables sur le style de reportage des affaires publiques par les quotidiens. (La direction des réseaux de télévision prétend que les quotidiens sont encore mieux placés pour avoir accès aux chefs politiques qui désirent discuter de questions complexes.)

2. Effets de la prédominance de la télévision sur les reportages des quotidiens

La prédominance croissante de la télévision a des effets à la fois directs et indirects sur la façon dont les quotidiens procèdent au reportage des affaires publiques. Vu la nécessité de fournir une information appropriée à un auditoire national et l'accent que l'on met sur le reportage des événements, la télévision accorde une extrême importance à la couverture des travaux des chefs, surtout dans le cadre des campagnes électorales. Ici encore, Jeffrey Simpson (1980, p. 292) présente certaines observations intéressantes:

> [. . .] La dépendance des campagnes politiques et des événements politiques en général à l'égard de la télévision a mis en lumière l'importance des chefs pour déterminer le succès électoral d'un parti. La télévision a établi un nouveau lien entre les chefs de partis et les électeurs, lien que ni les quotidiens ni la radio n'ont jamais pu cultiver. Parce que la télévision, étant donné l'organisation de ses émissions, se trouve embarrassée par la couverture des questions et idées, elle se concentre sur les personnalités qui représentent ces questions et idées [. . .], de sorte que sa couverture de la campagne tourne autour de «ce que font» les chefs — de leur comportement — au lieu de porter sur leurs propos. De cela, tous les média — les quotidiens et la radio y compris — peuvent être accusés, mais la preuve est encore plus évidente et écrasante dans le cas de la télévision.»

Une étude américaine montre que la concentration sur les candidats à la présidence s'est considérablement accrue depuis que les nouvelles télévisées ont acquis de l'importance. Il semble que les quotidiens soient à la remorque de la télévision et présentent plus de reportages sur les chefs que sur toute autre question ou événement de la campagne. Pour évaluer le bien-fondé de cette hypothèse en regard de la situation canadienne, Joseph Goodbaum a examiné l'attention que

quatre grands quotidiens ont accordée aux chefs de partis en 1970 et en 1980. (L'étude porte sur les dates auxquelles la Chambre des communes siégeait, laissant de côté les périodes électorales et les courses à la chefferie). Dans l'ensemble, l'auteur constate que l'attention accordée aux chefs des trois principaux partis a augmenté de plus de 30 pour cent, le plus gros de cette augmentation étant attribuable aux chefs du NPD. Goodbaum (1981, p. 12) fait remarquer que «la presse écrite semble suivre la tendance des nouvelles télévisées et consacrer aux chefs un pourcentage encore plus élevé de leurs nouvelles relatives aux partis». L'accroissement de l'attention accordée au chef du NPD est probablement dû, d'abord, à la décision du parti de se joindre aux deux autres partis pour jouer le jeu des média. La prédominance de la télévision — telle qu'on l'estime — force les partis à concentrer l'attention sur leurs chefs.

Une fois encore, la télévision a pour second effet direct d'encourager une certaine forme de couverture de la part des journalistes de la presse écrite. Dalton Camp désapprouve cette attitude à l'égard des affaires publiques et prétend que, par rapport à la télévision, les journalistes «veulent être plus catholiques que le Pape». Il semble qu'entre autres caractéristiques ce nouveau genre de reportage comprenne une banalisation des nouvelles et la mise en relief «d'un journalisme haut en couleurs» qui fera la lumière sur les personnalités et l'activité qui se déroule en coulisses. De plus, certains observateurs estiment que la télévision contribue à créer un style de journalisme plus cynique et de confrontation qui déborde jusque dans les journaux. (Cumming, 1977) Dick Salant, ancien président de CBS News, a fait remarquer récemment: «A cause de la formule (la brièveté des reportages), nous cherchons à présenter les attaques et contre-attaques. Et parce que nous les recherchons, nous réussissons d'ordinaire à les obtenir.» (Halberstam, 1981) La pratique de cette forme de couverture fut particulièrement évidente lors de la campagne électorale fédérale de 1979. Tous les média en ont assuré une couverture négative et cynique. Il est rare qu'on ait présenté des nouvelles favorables à l'un ou l'autre des chefs de partis. Comme la télévision s'est de plus en plus engagée dans la lutte pour les cotes d'écoute, elle fut forcée de mettre l'accent sur l'aspect dramatique des nouvelles afin de conserver les téléspectateurs ordinaires. (Trueman, 1980, chapitre 1) Cette évolution des nouvelles télévisées semble avoir teinté le comportement des politiciens et des quotidiens. Le fait que les nouvelles télévisées se concentrent davantage sur les situations dramatiques ou les conflits ne signifie en rien que les reportages sont plus approfondis et faits avec plus de perspicacité que par le passé. Les politiciens sont toujours en mesure d'établir l'ordre du jour des nouvelles télévisées, tant et aussi longtemps qu'ils satisfont les besoins de la télévision pour ce qui est des situations dramatiques. Les règles qui régissent la télévision s'appliquent plus au style qu'à la substance des nouvelles.

Enfin, le fait que les débats de la Chambre des communes soient dorénavant télévisés et qu'on accorde une attention particulière à la période des questions a changé le style de la couverture de ces débats par les journalistes de la presse écrite. A l'heure actuelle, toutefois, les données recueillies par Munton et Clow (1979) semblent indiquer que les députés se laissent eux-même guider davantage par les articles qui paraissent dans la presse écrite que par la couverture des nouvelles à la télévision, afin de trouver des sources d'information pour les questions qu'ils posent durant la période des questions. Ainsi, les reportages télévisés des débats parlemen-

taires semblent entrer dans un cycle intéressant dont l'ordre du jour est établi par la presse écrite.

En outre, la prédominance de la télévision a des effets indirects sur la couverture des affaires publiques dans les quotidiens, découlant des changements apportés au processus politique afin de tirer profit de la télévision comme moyen de communications de masse. En premier lieu — c'est là le changement le plus évident — les conférences de presse sont différentes de ce qu'elles étaient. Il est moins question de suivis et on insiste davantage pour obtenir le genre de nouvelles brèves qui peuvent être incluses dans les bulletins de nouvelles télévisés du soir même. Les politiciens ont en effet appris à utiliser les média électroniques pour diffuser leurs messages directement au grand public sans avoir à passer par les journalistes de la presse écrite. Ces messages contiennent moins d'information que les articles qui auraient pu être publiés dans les quotidiens et mettent l'accent sur le caractère immédiat et dramatique des événements. Dans la mesure où ces événements «rapportés dans les média» sont directement communiqués aux auditoires de la télévision, ils ont permis aux politiciens (plutôt qu'aux journalistes) d'établir l'ordre du jour du débat national.

3. Les quotidiens et la télévision: un modus vivendi?

La forme de spécialisation des deux média dont nous avons fait mention plus haut porte à croire qu'il leur serait possible d'établir de bonnes relations de travail. On peut considérer ces deux média comme complémentaires plutôt qu'en concurrence directe. (Stemmle, 1972) Si les quotidiens admettaient le fait que la majorité des nouvelles seront d'abord présentées à la télévision, ils pourraient alors présenter leurs interprétations et commentaires de façon beaucoup plus complète qu'ils ne le font à l'heure actuelle. Des sondages montrent que les citoyens intéressés aux affaires publiques tendent à être de grands usagers de toutes les formes de nouvelles. Par exemple, le sondage national sur la qualité de la vie au Canada en 1977 indique que l'utilisation des média suit le modèle suivant:

	Lecture des journaux (%)	Nouvelles télévisées (%)
Tous les jours	52	51
Plusieurs fois par semaine	18	26
Une fois par semaine	15	11
Moins souvent/jamais	16	12
(Nombre)	(3 288)	(3 274)

Les média ne se livrent donc pas une concurrence nulle pour un auditoire limité. (Bogart, 1975) De fait, les quotidiens détiennent un avantage certain pour ce qui est des questions suivantes:

- Grâce à leur réserve de nouvelles beaucoup plus considérable, les quotidiens peuvent assurer une couverture plus complète et détaillée de presque n'importe quel événement ou question.

- Parce que les quotidiens sont incapables de soutenir la concurrence pour ce qui est de «sortir» les nouvelles, ils peuvent décider de se concentrer sur l'interprétation des événements et profiter de leur rythme de production un peu moins rapide pour permettre aux journalistes un temps de réflexion et d'analyse.
- Parce que les lecteurs des quotidiens sont libres de choisir les articles qu'ils lisent, les quotidiens peuvent se permettre de bâtir leur tirage en attirant un ensemble de minorités, plutôt que d'être forcés, comme la télévision, d'atteindre le plus bas dénominateur commun de l'auditoire. Ils peuvent ainsi offrir une couverture beaucoup plus spécialisée et, par exemple, satisfaire les lecteurs intéressés aux affaires publiques sans éloigner les autres, comme c'est le cas pour la télévision lorsqu'on y retranche des émissions régulières pour présenter d'importants événements politiques.
- Parce que les reportages dans la presse sont plus simples et moins coûteux que ceux de la télévision, les quotidiens peuvent avoir des effectifs plus nombreux et plus spécialisés et peuvent s'adonner à des enquêtes plus poussées.

En général, cependant, les quotidiens n'ont pas encore commencé à exploiter cette relation complémentaire. La majorité des meilleures enquêtes sont faites pour des émissions d'affaires publiques, comme «Fifth Estate» et «W-5», enquêtes qui souvent ne sont même pas suivies par les quotidiens. Les grandes chaînes qui font leur apparition peuvent, en fournissant les capitaux nécessaires, améliorer la capacité des quotidiens d'élaborer de nouvelles façons d'aborder cet aspect de l'information.

Les grandes entreprises de presse devant soutenir la concurrence de la télévision pour la publicité et l'auditoire, le danger existe qu'elles s'y adaptent non pas en créant de meilleurs journaux, mais en s'engageant dans le domaine de la radiodiffusion. Pourtant, des recherches américaines montrent que la propriété concomitante comporte de sérieux désavantages. (Gormley, 1978) Les journalistes des média à propriété concomitante collaborent et pratiquent ce qu'on appelle «le journalisme de meute». On en a eu la preuve lors d'entrevues avec 200 journalistes et rédacteurs en chef de 10 villes où la propriété concomitante existe et lors d'une analyse du contenu de plus de 9 000 articles portant sur les nouvelles locales et de divers états. Selon ces données, la propriété concomitante: (1) donne lieu à un échange des bulletins de nouvelles entre la télévision et les quotidiens; (2) encourage l'emploi simultané dans l'un et l'autre des deux média; (3) porte les deux média à s'installer à proximité l'un de l'autre. Ces facteurs, de nature structurelle, comportent la probabilité que les quotidiens et les stations de télévision à propriété commune couvriront les mêmes nouvelles. La propriété concomitante augmente le recoupement des nouvelles de 16,7 pour cent et réduit aussi le désir de présenter des éditoriaux à la télévision. (Cinquante-deux pour cent des stations de télévision appartenant à des propriétaires de quotidiens ont refusé de présenter des éditoriaux, comparativement à 25 pour cent pour les autres stations.) Il n'est pas certain que l'on puisse appliquer généralement au Canada ces effets décelés aux Etats-Unis, mais le danger existe.

Il est aussi possible que les quotidiens songent à s'orienter vers les tabloïds populaires pour répondre aux attentes que la télévision a créées dans l'auditoire. Bien que les quotidiens canadiens aient présenté de plus fortes proportions de faits divers

ou d'articles plus familiers, les tabloïds sont allés plus loin. Les quotidiens de Quebecor sont les plus excessifs: ils se concentrent sur la culture populaire et présentent peu de reportages sur les affaires publiques. Les journaux du *Sun* de Toronto offrent plus d'articles sur les affaires publiques, pour la plupart de brefs résumés et des commentaires. Ils favorisent la controverse sous forme de condensé. On a décrit les tabloïds comme une manière de «télévision stagnante». Notre enquête a révélé que ces quotidiens disposent généralement d'un personnel très peu nombreux (comparativement à celui des autres quotidiens de la même catégorie de tirage) et qu'ils assignent très peu de ce personnel à la couverture des affaires publiques. Les répercussions d'une telle émergence semblent diverses. Ces quotidiens livrent une concurrence commerciale aux quotidiens plus traditionnels, mais la concurrence entre les journalistes y est minime. Néanmoins, une certaine proportion de leur clientèle ne lirait pas d'autres quotidiens; ils présentent donc une forme de concurrence qui n'existerait pas autrement. Quant au *Sun* de Toronto lui-même, il offre une gamme remarquable de commentaires sur les événements politiques à tous les niveaux. Comme dans le cas de la télévision, cependant, ces journaux ne représentent, pour ceux qui suivent les affaires publiques, qu'un complément des grands quotidiens.

4. Conclusion

Sans parler de la propriété et de la concurrence, la croissance de la télévision a profondément influencé les quotidiens. L'augmentation constante du prestige des nouvelles télévisées et des émissions d'affaires publiques a fortement ébranlé leur position particulière. Les quotidiens locaux, ayant peu de prétentions quant à la couverture des événements nationaux et internationaux, ont probablement été moins touchés, bien qu'ils doivent eux aussi soutenir une vive concurrence pour ce qui est des loisirs de leurs lecteurs. Les grands quotidiens subissent une influence plus marquée, mais ils sont plus en mesure de s'y adapter. Nous soutenons, cependant, que les grands quotidiens ne se sont pas encore suffisamment adaptés de façon à renforcer l'attrait qu'ils offrent aux lecteurs plus intéressés aux affaires publiques. En plus de présenter plus d'interprétations et d'articles de fond, ils pourraient collaborer davantage avec la télévision, peut-être en publiant des transcriptions des bulletins de nouvelles sur les affaires publiques et en suivant l'évolution des révélations qui s'y trouvent. Les ressources dont disposent les quotidiens appartenant à des chaînes leur permettraient d'entreprendre pareilles opérations complémentaires.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, le danger existe que les grandes sociétés pour qui les quotidiens ne représentent qu'un autre placement consacrent plus de ressources à d'autres entreprises, plutôt que de faire des placements nécessaires à leur adaptation non seulement à l'importance croissante des nouvelles télévisées et des émissions d'affaires publiques, mais encore à l'émergence de techniques de communications interactives. Les dangers inhérents à la propriété concomitante des installations de production peuvent ne pas s'appliquer aux entreprises de diffusion, mais si on veut préserver l'efficacité des reportages et des commentaires sur les affaires publiques, il faudra améliorer les éditoriaux des quotidiens et non pas les réduire. Il faudrait peut-être songer à instaurer des stimulants fiscaux pour encourager les quotidiens à intensifier leurs efforts dans la

cueillette des nouvelles et le commentaire. Les quotidiens indépendants auront certainement besoin d'aide pour s'adapter à la situation. Les chaînes peuvent, pour leur part, avoir besoin de stimulants financiers pour demeurer engagées dans le secteur «information» de l'industrie.

Références

Adams, William, et Fay Schreibman, éd., *Television Network News: Issues in Content Research*, Washington, D.C., George Washington University, 1978.

Addiction Research Foundation, *Alcohol — Public Education and Social Policy*, rapport du groupe de travail sur l'éducation publique et la politique sociale, Addiction Research Foundation, Toronto, 1981.

Bogart, Leo, «How the Challenge of Television News Affects the Prosperity of Daily Newspapers», *Journalism Quarterly*, nº 52, 1975.

Clarke, Harold D., Jane Jenson, Lawrence LeDuc et, Jon Pammett, *Political Choice in Canada*, McGraw-Hill Ryerson, 1979.

Cumming, Carman, «The Coming Battle Over Media Power», *Carleton Journalism Review*, 1977.

Goodbaum, Joseph, «Print Media Coverage of the Federal Political Parties, 1970-1980», département des sciences politiques, université York, 1981. (inédit)

Gormley, William T. Jr., dans un groupe de discussion, United States Federal Trade Commission, Bureau of Competition, *Proceedings of the Symposium on Media Concentration, vol. 2*, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, décembre 1978, pp. 407-408.

Halberstam, David, «Television has made media the message of U.S. politics», le *Star* de Toronto, le 18 janvier 1981.

Munton, Don, et Michael Clow, «The Media, the Bureaucrats and Canadian Environmental Policy», document présenté à l'assemblée annuelle de l'International Studies Association, Toronto, mars 1979.

Pammett, Jon, Harold Clarke, Jane Jenson, et Lawrence LeDuc, «Change in the Garden: The 1979 Federal Election», document présenté à l'assemblée annuelle de l'Association canadienne de sciences politiques, Montréal, le 2 juin 1980.

Simpson, Jeffrey, *Discipline of Power*, Toronto: Personal Library, 1980.

Stemmle, Thomas N., «Press, Radio, Television. Complementary Competition Between the Mass Media», *Gazette* 18: XVIII, nº 3, 1972, pp. 166-178.

Trueman, Peter, *Smoke and Mirror. The Inside Story of Television News in Canada*, McClelland and Stewart, 1980.

7
Conclusions et propositions

Un journal est une entreprise [. . .] *mais aussi autre chose* [. . .].

Gordon Fisher, mars 1981

En nous fondant sur une étude approfondie de la documentation existante et sur nos propres recherches, nous avons conclu que cette «autre chose» qu'est sensé être un journal a toujours son importance pour les affaires publiques au Canada. Malgré l'emprise croissante de la télévision et l'influence grandissante des analystes et spécialistes techniques, les quotidiens continuent de jouer un rôle vital dans l'établissement de l'ordre de priorité officiel à tous les paliers de gouvernement, ainsi que pour le public. Le quotidiens tiennent en outre un rôle essentiel lors de la couverture des campagnes électorales, malgré l'invasion de la télévision. De plus, nous savons que la surveillance de la presse influe sur le degré de prudence et de sensibilité dont font montre les fonctionnaires municipaux à l'égard des préoccupations du public. La place des quotidiens dans notre régime démocratique justifie les privilèges dont ils jouissent et force l'attention sur les effets de la propriété et de la concurrence quant à la capacité des quotidiens de respecter leurs obligations sociales.

En ayant recours à toute une variété de techniques et de données, nous avons tenté de dégager des différences systématiques entre les quotidiens appartenant à des chaînes et les quotidiens indépendants. Nous avons étudié des facteurs comme le nombre de services de dépêches, celui des journalistes affectés à la couverture des affaires locales, la diversité des chroniqueurs et la couverture des élections. Quoique nous ayons rencontré plusieurs cas précis de quotidiens ayant subi des réductions de personnel et des interruptions des services de dépêches et de chroniques souscrites après leur absorption par une chaîne (habituellement Thomson), il nous a été impossible de déceler d'importantes différences ne pouvant avoir de meilleures explications qu'en termes de tirage ou de considérations régionales. En outre, nous n'avons pu faire la preuve de l'existence d'un influence dominante de la haute administration des quotidiens sur la politique relative aux nouvelles ou aux éditoriaux.

Bref, nous avons constaté (comme le Comité Davey) «qu'il n'existe tout simplement pas de corrélation entre l'appartenance à une chaîne et la qualité de ce

qui est publié». (Comité spécial du Sénat, 1970, vol. 1, p. 6) Pour ce qui est de l'influence directe, il semble que les intérêts et les préférences idéologiques des propriétaires aient beaucoup moins d'influence que les normes de la collectivité — que les rédacteurs en chef cherchant à recueillir un tirage maximum hésitent à défier — et les traditions journalistiques. La majorité des rédacteurs en chef continuent d'avoir des visées à court terme en ce qui a trait aux nouvelles, favorisant leur rapidité et leur brièveté, ainsi que l'attrait qu'elles présentent pour l'auditoire, plutôt que le journalisme d'enquête, la réflexion et l'importance des nouvelles. La conformité des journaux à travers le pays découle davantage de normes culturelles communes et des traditions journalistiques que de la propriété concomitante. Les différences entre la presse de langue française et la presse anglophone semblent résulter de différences culturelles et des traditions journalistiques.

Tout cela ne signifie aucunement que la propriété n'entre pas en ligne de compte. Nous avons constaté que l'appartenance à des chaînes présente des avantages, en particulier une plus grande indépendance à l'égard des pressions sociales et l'accès à la couverture des services des nouvelles des chaînes qu'aucun journal individuel ne pourrait se permettre. Certains groupes offrent aussi des cours de perfectionnement professionnel et de formation sur le terrain, encore qu'ils ne soient guère répandus. Cependant, ces forces créent en soi des problèmes. Les services de nouvelles des chaînes réduisent les possibilités des services de nouvelles indépendants et des spécialistes pigistes, comme ils donnent lieu à une diminution du nombre de correspondants des quotidiens individuels au sein des tribunes de la presse. Toutes ces tendances contribuent au déclin de la diversité des perspectives de la couverture des affaires publiques. En outre, la consolidation de la propriété risque de réduire l'indépendance des journalistes en diminuant leurs chances de trouver un emploi ailleurs que dans leur propre journal. Plusieurs des personnes que nous avons interrogées lors de notre étude ont fortement ressenti cette menace à la suite de la récente fermeture de quotidiens. De plus, les conglomérats sont susceptibles de subir les représailles des annonceurs pour ce qui est de leurs autres intérêts commerciaux, ainsi qu'à l'égard du quotidien en cause.

Par ailleurs, l'ordre de priorité des propriétaires et administrateurs des groupes de quotidiens a sans aucun doute une influence considérable sur le genre de journalisme que pratiquent leurs journaux. Par exemple, le genre d'éditeurs engagés, les mandats (et les budgets) qu'on leur donne de même que les critères d'avancement au sein de la chaîne sont tous des facteurs qui entrent en jeu. L'initiative journalistique (ou son absence) est contagieuse — de la direction en descendant. Comme le disait le Comité Davey il y a dix ans: «Les bons journaux sont généralement ceux qui répondent à deux conditions: (a) leur fonctionnement est financièrement stable; (b) les personnes qui en surveillent le contenu rédactionnel sont versées en journalisme plus qu'en comptabilité.» (Comité du Sénat, 1970, vol. 1, p. 94) Il nous semble que la propriété de conglomérats réduit le souci de l'excellence rédactionnelle.

Il importe aussi de noter que les propriétaires de chaînes ont le pouvoir d'intervenir en temps de crise, comme l'a fait Desmarais lors du référendum au Québec. Ce pouvoir latent peut fort bien aider à fixer les limites d'une couverture et de commentaires acceptables, poussant ainsi à l'auto-censure les rédacteurs en chef et les éditeurs qui veulent aller de l'avant. Par exemple, il est rare que ceux qui choisissent les nouvelles ignorent les intérêts financiers de leurs propriétaires. Par

conséquent, la situation dépend en grande partie de la modération des propriétaires et du degré d'indépendance des journalistes à leur emploi. Comme le faisait remarquer le Comité Davey en 1970 : « [...] notre pays ne devrait plus jamais tolérer que l'intérêt public, dans un domaine aussi essentiel que l'information, soit à la merci de la cupidité ou du bon vouloir d'un groupe extrêmement privilégié d'hommes d'affaires.» (Comité du Sénat, 1970, vol. 1, p. 74) Depuis ce temps, ce groupe s'est encore réduit.

Nous avons constaté quelques petites différences entre les quotidiens monopolistes et les quotidiens concurrentiels. Les premiers sont plus enclins à s'abstenir de tout appui éditorial, surtout sur le plan local, alors que les derniers tendent à présenter des éditoriaux plus complets sur les élections. Dans l'ensemble, toutefois, les différences sont minimes. Néanmoins, la qualité de la couverture des affaires publiques varie considérablement, ce qui nous porte à croire que les traditions des quotidiens individuels et les préférences des chefs de nouvelles locaux constituent d'importants facteurs à cet égard.

Les avantages de la concurrence pour la couverture des affaires publiques se trouvent d'abord dans le système des freins et compensations qui en découle. Les quotidiens concurrentiels constituent un moyen efficace d'en vérifier le rendement, la concurrence servant à mettre un frein à la tentation d'ignorer ou de supprimer des nouvelles sujettes à controverse. Les autres média ne peuvent que partiellement remplir ces fonctions puisqu'ils n'ont généralement que des ressources limitées à consacrer aux enquêtes et qu'ils ne tentent pas d'assurer une couverture complète des événements. La concurrence nous semble comporter les meilleurs avantages lorsqu'elle porte principalement sur la production journalistique. On ne doit pas considérer qu'elle existe uniquement lorsque deux quotidiens sont situés dans la même ville. Il peut se livrer une concurrence réelle dans les tribunes de la presse aussi bien que dans les cas où quotidiens locaux et métropolitains se disputent les lecteurs des mêmes régions. L'introduction des éditions à diffusion limitée par les grands quotidiens peut être utile à cet égard.

Quant à la fonction de vérification, il peut être possible de trouver une alternative à la concurrence sur le plan local. Des syndicats plus puissants et un plus haut degré de professionnalisme journalistique peuvent contribuer à éviter la suppression de nouvelles. Une surveillance extérieure plus importante des quotidiens, peut-être par l'entremise de conseils de presse et de centres de recherches, peut augmenter les attentes du public et aider à réaliser cette fonction de vérification. Même lorsqu'il y a concurrence, pareille évolution peut être bénéfique puisque les quotidiens se critiquent rarement les uns les autres.

Lors de notre examen des tribunes de la presse, nous avons observé une nette tendance à la concentration rédactionnelle. Il semble que les correspondants des grands quotidiens régionaux soient sur le point de disparaître. La diversité des perspectives parmi le nombre décroissant des chroniqueurs à Ottawa est relativement faible. La couverture homogène d'Ottawa résulte en grande partie de la concentration de la propriété et de l'usage accru des services en commun. Les éditeurs locaux dynamiques peuvent améliorer cette tendance en envoyant régulièrement des journalistes spécialistes à Ottawa (comme le fait le *Herald* de Calgary), mais la tentation d'accepter telles quelles les dépêches qui leur parviennent est forte. Le fait qu'à l'échelle nationale on se concentre de plus en plus sur la couverture d'Ottawa

peut ne pas contribuer à la cohérence nationale s'il en ressort simplement qu'elle ne rejoint pas les préoccupations de l'Est et de l'Ouest.

Un argument souvent avancé en faveur de la concentration rédactionnelle est que des nouvelles sont des nouvelles et que deux quotidiens couvrant les mêmes nouvelles ne produisent que deux versions légèrement différentes des mêmes événements. Même en ce qui a trait à la couverture des nouvelles, c'est là un point de vue bien naïf puisqu'il est souvent nécessaire de faire des choix complexes. Lors de notre étude de la tribune de la presse de la Colombie-Britannique, nous avons constaté que la fusion du *Times* et du *Colonist* avait mis fin à une situation dans laquelle les correspondants à l'Assemblée législative des deux quotidiens étaient tous deux en étroite relation avec l'un des deux principaux partis et présentaient régulièrement des interprétations différentes des événements. Il est clair que les fusions et la mise sur pied des services en commun ont occasionné une perte de la diversité des perspectives.

Par ailleurs, la création de grands bureaux par les services des groupes contribue à améliorer la qualité et la compréhension de la couverture des travaux du Parlement et des assemblées législatives. Nous avons aussi constaté que la qualité du service de la PC constitue un facteur d'une importance cruciale pour ce qui est de la capacité des autres correspondants à dépasser la couverture de routine. A maints égards, la couverture des travaux du Parlement et des assemblées législatives est meilleure qu'elle n'a jamais été, mais l'affluence des commentaires est maintenant passablement circonscrite. Toute concentration rédactionnelle soutenue pourrait exacerber la situation. Le problème tient à ce que les ressources consacrées à la couverture des affaires publiques dépendent largement des préférences des éditeurs. L'absence de toute concurrence réelle pourrait fort bien en réduire la priorité.

Pour ce qui est des affaires publiques, une plus grande concurrence entre les journalistes, à tous les paliers, aiderait sans aucun doute à maintenir et à améliorer la couverture et le commentaire. Il est probable que la concurrence commerciale n'aurait pas le même résultat puisque la recherche de consommateurs comme lecteurs peut ne pas être compatible avec un service destiné aux citoyens. De toute façon, il est peu vraisemblable que la majorité des centres connaissent une concurrence locale importante, avec ou sans l'aide de l'Etat, et que l'octroi de subventions directes aux quotidiens soit acceptable à la plupart des journaux et, de fait, à la majorité des Canadiens. Nous fondant sur notre recherche, nous proposons que la Commission envisage les mesures suivantes:

1. Etant donné l'importance de la Presse canadienne, on devrait tâcher de la renforcer, surtout pour ce qui est de sa représentation au sein des tribunes provinciales. Il faudrait aussi l'aider à former un réseau de correspondants spécialistes et peut-être à se doter des services de correspondants étrangers (domaine qui ne fait pas l'objet de la présente étude). Quoique l'on ait souvent exagéré les dangers des subventions directes de l'Etat, il serait préférable de prendre des mesures indirectes, comme les stimulants fiscaux consentis aux journaux membres, afin d'encourager le paiement de droits plus élevés et les subventions accordées pour les innovations coûteuses, comme la transmission par satellite. Il existe amplement de précédents pour ce genre d'aide comme le montrent les réductions des tarifs postaux et les tarifs télégraphiques préférentiels offerts par le passé.

2. Afin d'assurer la diversité des perspectives, une aide semblable pourrait être accordée aux autres services de dépêches et de chroniques souscrites détenus par des Canadiens.

3. Il peut aussi être nécessaire d'offrir des stimulants fiscaux afin d'éviter que les grandes entreprises de presse ne détournent les ressources affectées à la cueillette des nouvelles et au commentaire au profit d'une diffusion massive ou pour les consacrer à l'exploitation de nouvelles techniques qui ne serviraient que des auditoires spécialisés.

4. Afin d'améliorer la couverture des nouvelles, on pourrait aussi avoir recours à des stimulants fiscaux pour encourager les quotidiens à conserver une représentation distincte à Ottawa et au sein des tribunes provinciales et pour assurer un minimum de couverture des affaires publiques.

5. Pour favoriser l'autonomie des journalistes, on pourrait encourager la formation d'une association professionnelle d'auto-réglementation à l'intention des journalistes. Une telle association pourrait collaborer avec les syndicats existants afin de préserver l'indépendance des journalistes et favoriser leur avancement professionnel. Elle pourrait assurer la coordination de l'activité syndicale à l'échelle nationale et administrer les programmes de congés d'étude et autres du genre.

6. Pour encourager les reportages sérieux sur les affaires publiques, surtout en termes d'enquêtes et d'analyses, on pourrait envisager la création d'un centre d'information sur les affaires publiques, semblable — et peut-être rattaché — à l'Institut de recherches sur la politique publique. Pour assurer son indépendance, le financement d'un centre du genre devrait se faire par le biais de contributions de l'Etat et de l'industrie des média, préférablement sous forme de fonds. Ses fonctions devraient comprendre la production d'analyses, d'enquêtes et de commentaires diffusés par des services de chroniques souscrites, à un coût modeste, aux quotidiens canadiens et, si possible, la réalisation d'une revue incluse, chaque semaine ou chaque mois, dans les quotidiens. Ce centre pourrait être exploité par un petit personnel permanent auquel se joindraient les journalistes en congé d'autres quotidiens, à tous les paliers.

7. Pour améliorer la couverture des élections, surtout au palier municipal, il peut être nécessaire que les gouvernements achètent de l'espace dans les quotidiens pour y faire paraître des suppléments sur les élections contenant des notes biographiques sur les candidats et l'exposé de leurs plates-formes électorales. Ces suppléments devraient relever des lois électorales appropriées et seraient semblables aux subventions fédérales actuelles pour la publicité télévisée en période électorale. Bien qu'on puisse diffuser cette information directement par courrier, l'utilisation des quotidiens pourrait stimuler leur intérêt pour la couverture des campagnes électorales et en améliorer la qualité.

8. Il peut aussi être souhaitable d'adopter une loi établissant une agence indépendante (ou une agence dans chaque province) afin de fixer et de mettre en vigueur des normes techniques pour la conduite et les comptes rendus des sondages d'opinion publique.

9. Pour garantir une surveillance convenable du rendement des quotidiens en l'absence d'une concurrence réelle et afin d'établir un certain degré de responsabilité,

une loi devrait présider à l'établissement de conseils de presse qui auraient le pouvoir d'exiger la publication de leurs conclusions sur certaines questions, de surveiller le rendement des quotidiens et d'en faire rapport. Vu les problèmes de compétence, ces conseils de presse pourraient être plus utiles au palier provincial, bien que la protection d'une loi fédérale puisse être souhaitable. Pour être efficaces, ces conseils auront besoin de programmes de recherche, dont l'exploitation pourrait se faire conjointement avec les centres de recherches des média et les universités.

10. Les gouvernements pourraient, bien sûr, faire beaucoup pour améliorer l'accès à l'information sur les affaires publiques en se montrant plus ouverts lors de leurs prises de décisions et en rendant publics leurs projets de politique bien avant de prendre ces décisions. Cela est particulièrement important sur le plan local où les conseils municipaux peuvent présenter aux citoyens des reportages réguliers sur les questions de l'heure.

Il ressort clairement de ces propositions que nous ne sommes guère optimistes à l'idée d'avoir des quotidiens détenus par l'Etat comme tel ou quant à l'efficacité d'une campagne de confiance contre l'appartenance des quotidiens à des chaînes. Il pourrait fort bien être nécessaire d'imposer des limites à la concentration de la propriété, pour diverses raisons, mais nous ne sommes pas certains des avantages que cela peut présenter pour le reportage des affaires publiques. Nos propositions découlent d'une autre attitude, fondée sur la notion que les quotidiens peuvent, avec raison, être considérés comme des commodités publiques. Nous proposons donc l'établissement de règlements et de stimulants, de même qu'une augmentation de la surveillance et de la responsabilité publiques, afin d'améliorer le rendement des quotidiens.

Il est à noter que la présente étude se veut d'abord descriptive et analytique. Vu qu'elle porte principalement sur la couverture des affaires publiques, nous avons examiné l'industrie du quotidien dans une perspective particulière et avancé ces propositions selon cette perspective. Nous savons parfaitement qu'il faudrait les étudier dans un contexte plus vaste, mais cette tâche dépasse notre mandat et nos capacités.

Lors de notre examen de la couverture des affaires publiques, nous avons étudié les quotidiens non pas comme entreprises commerciales, mais comme des institutions remplissant d'importantes fonctions publiques. Il était inévitable que nous fassions valoir les solutions idéales plutôt que pratiques et que nous soulignions les faiblesses plutôt que les points forts, bien que nous ayons fait remarquer, à maintes reprises, la nette amélioration de la couverture des affaires publiques, ces dernières années, surtout à l'échelle nationale. Notre évaluation de la couverture des affaires publiques peut se résumer brièvement. En général, les citoyens ne peuvent obtenir toutes les informations et analyses dont ils ont besoin pour participer efficacement au processus démocratique que par des efforts diligents et en ayant recours à une vaste gamme de sources d'information. Dans nombre de petits centres, l'information nécessaire n'est tout simplement pas disponible. Seuls quelques quotidiens assurent une couverture de qualité, à tous les paliers. Bien que d'ordinaire la majorité des quotidiens assurent une couverture juste et exacte, elle est rarement complète et fait souvent erreur sur les questions techniques. Nous avons constaté l'insuffisance de la diversité des perspectives, à tous les échelons, le manque d'enquêtes et d'analyses et une tendance à présenter des faits divers plutôt que des nouvelles et des analyses

sérieuses. Nombre de petits quotidiens semblent être trop étroitement liés aux centres de pouvoir locaux pour présenter une perspective distincte. L'information ne déborde pas suffisamment des cadres linguistiques et régionaux, malgré une amélioration marquée à cet égard ces dernières années. Les causes de ces points faibles sont nombreuses, mais il en ressort deux: (1) l'insuffisance des budgets rédactionnels, résultant en un manque de personnel et en un refus de consacrer assez de ressources pour former et garder des journalistes supérieurs; (2) une conception des nouvelles qui continue de sous-évaluer le journalisme sérieux. Les sondages que nous avons étudiés montrent qu'il existe un important marché pour le journalisme de qualité (jusqu'à 40 pour cent des lecteurs de quotidiens). Le problème tient au fait que, pour ces lecteurs, il n'existe pas, pour nombres de raisons, d'autre choix que le quotidien.

Annexe

ANNEXE

Méthodes de recherche et sources des données

Comme nous l'avons souvent mentionné dans les pages précédentes, les questions sur lesquelles porte la présente étude sont complexes et difficiles. La nécessité d'étudier le reportage des affaires publiques de manière intégrale, parce qu'il faut en comprendre chacun des aspects dans le contexte de plusieurs autres, nous a forcés à utiliser une documentation fort variée. Vu la complexité des questions et la diversité des sources d'information, il importe d'exposer les faits saillants de la documentation sur laquelle se fonde notre analyse.

Il importe aussi de faire mention des contributions des recherchistes qui ont participé à la présente étude, telle qu'on l'a initialement présentée à la Commission. Nous indiquerons alors comment elle a été préparée sous forme de volume. En ce qui a trait à la rédaction, la répartition des responsabilités est la suivante:

Première partie

Chapitre 1: Introduction: Théories et perspectives
Frederick J. Fletcher et David V.J. Bell

2: L'influence des quotidiens sur les affaires publiques
Frederick J. Fletcher et David V.J. Bell

3: Influences sur la couverture des affaires publiques par la presse
Frederick J. Fletcher

4: Les tribunes de la presse et la couverture des affaires publiques
Frederick J. Fletcher et William O. Gilsdorf, avec la collaboration de Daphne F. Gottlieb et W. Allan Bonner

5: Le cas spécial des élections
Frederick J. Fletcher, avec la collaboration de David V.J. Bell et William O. Gilsdorf, et le concours de Daphne Gottlieb

6: La presse à l'ère de la télévision
Frederick J. Fletcher, David V.J. Bell et William O. Gilsdorf

Deuxième partie

Etudes de cas

A. Les média et la politique dans deux villes du Québec
André Blais et Jean Crête

B. The Media and Local Politics Coverage in Victoria
Daphne F. Gottlieb

Troisième partie

Résumé et conclusions
Frederick J. Fletcher

Annexes

I La presse et les affaires publiques au Québec
André Blais et Jean Crête

II Newspapers and Public Affairs: Literature Review and Propositional Inventory
Daphne F. Gottlieb et Frederick J. Fletcher

III Correlates of Newspaper Coverage of the 1979 Canadian Election: Chain-Ownership, Competitiveness of Market, and Circulation
W.I. Romanow, W.C. Soderlund, R.H. Wagenberg et E.D. Briggs
IV Research Methods and Data Sources
Frederick J. Fletcher

La première partie a été retenue pour constituer les chapitres 1 à 6 du présent volume. La deuxième partie a été déposée aux archives publiques. La troisième partie, considérablement abrégée, forme le chapitre 7 du présent volume; le reste (résumés des chapitres) est aux archives publiques. Les annexes II et III ont aussi été versées aux archives publiques. L'annexe IV forme l'annexe I du présent volume.

Le professeur Fletcher est le principal recherchiste de la présente étude; il est aussi responsable de sa conception générale, de même que de la coordination des travaux. Il est en outre le principal rédacteur des sections en anglais.

Voici les documents de recherche sur lesquels se fonde le présent rapport:

1. Le projet a commencé par l'étude de recherches réalisées au Canada, aux Etats-Unis et dans d'autres pays. Elles figurent aux annexes I et II de l'étude originale.

2. Afin d'évaluer l'importance des quotidiens comme source d'information politique, nous nous sommes fondés sur les données relatives à l'utilisation des média, colligées dans plusieurs sondages d'opinion publique d'envergure. Ces sondages comprennent les études sur les élections nationales de 1974, 1979 et 1980 (menées par les professeurs Harold D. Clarke, Jane Jenson, Lawrence LeDuc et Jon Pammett), l'étude sur la qualité de la vie au Canada de 1977 et un sondage parallèle sur l'élite nationale (réalisé pour l'Institute of Behavioural Research, université York, par Bernard Blishen, Michael Ornstein et Michael Stevenson) et l'étude sur les élections ontariennes de 1977 (par Robert J. Drummond et Frederick J. Fletcher). Bien qu'à certains égards nous ayons pu employer des données publiées, dans tous les cas on a fait de nouvelles analyses spécialement pour la présente étude. Nous remercions ces universitaires de nous avoir donné accès à leurs données. (Le Conseil canadien de recherche sur les sciences sociales et humaines a financé chacune de ces études.) Les sondages se fondent sur des échantillons scientifiquement sélectionnés et représentent quelques-unes des meilleures données disponibles sur l'attitude du public à l'égard des reportages et du commentaire sur les affaires publiques, et l'usage qu'il en fait.

3. Pour ce qui est de l'utilisation de la couverture des affaires publiques par les média, nous avons aussi pu faire usage de données inédites colligées par David Bell et Frederick Fletcher pour leur projet sur les média de masse et sur la politique relative au transport (Mass Media and Transportation Policy). En particulier, nous avons pu tirer des données d'une enquête sur l'utilisation des média par les hauts fonctionnaires de Transport Canada réalisée sous les auspices du ministère par Marcia Kircher.

4. Nous avons aussi eu la chance d'avoir recours à certaines données tirées d'analyses de contenu. En particulier, les professeurs W.C. Soderlund, W.I. Romanow, E.D. Briggs et R.H. Wagenberg, de l'Université de Windsor, ont modifié leur plan de recherche pour entreprendre une analyse spéciale de leurs données sur la couverture des élections fédérales de 1979, qui figure à l'annexe III de l'étude originale. Nous avons aussi eu accès à leurs études antérieures de la couverture des campagnes électorales de 1972 et 1974. L'annexe III de l'étude originale contient les détails de leur échantillon de 22 grands quotidiens. En outre, nous avons réexaminé l'information tirée d'analyses de contenu de moindre envergure des campagnes de 1974 et 1979 réalisées respectivement par les professeurs Fletcher et Gilsdorf.

Parce que ce genre d'analyses de contenu sont nécessairement sans nuances, nous les avons utilisées ici surtout pour souligner les tendances et modèles généraux. Pour obtenir une évaluation complète de la couverture des élections par les quotidiens, il faut certainement entreprendre des études plus raffinées de l'équivalence des grands quotidiens et des quotidiens locaux, en contexte. A cette fin, nous avons pu employer une étude antérieure de Vancouver par Bonni Raines Kettner et organiser nos propres analyses de Sherbrooke et de Trois-Rivières (voir la section II.A de l'étude originale), mais il faut encore procéder à des études définitives.

De plus, il nous a fallu examiner la couverture des nouvelles entre les élections. Outre les études de cas systématiques de Sherbrooke et de Trois-Rivières, nous avons entrepris des études de moindre envergure à Victoria, examinant la couverture du *Times-Colonist* pour les mois de mars et de mai 1981, et en Ontario. Dans le dernier cas, notre examen des modèles de la couverture des affaires publiques internationales, nationales, provinciales et locales a porté sur un échantillon de 15 quotidiens de la province, pour les 11 et 12 mai. Daphne F. Gottlieb et Monica Neizert en ont fait l'analyse. Bien qu'ils ne puissent remplacer des analyses de contenu plus détaillées, ces sondages nous ont aidé à comprendre d'autres données et nous ont permis d'éprouver certaines de nos idées.

5. Lors de notre étude des tribunes de la presse fédérale et provinciales, nous avons consulté la *Matthew's List* et d'autres sources, des études antérieures par deux des recherchistes (les professeurs Gilsdorf et Fletcher) et une série de nouvelles entrevues, de même que des études antérieures sur l'Ontario et le Québec (voir l'annexe I de l'étude originale). Nous avons pu faire une nouvelle analyse des entrevues réalisées par les professeurs Gilsdorf et Fletcher pour leurs études des campagnes électorales de 1979 et 1980 (entrevues avec un total de 120 journalistes et 17 représentants des partis). En outre, on a interviewé quelque 44 journalistes, spécialement pour la présente étude, à Ottawa (12), Victoria (8), Edmonton (5), Regina (3), Winnipeg (6), Toronto (Queen's Park) (4), Fredericton (2), Halifax (2) et Saint-Jean de Terre-Neuve (2). De plus, nous avons interviewé plusieurs relationnistes des média. Nous avons aussi puisé dans les résultats d'entrevues antérieures réalisées par le professeur Fletcher à Ottawa et à Queen's Park. Bien qu'il s'agisse d'entrevues informelles, on s'est servi d'un questionnaire structuré pour les orienter. (Voir l'annexe IV du rapport original aux archives publiques.) Dans tous les cas, les entrevues ont été faites avec les membres des tribunes les plus anciens et ayant le plus d'influence.

6. Sur le plan local, nous avons choisi de compléter la maigre documentation disponible en entreprenant de nouvelles études de cas. Les études de la couverture des affaires publiques à Sherbrooke et Trois-Rivières sont fondées sur de longues entrevues avec des journalistes des affaires municipales, des rédacteurs en chef, des politiciens et des fonctionnaires, de même que sur des analyses du contenu de la couverture des quotidiens. (Pour plus de détails, voir la partie II.A de l'étude originale.) L'étude de cas de Victoria est plus concentrée et moins étendue, mais se fonde sur les mêmes sources. Le peu de temps dont nous disposions nous a empêché d'entreprendre d'autres études de cas.

7. Afin d'examiner les ressources consacrées par les quotidiens à la couverture des affaires publiques et leur politique en la matière, nous avons entrepris un sondage téléphonique des rédacteurs en chef, à l'échelle nationale. Pour obtenir un échantillon qui représente équitablement toutes les chaînes, régions, situations concurrentielles et catégories de tirage, nous avons choisi un échantillon par strates de 74 quotidiens. Nous avons donc dénombré les cadres au plus haut échelon hiérarchique de la rédaction (rédacteurs en chef, directeurs, chefs de pupitre) en nous servant des annuaires des quotidiens, et cherché à les interviewer. Dans certains cas, on nous a référé aux éditeurs et dans quelques autres, on nous a demandé d'envoyer les questionnaires par courrier. Comme les sondages visaient à obtenir de l'information plutôt que des attitudes ou opinions, ces solutions nous ont paru acceptables. Bien que les personnes interrogées savaient que leur participation était volontaire, le taux d'entrevues complétées fut plus que satisfaisant, mais certaines chaînes en particulier ont posé des problèmes. Des trois quotidiens Irving faisant partie de l'échantillon, par exemple, l'un d'eux a refusé de répondre et un autre a omis de nous retourner le questionnaire que nous lui avions envoyé. Pour ce qui est des journaux Thomson, un tiers des quotidiens faisant partie de l'échantillon ont soit refusé de répondre au questionnaire (2), soit omis de le retourner (5). Néanmoins, les 14 journaux Thomson qui ont effectivement fait l'objet de notre enquête étaient raisonnablement représentatifs du groupe dans son ensemble, en termes de régions et de tirage. Les 14 journaux Southam de l'échantillon ont répondu à notre questionnaire, comme la plupart des quotidiens des petits groupes. Pour ce qui est du tirage, l'échantillon se répartissait comme suit:

Tirage	Nombre total	Nombre de l'échantillon	Nombre d'entrevues complétées
Plus de 100 000	16	16	13 (plus deux partielles)
De 50 000 à 99 999	8	7	6
De 25 000 à 49 999	16	11	9
Moins de 25 000	67	40	34
	107	74	62 (plus deux partielles)

Les entrevues complétées furent raisonnablement représentatives de toutes les régions, avec un léger manque dans les provinces de l'Atlantique.

Le plan des entrevues (annexe IV, rapport original) a été conçu d'abord en fonction des petits quotidiens et a dû être légèrement adapté pour les grands quotidiens. Certaines modifications furent aussi nécessaires pour les entrevues en français. La version présentée ici fut utilisée telle quelle pour la majorité des entrevues. Il est cependant survenu certains problèmes de fiabilité et de comparaison lorsque les personnes interrogées ont donné une définition différente aux termes-clés comme «sondage» et «politique locale». Par exemple, certains rédacteurs en chef ont fait état des «sondages lors de réunions» dans leurs réponses, alors que d'autres n'ont fait mention que des sondages d'opinion scientifiques. D'aucuns ont donné une définition étroite à la politique locale et d'autres une définition plus large dans leur compte du nombre de journalistes assignés à la couverture de la politique locale. Dans la plupart des cas, cependant, notre personnel responsable des entrevues et des codes a pu faire les distinctions nécessaires.

Sous la direction de Daphne Gottlieb, ce sondage fut réalisé par Richard Bédard, Janet Burns, Vicky Drummond, Edward F. Latchman et Shanthy Weerasekera.

Pour évaluer avec précision l'influence du marché sur la couverture des affaires publiques dans les petits quotidiens, nous avons utilisé les données relatives au tirage fournies par le Bureau de la vérification du tirage, afin de calculer la pénétration des petits quotidiens sur le marché et de comparer leur pénétration avec celle des grands quotidiens métropolitains les plus près. Bien que nous n'ayons pu examiner que quelques cas, les résultats de nos tests furent probants.

9. Lors d'entrevues avec le personnel de services de chroniques souscrites, nous avons aussi examiné le rôle de ces services dans la distribution de la couverture des affaires publiques et le commentaire.

Dans l'ensemble, ces recherches constituent la base d'une étude globale de la couverture des affaires publiques dans les quotidiens. Le temps nous ayant fait défaut, cet examen fut nécessairement superficiel dans certains domaines et incomplet dans d'autres. Néanmoins, nous estimons qu'il fournit une gamme d'informations et d'évaluations relatives à la couverture des affaires publiques qui manquaient jusqu'ici. Ces évaluations reposent non seulement sur les documents colligés pour le présent projet, mais aussi sur les recherches antérieures des auteurs, dont un bon nombre sont engagés dans la recherche sur les média depuis la dernière décennie.

Avec la collaboration de
David V.J. Bell
André Blais
Jean Crête
William O. Gilsdorf